LE MONDE diplomatique Algérie : 6,00 DA Canada : 1,75\$c.

Abonnements: voir terif page 19. Publication mensuale 5, rue des Italiens, 75427 Parix Cedex 09

Sept. 20-1 4

des superior

1 1 1 0 dec

MA GET BYTE V.

now Pomber

Service Director 1: 11.

PACK F

1 17 ANTA:

Le Vietnam exsangue

(Pages 15 à 18.)

Tiraillements

Par CLAUDE JULIEN

liens qui unissent l'Europe accidentale aux Etats-Unis restent entiers, et pourtant les notes discordantes deviennent de plus en plus évidentes. Tout subsiste d'une « communauté d'intérêts » sur laquelle se fonde l'alliance, mais en même temps sa multiplient les signes de divergences sur les moyens sinon sur les objectifs, comme le montrent notamment les crises d'Iran et d'Afghanistan. Et Washington d'en prendre ambrage.

Les accents de « guerre froide » qui ont permis à l'opinion américaine de se regrouper nutour de son président contrastent avec le souci des Européens de ménager l'avenir de la « détente » en proposant aux Soviétiques les parspectives d'une issue honorable. Cette « détente », les Américains, s'ils n'en étaient pas les initiateurs, en avaient pourtant fait leur affaire en engageant avec Moscou, sur le plan stratégique comme dans le domaine commercial, un dialogue direct qui pouvoit parfois inquiéter les Européens, troublés par cette esquisse d'une « double bégémonie ». Or voici que, en demandant aux Soviétiques d'évacuer l'Afghanistan, Washington brandit la menuce, prend des mesures de représoilles, parle même d'a ultimatum », tandis que les Européens, sceptiques quant à l'efficacité d'une telle politique, explorent les voies de compromis acceptables sons pour autant fronsiger sur

Et, en France même, un chef d'Etat soupçonné de complaisances atlantistes s'efforce de sauvegarder la « détente » avec l'Est pendant que les béritiers du gaullisme retrouvent paradoxalement des intonations qui ne penvent que favoriser la cristallisation des blocs.

E double chassé-croisé est à la vérité mains surprenant qu'il n'y parait à première vue. Il trouve ses racines profondes dans l'incroyable confusion qui entoure deux domaines — le politique et l'économique — distincts mais, bien entendu, inséparables. Dans leurs relations avec l'U.R.S.S., les Etats-Unis ont recherché une « détente » politique tout en poursuivant deux objectifs économiques contradictoires : lui livrer des équipements industriels et des produits agricoles, ce qui servait les intérêts du vendeur aussi bien que l'acheteur, - mais alourdir la charge que la course aux armements fait peser sur l'appareil soviétique de production, en proie aux plus grandes difficultés. Dans leurs relations avec l'Europe de l'Ouest, les Etats-Unis n'ont pos monifesté une plus grande cohérence : ils réclament la plus entière solidarité politique alors que la guerre commerciale bat sou plein.

La communauté des démocraties libérales est ainsi soumise aux timillements d'un système économique fondé sur une compétition assez impitoyable. Depuis l'effoudrement du système monétaire international et la crise énergétique, les craquements se multiplient : la C.E.E. en a fait la rude expérience avec sa politique agricole et son tarif douanier, où les États-Unis ont ouvert de sérieuses brèches, ayec maintenant les tentations protectionnistes qui touchent des secteurs oussi vitaux que l'acier ou les fibres synthétiques, demain l'automobile.

T A solidarité occidentale peut-elle surmonter de telles rivalités? Pour y 1 paryeuir, il faudrait d'abord admettre qu'en l'occurrence de véritables conflits de situation sont plus déterminants que la bonne au mauvaise volonté des gouvernants. Conflits de situation car, dans la plupart des domaines qui commandent l'avenir, les alliés doivent affronter des problèmes que rien ne permet de comparer : les États-Unis possèdent le pétrole et des minéraux qui font défaut à l'Europe, leur poids est prédominant en matière stratégique, technologique, bançaire, etc. Aucuue incontation, aucuse exhartation, aucuse manace n'effacera ces disparités.

Le gouvernement de Washington peut-il en convenir et reconnaître que ce qui est bon pour l'économie américaine ne l'est pas nécessairement pour ses partenaires européens? L'Europe, de son côté, croit-elle trouver sa raison d'être politique dans un rôle d'honnête courtier entre les deux superpuissances? Ou bien sera-t-elle capable de comprendre que sa relative autonomie restera fort limitée aussi langtemps qu'elle persévèrera dans une logique de développement économique qui la maintient iuexproblement dans la dépendance de la plus grande puissance capitaliste?

Incertitudes politiques, disparités économiques

L'ALERTE TUNISIENNE

Plus d'un mois après que la ville de Gafsa eut été du «jeudi noir» 26 janvier 1978, à la suite de la investie, dans la nuit du 26 au 27 janvier 1980, par un commando se réclamant de la Résistance armée tunisienne (RAT), par la suite baptisée Comité révolutionnaire général pour la libération de la Tunisie (C.R.G.L.T.), l'affaire est loin d'être close. Les armes se sont tues mais, dans le Sud tunisien, l'heure est à l'inquisition. Le 13 fevrier, à l'Assemblée nationale. plusieurs députés araient réclame la peine capitale pour la cinquantaine d'insurgés faits prisonniers. La thèse officielle tunisienne, qui réduit l'évenement à l'entreprise d'une « horde de mercenaires » entierement manipulés par la Libye et beneficiant

de discrètes mais efficaces complicités en Algérie, s'est pourtant vite révélée un peu courte. Deux ans exactement après la sanglante répression

au demeurant nullement assimilables, d'un aprèsbourguibisme qui n'en finit pas de commencer... Mais. cette fois-ci, l'affaire a pris, avec les signes de regain de la « guerre froide », une inquictante dimension internationale. Arec la démonstration navale française, les concours militaires du roi du Marge et, surtout, de Washington, décidant d'accelérer et d'accroître les lirraisons d'armes à l'armée tunisienne, puis la ferme mise en garde soriétique et lu guerre des ondes entre Tunis et Tripoli, un nourca: fouer de tension s'installe dans le Sud-Est maghébin et en Méditerranée occidentale.

grève générale déclenchée par la centrale syndicale

U.G.T.T., les événements de Gassa constituent en

vérite la seconde et grave alerte, dans des situations

ORSQUE, vers 2 heures du matin, dans la nuit du samedi 26 au dimanche 27 janvier, les chess présumes du commando Amr Ibn Al'Ass (1). Ezedine Cherif. dit a le Borgne », et Ahmed El Mergheni (2), donnent à leurs compagnons l'ordre de passer à l'action, les services de sécurité tunisiens ne s'étalent jusque-là pas doutés un seul instant de leur présence depuis plusieurs jours à quelques centaines de mêtres du gouvernorat (préfecture), dans une maison transformée en un véritable

Pour qui connaît les capacités d'encadrement du parti unique gouvernemental et des diverses polices qui lui sont associées, cette carence du renseignement est la première constatation qui frappe dans l'affaire de Gafsa. D'autant que la région se trouvait être particulièrement quadrillée en raison de la tournée présidentielle dans les gouvernorats du Sud. Au moment du déclenchement de l'opération (est-ce une simple coincidence?), le chef de l'Etat séjourne. en effet, au « Sahara Palace » de Nefta, à quelque 80 kilomètres au sud-est de Gaisa.

En pleine nuit donc, et dans des conditions qui demeurent encore confuses, le commando investit la ville de Gafsa. Il n'en sera délogé que près de vingt heures plus tard, au terme d'apres combats avec les forces de police et les bataillons de l'armée et de la garde nationale envoyés en renfort à partir de Kasserine, Sousse, Sfax et Tunis, C'est, que l'importante garnison de Gassa avait été pour l'essentiel mise en mouvement en direction de la frontière tuniso-libyenne — dans le cadre de maœuvres habituelles en cette saison. noteront certains observateurs, alors que la version officielle expliquera ces déplacements de troupes par la

* Journaliste tunisien résidant en

Par KHEMAIS CHAMARI*

concentration le long de la frontière sud-ouest de trois bataillons de chars de l'armée libyenne...

Jusqu'au 3 février, Galsa est en état de siège. La ville est passée au peigne fin et les suspects appréhendés par dizaines. Les palmeraies et les collines avoisinantes sont ratissées et les journalistes dépéches en Tunisie signaleront, durant plusieurs jours, l'existence de poches de résis-

Après un réel affolement, alors que les emissaires en voyés instantanément auprès de Paris et de Washington s'étaient montres alarmistes et pressants, le gouvernement tunisien sinit par livrer son bilan et son interprétation du « coup de Gassa » — 15 morts et 16 blesses parmi la population civile, 2 morts et 1 blessé dans

les rangs de la police, 1 blessé parmi les agents de la garde nationale, 20 morts et 90 blesses dans les rangs de l'armée. 4 tués. 3 blessés et 42 prisonniers parmi les assaillants. Selon la thèse officielle, avancée par le ministre de l'intérieur, les membres du commando, tous recrusés et entrainés en Libye, auraient traverse la frontière tuniso-algérienne a j.: hauteur de Bir-Om-Ali-Feriana, apros avoir contourné les confins algérolibyens. Ils aumient eu pour objectif de s'emparer des centres militaires et des postes de sécurité de Gaisa avant d'encercler la ville et d'appeler ensuite des renforts d'un Etat étranger (la Libye), qui aurait été disposé « à lui sournir des armes et des munitions, voire des avions! o Et le premier ministre de surencherir en affirmant que « les agresseurs entendaient s'ériger en region autonome et demander l'appui de l'exté-

Quelles complicités étrangères?

A PRES avoir tenté de minimiser 🚹 l'opération, les enquêteurs changent ainsi brusquement de registre et font état de la découverte d'impressionnantes caches d'armes dissiminées à travers le sud-est et le centre-est du pays. Partis de Libye, les convoyeurs de ces armes auraient emprunte. Via un grand détour par l'est et le transit par l'Algérie, la piste utilisée par les convols du Front Polisario.

L'Algèrie, mise en cause dès le premier commentaire officiel, reagit vivement en faisant état de a so siupélaction et de ses regrets ». Cela tunisien qui, ne faisant en revanche aucun cas de la mise au point du secrétariat libyen aux affaires étrangères contestant l'authenticité des pièces à conviction produites, concentre son tir sur la Jamahirya (rassemblement populaire libyen). La pro-pagande outrancière de Radio-Tripoli lui facilite singulièrement la tache.

La ferme réaction des autorités officielles algériennes à l'appui milltaire français (particulièrement le discours prononcé par le président

(1) Du nom d'un célèbre personnage de l'école islamique qui avait rallié le prophète après l'avoir combattu.

(2) Ezedine Cherif, dit e le Borgne », est un vétéran du mouvement national. ancien partisan de Ben Youssel (cf de réclusion à la suite du complot de 1962. Ahmed El Mergheni est un jeune militant qui a fait partie du P.N.P.L.T. (cf. note 7).

Chadli Ben Jedid à Constantine) et l'information de source officielle tunisienne du passage, via Rome et l'aéroport d'Alger, puis par car vers Tebessa, de vingt-huit membres du commando de Gassa, provoqueront pourtant un nouveau raidissement et la relance, de façon contrôlée mais insistante, des accusations contre

(Lire la suite page 19.)

Dans ce numéro :

• L'exceptionnel héritage de Tito

(Page 3.)

 Surenchères discordantes au Caire et à Jérusalem (Page 5.)

• Droits de l'homme et réforme agraire

au Pérou

(Pages 9 à 11.)

LA TENSION AMÉRICANO-SOVIÉTIQUE

Efficacité et limites de l'arme céréalière

'LITILISATION, pour la première fois avec autant d'éclat, de l' -arme alimentaire » détenue par les Elats-Unis s'est révélée relativement efficace. L'Union soviétique sera, dans une large mesure, effectivement privée de céréales. Mais l'embargo partiel décidé le 4 janvier par le président Carter n'aura pas de conséquences catastrophiques. A lui seul il ne suffire ni à a affamer - le peuple coviétique ni à contraindre l'U.R.S.S. à retirer ses troupes d'Afghanistan.

La mesura américaine ne concerne pas les 8 millions de lornes de céréales fournies à Moscou chaque année depuis 1975. Pour la campagne 1979-1980, l'Union soviétique étalt autorisée à acheter 25 millions de tonnes aux Etats-Unis. Mais sur les 17 millions de tonnes qui restent - et qui sont tombées sous le coup de l'embargo, - elle n'avait signé de contrats que pour 13,2 millions de tonnes. Depuis deux mois, c'est donc précisément ce déficit céréaller qu'alle essays de combier dans la mesure du possible en s'adressant à d'autres fournisseurs. Les acheteurs soviétiques ont lancé des offres très alléchantes : lis ont été jusqu'à proposer 205 dollars (FOB) pour la tonne de marchandise estimée, en conditions normales, entre 185 et 190 dollars. Mais lis se sont : eméldoro elduch au é sèrued tôlise

Par SÉLIM TURQUIÉ

marché mondiai ne peuvent couvrir is déficit ; de l'autre, les Etats-Unis sont suffisamment dominants pour imposer aux autres pays producteurs, à une ou deux exceptions près, de respecter l'embargo. A eux seuls, les Etats-Unis réalisent en effet la moitié du commerce mondial de blé et les deux tiers de celui des céréales fourragères.

A la réunion des pays exportateurs convoquée le 12 janvier à Washington, la Communauté européenne s'est donc engagée à ne pas profiler de la situation en vendant à Moscou ses excédents. il ne s'agit, en feit, que de céréales françaises. Paris exporte en effet un peu plus de 13 millions de tonnes de blé et d'orge, dont près de 6 à l'intérieur de la Communauté. Comme de toute façon ces exportations n'étalent pas destinées à l'Union soviétique. la C.E.E s'esi bornée à maintenir ses livratsons à ses clients traditionnels, notamment autour du bassin méditarranéen. Or, sur ce demier marché, les Etats-Unis vendent aussi des céréales. La crainte des responsables européens - et tout particulièrement français - a donc été que ces ventes ne s'amplifient

vement destinés à l'Union soviétique. Un appel d'offre marocain a, par exemple, été récemment satisfait pour 80 000 tonnes par du blé américain el pour 120 000 tonnes par du blé européen.

Le deuxième souci des dirigeants de la

Communauté a élé de ne pas perturber les arrangements commerciaux mulillatéraux passés avec les Etats-Unis. Il a déjà fallu du temps pour que Washington admette que la C.E.E. était autosuffisante en céréales. Il en a fallu encore pour accepter qu'elle soit exportatrice nette de façon permanente, ce qui n'était pas le cas I) y a deux ou trois ans. C'est seulement en juillet dernier, au terme du - Tokyo round », que les Elats-Unis ont reconnu - mais par le moyen d'une simple lettre - cette réalité nouvelle. Les dirigeants européens se sont donc gardés de prendre une initiative qui, sans parler de ses connotations politiques, aurait pu être interprétée comme un geste de guerre commerciale ou de concurrence déloyale Il ne fallait pas compromeltre un acquis encore précaire. Les responsables français, qui s'attendent à une multiplication par deux ou par trois de la demande mondiale dans les prochaînes années. agissent donc avec précaution.



découvrez le n°6 en page 3

dans la grande ville industrielle de Cleveland (Ohio), à la défaite du plus leune maire des Etats-Unis -M. Dennia Kucinich, un « populiste » combatif de trente-deux ans - a mis en reilef les problèmes complexes qui caractérisent la vie urbaine dans ce pays où les conflits et les affrontements entre les groupes ethniques dominant souvent les combats politiques et sociaux entre les possédants et les autres.

La ville de Cieveland - située eur les Grands Lacs qui la relient à une grande partie des Etats-Unis, et même à l'Europe via le canal du Saint-Laurent et l'Atlantique est un centre économique majeur, le siège d'une dizaine des plus pulssanles entreprises industrielles ou commerciales du pays. Son million d'habitants comprend de nombreux groupes originaires d'Europe orientale el méridionale (Slaves, Hongrols, Italiens, etc.), désignés couramment, aujourd'hui, sous l'étiquette commune d'Ethnics.

Alors que la crise fiscale fait des ravages dans toutes les grandes villes. Cleveland est devenue l'arène d'une lutte politique particulièrement apre. Le jeune maire Kucinich, qui se qualifie lui-même de « populiete urbain . avait, en effet, pris le risque de s'opposer, sur toute la ligne, à l'emprise des puissantes entreprises privées sur la vie quotidlenne de la ville. En particulier, Il s'est attiré les foudres des hommes d'affaires par son refus obstiné de céder aux pressions d'une société d'électricité privée, Cleveland Illuminating Company, qui voulait à tout orix absorber sa seule concurrente, Municipal Light Company, proprieté de la ville, pour établir un véritable monopole.

A la veille des élections municipales de 1977, le projet d'achat était sur le point d'aboutir, mais la victoire du jeune populiste, fils d'un camionneur croate, avait créé une nouvelle situation renversant rapport de force politique. avait déclaré, avant même d'être élu, que l'élimination de la société municipale au profit des intérêts privés significant la fin toute concurrence, laissant le champ libre à la hausse des tarifs de l'électricité.

Ses adversaires — et ils étaient nombreux dans industriels et les financiers constiparticulièrement puissante — ne l'épargnèrent pas. La - eurtout le Plain Dealer. lié à une grande chaîne de lourguerre psychologique orchestrée contra le nouveau maire.

Le style = populiste = de M. Kucinich, qui continuait de vivre dans le quartier populaire où il est né, fréquentalt ses clubs, participait à

acerbes de ses adversaires du parti républicain aussi bien que du parti démocrate (avec lequel il avait romou). Ils ne se privalent pas de se maguer de l' - incompétence et de l' - inexpérience - de ces - idéalistes - chargés, à l'âge de

distinction d'être la première ville des Etals-Unis à être officiellement déclarée en faillite.

Quelques semaines plus lard. M. Kucinich fit directement appel à l'opinion publique. Il demanda par

référendum l'accord de l'électorat

sur les deux questions suivantes :

le refus de vente de « Muny Light »

et l'augmentation de 50 % des

impôts locaux afin d'obtenir l'argent

indispensable pour les besoins

urgents de la ville. Les citoyens

votèrent - oui - à une écrasante

majorité. Cela se passait en février

1979. Les hommes d'affaires, la

presse, les organismes de propa-

gande, telle la puissante Greater

Cleveland Growth Association (la

Ailfijétté Aizētif 9 is četsite og jaru populiste aux élections de novembre.

C'est ce qui se produisit effectivement. Le maire fut largement battu par un candidat tout ausal Ethnic que lui. M. Voinovich, d'origine slovène, jusqu'alors gouverneur adjoint de l'Etat de l'Ohlo et membre influent du parti républicain. pourtant très minoritaire à Cleveland, bastion traditionnel du parti démocrate. Etroitement lié au monde des affaires. M. Voinovich avait axé loute sa campagne sur F = incompétence », le style « arrogant » et l'attitude - antibusiness - du maire, prenant pourtant soin - pour mieux brouiller les cartes et priver son adversaire d'un argument de poids de ne pas se prononcer pour la vente de - Muny Light -.

M. Kucinich n'avait pas seulement contra lui la presse et les hommes d'affaires, mais aussi la bureaucratio locale de la grande centrale syndicale A.F.L.-C.I.O. (seul le puissant Syndicat des travailleurs de l'automobile soutenait son action), l'appareil du parti démocrate et, surtout, une grande partie de la communauté noire. Cette communauté constitue 40 % au moins de la population totale de Cleveland, qui avait été la première grande ville à élire un maire noir, il y a dix ans.

Echec au « populisme urbain » à Cleveland

ses fêtes, écoutait attentivement les gens dans la rue ou au marché. lui avait pourtant gagné la sympathie el le soutien de la majorité des Ethnics qui constituent l'essentlel de la classe ouvrière blanche. Il donnait l'Impression de partager sincèrement leurs soucls ainsi que leur ressentiment profond à l'égard de la classe dirigeante, dont les membres vivent dans la grande banlleue de Cleveland et ne connaissent de la ville qu'ils contrôlent que les bureaux luxueux des gratte-clei modernes du quartier des affaires.

Ce politicien de style nouveau s'appuvait surtout sur un appareil dynamique, composé de jeunes militants issus comme lui des quartiers populaires. C'était peut-être un des aspects les plus positifs de son Par SCHOFIELD CORYELL

vingt-cing ans, des responsabilités les plus lourdes de la gestion muni-

Les problèmes économiques el sociaux auxqueis le maire et son équipe avaient à faire face étalent énormes et leur solution ne dépendait pas uniquement d'eux. Cleveland, comme toutes les autres grandes villes du nord des Etats-Unis. traverse, depuis quelques années, une véritable crise fiscale, due en grande partie à la fuite massive et continuelle des usines et des bureaux vers le Sud ou le tiersmonde (Taiwan, la Corée du Sud, etc.) où les ealaires sont moins élevés et les bénéfices plus grands (1).

Contre les « privilèges exorbitants »

DARALLELEMENT au rétrécissement progressif de l'assistte de l'Impôt direct qui en résulle, la ville doit supporter un accroissement sensible des charges. L'arrivée massive des Noirs mineurs des Appalaches rédults au chômage, a gonflé le nombre des travallieurs sans emploi en pleine période de récession. La municipalité n'avait Jamais hésité, suparavant, à faire appei aux banques, comme la puissante Cleveland Trust Company, pour les emprunts indispensables au auotidien de ses services. En contrepartie, les administrations successives coopéraient étroitement avec les grandes entreprises industrielles et commerciales. leur accordant régulièrement par exemple, des abattements fiscaux.

L'arrivée à l'hôtel de ville de M. Kucinich devalt changer ce climat d'harmonie du jour au lendemain. Le nouveau maire refusa de perpétuer ce système de privilèges fiscaux, insistant sur la justice sociale et la nécessité de faire supproportion raisonnable des charges. Je ne suis pas contre les hommes d'affaires, déclarait-il. mais je suis opposé aux privilèges exorbitants dont ils iouissent. >

Ce fut, finalement, son refus obstiné de vendre à l'entreprise privée illuminating Company la centrale électrique municipale qui provogus l'épreuve de force. M. Brock président de la Cleveland Trust et membre du conseil d'administration de la société orivée d'électricité, adressa, vers la fin de 1978. un véritable ultimatum à M. Kucinich : vendez - Muny Light à l'illuminating Company, sinon la banque refusera de renouveler les

Le poids du racisme anti-Noirs

D OURQUOI le - populiste - Kucinich n'a-t-il pas réussi à gagner les voix de la section la plus durement exploitée de l'électorat, la plus touchés par ces fléaux de la vie urbaine que sont le chômage. le surpeuplement, l'insalubrité et la dégradation des logements, etc.? C'est un fait qu'il s'élait appuyé surtout sur la classe ouvrière blanche, composée principalement d'Ethnics qui se caractérisent par un chauvinisme oulrancier (Américains de la seconde génération, leurs parents ont fui le despotisme ou la misère du « vieux pays ») et par un racisme qui se nourrit de l'insécurité économique et de la crainte de la concurrence sur le marché du

< Opportuniste de gauche - par excellence. M. Kucinich n'a Jamais osé s'opposer de front au racisme souvent exacerbé de ses partisans blancs dans cette ville où les affrontements raciaux des années 60 avaient été particullèrement durs. Au contraire, Il était allé jusqu'à flatter leurs préjugés en acceptant par exemple, le soutien bruyant d'une organisation de citoyens blancs opposés au busing (transport en autobus des enlants blancs

vers des écoles des quartiers poirs, et vice versa, pour diminuer la ségrégation scolaire). Vers la fin de sa campagne électorale, le maire s'efforca tout de même - mais trop tard — de gagner les bonnes arâces de la communauté noire en multipliant les promesses à son égard. Cela no lui valut sans doute que de perdre une partie des voix des Ethnics sans jul faire nécessairement gagner celles des Noirs.

L'avortement de cette première ne fait que souligner la nécessité d'un nouveau mouvement dans les grands centres urbains des Etats-Unis, qui serzil fondé sur une coalltion réelle, et sans exclusive, des classes et Ethnics délavorlaés face à l'emprise jusqu'ici inébraniée du a rau pe restreint, essentiallement blanc, anglo-saxon et protestant (WASP), qui détient le quasi-monopole du pouvoir économique et politique dans le pays.

(1) Voir l'article de Thierry Noyelle : « La crise fiscale des grandes villes américaines » dans le Monde diplomatique d'soût 1879.

Dans les revues...

M POLITIQUE INTERNATIONALE présente, en tête de son sommaire, un entretien avec M. J. François-Poncet qui s'emploie à expliquer l'action diplomatique de la France et rejette l'expression e pulasonce moyenne » appliquée à ce pays. Il note au passage les bienfaits d'Helsinki, où M. Michel Jobert déclarait encore récemment qu'il voyait, lui, un nouveau Munich. Hélène Carrère d'Encausse, pour sa part, commante la « coup de Kaboul ». Pour rester dans la région, on trouvers aussi deux études, l'une politique, l'autre économique, sur l'Iran. (N° 6, hiver 1979-1980, trimestriel, 50 F. -4, rue Cambon, 75008 Paris.)

E L'Iran encore, le Proche-Orient, l'islam, avec le dernier cabler d'ESPRIT. Il nous est proposé des « lectures du khomelnisme » et des éléments et thèmes de réflexion pour une « compréhension des mouvements islamistes ». Les surprises, perplexités et prudences de l'Occi-dent et de la France en particulier sont analysées à travers la presse. (N° 37, janvier, mensuel, 25 F. - 19, rue Jacob, 75008 Paris.)

El La diversité de l'Islam, de ses vingtcinq Etats, de ses populations et de ses doctrines apparaît dans ce numéro de POUVOIRS entièrement consacré aux régimes islamiques ». Avec la collabo-ration d'éminents orientalistes comme Vincent Monteil, Pierre Rondot, Maxime Rodinson ou Olivier Carré. (N° 12, pre-mier trimestre 1930, trimestriel, abonne-ment annuel: 166 F. - PUF, Paris.)

Les problèmes stratégiques, la défense de l'Europe et la politique française sont les grands thèmes du troisième numéro de POLITIQUE ETRANGERE dans sa nouvelle version. Avec, en complément, un précieux dossier de documentation où l'on trouvers le toxte intégral en français des accords SALT II at de leurs annexes, ainsi qu'un glossaire avec équivalence des termes en anglais. (Nº 3, décembre, men-suel, 40 F. - 6, rue Ferrus, 75014 Paris.)

d Les muscles et le cervenu » : sous ce titre, Stanley Hoffmann critique, dans FORKIGN POLICY. l'actuelle politique étrangère américaine, trop exclusivement inspirée, selon lui, de considérations militaro-stratégiques, « Aux leçons du Vietnam, dit-li, il nous faut maintenant ajouter celles de l'Iran » - et cela à propos de... l'Europe. Dans le même numero, Nahum Goldmann plaide pour une neutralité d'Israël, et Marc Heller dénonce la « fausse autonomie » proposée Bux Palestiniens. (Nº 37, biver 1979, trimestriel, 3 dollars. - P.O. Box 984, Farmingdale, N.Y. 11737.)

Membre du Congrès américain. Stephen J. Solarz explique dans FOREIGN APPAIRS en quoi il s'oppose à la décision du président Carter de vendre des armes

offensives an Marco. Une politique jugée contraire « aux idéaux et aux intérêts » de l'Amérique. George W. Ball se soucie, lui aussi, des intérêts de l'Amérique, mais à propos de l'évolution du conflit du Proche-Orient où il voit poindre une crise des relations avec Israël Claudia Wright, quant à elle, distingue dans l'Irak une nouvelle puissance régionale. (Vol. 58, n° 2, hiver 1979-1986, trimestriel, 3 dollars. - 58 East 68th Street, New-York N.Y. 10021.)

L J.-P. Gomane étudie, dans DEFENSE NATIONALE, la nature et le rôle de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) dans la crise actuelle. D'autre part, M. Thai Quang Trung s'interroge sur la place du Vietnam dans les rapports sino-soviétiques et sur ses chances d'indépendance réclie. (Trentesixième année, février, mensuel, 20 F. -I, place Joffre, 75700 Paris.)

E Dans CROISSANCE DES JEUNES NATIONS, Philippe Devillers envisage l'avenir du Sud-Est asiatique, ausceptible de devenir un e dominion chinois > grace au rapprochement sino-américain. Il souligne à ce sujet le rôle des communautés chinoises dispersées dans la région. (Nº 214, février, mensuel, 9 F. - 163, boulevard Malesherbes, 75849 Paris Cedex 17.)

H La question des Chinois d'outre-mer est aussi abordée par Denise Helly, dans la dernière livraison d'ANTHROPOLOGIE ET SOCIETES, entièrement consacrée à l'Asie. A signaler parmi des études historiques sur l'Inde, le Japon ou la Chine, un article de Louis-Jacques Dorais sur le rôle des langues nationales et étrangères dans la lutte des classes au Vietnam, dans un passé lointain et récent. (Volume 3, numero 3, automne 1979, trois numeros par an, 25 F. - C/o Jean Copans, Centre d'études africaines, 54, boulevard Raspall. 75006 Paris.)

MERIP REPORTS public, sous le plume d'Alan Richards, une analyse de l'évolution de l'agriculture égyptienne de la première phase de l'intégration au capitalisme international, au dix-neuvième siècle, jusqu'à l' « ouverture » économique du président Sadate. Au-delà des crisés et des réformes, et comme ailleurs, un cours quasiment includtable. (Nº 84, Janvier, mensuel, 1.50 dollar. - P.O. Box 3122 Washington, D.C. 29010.)

A Les relations en Méditerranée > sont au sommaire de la REVUE D'ETUDES DES RELATIONS INTERNATIONALES Edmond Jours estime que cette « zone des tempêtes a prohestrées par les grandes pulssances pourrait être un glac de paix s si les pays riversins s'entendaient sur une politique indépendante. Même conclusion de la part de M. Michel Jobert, à propos du dialogue entre le monde arabe. l'Afrique noire et l'Europe. (Nº 25-26,

février, bimestriel, 12 P. - 30, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris.) El Interroge par la REVUE AFRICAINE DE STRATEGIE le président Senghor souhaite relancer l'idée d'une défense régionale en proposant une « charte constitutive pour un pacte de défense ouest-africain ». (N° 5, janvier-mars, trimestriel, 20 F. - CIBLE, 9, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris.)

El Premier numero d'une revue canadienne, ALTERNATIVES-CARAIBES, axée sur une région dont s'affirme l'importance stratégique. Et animés du souci de e promouvoir l'idée pancaraibéenne ». Un article donne le ton : « De la matraque à la morale : la relance américaine dans les Caraïbes. > (Vol. L. nº 1. décembre, trimestriel, abonnement annuel ; 25 dollars. - Case postale 423, St. Lambert, P.Q. J4P 3P8.)

Dans is BULLETIN CRIDEY, A. et F. Ruellan rapportent leurs observations sur le fonctionnement des associations populaires spontanées dans la « Nordeste » bresilien; et un dossier sur les interventions militaires - surtout françaises — dans le tiers-monde. (N° 21, févriermars, bimestriel, 6 F. - 41, avenue Janvier,

Un dossier, dans LIBERATION AFRIQUE, sur les financements arabes en Afrique subsaharienne met en évidence les liens entre ces capitaux et les intérêts occidentaux dans des pays demeurés dans la dépendance économique de leurs anclens colonisateurs. (Nº 4, novembrejanvier, trimestriel. 7 P. - 14, rue de Nanteull, 75015 Paris.)

M Sans illusions sur leur influence dans le rééquilibrage du commerce international en faveur du tiers-monde, Agnès Hubert estime néanmoins, dans la REVUE DU MARCHE COMMUN, que les résultats des négociations commerciales multilaté-rales (Tokyo round) devraient limiter le protectionniame des pays occidentaux. (Nº 232, décembre, mensuel, abonnement : 313 F. - 3, rue Soufflot, 75005 Paris.)

E ETUDES, sous la plume de J.-P Gomane, restitue à la notion de « tieramonde > un indispensable pluriel. Ni Occident ni monde socialiste : tel est souvent le seul trait - négatif - commun aux pays classes dans le fourre-tout du sous-développement. Exalement différenclée doit être toute politique à leur égard ; celle de la France, selon l'auteur, étant trop tournée vers le seule Afrique. (Février, mensuel. 14 F. - 15. xue Monsieur, 75007 Paris.

E Bernard Kayser, dans ECONOMIE RURALE, dresse le bilan du changement social des campagnes françaises au cours des vingt-cinq dernières années. Il sou-

ligne qu'à une politique agraire nationale le néo-libéralisme actuel aubstitue l' « apolitisme > de l'agro-alimentaire et la loi du marché, au risque de rompre tout équilibre régional et de sacrifier la classe paysanne. (Nº 135, janvier-février, bimes-triel, 50 F. - Société française d'économie rurale, 4, rue Hardy, 78000 Versailles.)

Mutation, ou plutôt succession AUTOGESTION ET SOCIALISME avait cessé de paraître en mars. Voici AUTO-GESTIONS. Pluriel chargé de sens. Autant d'autogestions que d'expériences : nationales, régionales, sectorielles ou ponctualles. La revue se propose d'être un inventaire permanent de ces expériences. Cette fois : une description de quelques «Lip nippons»; et le point sur l'autogestion yougoslave. (No 1, février, tri-mestriel, 30 F. - 54, bd Raspall, 75006 Paris.

E CRITIQUE SOCIALISTE, revue du P.S.U.; rend compte d'un colloque sur e l'Etat et les libertés » organisé par ses soins en octobre 1979. Les interventions démontrèrent que la dégradation des droits de l'homme et des libertés concerne tous les continents, et l'Ouest comme l'Est. Conclusion : seule l'autogestion pourrait y remédier... (No. 36-37, décembre-janvier, bimestriel, 30 F. - Editions Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.)

Dans L'ARCHE, une interview de Jean Elleinstein qui précise pourquoi et comment il combat une politique egiobalement négative », que son parti estime z globalement positiva s. Dans le mâme numero : le procès de Cologne, ou e les pères tranquilles du génocide ». (Février. mensuel, ? F. - 14. rue Georges-Berger, 75017 Paris.)

Un numéro fort actuel d'HUMA-NISME : « Les droits de l'homme et du citoyen >. De 1789 et des e immortals principes a, à 1980, la multiplication théorique de ces droits, et leur mise à mort quotidienne et universelle dans les faits. (Janvier-février, bimestriel, 30 P. -16 bis, rue Cadet, 75009 Paris.)

M Sous le titre e Médecine, travail. capital s, la revue espagnole TRANSICION aborde dans un dossier les aspects idéologiques, économiques et sociologiques des maladies du traveil (les tâches ménagères ne sont point oubliées). (Nº 17, février, mensuel, 125 pesetas. - Rambias 139, 40. Barcelone-2.)

E FUTURIBLES 2000 revient sur l'énerrie, étudiée ici dans son rapport avec l'agriculture. Ce que celle-ci consomme: très peu relativement à ce qu'elle produit. Et en escompiant sa propre production énergétique potentielle, actuellement perdue. Le lecteur recevra toutes clartés aur la « blomasse ». (Janvier, mensuel, 28 F. -55, rue de Varenne, 75007 Paris.)

M ALTERNATIVES NON VIOLENTES dénonce la violence - par action, exhortation on omission - qui marque a travers l'histoire le « christianisme ». Il y a simplement erreur d'identité sur l'accusé. Il faudrait parler de « chrétienté », quand il y en avait une, de société chrétienne, de chrétiens. Ainsi précisée, l'accusation n'est d'ailleurs pas globale. Les exceptions sont mises en évidence. (Nº 36, janvier, trimestriel, 10 F. - 3, rue Dumenge, 69004 Lyon.) FEMMES ET MONDES prend pour thème de son dernier numéro les femmes et la violence. Les femmes objets de violence, cartes, mais aussi militarites de la non-violence. (Premier trimestre, trimestriel, 6 F. - 7, rue du Landry, 92110

CINÉMA

B Rare. Dans la revue théorique CA-CINEMA, Jean-Luc Godard converse avec Chantal Ackerman, Luc Béraud et Claude Miller. (Nº 19, février, trimestriel, 25 F. -14, rue de l'Armorique, 75015 Paris.) Dans CAHTERS DU CINEMA : 14 premier dossler jamais publié dédié aux cinéastes noirs américains (1913-1980). (Nº 308, février, mensuel, 18 F. - 9, passage de la Boule-Blanche, 75812 Paris.) El CINEMACTION répertorie, dans un volumineux dossier rauni par Martine Martineau. le « cinéma au féminisme » : les films féministes de France, du monde arabe, d'Europe et des Etats-Unis y sont recensés et, souvent, expliqués par leurs réalisatrices. (Nº 3, automne 79, trimestriei, 39 F. - 106, bd Saint-Denis, 92400 Courbevole.)

El «Le ciuéma arabe d'alternative» est étudié par Walid Chmaît dans la revue algerienne LES DEUX ECRANS, où on lira aussi un article sur la télévision dans les pays non alignés. (Nº 19, mensuel. 5 dinars. - 7, bd Khemisti, Alger,) E Dans FILMECHANGE, Jacques Terrand expose les différentes lois d'aide au cinéma dans les pays du Marché commun, (Nº 8, automne 1979, trimestriel, 48 F. -78, Champs-Elysées, 75008 Paris.) E Le cinéaste ture Yilmaz Güney est

présenté par Elia Kazan dans POSITIF. où on lira également un texte d'Orson Welles et un entretien avec le réalisateur polonals K. Kleslowski, (Nº 227, février, mensuel, 18 F. - 38, bd ds Schastopol 75004 Paris.)

BI LA REVUE DU CINEMA se préoccupe, dans quatre articles, de l'avenir du cinéma d'intervention sociale (lire en parilculier le texte du critique hollandais Bert Hogenkamp sur e les fictions de gauche ». (Nº 347, février, mensuel, 12 F. - 3, rue Récamier, 75341 Paris, Cedex 07.)

FOUVEAUX Notes

SOLIDITÉ DES INSTITUTIONS YOUGOSLAVES, UNITÉ DU PAYS

L'exceptionnel héritage de Tito

TUTO auta préparé de longue main son départ. Tout aura été mis en place, hommes et institutions, pour assurer la pérennité du régime.
Cependant, des précédents nombreux
ont montré que les successions ne
dépendent pas de ceux qui s'en vont,
mais du rapport de forces établi après
leur disparition. Tel fut le cas après
Lénine, Staline, Mao. Que va-t-il se passer dans cette Yougoslavle si diverse, dont le passé encore récent ne garantit pas la stabilité? Pourtant, de la manière dont se présente le changement, se dégage l'impression d'une grande sérénité.

Tito a été le garant de l'unité du pays et de la solidité des institutions. Cet ancien ouvrier serrurier, fils de paysans croates, a été formé dans sa jeunesse par le mouvement ouvrier autrichien, puis par le parti boiche-vik en période de révolution et de guerre civile en Russie. Il a su dépasser sa formation aussi blen social-démocrate que léniniste, frayer un chemin particulier pouvant mener au socialisme et, malgré tous les obstacles, s'y maintenir. Les obstacles, comme les critiques et les tensions, ont été nombreux et le demeurent. Il est parvenu à les contenir dans les limites admises. sans porter atteinte à l'unité du pays.

promite

the matter now.

Le molde de melsme anti-Noirs

Cette unité dans la diversité a pu être préservée grace à l'originalité foncière d'un Etat fédéral et d'une société multinationale autogérée. Grace aussi à la flexibilité relative des institutions, ouvertes aux initiatives populaires. Celles-ci s'adaptent aux circonstances, évoluent sans éclats inutiles. Cette souplesse n'exclut pas, de temps à autre, une intervention autoritaire du pouvoir central, emanant de la Ligue des communistes, quand l'unité de l'ensemble est, ou paraît, menacée.

Quelle mosaïque que cette fédération! Six Républiques, deux régions autonomes, six nationalités, trois religions, qui se chevauchent, enjambent les frontières des Républiques, majoritaires dans l'une, minoritaires dans une autre et toujours égales en droit, sinon en fait, pour ce qui est du niveau de vie et de la culture. Tout citoyen yougoslave est, en même temps, le protecteur jaloux de sa petite patrie, défendant, parfois avec apreté, sa part du gâteau dans la répartition du revenu fédéral.

En dépit de l'effort fait en faveur des plus défavorisés, la différence entre les Républiques subsiste, atténuée par les transferts de revenus. aggravée par la situation privilégiée de certains sites, comme le rivage adriatique de la Croatie, ou la région de forêts et de lacs de Slovênie. Les égoismes nationaux ne se sont pas effacés par miracle et ne favorisent pas le ratirapage par les provinces attardées de celles qui sont le plus développées. Quand la tension monte au-delà de la limite permise, deux forces unificatrices interviennent, très discrètes en temps normal : la Ligue des communistes yougoslaves et l'armée. Là encore, il faut nuencer ; dans chaque République existe une Ligue communiste autonome, frisant parfois l'indépendance, comme ce fut le cas en Croatie, ou aspirant à une démocratie pluraliste, comme en

geants les plus engages éliminés, tout rentre dans l'ordre et l'autonomie de chaque République, une fois l'inter-vention accomplie, reste intacte dans

ses rangs que se forge la solidarité

plus centralisée, qui veille jalouse-ment à la sécurité du pays.

Non alignée, la Yougoslavie se veut aussi éloignée du bloc atlantique que du bloc soviétique. En réalité, elle ne alors qu'elle scrute avec appréhension les méandres de la politique soviétique. L'invasion de l'Afghanistan a encore accru cette inquiétude, alors que la succession de Tito et les changements prévisibles au sommet du pouvoir en U.R.S.S. étendent le champ des incertitudes et des risques.

Cette aimée centralisée, blen entrainée et relativement bien équipée (surtout pourvue de matériel soviétique), est renforcée par les milices populaires, dont font partie tous les hommes et femmes capables de combattre. Leur armement léger est soit consigné dans les dépôts communaux, soit confié aux habitants. L'expérience de la guérilla, qui a permis de triompher des occupants its. mis de triompher des occupants italiens et allemands, n'est pas oubliée. Elle fait partie de la conscience nationale.

C'est pourquoi toute spéculation sur la résistance passive en cas d'invasion. comme en Tchécoslovaquie, ou sur l'insurrection improvisée, comme en Hongrie, est vaine. Les Yougoslaves prendront les armes et se battront dans leurs villes, villages et montagnes, sans hésitation et sans répit. « La Yougoslavie sera une noix dure à croquer », a dit un jour Tito. Les rares séparatistes seront vite isolés s'ils cherchent des appuis venant de l'extérieur. Petit Etat, sans grands moyens de défense, il risque toujours, s'il n'est pas soutenu, d'être écrasé par une force prépondérante : mais le peuple ne se soumettra jamais à un joug étranger, quelle que soit son

Ce regime est dual. Il repose sur la coexistence d'institutions autogérées. à tous les niveaux et dans tous les domaines de la vie publique, avec la Ligue des communistes qui détient le monopole de l'orientation politique,

· Par VICTOR FAY

atténué, certes, et assoupli, mais non moins réel. Ce parti, décentralisé, jouissant, dans chaque République, d'une large autonomie de gestion, se recoupe avec l'organisation de l'Etat fédéral. Alors qu'en U.R.S.S. l'Etat, de structure fédérale, est dirigé, sans nul contrepoids, par un parti rigoureusement centralisé — ce qui rend son fédéralisme purement déclaratif, — en Yougoslavie l'Etat et le parti, qui y détient le pouvoir, sont vraiment décentralisés.

C'est grace à la diversité des

Naissance d'un autre « modèle »

T E fédéralisme formel de type L soviétique devient réel après la rupture avec l'U.R.S.S., consommée en 1948. L'autogestion ne prend forme qu'à partir de 1950. En refusant de se soumettre au diktat soviétique, pour des raisons essentiellement nationales, la direction yougoslave est contrainte, pour pouvoir s'appuyer sur les masses, d'inventer des formes différentes de pouvoir et d'accorder aux différents peuples plus de liberté. tant au plan national que social.

Le schisme yougoslave est imposé par Staline, qui a sous-évalue les capacités de résistance et la fierté nationale des Yougoslaves. Ceux-ci. qui, pendant la guerre froide, étaient les plus acharnes à dénoncer les défaillances des communistes occidentaux, qui ont été les pillers du Kominform, ont du brusquement tourner casaque, rompre avec le modèle soviétique, élaborer un autre modèle qui devait justifier a posteriori cette

Nous sommes loin de Luther qui grace à ce schisme, dans

décentralisés.

En U.R.S.S., la nation russe est proclamée dirigeante et les efforts de russification sont permanents, tant dans la République fédérative de Russie que dans les Républiques minoritaires. La Yougoslavie, quant à elle, a échappé à la tentation de « serbisation » en renonçant à réunir dans une République unique la Serbie le Monténégro et la Bosnie, ce qui aurait assuré à celle-ci une majorité relative dans la fédération.

origines des dirigeants de la Ligue que cette erreur a été évitée. Tito, ml-slovène, mi-croate; Bakaritch, croate; Kardelj, slovène. Le nombre des Serbes au sommet du parti et de l'Etat est assez limité. La direction actuelle est aussi nationalement composite. Le président de l'Etat est un Macédonien, celui du parti vient de Volvodine, province serbe autonome. La direction de l'armée est exercée par des Serbes et des Bosniaques ; la diplomatie, dirigée par un Serbe, est, elle aussi, très diversifiée.

Cette situation explique le maintien et le respect des particularités nationales, même là où elles présentent un danger virtuel, comme en Croatie, en Macédoine et dans la région autonome de Kossovo, habitée par un million d'Albanais dont les revendications nationales, sans aller jusqu'à l'irrédentisme, s'accroissent avec l'élévation du niveau de culture.

et à mesure que le temps passe, ces survivances s'effacent. La logique de la lutte accentue les différences, rend impossible le retour à l'Eglise mère.

La nouvelle doctrine, expédient provisoire, justifiant la rupture, ne prétendait pas créer un modèle universel; elle le produit par la force des choses. L'autogestion, terme nouveau apparenté à l' « autodétermination des travailleurs » préconisée par Marx. prend de l'ampieur, devient le système institutionnel devant permettre la transition au socialisme dans la liberte. D'abord accordée aux seuls organismes primaires, tant territoriaux qu'économiques, elle se généralise, devient le mode d'existence de la société. Certes, ses prérogatives sont toujours soumises au contrôle de la Ligue; mais la Ligue elle-même subit la contaglon, s'approche dans son fonctionnement, sinon dans sa structure, des organismes autogérés. Avec de nombreux à-coups, erreurs et abus, l'autogestion progresse; elle est non seulement adoptée mais intégrée dans la conscience collective de la population.

« C'est un mythe », assirment certains observateurs. Et ils ont en partie raison. Les ouvriers d'origine paysanne sociaux en laissant la gestion économique aux cadres qui en profitent pour se tailler une place et un revenu

Mais, avec l'élévation du niveau de culture générale et professionnelle, les travailleurs interviennent dans la gestion des unités auxquelles ils appar-tiennent. Le retour massif d'ouvriers

des pays occidentaux, imposé par la crise, accélère cette maturation qui permet l'accès des délégués ouvriers à des postes de direction.

En même temps s'élève le niveau de vie. Si les prix montent, l'appro-visionnement en produits de large consommation est assuré. On affirme parfois que les Yougoslaves vivent au-dessus de leurs moyens : cela n'empêche pas le taux élevé des investissements, surtout dans les régions attardées de la Fédération.

Tout n'est pas rose dans le système : la rente de situation, le monopole de certaines marchandises permettent de rançonner les consommateurs ; le particularisme des ouvriers qui s'attri-buent une rémunération excessive a mis certaines unités de production au bord de la faillite. Toutefois, l'obli-gation de rentabilité, la suppression des prêts sans intérêt et des subventions — pas toujours justiflées — ont de mettre sin à nombre d'abus.

Les unités de atravail associér, qui s'apparentent, dans une certaine mesure, à nos coopératives de production, tendent à éliminer l'intervention administrative. Elles fonctionnent pour la plupart d'une façon régulière. Il existe encore, dissimulés sous forme d'associations, de petits groupes d'en-trepreneurs privés; mais leurs possi-bilités d'investissement, qui provien-nent d'argent gagné à l'étranger, sont limitées; aussi leurs activités sont-elles jusqu'à présent cantonnées dans le commerce de détail et l'artisanat

Les unités de travail associé ont elles aussi, des problèmes à résoudre. Car l'autonomie ne supprime pas l'oblicar l'autonomie ne supprime pas l'obli-gation de tenir compte d'un plan d'ensemble, assez souple, certes, mais dont il est malaisé de ne pas respecter les prescriptions. De plus, la détention des moyens de production n'autorise ni leur vente ni leur destruction. Bâti-ments, terrains, outillage dont dispo-sent les utilisateurs restent la propriété indivise de la collectivité et ne peuvent en aucun cas être aliénés.

Vers une libéralisation?

O N pourrait comparer cette « propriete éclatée » à la distinction. en droit français, entre la nue-propriété inalienable, appartenant au pruple tout entier, et l'usufruit, qui appartient aux travailleurs associés d'une unité déterminée.

Mais l'autogestion dépasse le domaine de la production des biens matériels; elle englobe l'ensemble de la vie publique, l'enseignement, la culture et l'art. Parsois, dans une faculté, l'enseignement est jugé trop hétérodoxe. Les maitres sont alors disperses, la faculte réorganisée, mais les contestataires peuvent continuer à ecrire, souvent à publier, à voyager, à enseigner à l'étranger. La répression est rare et s'arrête le plus souvent au seuil de la vie privée. Nous sommes loin de la privation d'emploi et de la déportation dont sont victimes les contestataires soviétiques.

Les rapports entre les organismes autogérés et la Ligue des communistes évoluent. Le monopartisme commence à être mis en question, sans que le pluralisme de fait, qui s'étend. aboutisse au multipartisme. Le retour à la démocratie de type occidental paraît exclu dans un avenir prévisible.

En revanche, un pluralisme d'opinions et de représentation est toleré. sinon admis. L'apparition de deux candidats se réclamant de la Ligue des communistes, sans parler des candidats sans parti, montre que le monolithisme s'assouplit. Si les tendances organisées demeurent interdites au sein de la Ligue, elles sont tacitement admises dans l'Alliance socialiste. ancien Front national, englobant des millions d'adhérents. Enfin, la culture et l'art ne sont soumis à aucune règle

Lentement, prudemment, la Yougoslavie s'achemine vers une libéralisation du régime. Dans l'économie, la concurrence entre les unités de travail associe accroit le rôle du marché, parfois au détriment du plan. En tout cas, cette coexistence du plan et du marché exprime un autre aspect de la dualité du régime et accentue son caractère transitoire.

Cependant, cette libéralisation, à

lation, est arrêtée, voire restreinte. chaque fois qu'un danger intérieur ou extérieur semble menacer l'unité du pays. Le raidissement se fait sentir aussitöt, excessif parfois, et témoigne de la vigilance des autorités.

Placee entre le bloc soviétique et le bloc atlantique, la Yougoslavie, l'un des fondateurs et animateurs du groupe des pays non alignés, ressent durement, aujourd'hui, la différenciation interne de ce groupe entre les partisans des deux blocs antagonistes. Plus se précise cette polarisation, plus l'isolement de la Yougoslavie recèle des dangers virtuels, et pourtant cette attitude est la seule qui lui permette de preserver son indépendance en louvoyant entre les géants qui dominent l'arène mondiale.

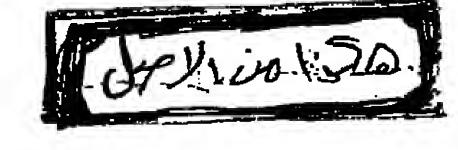
D'où son rapprochement avec la Chine d'après Mao, malgré les injures dont elle avait été abreuvée par les Chinois pour son a revisionnisme ». D'où ses relations de bon voisinage avec l'Italie et la Grèce, ses tentatives de réconciliation avec l'Albanie. Avec la Bulgarie, le plus docile des pays du bloc soviétique, les rapports restent froids, en raison essentiellement de la revendication de Sofia sur la Mace-

Dualité institutionnelle, dualité économique. Située à l'intersection des voies de communication entre l'Est et l'Ouest, la Yougoslavie ne peut échapper aux remous qui secouent le monde. Mais elle est résolue — son peuple comme sa direction — à garder ses distances par rapport à l'URSS, et aux Etats-Unis en refusant le capitalisme et le soviétisme, en affermissant ses institutions autogérées, en préservant leur originalité et leur vitalité. Avec ou sans Tito, tel est le choix ; et aussi, pour des raisons objectives, le destin.

La Yougoslavie « titiste », siège d'un schisme communiste, est devenue une Yougoslavie autogérée. Elle s'affirme comme une construction originale, unique dans son genre. Le régime s'est pau à peu consolidé sous l'inspiration et l'impulsion de Tito. Mais, délà la



indu pres	striels, mi	stre, les t litaires, g i monde (de paraître universitaires, diplomates, ouvernants les plus écrivent dans le
D. O	deside critord lareer trill guy the common makes common makes provided place the place desposition for Acades are provided place the place are grained some the place are grained to place are grained	need	Le Figaro Mogazine; "Une publication indispensable à ceux qui s'intéressent à notre monde tourmenté." Le Point: "Une revue qui manquait au panorama français". Le Nouvel Observateur: "Ce qu'on fait de mieux dans le genre." Radio France: "Enfin un véritable: "Foreign Affairs" français".
Tarif normal (ministères,	institutions administrations. t. universités, particuliers 10	France Etranger 30 FF 250 FF 50 FF 65 FF 65 FF	Adresse:



Pourtant, les Soviétiques ont tout de même réussi à acheter 500 000 tonnes de blé et d'orge européens après que la mesure d'embargo eut été annoncés communautaires pulsque celles-ci doivent accepter de payer, pour chaque quantité déterminée, la subvention (qu'on appelle - restitution -) qui permet aux exportateurs d'être compétitifs (1). Les certificats d'axportation, valables pour trois mois, sont en général délivrés « pour toutes destinations ». Dès qu'alle a décidé de respecter l'embargo, la C.E.E. a exclu la zone U.R.S.S. de toutes ses adjudications.

Mais Il restalt des certificats d'exportation Inutilisés, délivrés depuis la midécembre. Les multinationales céréalières - d'ailleurs largement dominées par les Américains - en ont aussitôt fait bénéficier l'Union soviétique, en raison des prix très avantageux qu'elle offrait. Mais ce - détournement -, contre lequel les réglements de la Communauté ne peuveni rien, est bien sûr d'un volume très insuffisant pour régler le problème du déficit céréaller soviétique.

L'Australie et le Canada — autres exportaleurs de céréales - se sont eux aussi engagés à respecter l'embargo. Le Canada poursuit toutefois l'exécution d'un contrat de 2 millions de tonnes de blé passé avec Moscou avant son intervention en Afghanistan. Il s'est aussi pressé de conclure une vente de 3 millons de tonnes de blé au Brésil, craignant sans doute les stocks inattendus de céréales américaines et une éventuelle concurrence de la C.E.E. sur

rumeurs font état, depuis le 15 février. d'un possible changement de la position qu'elle avait primitivement adoptée. Or ce pays dispose de 13 millions de tonnes de blé et de farine à exporter (2).

Une certaine marge de manœuvre

f 'ARGENTINE et le Brésil ont refusé l'un et l'autre de respecter l'embargo. S'il est un gros importateur de bié, le Brésil dispose d'excédents en mais (sa récolte 1979, en forte progression, est estimée à 20 millions de tonnes) et en soja. Mais c'est surtout l'Argentine qui a ouvertement bravé le boycottage. Dès le 6 janvier, elle a fait savoir qu'elle exécuterait le contrat d'un million de tonnes passé avec l'Union soviétique. Le département américain de l'agriculture estime les quantités exportables de l'Argentine à 3,9 millions de tonnes pour la farine et le blé, 4,5 millions de tonnes pour le mais et 2.3 millions de tonnes pour le sorgho. Les Argentins - qui, dans la situation actuelle. n'ont pas intérêt à gonfler leurs chiffres admettent une fourchette de 3,3 à 4 milllons de tonnes pour le mais et de 0,5 à 1.2 million de tonnes pour le sorgho. Même si les Etats-Unis s'attendent à ce que Buenos-Aires traite avec ses clients traditionnels (Espagne et Japon), ils ont tout de même manifesté leur inquiétude. Le général Goodpasie: a été envoyé par la Malson Blanche dans la capitale argentine du 23 au 28 janvier. Pour obtenir la coopération du général Videla, il a expliqué que « les priorités avaient changé » et que les Etats-Unis ne congeaient plus à soulever de nouveau la question du respect des droits de l'homme. Mais le chef de l'Etat argentin, apparemment satisfait de pouvoir rendre à Washington la monnale de sa pièce, et sans doute désireux aussi de profiter de la situation du

L'importance de ces fallles dans l'embargo dirigé contre l'Union soviétique réside en cela qu'elles permettent aux multinationales céréalières une certaine marge de manœuvre. Il leur devient possible, par exemple, de substituer certaines céréales à d'autres pour fournir les acheteurs soviétiques en un produit disponible dans un pays qui ne respecte pas l'embargo : ou de satisfaire, par des céréales américaines. les demandes d'un client de

marché des céréales, n'a cédé en rien.

l'Argentine afin que le bié argentin puisse être vendu à Moscou.

Il est toutefois établi que ces manipulations ne permettront pas à l'U.R.S.S. de combler son déficit céréalier au-delà d'une certains proportion. L'embargo est d'autant plus grave que la production de 1979 à été de 185 millions de tonnes, alors que le plan en prévoyait 227. La psychose de pánurie, qui commence à se manifester dans les villes soviétiques, risque en outre de désorganiser les circuits de distribution, Pourtant, le coup n'est pas trop sévère : l'U.R.S.S, dispose de réserves évaluées à 25 millions de tonnes de céréales. De plus, l'effet de l'embargo ne se fera pas sentir avant plusieurs mois, notamment dans l'élevage. La siluation risque d'être plus inquiétante si le boycottage est maintenu pour la campagne prochaine, Moscou ayant passé aux Etats-Unis une nouvelle commande de 25 millions de tonnes. Même dans ce cas, le préjudice ne serait cependant pas tel qu'il devrait entraîner une capitulation soviétique. Sans compter que, d'ici là, les élections présidentielles américaines seront passées...

Que vont faire les Etats-Unis de jeurs excédents de céréales? Pour 2,25 milliards de dollars. le gouvernement a acheté à ses fermiers les 14 millions de tonnes frappées par l'embargo. Il en écoulera une partie au Mexique, qui a porté sa commande de 6,1 à 7,1 millions de tonnes, et une autre en Chine qui, elle aussi, a relevé une demande estimée entre 5 et 6 millions de tonnes. Le reste de l'excédent sera stocké. Bien traitées. les récoltes peuvent être emmagasinées sans se gater pendant plusieurs années. Le gouvernement fédéral se constitue ainsi une réserve dont il pourra user pour agir sur les cours, punir ou récompenser tel ou tel autre pays. Et les céréales ne constituent que l'une des armes de sa panoplie alimentaire. Les Etats-Unis occupent aussi une place dominante dans les

L'absence de tension sur les marchés se manifeste d'ailleurs au niveau des prix Au lendemain de l'annonce de l'embargo. la bourse des céréales de Chicago a. comme --n réglement le permet, fermé ses portes des que la cote du blé a atteini le niveau - 11 par rapport à la coté d'auverture. Depuis, les prix ont recommancé à grimper [usqu'à atteindre, aujourd'hui, un niveau supérieur à celui d'avant l'embargo. Mais cette évolution, qui concerne le blé, n'a pas été survie par le mais, dont les cours restent très déprimés. Il faut préciser que, sur les 25 millions de tonnes de céréales que l'U.R.S.S. pouvait acheter, 15,5 sont constitués de

Dirigée contre un pays aussi puissant que l'Union soviétique, l'-arme de la faim = a des effets sérieux, Qu'adviendrait-il le jour où Washington déciderait de l'utiliser pour punir un Etat pauvre ou pour faire pression sur lui ?

Depuis novembre demier, les avoirs l'aniens placés dans les banques américaines cont bioqués sans que Téhéran puisse les dégager. Les Etats pétroliers, inquiétés par celle mesure, ont envisagé de piacer leurs pétrodollars ailleurs que dans les banques américaines. Ils ont ainsi pu mesurer leur impuissance à sortir d'un système où les Elats-Unis et le dollar occupent la place d'honneur. En même temps que l'embargo céréalier, M. Carter a annoncé, entre autres, sa décision d'interrompre les fournitures à l'U.R.S.S. de technologie avancée.

Que les Etats-Unis disposent d'armes économiques - engrais et aliments. finance, technologie - pour imposer leur loi su monde, on le savait déjà (3). Ce qui est nouveau, c'est que cette politique est maintenant ouvertement proclamée par la Maison Blancha elle-même.

SELIM TURQUIL

(1) Par exemple, le tonne de blé fran-çais devrait être vendue autour de 195 doi-lars (POB) alors que l'américaine peut être offerte autour de 160. La « restitu-tion » couvre la différence entre ces deux

(2) Estimation du département améri-

cain de l'agriculture. (3) Voir l'ensemble d'articles intitulé « Une arme politique de chor : l'alimentation », et notamment l'article de Joseph Collins. « La C.I.A. et l'arme alimentaire ». dans le Monde diplomatique, septembre

Exploitation, dépossession

«GENÈSE D'UN REPAS»

Un film de Luc Moullet

TIENS, a-t-on dit, Moullet, le far-L ceur donne dans le cinéma politique? Onze ans après 68, cela vient un peu tard... Mais Genèse d'un repas est-il blen un film « politique »? A y regarder d'un peu plus près, la démarche de Luc Moullet révélerait plutôt une intention, disons philosophique. Démarche quelque peu calquée sur le modèle socratique et mani-festant surtout ce trait fondamental du philosophe qu'est le besoin d'interrogation, l'étonnement devant la réalité, la réalité la plus banale. En l'occurrence, un morceau de thon à Phuile, une omelette et une banane dans l'assiette du déjeuner quotidien. Au terme d'un itinéraire qui lui a fait remonter la chaîne de l'exploitation à partir du point d'arrivée qu'est son très frugal repas, l'auteur se découvre lui-même exploiteur. C'est-àdire impliqué dans la totalité, et coupable. Son film est finalement le produit de cette exploitation universelle. dont il a eu de Machala à Paris, de Dakar à Boulogne-sur-Mer, de la campagne normande aux Halles de Rungis, la progressive révélation : le cinéaste exploite la matière que hi offre la réalité (et cette matière est aussi du « matériel humain »), cela grâce à une subvention qui, étant donnée l'inégalité foncière qui caractérise l'« ordre » du monde, le range dans le camp des privilégiés et transforme cette subvention en un vol commis au détrimant de ceux mêmes dont il veut montrer la misère. Le spectateur est, logiquement, le maillon suivant de la chaîne : c'est en consom-

Parents, gratuitément,

nous your conseilions

l'école idéale

dans -

la région idéale

RÉGION

DU LÉMAN

Capture on Your February

mant qu'il exploite. Dire l'exploitation, se la donner en spectacle, c'est y participer.

D'où le goût final du repas moulletien : celui de la sueur, du sang et de la mort. De la misère des dockers équatoriens de onze ans et des travallleurs noirs sous-payés. De tous ces travailleurs dépossédés non seulement du produit de leur travail, mais encore de leur identité, de leur existence, de leur réalité même : la thon pêché à Dakar, préparé à Dakar et mis en boltes à Dakar est vendu en France sous l'étiquette du Pécheur breton. La frustration culturelle accompagne la frustration économique. C'est ainsi qu'est régulé le marché : l'image du produit transforme le désir en besoin. Ce produit est fait pour moi : illusion du rapport direct entre le consommateur et l'objet, entre le sujet et l'objet, Occultation de toutes les médiations du travail, de la peine, de la souffrance des hommes, cruelle litanle que Luc Moullet nous restitue en démasquant la bonne conscience de l'égoisme consommateur, de cette toute petite partie du monde qui mange parce que tout le reste de la planète a faim.

CHRISTIAN ZIMMER.

Vers le point de non-retour? —

Industries d'amont et d'avai.

Les échanges économiques Est-Ouest

I les échanges Est-Ouest ne représentent qu'une proportion très faible du commerce international, leur poids idéologique et leurs implications économiques dépassent, et de loin. leur simple évaluation financière.

Deux systèmes profondément différents, opposés même, jettent entre eux une passerelle, filtrent savamment le trafic qu'elle autorise : et vollà que ces échanges, pour symboliques qu'ils soient au départ, ouvrent pour les uns et les autres des perspectives ausceptibles de modifier considérablement la nature de leurs relations politiques.

Des échanges qui ne décollent véritablement qu'à partir de 1965 mais qui placent déjà leurs protagonistes dans des situations de dépendance réciproque : accentuation du déficit structurel des pays de l'Est sous l'effet de la crise occidentale, perturbation des marchés internes des pays capitalistes par la pénétration des produits de l'Est prévue dans le cadre des accords de compensation; propagation de l'inflation mondiale dans l'économie du Comecon, aggravant l'endettement extérieur des pays socialistes.

Tous ces phénomènes, parmi bien d'autres, sont décrits, analysés et replacés dans le cadre plus large des Relations économiques Est-Ouest (1), par Marie Lavigne, professeur de sciences économiques à l'université de Paris-L où elle dirige le Centre d'économie Internationale des pays socialistes. Livre d'une rare clarté d'exposition, particulièrement appréciable quand l'anteur « descend » dans le maquis statistique d'où sortira l'évaluation de ces échanges et leur configuration structurelle, expose les mécanismes financiers qui les sous-tendent, on suit les dédales des procedures qui président à leur organisation et qui en font, de par leur génèse et leur contexte politiques, la spécificité.

Passionnante à cet égard est l'histoire du Cocom (Coordination Committee), instrument de la politique d'embargo — de boycottage dit-on à l'Est - fonctionnant sons la houlette des Etats-Unis, et qui a survécu à la « guerre froide », aux crises de l'alliance atlantique, aux aléas des relations américano-européennes.

Parce qu'il est intimement lié à la détente, parce qu'il participe de deux systèmes différents, le commerce Est-Ouest, commerce

Par MARC ANVERS

d'Etat pour les pays socialistes, l'est devenu également en partie du côté capitaliste, subis-sant ainsi, explique Marie Lavigne, « les réper-cussions de l'évolution du rôle et des compétences internationales de l'Etat ». Le multilateralisme se substituant, par exemple, dans certains domaines aux relations bilatérales traditionnelles sous l'effet de l'intégration

T EVALUATION des échanges Est-Onest et les modalités particulières de leur fonctionnement conduisent à la troislème partie du livre consacrée à ce qui peut être considére comme l'interrogation majeure, celle relative aux motivations de deux partenaires à développer leurs relations commerciales : « Avantage mutuel ou gains unilateraux? »

Problème complexe, aux multiples composantes. où les réflexes idéologiques tendent à s'effacer devant le pragmatisme et la perspective d'inté-rêts immédiats ou différés mais toujours réels.

Il est pourtant normal de se demander quels avantages retirent les pays occidentaux à se déposséder progressivement de leur « know how > technologique, à courir les risques inhérents à l'endettement croissant de leurs clients, à finalement contraindre leurs contribuables à soutenir financièrement leurs exportations vers l'Est. De la même façon, et en termes d'analyse marxiste, quel intérêt ont les pays socialistes, qui offrent aux firmes capitalistes - pour les trois quarts des multinationales - des débouches fournissant du travail à deux millions de travailleurs, à faire reculer la crise finale du capitalisme?

Vaste débat qui rendra bien incertaine la frontière entre la coopération et la compromission. Sous l'effet du développement des échanges, le Comecon devient plus sensible aux influences externes, l'intégration économique des pays socialistes subissant les à-coups d'effets contraires. C'est ainsi qu'au sein du bloc de l'Est, le dollar est utilisé dans le financement d'une part croissante des échanges mutuels. Et que l'ouverture conduit, d'autre part, certains pays de l'Est à devenir membre d'organisations internationales telles que le GATT, le F.M.L. ou la Banque mondiale.

Les questions que soulèvent le livre de Marie Lavigne mériteraient bien des prolongements. Essentiellement, peut-être, sur la diffusion du modèle de production et de consommation occidental dans les pays de l'Est, grâce au développement des échanges économiques. Sur ce qu'induit, au niveau des procès de production, de l'organisation du travail des entreprises socialistes, l'utilisation des technologies capi-talistes porteuses d'une logique spécifique (taylorisme, productivisme). Car, en decà de l'autonomie de décision politique et économique, c'est la question de la capacité des pays socialistes à mettre en œuvre un autre modèle de développement qui est posée. Le problème n'est pas nouveau, mais il prend, à la lecture du livre de Marie Lavigne, toute son acuité, le lecteur ayant le sentiment que le point de non-retour est sinon franchi du moins fort proche.

(1) Marie Lavigne, les Relations économiques Est-Ouest, Presses universitaires de France, coil. « Economie d'aujourd'hui », Paris, 1979.

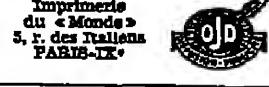
o plus de 60 écoles et instituts enseignement de quaîté, réputé, e sports d'été et d'hiver. • ambiance propice aux études o carrefour des grandes voies de communications o paysage de toute beauté -SERVICE SCOLAIRE ÉCOLES PRIVÉES Avenue de la Gare 10 1002 Latteanne / Suisse Telephone 021 22 77 71" Telex 24 390 Sous le patronage de l'Association vaudoise des écoles privées (AVDEP) et de l'Office du tourlaire du canton de Vaud (OTV).

Edité par la S.A.R.L. le Monde. Gérants: Jacques Fauvet, directeur de la publication. Jacques Sanyagent.

AVDEP







Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission patitaire des journaux at publications : no 57 438

VIENT DE PARAITRE

PEUPLES NOIRS - PEUPLES AFRICAINS

NUMERO 13 (JANVIER-PEVRIER 1980)

MONGO BETI: M. Giscard d'Estaing, remboursez I...
(Lettre ouverte d'un Africain libre zu président de la République française à propos de l'affaire dite des diamants de Bokassa). ODILE TOBNER : Les intellectuels français et l'Afrique Noire, etc., etc., Prix de ce numéro : 25 F, 169 pages (joindre titre de paiement à la commande)

Abonnement annuel (6 numbros): 120 F - C.C.P. PARTS 2159102 Y Peuples noirs - Peuples africains, revue bimestrielle noire, seule institution francophone africaine échappant totalement au contrôle des assistants techniques, coopérants et barbouzes en tous genres.

CLINIQUE LA MÉTAIRIE

CH-1260 NYON. près GENEVE SUISSE

Etablissement médical privé de premier ordre pour les affections du système nerveux Lac Léman - Tél.: 1941/22/61 15-81

Docteur G. W. Semadeni, médecin-directeur Chimiothéraple - Psychothérapie - Traitement des insomnles Désintoxications - Traitement de l'obésité d'origine asychosomatique Physiothéraple - Sports.

LE REDÉPLOIEMENT STRATÉGIQUE AU PROCHE-ORIENT

Surenchères discordantes au Caire et à Jérusalem

ES événements successifs qui ont ébranlé la réglon du Golfe depuis le début de la révolution îranienne ont déclenché en Israel et en Egypte un même réflexe de solidarité à l'égard des États-Unis. D'accord sur l'interprétation de cette évolution globale, le président égyptien Anouar El Sadate et le premier ministre israélien. M. Menahem Begin, se sont mis à rivaliser d'empressement pour offrir des bases et diverses autres facilités à l'aviation et à la marine américaines. Après plus de trente ans de conflit, les deux principales forces du Proche-Orient viennent ainsi de montrer qu'elles se trouvent désormais dans Qu'elles se trouvent désormais dans le même camp. Dénoncé avec une insistance accrue au Caire comme à Jérusalem, le « péril rouge, qui s'est révélé dans ses vraies dimensions », donne une justification supplémentaire à la réconciliation des deux ennemis. En visite à Assouan au début de janvier M. Berin « blen prédisé de janvier, M. Begin a bien précisé ou Israël et l'Egypte se rangent aux côtés des Etats-Unis dans les affaires d'Iran et d'Afghanistan et que c'est cela qui constitue la pierre angulaire de leur entente. Plus explicite le général Weizman, ministre israélien de la défense, a même formulé l'espoir

que « l'accord de pair israélo-arabe

FITE identité de vues ne signifie

sera aussi l'amorce de la formation d'un bloc contre l'U.R.S.S. sous régide des Etats-Unis » (1).

Au Caire, comme à Jérusalem, certains propos indiquent que les deux gouvernements n'auraient pas si mai accueilli un recours à la force de la part des Etats-Unis, à la fois pour arrêter la vague de la révolution islamique et pour endiguer la poussée soviétique. Pour les Egyptiens, une leçon » de l'armée américaine anrait pu affaiblir le courant radical et encourager les régimes conservateurs dans le monde arabe. Les Israéliens, quant à eux, y auraient trouvé un argument supplémentaire pour justifier leurs propres interventions au Sud-Liban et peut-être un jour — qui sait? — en Jordanie. Le directeur du quotidien à grand tirage Moario a pariaitement résumé l'état d'esprit de l'opinion israélienne : « Les États-Unis sont frappés d'une malédiction, celle de leur propre faiblesse. La supermissance soutire de blesse. La superpuissance souffre de la faiblesse de ses dirigeants, de la débilité de son moral national et de sa combativité, d'un dangereux laminage de ses services de renseionement et d'un manque d'effectifs et de moyens de combat conventionnels pour jaire jace à des situations de

Par AMNON KAPELIOUK

salem que les Américains se sont toujours gardés de signer un traité militaire formel avec Israël. Déjà, dans les années 50, le premier ministre d'alors, David Ben Gourion, avait fait tout son possible pour associer son pays à une alliance militaire méditerranéenne sous l'égide américaire. Un jeune général nommé méditerranéenne sous l'égide américaine. Un jeune général nommé Moshe Dayan ayait même été désigné par lui comme représentant militaire auprès de l'état-major de la future alliance. Mais le projet fut abandonné au profit du pacte de Bagdad, dont Israël était exclu par avance. Aujourd'hui, maigré les profonds changements intervenus au Proche-Orient et en dépit du traité de paix israélo-égyptien, la position d'Israël n'a pas changé de façon radicale et le pays demeure un élément «indésirable» dans la région. Ainsi, «indésirable» dans la région. Ainsi, la tentative de M. Begin, il y a un an de signer un pacte militaire avec Washington s'est-elle encore heurtée à un refus courtois. La déception de l'establishment israélien est d'autant plus forte qu'Israël a joué un rôle important dans le processus qui devait faire de l'Egypte un partenaire privilégié de Washington, et son allié stratégique. C'est Israël qui a été le « parrain », en quelque sorte, de l'intégration du régime de Sadate dans la nouvelle stratégie américaine au

La création de stations de détection américaines dans la zone-tampon du Sinal, après la signature de l'accord intérimaire de 1975, constitua la pre-

Proche-Orient.

mière étape de l'installation d'une présence militaire américaine en Egypte. Après quelque hésitation, les Américains avaient fini par y consentir. La phase suivante fut l'engagement pris par les Etats-Unis, dans le cadre des accords de Camp David, de mettre sur pled un contingent international dans le Sinaî pour servir de tampon entre Israel et l'Egypte au cas où les soldats de l'ONU ne pourraient plus tenir ce rôle. Les Etats-Unis hésitèrent une fois encore, mais Israël s'employa de nouveau à les convaincre tout en obtenant des Egyptiens qu'ils consentent à cette présence militaire américaine dans le Sinaï. Déjà au moment des négociations de Camp David. Israël avait proposé de mettre les aérodromes d'Etsion et d'Eytam, dans le Sinaï, à la disposition des Américains: mais le président Sadate s'y était alors opposé en faisant observer que cela a risquait de porter atteinte



à la souveraineté égyptienne ». A peine selze mois plus tard, c'est lui qui met à la disposition des Américains l'aérodrome de Quenah situé en territoire égyptien. Quant aux Israéliens, ils ont le sentiment d'avoir été utilisés sans avoir reussi pour autant à préserver leur ascendant sur

L'installation d'une présence militaire américaine en Egypte implique désormais, pour les experts américains, l'obligation de consolider le régime du président Sadate. Un fonctionnaire de l'ambassade américaine en Israël a expliqué que, si les bases américaines en Egypte allaient renforcer l'influence politique des Etats-Unis, elles pourraient aussi avoir un rôle plus précis : au cas où l'Egypte tenterait de violer les accords de paix, « chaque base américaine établie en Egypte constituerait un avantage pour Israël — suriout si le président Sadate penait à mourir ou à être renpersé » (8). Consolider le régime, c'est aussi le faire accepter par le monde arabe, le seul moyen pour cela étant d'obtenir des concessions israéliennes dans le problème palestinien, concessions que l'Egypte pourrait alors présenter comme un succès arraché par ses efforts en faveur de la cause

Les milieux officiels israéliens craignent que les Etats-Unis ne finissent par se rallier au point de vue qu'exprimait récemment le président égyptien

Henry Jackson : dans deux ans, egyptien aura été mené à son terme, Israël retournera à ses dimensions d'avant 1967 et deviendra a u ne puissance de second ordre au Proche-Orient ». Pourtant, pour tout ce qui concerne l'armement et l'assistance financière, Israël conserve un traitement privilégié de la part des Etats-unis. Le montant de l'aide militaire et économique qu'ils lui ont fournie depuis la guerre d'octobre 1973 atteint désormais 17 milliards de dollars. En coulisse les relations militaires entre désormais 17 milliards de dollars. En coulisse, les relations militaires entre les deux pays sont plus étroites que jamais, dépassant dans certains domaines l'intensité des liens qui unissent Washington aux alliés de l'OTAN. Ainsi Israël est-il le seul Etat à avoir jusqu'ici reçu des chasseurs F-16, garants de sa supériorité aérienne. Pour ce qui est de la coopération en matière de technologie de l'armement, aucun pays étranger l'armement, aucun pays étranger sauf peut-être la Grande-Bretagne ne bénéficie d'un meilleur traitement de la part du Pentagone. Il n'existe pratiquement pas de secret entre les deux pays : « Tout ce que nous avons besoin de savoir, proclamait récemment une personnalité israélienne nous n'avons qu'à le demander aux Américains ; ils nous le divulguent presque dans tous les cas » (9). Cependant, les relations entre les Etats-Unis et l'Egypte se resserrent. Officiellement, il s'agit pour le moment de la présence d'aviateurs américains sur la base égyptienne de Quenah, en Haute-Egypte, à portée

avait d'ailleurs été prise avant l'en-trée des forces soviétiques en Aighanistan. Les Egyptiens fournissent les installations, les Américains son t chargés de l'entretien. Des experts américains ont aussi inspecté d'autres hases aériennes et navales en Egypte en vue d'une éventuelle utilisation par l'armée américaine. Ils se sont déclarés prêts à aider l'Egypte à améliorer l'infrastructure de certaines, afin de les préparer à recevoir des navires de guerre et des avions américains (10). Au mois de janvier dernier. Egyptiens et Américains ont en outre procédé à des manœuvres aériennes

Ayant payé le prix indispensable pour se gagner l'opinion américaine — la paix avec Israël, — le nouvel allié égyptien bénéficle aussi de fournitures d'armes massives. Les Américains ont alloué trols milliards de dollars de crédits au programme d'armement de l'armée égyptienne pour les cinq prochaines appées programme qui comprend des livraisons de chars, de chasseurs et autres équipements perfectionnes. Les Egyptiens, pourtant, réclament beaucoup plus : dix milliards de dollars, et une qualité d'armement qui égale celle des fournitures à Israel. Une délégation militaire américaine venue récemment étudier le niveau de l'armée égyptienne et ses besoins de modernisation s'est prononcée, quant à elle, pour une aide de quatre miliards de dollars étalée sur cinq ans. Un accord entre Washington et Le Caire prévoit aussi le montage en Egypte même de chasseurs-bombardiers de

Au nom du réalisme

En Israël, le débat se poursuit sur l'opportunité d'un tel renforcement de la puissance militaire égyptienne. Le ministre de la défense a soutenu devant la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense que « non seulement le sait que les Etats-Unis se servent des bases égyptiennes ne nuit pas à Israël, mais que cela pourrait jouer à long terme à noire avantage ». Mais le président de cette commission, le professeur Arens, « faucon » notoire du Likoud, s'est montré plus réservé. A son avis, la présence militaire américaine en Egypte impliquera forcément une fourniture accrue d'armes modernes à ce pays, ce qui, en sin de compte, « ne nous profilerait pas > (11). On craint en effet que cet immense arsenal ne tombe un jour aux mains d'éléments anti-israéiens et anti-américains, en cas de bouleversement interne, comme en Iran. Ainsi l'ambassadeur d'Israël à Washington a-t-il protesté auprès des autorités américaines contre la décision de fournir à l'Egypte quatre-

de vol de l'Arabie Saoudite, de l'Iran

et de l'océan Indien L'initiative en

vingts chasseurs F-16. Quant à l'intégration d'Israel dans la nouvelle stratègie américaine au Proche-Orient, les « colombes » ne sont pas les seules à en dénoncer les dangers. Pour des raisons différentes, certains e faucons o s'y emploient également, redoutant que cela ne porte atteinte à leurs visées sur les territoires occupés au cas où le gouvernement serait contraint à des concessions en faveur des Palestiniens. Leur ches de file au sein du gouvernement Begin, le général Sharon, de l'agriculture, exprimait récemment ce sentiment de façon brutale, sur le site d'une nouvelle implantation près de Naplouse, en Cisjordanie : « La cité juive de Naplouse est notre réponse au secrétaire d'Etat amèricain, M. Cyrus Vance. Israel ne fera pas les frais du pétrole dont les États-Unis ont besoin. Les implantations sont notre réponse aux Américains et aux partisans de la création d'un Etat palestinien » (12).

Il en est aussi, parmi les a durs »,

pour penser que le fait, de la part de M. Begin, de proposer des bases aux Américains et de mener une politique antisoviétique aussi flagrante, va a l'encontre du réalisme politique. Ainsi le journaliste Hagai Eshed, vieux a faucon a qui fut l'un des proches de Ben Gourion, puis de Dayan, et se trouve aujourd'hui aux côtés de M. Shimon Perès, a-t-il expliqué dans un article tres remarque (13) que a le prix exige d'Israël dans le problème palestinien risque de renjorcer la position de l'Egypte dans la stratégie globale américaine, réduisant du même coup au minimum l'importance stratégique d'Israël ». Il serait alors préférable de rechercher une nouvelle distribution des forces au Proche-Orient. a Car. poursuivait-il. si les Soviétiques se voyaient ménager un accès aux sources du petrole du Proche-Orient, et s'ils étaient partie prenante dans le nouvel équilibre qui va se metire en place dans la région — à supposer qu'il s'en crée un réellement, - ils n'auraient plus intérêt à ébranler cet equilibre, et plus rien ne les incite-

rait à soutenir l'O.L.P.: au contraire. us auraient plutôt avantage à freiner ses revendications et à lui imposer la modération afin de favoriser une solution de paix et de sécurité dans l'ensemble du Proche-Orient, ce qui implique une solution au conflit istaelo-atube. » L'auteur critiquait aussi les propos de M. Weizman, ministre de la défense, qui venait de déclarer lors d'une visite aux Etats-Unis au début de janvier, que « Washingion n'a pas besoin de nous demander des bases car, de toute facon. Istaël lui donnera tout ce qu'il lui faut. »

Bien entendu, ce sont des considérations de Realpolitik qui inspirent ce genre d'opinion : on estime qu'une politique plus équilibrée permettrait de gagner davantage d'atonts dans le problème palestinien. La tentative est claire : faire comprendre aux Soviétiques qu'Israël appuiera leurs efforts pour s'assurer une influence accrue dans la région si, de son côte. Moscou abaisse ses exigences en faveur des Palestiniens. De tels calculs n'ont aucune chance d'aboutir tant que M. Begin demeurera au pouvoir. car la politique antisoviétique du premier ministre se fonde sur des considérations idéologiques immuables. Cependant, dans les couloirs de la Knesset, certains députés ne se font pas faute de remarquer que c'est paradoxalement M. Begin qui empêche aujourd'hui l'établissement définitif d'une par americana au Proche-Orient par son refus tenace de toute solution de compromis au problème palestinien

Pendant ce temps, le pessimisme règne dans les territoires occupés, où les Palestiniens n'espèrent plus rien de l'Egypte de Sadate « qui a trahi ses freres a. Ils ne crolent guère, non plus, à la bonne volonté des Américains, Et, bien entendu, ils n'ont pas la moindre confiance dans la politique de M. Menahem Begin, partisan du « Grand Israel », ni à plus forte raison dans l'autonomie qu'il propose aux habitants de la Cisjordanie et de Gaza. Maigré leurs a querelles de famille », ces trois forces, disent-ils, sont hostiles à toute indépendance des Palestiniens; et lls en concluent qu'il leur faut être encore plus unis que par le passé pour faire face à leurs desseins.

(1) Lors d'une interview diffusée dans le cadre de l'émission « Pace the Nation » sur la chaine de télévision C.B.S. (d'après Maarip du 4 janvier

(2) Maariv, 18 janvier 1980. (3) Haarets, 27 décembre 1979. (4) Yediot Aharonot, 8 janvier 1980. (5) C'est ce qu'a déclaré, par exemple, le ministre de la défense américain, M. Harold Brown, lors d'un entretien avec les dirigeants de la communauté juive des Etate-Unia (d'après le Jerujuive des Etats-Unia (d'après le Jerusalem Post du 16 décembre 1979).
(8) Haaretz, 16 janvier 1980.
(7) Davar, 18 janvier 1980.
(8) Al Hamishmar, 15 janvier 1980.
(9) Jerusalem Post, 18 janvier 1980.
(10) D'après le correspondant du
Yedioth Aharonot à Washington, 7 jan-

(11) Yedioth, Aharonot, 8 janvier 1980. (12) Maario, 18 janvier 1980.

(13) Davar, 18 janvier 1980.

ECOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE 62, route de Chêne 1208 GENEVE (Suisse) Tel: 022.36-71-30

LA CHATAIGNERAIE 1297 FOUNEX (Youd) (Suisse) Tél.: 022,76-17-76

BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français Internat et externat pour filles et garçons de 12 à 19 ans Sports d'été et d'hiver

Le danger principal

crise » (2).

cependant pes que les dirigeants des deux camps tirent des récents événements des conclusions identiques pour ce qui concerne leurs intérêts particuliers. Les Israéliens, par exemple, estiment que, depuis le déclenchement de l'agitation islamique et l'intervention soviétique en Afghanistan, l'impact du problème palestinien se trouve diminué. Pour eux, la preuve est faite que ce problème n'est pas la principale source de danger pour le Proche-Orient : il faut d'abord « combatire le péril communiste qui menace les intérêts de l'Occident dans la région ». Et c'est là qu'Israël prend une importance inestimable. comme pays fort, pret à tout sacrifier pour le « monde libre », notamment pour la protection de son accès au pétrole. Le général Eytan, chef d'état-major de l'armée, retrouve soudain des accents d'arrogance que l'on n'entendait plus depuis la fin de la guerre d'octobre : « Si les Russes nous attaquent, Tsahal (l'armée israélienne) aura la supériorite > (3). Conclusion: il faut qu'Israël ait la priorité dans toutes les considérations stratégiques de Washington et reçoive toute l'aide militaire, économique et diplomatique nécessaire.

Suivant cette logique, les pressions exercées sur le pays pour l'obliger à faire des concessions aux Palestiniens finiront par l'affaiblir. M. Begin soutient à ce sujet — en quoi il a parfaitement raison — que les demandes américaines et égyptiennes dans la question palestinienne sont contraires aux accords de Camp David, qui ne mentionnent d'aucune facon ni

l'autodétermination des Palestiniens ni les droits législatife ou judiciaires du Conseil de l'autonomie. Il n'existe en effet aucune aliusion, dans ces textes, à une souvergineté palestinienne sur les territoires occupés, et l'on sait que cette lacune est aussi l'une des raisons pour lesquelles les Palestiniens eux-mêmes refusent catégoriquement le projet d'autonomie de Les Egyptiens voient les choses dif-

féremment. S'il est vrai qu'il existe un danger soviétique, estiment-ils, c'est à l'Egypte, en tant que pays arabe et musulman, qu'il revient d'assumer le rôle principal pour arrêter la « subpersion communiste ». On imagine le tollé général que soulèverait dans la région une intervention israélienne en Arabie Saoudite ou dans les émirats arabes au ces où les régimes en place se trouveraient en difficulté. L'intervention de l'Egypte, en revanche, serait acceptée « avec plus de compréhension », et c'est la raison pour laquelle il importe de renforcer le pays militairement et politiquement afin qu'il puisse assumer les tâches qui lui reviendront. De surcroit, pour les Egyptiens, une coopération stratégique avec Israël telle que la souhaitent les dirigeants israeliens serait certes positive, mais seulement après la conclusion d'un accord global au Proche-Orient. Ainsi le général Kamal Hassan Ali, ministre égyptien de la défense, a-t-il expliqué dans un entretien accordé à un fournaliste israélien qu' « un succès en saveur des Palestiniens ouvrirait la voie à une vaste coopération entre Israël et l'Egypte pour ce qui concerne les problèmes de la région » (4).

La détermination de Washington

D'UNE manière générale, les Etats-Unis acceptent cette façon de voir tale pour les Etats-Unis d'une soludes responsables égyptiens. Pour eux, Israël ne jouera son rôle d'allié stratégique qu'en dernier recours, lorsque toutes les autres possiblités auront été épuisées (5). Pour le moment, alors qu'il ne s'agit d'éteindre que des foyers d'incendie locaux, l'entrée en jeu des Israéliens ne servirait en rien la position de l'Amérique dans la région. En revanche, à ce stade, un rôle important revient à l'Egypte et il convient de l'y préparer en commencant d'abord par rendre-ce rôle acceptable aux pays arabes « modérés » qui se sont opposés à l'accord de paix séparé avec Israël. Ce qui ne peut se faire que d'une seule manière : prouver que l'initiative du président Sadate ne se limite pas à la conclusion du traité mais qu'elle conduira à la solution du problème palestinien, nœud du conflit israéloarabe. L'ambassadeur des Etats-Unis en Israël, M. Samuel Lewis, c'est employé à le faire comprendre aux Israéliens lors d'un récent entretien avec des journalistes : « Si Israël jaisait un effort en vue d'une solution du problème palestinien, a-t-il déclaré, il pourrait alors jouer un role plus important dans la région. Dans ce cas, il y aurait aussi une possibilité de coopération militaire régionale entre les Etats-Unis et Israël » (6).

Les fonctionnaires du département d'Etat expliquent eux aussi aux diplomates israéliens en poste à Washington que la politique palestinienne du gouvernement Begin aura finalement des conséquences néfastes pour Israël, qui devient un fardeau pour Washington. Et quand le président Carter ou le secrétaire d'Etat, M. Cyrus

tion satisfaisante du problème palestinien, cela signifie qu'ils demandent à Israel des concessions « substantielles » dans les négociations sur l'autonomie, concessions qui pourraient alors inciter la Jordanie à se joindre aux pourparlers. A cet égard, M. Sol Linowitz, qui représente les Etats-Unis dans les conversations tripartites sur l'autonomie, s'est diamétralement opposé récemment au point de vue israélien en affirmant que « les événements au Proche-Orient et en Asie exigent d'urgence le succès des conversations israéloégyptiennes sur l'autonomie, un succès qui est vital pour les intérêts des États-Unis » (7).

Au fil des mois, le déroulement de ces négociations montre que, dans leurs efforts pour arracher des concessions aux Israéliens, les Américains font preuve d'une bien plus grande détermination que les Egyptlens. Car ceux-ci ne disposent que d'une marge de manœuvre assez restreinte depuis qu'ils ont coupé tous les ponts derrière eux. Washington attend, certes, des Israéliens qu'ils aident aussi à prévenir des troubles en Arabie Saoudite : mais c'est en désamorçant le détonateur palestinien qu'ils pourront le faire, à leur avis, car c'est là un danger persistant pour les régimes conservateurs arabes. Du même coup, les Américains entendent prouver au monde arabe et musulman que seule une par americana peut assurer le respect des

droits des Palestiniens. Le rôle ainsi réservé à Israël par son allié américain a suscité une vive déception an sein du gouvernement Begin. On ne peut oublier à Jéru-

(A paraître en mai 1980) **Guide français de l'Enseignement International**

Le développement des échanges diplomatiques et commerciaux, du multilinguisme et de l'enseignement international, concrétisés par la diffusion universelle du baccalauréat international et des examens internationaux, ont incité de nombreux pays, dont la France, à créer un véritable service pédagogique en pleine expansion sur lequel il convenzit de faire le point.

C'est ce que propose, entre autres, ce nouveau guide qui constitue une source de documentation complète et unique sur ce sujet. Prix de souscription (valable jusqu'au 15.03.80): 38 F (franco de port pour la France - port en sus pour l'étranger) à adresser par chèque à LIBRAIRIE-EDITIONS DES ECHANGES INTERNATIO-

NAUX, 20, rue des Fossés Saint Bernard, 75005 PARIS.

AND PROPERTY. to to the same of the same Dut ing i c MANAGEMENT COLUMNS 137 Par 45*20. THE STREET A MARIE P. PULL ! (3) Yat! .. e the sime the gen affects a to the wall one mouth him branch a court to the late LA METAIRIE

EVANT la nouvelle effervescence que connaît le Proche-Orient, l'Egypte étonne : elle vit en marge des événements et adopte à leur égard une attitude de dési. Non contente de jouir d'une stabilité intérieure que peuvent lui envier bien des Etats voisins, elle vient d'inaugurer une ambassade israéllenne. Et ce n'est pas tout. Lorsque l'Iran remet en question la voie de développement occidental, le rôle politique et économique des Etats-Unis, toutes choses precisement vers lesquelles elle s'engage, l'Egypte offre asile à l'empereur déchu et ouvre aux Américains les portes du pays. « Il n'y a pas actuellement de meilleur endroit pour un Américain », déclarait récemment un diplomate venant du Caire (1).

Cette stabilité, cette assurance provocante représentent un succès pour le régime et pour ses partenaires étrangers. Succès d'autant plus remarquable qu'il s'agit du premier des pays arabes, celui qui, il n'y a pas si longtemps encore, était le principal adversaire d'Israël et le chef de file de la lutte anti-impérialiste.

Il reste aujourd'hui à saisir l'ampleur de la mutation en cours, à comprendre sur quoi elle débouche. Car si, depuis six ans, l'Egypte s'était préparée à la « paix », le but est atteint, et il lul faut amorcer une nouvelle étape. Mais la prochaine normalisation des relations économiques et culturelles avec Israël s'annonce davantage comme une transition que comme un changement qualitatif. Les bouleversements les plus importants ont de la eu lieu.

En Egypte, comme allieurs, la muta-tion s'est effectuée à la faveur d'une crise, voilée par la vague d'euphorie et d'espoir consécutive à la guerre d'octobre 1973. La traversée de la ligne Bar Lev avait effacé l'humillation de la guerre de six jours en 1967. La solidarité arabe retrouvée, l'apparente volonté des Etats-Unis de sortir le conflit de l'impasse, sinon de le régler, créaient une situation propice. Tout

devenait possible... A commencer par la conversion de l'économie égyptienne, qu'il s'agissait d'orienter vers un tout autre type de développement. Pour cela, des mesures drastiques s'imposaient. Car. d'une part. l'importance prise par l'appareil de production étatique, véritable pivot l'industrie nationale, représentait un obstacle majeur au développement du secteur privé et à l'intégration aux circuits capitalistes internationaux. D'autre part, le capitalisme local restait à créer tant il avait été affecté au cours des présedentes années, tant il manquait de moyens et d'expérience. Conduire l'Egypte vers une économie de marché, ouverte du jour au lendemain à la concurrence internationale, l'entreprise ne manquait ni d'audace ni de risques. C'est pourtant ce qui a été réalisé depuis 1974 grâce à la contribution financière massive des monarchies arabes riches en pétrole et aux conseils d'experts étrangers.

Les limites de la rationalisation

A PRES la thérapeutique de choc A initiale, une nouvelle étape devait suivre : celle de la rationalisation Premier objectif: assainir les finances. Cela revensit à supprimer les subventions aux produits de première nécessité et à dévaluer la monnaie locale, jusque-là protégée. Ces mesures, imposées en janvier 1977 par le F.M.I., provoquèrent les plus violentes réactions populaires que le pays ait connues depuis de très nombreuses années. Leur mise en œuvre ne s'en est pas moins poursulvie (2). L'abandon de l'ancienne politique des prix a facilité le tri parmi les différents secteurs : ne subsistaient que ceux

capables de résister. Mais, aujourd'hul, l'effort de rationalisation stagne malgre l'apparition d'une classe capitaliste décidée à investir dans quelques industries légères (bolssons, cosmétiques, plastiques, etc.). Sans doute certaines distorsions s'expliquent-elles par l'ampleur et le but de la mutation, qui laisse dans l'ombre des pans entiers de l'économie destinés à disparaître progressivement, tel l'apparell bureaucratique de l'Etat, considéré comme la cause de tous les maux et totalement marginalisé ainsi que l'exige la logique néo-conserva-

En revanche, d'autres phénomènes, échappant à toute rationalité. déconcertent les plus fervents adeptes du « laisser-faire ». Parfois, les experts étrangers n'hésitent plus à exprimer leurs critiques, à parler de « mismana-gement », et à déclarer en privé que « l'Egypte a inventé l'économie de l'absurde ».

Par sa seule dynamique, l'ouverture (infitah) affaiblissait ie secteur public, déja affecté par l'absence de planification. Sa vulnérabilité devenait d'autant plus grande que ses différentes unités se trouvaient privées de lien organique entre elles, incapables de se développer sous le régime de contrainte imposé par l'assistance occidentale. Celle-ci posait notamment comme condition à ses prêts qu'ils ne soient pas utilisés pour l'achat de matériels et plèces détachées d'origine soviétique. Mais, tout en cherchant à priver le secteur public de son rôle dominant il n'était pas question de le supprimer totalement. Aujourd'hui, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les autres partenaires de l'Egypte semblent convaincus de la nécessité d'une participation de l'Etat non seulement dans l'infrastructure mals aussi dans quelques industries pouvant favoriser le secteur privé. Une preuve: la construction par l'Etat d'une nouvelle usine de ciment nécessaire aux travaux de reconstruction dans la zone du canal de Suez. Structurellement destiné à jouer un rôle d'appoint au futur capitalisme égyptien, le secteur public, aussi affaibli soit-il, n'en continue pas moins de fournir, encore aujourd'hui, l'essentiel de la projuction industrielle nationale Domestique, il ne représente plus un

Le laxisme en matière de commerce extérieur n'a fait qu'accuser les distorsions dans la stratégie de développement. L'Egypte est ainsi passée très rapidement d'une économie orientée vers l'indépendance à une économie orientée vers la dépendance. Grace à une conjoncture favorable - la « crise », d'une part ; l'argent arabe, d'autre part — s'opérait une accumulation de capital : quelques individus à la limite quelques groupes, amassaient rapidement des fortunes colossales à partir d'activités de service, sans lien aucun avec la production Déià perceptibles dans les grandes agglomérations de la vallée du Nil opérations véreuses et pratiques douteuses devenalent monnaie courante autour du canal de Suez, dans les zones franches, comme dans les projets de reconstruction, où s'engloutirent des millions de dollars. Nul n'éleva de griefs à l'encontre du gaspillage et des détournements de fonds. Le silence des grands organismes financiers et des Etats fournissant l'aide ne manquait pas d'éloquence.

N'est-ce pas là une application des théories économiques néo-conservaunces dont on observe les effets en de nombreux pays, au Chili et en Israël, par exemple? Mais Milton Friedman ne se déplaçait pas dans la vallée du Nil aucun responsable egyptien n'avait fréquenté l'école de Chicago. L'Egypte ignorait, et ignore encore, le nom de celui dont l'analyse économique tisse pourtant la trame des nouvelles structures mises en place dans le pays.

Comment expliquer, en effet, cer-

taines décisions comme la construction du tunnel Ahmed-Hamdy sous le canal de Suez, prévu pour une circulation de milie voitures à la minute? Son cout, estimé au départ à 30 millions de dollars, s'élève aujourd'hui à plus de 100 millions, — et l'ouvrage n'est pas achevé. Pourquoi confler à une firme américaine une étude de faisabilité de 4 millions de dollars pour la mise en valeur des gisements de phosphates de l'oasis de Kharga, alors que is même recherche svait déjà été réalisée par le plus éminent géologue égyptien, le Dr. Rouchdi Said, moyennant l'équivalent de 200 000 dollars ? Autre énigme, qui cette fois concerne de plus près la vie quotidienne : il est devenu impossible de trouver sur le marché des paquets de savon local « Rabso » à 5,5 plastres (0,30 francs environ, la livre égyptienne valant à

identique. La réponse à ce type de questions ne réside pas uniquement dans les manœuvres du capital étranger ou dans les blocages intérieurs. Elle tient d'abord à l'état d'esprit de la classe dirigeante, qui n'accorde que peu d'intérêt aux questions économiques quelle qu'en soit la gravité. Sa façon d'y faire face reproduit à certains égards un mécanisme d'Etat rentier comparable à celui des pays pétroliers de la péninsule arabe. Pour l'Egypte, la rente vient de l'extérieur. Un chantage s'exerce sur le partenaire du moment pour obtenir le maximum

peu près 6 francs), et l'on ne peut

plus acheter que du « Tide » importé.

vendu à 37,5 piastres pour un volume

La provocante «modernisation»

d'aide en échange de concessions poli-tiques : aide arabe d'abord, améri-caine ensuite, et peut-être, blentôt, israélienne. Cette perpétuelle fuite en avant, où le politique est mis sans cesse au service de l'économique, explique l'impossibilité d'une véritable rationalisation, aussi néo-conservatrice

Malgré les problèmes qu'elle pose. la caste au pouvoir reste indispensable à la transition de l'économie égyptienne vers une intégration au marché capitaliste international, vers une association avec Israël, dans l'espoir d'un futur prolongement dans le monde arabe. Car telle est bien la finalité de la mutation économique envisagée. Mais la très faible assise sociale du projet est aussi son talon d'Achille. du moins dans l'attente des premiers

Or l'économie égyptienne se trouve dans une situation des plus critiques. Sa dégradation a pu être tempérée par l'aide financière massive des pays arabes, qui, de 1973 à 1978, totalisa en dons, crédits, etc., 17 milliards de dollars (la construction du barrage d'Assouan aurait coûté 900 millions de dollars). Depuis la signature de l'accord de Camp David, l'aide arabe s'est totalement arrêtée. Seuls subsistent en Egypte des intérêts privés et les quelque 2 milliards de dollars maintenus en dépôt à la Banque centrale égyptienne (3). Certes, le président Sadate a précise, le 28 janvier que le gouvernement ne considère pas ces avoirs comme bloques; l'Egypte,

Par MARIE-CHRISTINE AULAS

toutefois, serait dans l'impossibilité de les rembourser. Les indicateurs classiques fourn's-sent des éléments d'appreciation, bien que les consequences de la suspension de l'aide arabe n'aient pas encore eu le temps de se manifester. En 1978, le déficit budgétaire (1.9 milliard de do:lars) représentait 30 % du P.N.B.; le

déficit extérieur (3,3 milliards) élait

de 20 %. Alors qu'en 1973, année de

la guerre, le déficit extérieur s'élevait i 7% du P.N.B. (4). Quant à l'inflation, son taux a largement dépassé aujourd'hui les 25 % annoncés par le Dr. El Sayeb, ministre de l'economie, lors de la réunion du groupe consultatif de la Banque mondiale en juin 1978 à Paris. Malgre les déclarations officielles et les projets de loi soumis au Parlement, la politique siscale n'a pas changé. Et la masse monétaire en circulation dépasse largement le piafond de son compte à découvert auprès de la Banque centrale. «L'inflation a opéré une nourelle répartition des revenus au détriment de tous les salariés employés par le gouvernement et le secleur public. Quant à la masse de ceux qui — à la campagne ou dans les villes n'ont pas d'emploi régulier, la dégradation atteint les limites d'une dangereuse sous-alimentation chronique, sans parler des conditions de logement, de transport, de santé ou d'habillement a, rappelle le Dr. Ismail Sabri

Une simple étape

r A paix changera-t-elle une situa-L tion qui, pour la grande majorité du peuple égyptien, a atteint les limites du tolérable? Pour les partenaires occidentaux de l'Egypte, ce nouvel élément n'apparaît pas comme un changement mais plutôt comme une simple étape. La transition doit se poursuivre avec pour prochain objectif 1982, année de la dernière phase du retrait des troupes israéliennes du Sinaî. Ce laps de temps permettrait de proceder aux dernières adaptations internes et, si possible, de lever à l'extérieur les blocages suscités dans l'ensemble du monde arabe par les accords de Camp David. En 1981 doit s'achever le programme

de réformes économiques fixé par l'accord signé en avril 1978 entre le gouvernement égyptien et le F.M.I. Ce programme prévoit, entre autres, l'arrêt des dernières subventions aux produits de première nécessité (voir budgétaire, le ralentissement de l'Inflation. Mais les décisions prises lors du que le délai devra être allongé.

vote du budget le 15 décembre dernier et l'attribution par le F.M.L d'une nouvelle ligne de crédit de plus d'un milliard de dollars (6) laissent penser De même arrive à son terme en 1982 le plan quinquennal indicatif mis au point par le gouvernement avec le concours de conseillers étrangers. La encore, certaines déceptions sont à craindre, compte tenu des objectifs poursuivis : le plan prévoyait par exemple une croissance annuelle de

12 % du P.N.B. (fait sans précédent dans l'histoire économique de l'Egypte) et des taux d'épargne et d'investissement sans commune mesure avec les réalités.

Abdallah, ministre de la pianification

de 1971 à 1975 (5).

Principaux maîtres d'œuvre de la mutation, et désormais principaux bailleurs de fonds, les Etats-Unis ont plus de raisons que jamais, depuis la révolution en Iran, de poursuivre leur assistance à l'Egypte au cours de cette a période de transition v (7). Il ne s'agit pas seulement de fournir une aide financière qui, officiellement, s'élève à 1 milliard de dollars (8), avec pendant trois ans une gratification annuelle supplémentaire de 100 000 dollars prévue par le traité de paix. Pour que soit viable le projet à long terme, il faut aussi former aux techniques de gestion les éléments les plus dynamiques qui seront capables de prendre en charge le décollage du capitalisme égyptien. D'ores et déjà, le « management » est la discipline la plus prisée des étudiants de l'université américaine du Caire. Mais c'est un projet d'une autre envergure que met actuellement au point l'Agence américaine pour le développement international (U.S. AID), avec le concours de plusieurs universités américaines. Son but : former plusieurs centaines d'individus capables de créer et de diriger des entreprises avec, au départ, l'assistance de conseillers américains et toute facilité financière pour l'acouisition de matériel fabrique aux Etats-

avec une dette extérieure de 14 mil-

llards de dollars, le citoyen israélien

est le plus endetté du monde (9). La

stratégie égyptienne compte davantage

sur l'influence de son nouveau par-

tenaire dans les milieux financiers

internationaux afin de les convaincre

d'investir dans la vallée du NII. Cette

stratégie peut être fructueuse comme

le prouve le fabuleux contrat pour la

rénovation du réseau de télécommu-

nications égyptien — 1800 millions de

dollars — signé le 17 septembre der-

nier au Caire avec les représentants

d'un consortium européen conduit par

la firme ouest-allemande Siemens et

sa branche autrichienne. Quelques

jours auparavant, le chef de la

communauté israélite autrichienne,

M. Kahan, s'était rendu en visite au

Le concours israélien

T 'AGRICULTURE est concernée au L même titre que l'industrie. Mais il apparaît que, dans ce secteur, Israël est appelé à prendre plus rapidement le relais des Etats-Unis, comme en témoignent les propos que nous tenait M. Youssef Walli, conseiller du ministre de l'agriculture : « L'évolution actuelle de l'agriculture égyptienne s'opère en jonction de trois cercles. Le premier : Egypte - Etats-Unis; le second : Egypte - Etais-Unis - Israël ; le troisième : Egypte -Israël - pays arabes. s Et d'ajouter : « Le premier cercle est en voie d'achèvement. Il nous a permis d'améliorer les « input », c'est-à-dire les semences, les engrais, les insecticides, la petite mécanisation (...) Nous allons entamer le deuxième cercle et améliorer les « output », avec le concours des leraéliens (...) Enfin, le troisième cercle vise à l'ouverture sur les pays arabes, en particulier le Soudan » La visite officielle que M. Ariel Sharon, ministre israélien de l'agriculture, a effectuée en Egypte au mois d'octobre dernier portait précisément sur « les moyens à mettre en œuvre pour la coopération entre les deux pays ».

Telle que le régime l'a présentée à la population, la paix doit résoudre les difficultés économiques, apporter l'abondance et la prosperité. Il n'est pourtant pas question d'attendre d'Israël une alde financière puisque,

(1) Time, 10 décembre 1979. (2) Marie - Christine Aulas. « Quelle Egypte pour quel réglement ? ». le Monde diplomatique, octobre 1978. (3) Selon le Financial Times du 5 février, ce montant comprendralt, outre des fonds saoudiens at koweitiens, qui en constituent la plus grande part, des dépôts d'origine libyenne et irakienne. (4) Roger Matthews, e Gamble with high stakes ». Financial Times. 30 juillet 1979. (5) Le développement de l'Egypte : deux expériences et trois scénarios, étude ronéotypée, R6 pages. (6) Le Monde, 13 décembre 1979.

mondiale pour décrire la situation actuelle de l'Egypte. (8) L'aide américaine à l'Egypte se décompose comme sult : 250 millions de dollars en alde allmentaire : 250 millions de dollars en financement des importations egyptiennes de produits américains; 500 millions en projets et assistance tech-nique (voir Stanley Reed « Few good pro-jects ». Financial Times, 30 juliet 1979.) (9) Le Monde, 2 septembre 1979,

(7) Expression utilisée par la Banque

(10) Le Monde, 21 septembre 1979. (11) Jime Hoagland, « Egypt banks on Saudi financier ». International Herald Tribune, 9 octobre 1979. (12) Le Progrès égyptien. 3 novembre 1979 (13) « La grande soif du monde arabé», déciarations de Maurice Guernier, du Nouvel Observateur, 10 avril 1978. (14) Egypte, Soudan, Ethiopie, Kenya, Ouganda, Tanzanie, Zaire, Rwanda.
(15) Cf. l'intéressante étude aur re sujet : « Middle East Studies Network », dans Merip Reports, n° 38, Washington D.C.

Egypte.

cruellement : l'eau. Et c'est avec une remarquable célérité que, le 15 novembre dernier, ont commencé les travaux du « canal de la paix » annoncé par le chel d'Eist égyptien lors de 32 visite à Haifa, deux mois plus tôt. Mais, aujourd'hui, l'eau du Nil suffit à peine aux besoins du pays, selon le Club de Rome (13). D'autre part, l'utilisation des eaux concerne l'ensemble des huit pays riverains du fleuve (14), regroupés voilà plus d'un an au sein d'un comité précisément chargé de gérer ce patrimoine et de le protéger.

Avant même que soient officielle-

Caire, et le premier ministre égyptien, M. Mustaphu Khalii, a exprime lors

de la signature du contrat « toute sa

gratitude à l'égard de M. Karl Kahen. eminent industriel autrichien et envoyé

special du chancelier d'Autriche, pour ses efforts en vue de l'installation

d'un nouveau réseau de télécommu-

nications en Egypte » (10). Ce qui

n'exclut pas la participation indirecta

de capitaux arabes déposés dans des

banques européennes ni celle, directe,

d'hommes d'affaires comme M. Kas-

Depuis lors, l'Egypte a accueilli une

délégation de « trente-six millionnaires

tuifs suisses » qui a déclaré que « ac

visite pourrail contribuer d'une ma-

nière positive à normaliser les rela-

tions entre les peuples égyptien et

isračlien v 112). Le baron Edmond

de Rothschlid, également en Visite au

Caire au mois de novembre, a lui

aussi exprimé sa disposition à finan-

cer des projets de reconstruction en

De son côté, l'Egypte a ouvert la

role à la collaboration avec Israel en

offrant à ce pays ce dont il manque

hooggi (11).

ment normalisées les relations économiques entre les deux pays, quelques produits *made in Israel* ont déjà pénétré le marché égyptien, en particulier la zone franche de Port-Said, Mais ces petits articles - bière, chocolat. allumettes, gaternx secs, etc. -- paraissent bien dérisoires à côté des bienfaits attendus de l'« opération pétroje ». Le problème de la restitution à Egypte des pults de pétrole du Sinai et de la fourniture de ce pétrole à Israël fut d'une telle complexité que seul le chef de l'Etat égyptien put le résoudre. D'une part, Israëi a menacé de différer l'évacuation des puits s'il n'obtensit pas vingt mille barils per jour, arguant qu'il en tirait auparavant trente mille, au risque d'allieurs d'épuiser rapidement la nappe, D'autre part, ce pays a tenu à ce que les tarifs soient alignés sur ceux de l'OPEP (l'Egypte n'est pes membre de cette organisation, qui elle-même n'a plus de tarifs fixes) et non sur ceux du marché libre, soit une différence d'environ 10 dollars par baril Cette délicate question a été tranchée entre M. Weizman et le président Sadate deux semaines avant la restitution des pults. Le montant décidé a été tenu secret, même lors de la séance de l'Assemblée du peuple consacrée, le 11 novembre, à la vente du pétrole à Israël. De toute facon, les milieux autorisés s'attendent que le pétrole soit payé en produits divers, et le ministère israélien de l'économie a déjà élaboré une liste d'articles en prévision d'échanges évalués à 100 millions de dollars dès la première année de la normalisation. Cette somme compensera largement le règlement de la facture pétrolière.

Au-delà de l'économie, une mutation plus profonde vise l'Egyptien lui-même. Arrive un moment où il faut convaincre et établir des relais au sein de la société pour assurer la transition, puls l'avenir. Un tel dessein ne va pas sans une connaissance précise et rigoureuse du « terrain ». Les nouveaux partenaires de l'Egypte ont eu tout le temps de s'y préparer, ne serait-ce, à l'époque, que pour mieux connaître leur ennemi, ses forces et

ses faiblesses. Est-ii besoin de rappeler ces nombreux travaux académiques sur l'Egypte publiés outre-Atlantique au cours des années 60, ces multiples études sur les élites politiques, militaires et autres (15), ces thèses de modestes boursiers égyptiens souvent

LES SUBVENTIONS: mythes et réalités

E système des subventions a été institué au début des années 60, du temps de Nasser. Dans le cadre d'une économie qui se voulait d'orientation socialiste, l'État prenail en charge une partie des dépenses des classes sociales les plus défavorisées. La consommation intérieure s'en trouvait atimulée C'est ainsi que l'on subventionna directeessentiels, en particuller les produits alimentaires. On aida, d'autre part, indirectement is production du secteur

ventions dans le budget de l'Etat n'a cessé d'augmenter. En 1973, elles s'élevalent à 188 millions de livres égyptiennes, soit 5 %. En 1975. à 715 millions de livres, soit 15 %. En janvier 1977, le F.M.I. impose l'arrêt des subventions. D'abord suspendue, cette mesure a ensulte été progressivement appliquée à la majorité des produits de première nécessité. Actuallement, seuls restent subventionnés le blé et la farine. d'une part, les huiles et les graisses animales, d'autre part

Au fil du temps, la part des sub-

Pourtant, 974 millions de livres ont été prévues pour les subventions lors du vote du budget de 1980, le 15 décembre, à l'Assemblée du

pauple. Mais cette somme ne concerne pas uniquement les produits alimentaires; elle aidera aussi et aurtout certains investissements dans le

secteur public. Pour ce qui est des produits alimentaires, les chiffres sont gonflés artificiellement Le sucre, par exemple, est cité dans les articles subventionnés : or, sur une consommation annuelle de queique 600 000 tonnes, 500 000 à 550 000 tonnes sont produites en Egypte même et le gouvernement perçoit sur cette quantité une taxe à la production. Le sucre est, en réalité, une source de revenus pour l'Etat. Seules sont subventionnées les 50 000 à 80 000 tonnes importées

Le pain, en revenche, est réellement subventionné. Ou'observe-t-on? La galette de pain à 0,5 plastre n'a pas été officiellement supprimée, mais on n'en trouve plus sur le marché: dès lors, on doit acheter celle à 1 plastre, dont le volume a diminué de moitié.

Les subventions ont ainsi perdu une grande partie de leur réalité alors que la population la plus démunie, est susei la plus nombreuse. leur conserve toujours la même valeur symbolique.

M.-C. A.

· --

• •

American du a plus d'un franche de Propinsi fourniture a shed de 'E' D'ene par THE PARTY OF THE STREET CALIFORNIA OF TALLIAN min mine de lar.i. AND SERVICE AND SERVICE and to be the second takore ... and the state of t A MOPPHA ---a deline petri ete PARTY ALL IN THE PROPERTY OF T ---policies of right and the second MARKET # 1 - Control 1275

et réalités

de l'économie égyptienne

riches d'informations et jusqu'aux fameuses notices nécrologiques d'Al Ahram, qui ont servi à mieux connaitre les liens familiaux entre les indi-vidus ainsi qu'en témoignèrent les prisonniers de guerre interrogés en Israël?

Pour préparer l'évolution des mentalités, le régime dut d'abord se contenter de renforcer le réseau de pénétration culturelle classique : films, séries télévisées, éditions, etc. L'ouverture vers l'Occident, l'époque

dite de « démocratisation », donna toute liberté pour détruire l'ancienne idéologie, introduire des idées diffé-rentes et remplacer les hommes qui - au sein des organes de communication de masse — ne manifestaient pas d'empressement à soutenir la nou-velle orientation.

Avec le voyage à Jérusalem, le chan-

gement a pris une autre dimension. Il fallait convalnere une élite intellectuelle qui se trouvait dangereusement marginalisée. En marge du pouvoir marginalisee. En marge du pouvoir certes, mais aussi en marge de l'ouverture économique, dont elle subissait les effets négatifs à l'université comme dans la presse. C'est alors qu'a démarré à grande échelle l'étroite collaboration d'une importante partie de l'intelligentsia égyptienne aux multiples activités de l'U.S. AID, des universités et des fondations privées américaines. Le but : s'attacher le concours des faiseurs d'opinion en leur procurant des avantages matériels et en les amenant à participer directement à la mutation — la « modernisation » de la société égyptienne. Tâche d'autant plus aisée que cette classe éduquée était déjà occidentalisée.

La pénétration culturelle ,

S EMINATRES, colloques et sympo-siums se sont multipliés en Egypte, dans les nouveaux instituts de recher-che créés sur les rives de la Méditerranée (en Italie et en Grèce, en particulier), et aux Etats-Unis. S'ajoutèrent à cela des séries de conférences, des sélours sabbatiques dans les universités américaines, toutes choses qui stimulent les échanges et valorisent l'individu jusque-là confiné dans les limites étroites de la vallée du Nil, sans crédit de recherche ni possibilité d'expression. Quelles que solent leurs opinions politiques, les candidats sont généralement choisis en fonction de leur dynamisme, de leur notoriété ou de leurs responsabilités professionnelles. Le même type d'activités s'est développé parallélement en Egypte, où l'université américaine du Caire s'est progressivement distinguée par un dynamisme débordant dont sont dépourvues les universités égyptiennes soumises à de multiples interdictions. Les meilleurs spécialistes américains — surtout dans le domaine des sciences sociales — s'y succèdent désormais pour donner des cours et des conférences ouverts à un large public. Une étroite coopération s'est hissée avec de nombreux centres de recherche égyptions. A tel point que, par exemple l'ensemble des travaux effectués par le Centre de sociologie et de criminologie d'Embaba (fanbourg du Caire) depuis se création ont été transférés en 1975 au département d'anthropologie de l'université américaine. Par mesure de conservation, dit-on. De très importants crédits — l'équivalent en 1978 de 70 millions de dollars de la part de la seule U.S. AID (16) sont accordés aux instituts et aux universitaires intéressés par des études et enquêtes dans les domaines les plus variés. Pour ceux dont le salaire à l'université plafonne à 70 ou 100 livres egyptiennes par mois, la perspective de pouvoir le multiplier sur place par dix les dissuade d'émigner, comme avait du le faire le quart de l'ensemble du corps universitaire égyptien (17).

Ainsi une grande partie de l'intelligentsia égyptienne apporte-t-elle son concours à la metation du pays vers cet ideal de vie américaine si fascinant à travers les grandes universités et les films, seules bases de référence. Contribution d'autant plus précieuse qu'elle forme l'opinion et éduque la génération à venir.

Dynamisme, modernisation, technologie... c'est sussi une manière indirecte de préparer les esprits à la coopération avec le nouvel allié israélien, auguel l'intelligentsia égyptienne était jusque-là particulièrement réticente. Le dialogue, amorcé lors de colloques réunis à l'extérieur, n'est-il pas destiné à se poursuivre dans la vallée du Nil? Avant la normalisation des relations culturelles, des tentatives de contact s'étaient détà ébauchées à la faveur de l'évolution politique, surtout dans le domaine des sciences sociales. des sciences politiques, de l'égyptologie et de l'islamologie. A quelques exceptions près et en dépit de pressions diverses, la classe intellectuelle a ten-

dance encore à se rétracter en se retranchant derrière des considérations politiques, exigeant d'abord la norma-lisation des relations culturelles ou, pour les plus rétifs, l'autonomie des territoires occupés. C'est ainsi que la réception prévue à l'université du Caire en l'honneur du vice-premier ministre israélien. M. Ygael Yadin. venu en tant que professeur, a dû être annulée au dernier moment. Cette réserve explique aussi le silence de la presse et des milieux cinématographiques sur la participation d'une délégation israélienne au dernier Festival de cinéma du Caire.

L'application des accords de paix suppose évidenment certains aménagements dans le domaine culturel. Une commission conjointe israélo-égyptienne s'est, par exemple, réunie au Caire pour corriger les manuels égyptiens d'enseignement de l'histoire, les ouvrages israéliens échappant toutefois à une modification paraffèle puisque le pays reste en état de belligérance avec ses autres voisins arabes (18). La difficulté, pour Israël, est de trouver en Egypte les interlocuteurs qui, parmi les élites, sont le plus ouverts à la coopération, et se recrutent sans doute davantage dans l'ancienne génération élevée à l'occidentale, demeurée souvent en marge

depuis 1952. Car il en va dans le domaine culturel comme dans celui de l'économie la collaboration avec Israël demeure difficile tant que le monde arabe se refuse à suivre la voie ouverte par l'Exypte. C'est en effet à Damas, à Bagdad, à Ryad, etc., que la production culturelle égyptienne trouve la plus grande part de son audience, sans parler de sa rémunération. On ne s'étonnera denc pas que, depuis le début des négociations israélo-égyptiennes, aucun scénario cinématographique n'ait été réalisé sur le problème de la paix. Un nombre incalculable de chansons ont été écrites en faveur de la paix, certes, mais aucun des grands de la chanson — après la mort d'Oum Khalsoum et d'Abdel Halim Hafez --n'y a mêlé sa voir.

Tout en jouant la carte confessionnelle (privilégiant les chrétiens). Israël semble vouloir aussi s'appuyer sur les vicilles formules utilisées jadis par les puissances européennes exaltant la spécificité historique et géographique de la vallée du Nil, l'Egypte pharaonique, l'Egypte éternelle, objet de controverses au début du siècle entre le parti national de Mustapha Kemal et les manœuvres du haut commissariat britannique. Une autre façon d'isoler le pays de son contexte régional arabe est de mettre l'accent sur l'Egypte méditerranéenne telle que l'a souhaitée. un temps, le grand romancier Taha Hussein, une Egypte proche de l'Occident et de la Grèce ancienne, et qui retrouve là un héritage commun avec Israël. Avec la modernisation, antithèse du mode de vie fruste des bédouins et, par glissement sémantique, des Arabes, Israel offre à l'Egypte une autre identité (19) au moment où celle-ci se trouve coupée de ses attaches traditionnelles.

Démocratisation bloquée

T A vie politique intérieure ne semble L pas connaître la même évolution. révélant au contraire une certaine permanence, souvent incompatible avec les nouvelles orientations économiques et les intentions de ses partenaires. L'ouverture vers la démocratie, a morcée l'espace d'un automne en 1976 (20), avait déjà été affectée par les émeutes de janvier 1977. Elle fut définitivement bloquée au cours du processus de paix. Les lois issues des référendums de lévrier 1977 et de mai 1978 puis le renouvellement de l'Assemblée du peuple au lendemain du traité de Washington (21) ont privé les partis politiques, qui commençaient à prendre forme, de toute possibilité d'action. En outre, la nouvelle loi sur la création des partis politiques, pro-mulguée au mois de septembre 1979, exige d'eux qu'ils adhèrent au traité de paix en vertu du référendum du 19 avril 1979. Le seul parti d'opposition - le parti du travail socialiste - actuellement représenté au Parlement est dirigé par M. Ibrahim Choukri, qui a dû abandonner son portefeuille ministériel pour assumer la direction de son

Le parti national démocrate (P.N.D.) créé au cours de l'été 1978 par le chef de l'Etat, qui le préside, est très vite devenu le principal organe de la vie politique du pays puisqu'il détient la quasi-totalité des sièges de l'Assemblés du peuple et compte près de un million cing cent mile membres, selon l'évaluation approximative qu'en donne le responsable du recrutement. Il bénéficie du concours des grands organes d'information, même si ceux-ci ne lui sont pas liés légalement et financièrement. Mais l'élan que le président Sadate voulait introduire dans la vie politique, grace à la présence d'a hommes nouveaux » aux postes de respon-

festée par la classe politique traditionnellement proche du régime. Maigré l'importance des enjeux nationaux dans la première année de son existence, le parti s'est trouvé pris au piège des réflexes et des tares de l'ancien parti unique, l'Union socialiste arabe (U.S.A.). Le P.N.D. soufire aussi d'une absence d'orientation devant laquelle les responsables du parti et les commentateurs politiques des organes d'information se bornent à justifier les décisions du chef de l'Etat.

Le régime a-t-il, anjourd'hui, une idéologie? Question capitale, au lendemain de la signature du traité de paix avec Israël. Le débat sur la cause nationale — celle qui a conditionné en grande partie l'évolution de l'Egypte depuis plus de trente ans — a été évacué, sinon interdit, tout au long du processus de paix. Ce vide a engendré une frustration certaine dans la popu-lation, pourtant favorable à la paix dans sa très grande majorité. A défaut d'une argumentation rationnelle et documentée en faveur du traité de paix, la logique de chacun consiste à mettre en avant l'absence de solution de rechange et, fait plus grave, à intério-riser un complexe d'infériorité souvent nourri d'un racisme à rebours, cette mumana'a négative dont parle Ibn Khaldom (23).

.Ayant ainsi renoncé à la principale cause nationale, le pouvoir ne semble pas avoir, pour le moment, d'autre objectif exaltant à proposer. Il adopte alors un ton moralisateur qui vise à susciter l'adhésion des masses tout en évitant le dislogue. Aujourd'hui, comme en mai 1971, il s'agit de veiller à la « paix sociale » et de « revenir aux sources du village, à notre origine, pour en découvrir les défauts » (23). Fidèle à cette philosophie pronès lors de sa prise de fonctions, le président a toute-fois abandonné les différentes sources flou idéologique et cette absence d'ob-jectif national engendrent un malaise au sein de la classe dirigeante. A deux reprises depuis 1974, les premiers mi-nistres ont été rendus responsables des difficultés et congédiés: MM. Abdel Aziz Hegazi en avril 1975, et Mamdouh Salem en octobre 1978. D'autres res-ponsables, comme le général Gamassi, ancien ministre de la guerre, ont été écartés ainsi de leur tâche sans raison

référé : Nasser, le monde arabe, puis

Sur fond de crise économique, ce

l'islam_

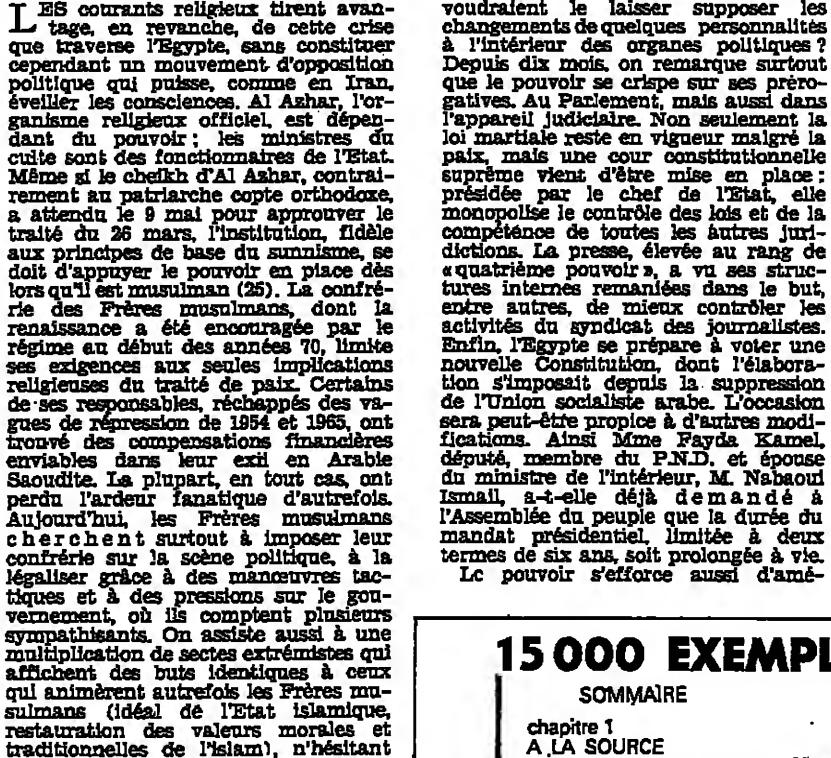
apparente et promus à des fonctions honorifiques. De nombreuses démis-aions sont intervenues aux échelons les phis élevés, notamment celles du mi-nistre de l'économie et des finances, M. Abdel Moneim El Kayssouni, des ministres des affaires étrangères — MM. Ismail Pahmi et Ibrahim Kamel — lors des étapes cruciales du voyage à Jérusalem et du sommet de Camp David

Malaise inéluctable, en raison l'effacement progressif du rôle l'Etat dans la gestion des affaires du pays. Les ministres ne disposent pas toujours de l'information ni du pou-voir de décision généralement attribués à leurs fonctions. Au-delà, c'est la nature même du pouvoir qui se trouve tions politiques et économiques révèlent à chaque instant le caractère oligarchique.

Les couches sociales les plus proches du régime s'en trouvent affectées. Les capitalistes qui ont bénéficié de l'« in*fitch* a critiquent maintenant l'absence de rationalisation de l'économie, et les petits commercants prospères, menacès par des mesures conjoncturelles (24). appréhendent les effets de la rupture avec le monde arabe. La classe moyenne, essentiellement constituée par les fonctionnaires de l'Etat et les employés du secteur public, mécontente de la situation économique qui lui est salte en vertu de la politique d'a infitah », se retourne contre le régime. Faute d'avoir réalisé l'ouverture démocratique, le régime se voit ainsi privé du soutien capital de cette classe au moment où il retombe dans l'ornière du parti unique. La se situe le nœud des contradictions entre les orientations politiques et économiques que le temps ne cesse d'accuser, accélérant l'isolement du régime.

L'opposition subit ce climat général sans avoir pour autant la possibilité de s'exprimer par les canaux institutionnels classiques. De la gauche à la

Faiblesse de l'islam



les plus violentes. Le régime du président Sadate a-t-il les movens de se transformer comme (16) Les crédits de recherche de l'U.S.

pas à recourir parfois aux méthodes

AID en Egypte proviennent des fonds accumulés en réglement, en monnaie locale, de l'aide alimentaire fournie au titre de la P.L. 480 depuis plusieurs années. Depuis 1975, à la suite d'un vote du Congrès, cette alde est payée par l'Egypte en dollars. Selon un responsable de l'American Research Center in Egypt (ARCE), ces fonds an livres égyptiennes sont en vois d'épuisement.

(17) 'Amr Mohei El Din et Ahmed Omar, The emigration of universities academic staff, université du Caire — MIT Technoiogy Planning Program — étude ronéo-typée, 67 pages, juillet 1978. (18) Le paragraphe 3 de l'article 5 de l'annexe 3 du traité de Washington stipule l'annexe 3 du traité de Washington stipule que « les parties chercheront à encourager la comprehension et la tolérance et s'abstiendront, en conséquence, de toute propagande hostile l'une envers l'autre ».

(19) Anouar El Sadate, A la recherche d'une identité, éd. Payard, Paris, 1978.

(20) Marie-Christine Aulas, « L'Egypte et l'ouverture politique », le Monde diplomatique, novembre 1976.

(21) Cf. le Monde, 19 juin 1979.

(22) The Khaldoun, Al Muquddimma, trad. de Vincent Monteil, page 291; cité par Soheil Al-Kach dans Convaincre; discours de répression, doctorat d'Etat en philosophie, université de Paris-VIII, 1980, pages 159 et suiv.

pages 159 et suiv. (23) Discours du président Anouar El Sadate de vant l'Assemblée du peuple, 20 mai 1971.

(24) Tel l'arrêté no 600 pris en septembre 1979 par le ministre de l'économie et qui concerne l'acquittement des droits de dousne sur les importations sans trans-

fert de devises. (25) Al Azhar ne manifesta son hostilité au pouvoir qu'aux époques où celui-ci était étranger et non musulman : expédition française, occupation britannique. Son rôle dans la naissance du nationa-lisme égyption a été considérable. (26) CL International Herald Tribune, (27) Voir à ce sujet Orlando Letellier. Chile: sconomie « freedom » and political

droite, chacune de ses composantes fait tour à tour l'objet des attaques du pouvoir, qui cherche ainsi à éviter la constitution d'un front national. Les forces libérales conservatrices — le nouveau Wafd, les indépendants libéraux — ne peuvent s'exprimer ni agir en l'absence d'un minimum de démocratie, d'un minimum d'information sur les réalités économiques et sociales du pays. Les nassériens, encore peu habitués à se trouver dans l'opposition, n'ont jamais fait d'autocritique et adoptent une attitude d'hostilité crispée, se complaisant d'une certaine nostalgie des années antérieures. Les communistes, quant à eux, ont du mal à faire oublier leur soutien au plan de partage de la Palestine en 1947, puis leur hostilité au nationalisme arabe. que le pouvoir ne manque pas de rappeler. Finalement, la majorité de la population restant favorable à la paix, es opposants n'ont qu'un champ d'action fort réduit : certains s'efforcent d'invoquer les solutions d'avenir, d'autres choisissent la clandestinité sans espoir immédiat.

grande partie désarmée après les incldents du printemps dernier à Ismaîlia. Depuis les émeutes populaires de janvier 1977, la police et les autres services qui lui sont affiliés ont été réorganisés et leurs moyens d'intervention améliorés. Les cent cinquante mille hommes de la police nationale ont fait l'objet d'une nouvelle sélection et dix mille d'entre eux ont recu un entrainement spécial, ainsi que des équipements anti-émeutes. Créée voilà plus de deux ans, une brigade mobile antiterroriste, forte de mille hommes (26), dispose d'hélicoptères, de voltures blindées et d'un réseau de élécommunications sur ondes courtes... Comme en bien d'autres pays du tiersmonde, le choix en faveur du libéraisme économique n'interdit pas certaines précautions (27). L'effort considérable que les partenaires de l'Egypte consacrent à sa

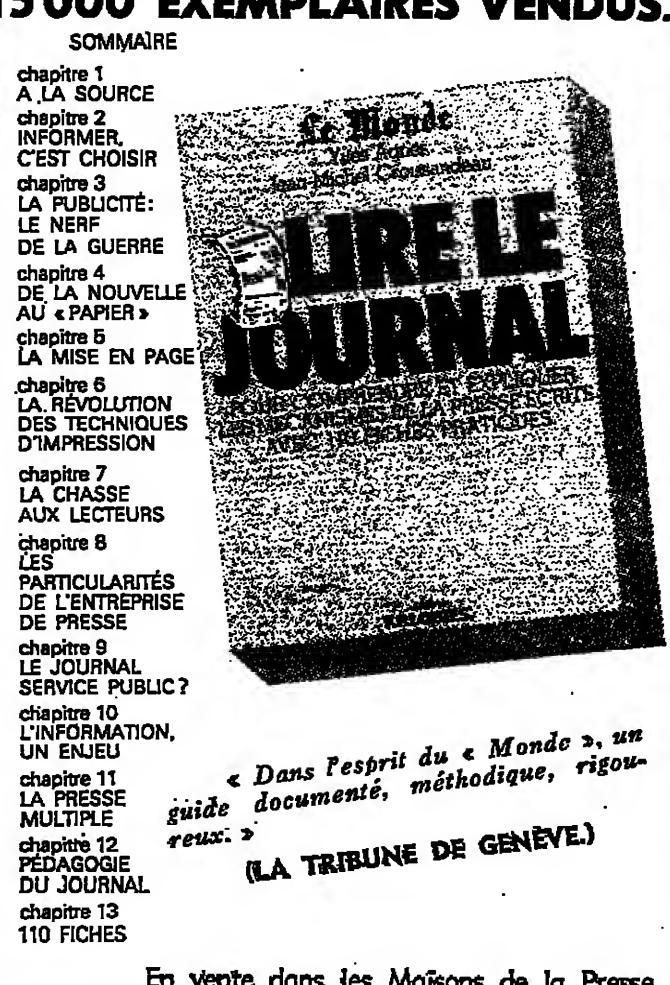
mutation ne se justifie que dans une perspective régionale plus vaste. L'alliance avec Israël était une étape. Mais l'ouverture sur le monde arabe reste l'objectif principal, même si les accords de Camp David et de Washington ont aggrave la difficulté. Pour l'instant, l'hostilité des voisins arabes celle de l'Arabie Saoudite en particulier, et l'impasse des négociations sur l'autonomie des territoires occupés privent l'Egypte de toute liberté de manœuvie. Les ouvertures européennes en direction de l'O.L.P. aideront-elles à lever à temps les obstacles qui compromettent la réussite de la mutation égyptienne? C'est un premier pari. Mais il en est un second encore plus risqué: peut-on préserver l'Egypte de la vague d'anti-américanisme qui déferle autour d'elle? Si importants que soient les changements réalisés au cours de ces dernières années, ils concernent essentiellement les élites économiques et culturelles, aptes à reproduire le modèle importé de l'étranger. La majorité de la population se voit, quant à elle, marginalisée, malgré ses espoirs dans la pair. Les contradictions inhérentes au développement de type extraverti ne penvent qu'accélerer une prise de conscience qui risquera alors de déboucher sur un regain de nationalisme et d'arabisme, face à la pénétration israélienne. Mais, dans sa faiblesse actuelle. l'Egypte jouit de son éternel atout : le temps.

liorer le dispositif de sécurité. La garde

personnelle du chef de l'Etat a été en

MARIE-CHRISTINE AULAS.

15 000 EXEMPLAIRES VENDUS...



En vente dans les Maisons de la Presse. les principales librairies et au « MONDE », Service des Ventes, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

LES MOYENS D'INFORMATION EN TEMPS DE CRISE

Du bon usage de la domination culturelle

J royaume du clair-obscur, la sèche lumière des faits ne pardonne pas. Dans ce domaine ravagé par les mythes du lyrisme humaniste et les mystifications du modernisme technique que constitue le discours dominant sur les médias, l'ouvrage d'Armand et Michèle Mattelart (1) opère une percée vers l'intelligence de la réalité communicative. Lucidité quant aux enjeux, information quant aux moyens : cet alliage est exceptionnel. En matière alliage est exceptionnel. En matière communication, la plupert des théoriciens survolent les données technologiques ou industrielles de l'instrument; d'autres s'y noient. A et M. Mattelart réussissent le miracle de coller à la base matérielle des médias sans se faire piéger par l'illusion technique.

De l'usage des médias en temps de crise juxtapose des enquêtes dont les thèmes et les objets se suivent sans se ressembler. Cette apparente dispersion traduit en surface la volonté de faire circuler, l'un dans l'autre, des registres ordinaires cloisonnés. L'innovation Ici, c'est précil'intersection des plans techno-économiques et politicoculturels. Elle consiste à faire jouer

l'économie des médias comme révélateur politique et la politique des
médias comme résultante économique.
En d'autres termes, la critique de
l'économie politique des médias, que
cet ouvrage développe in viro, à
même les faits, dévoile à la fois les
enjeux politiques du fait industriel
et les bases industrielles d'un nouveau système de domination politique. Ce qui fait étincelle, c'est la
mise en contact de l'évolution technologique des movens de communication logique des moyens de communication avec l'évolution réelle des rapports de classes à l'échelle internationale. Parler médias, c'est d'abord parler budget, coûts, rentabilité. Telle est la « loi de l'apparell ». Ces impératifs structurent le « nouvel ordre culturel p. et les Mattelart le démontrent à partir des derniers exploits de la grande industrie culturelle, à domi-nante américaine. Mais parler médias. c'est aussi parler rapports de forces, redéploiement idéologique, législations d'exception. La crise générale fait passer l'Occident, par pans entiers, d'une idéologie de liberté à des idéologies de sécurité. Les mass media constituent un secteur décisif de cette transformation : à la fols un moyen et un test de passage. Si les idéologies

Par REGIS DEBRAY

de la « sécurité nationale » ont eu pour banc d'essai certains pays-clès de la périphèrie — le Brésil, par exemple, — le détour par la périphèrie est, en fait, une montée en première ligne et éclaire directement la réalité de ce qui se joue sous nos yeux, au cœur de l'Occident libéral. Autre source de lumière donc — pendent géographique de la première : la dant géographique de la première : la mise en contact d'expériences d'ordinaire étrangères les unes aux autres, comme par exemple l'insurrection de la bourgeoisie chilienne ou la guerre populaire au Mozambique avec le marché des « serials » télévisés ou l'industrie de la video.

Il y a. dans ce retournement, une ironie brechtienne, séconde en valeurs d'étonnement et donc de connaissance. La norme se lit dans l'exception, la vérité du centre s'expose sur sa périphérie. Cette règle abstraite de portée générale, ce livre nous la découvre presque sans le dire, au fil d'analyses concrètes, dont l'ensemble constitue le véritable centre de gravité du discours, et sa partie la plus convaincante. La « pression du réel » atteint son plus haut niveau en temps de crise, et l'analyse descriptive de la crise chilienne — notamment celle d'octobre 1972 — permet aux Mattelart un remarquable démontage des mécaniques de l'hégémonie moderne. C'est un fait que l'Unité populaire fut d'abord vaincue sur le terrain de l'hégémonie, (ou de l' « opinion ») avant de l'être sur le terrain politique et finalement mulitaire. Mais l'ultime défaite — celle du 11 septeml'ultime défaite — celle du 11 septembre 1973 - n'aurait pas été possible première. Cet impiaçable enchaînement a eu pour théatre d'opérations le système des communications de masse, où l'Unité populaire s'est retrouvée à la fois matériellement minoritaire (l'essentiel des
réseaux journalistiques, radiophoniques et télévisés étant sous le
contrôle de la droite), politiquement
divisée et idéologiquement désemparée. On ne l'avait jamais aussi
clairement démontré, et il s'agit bien
là d'une « leçon du monde périphérique à l'usuge des pays européens »
(titre de la troisième partie de
l'ouvrage) que la mauche occidentale l'ouvrage) que la gauche occidentale feralt bien de méditer. Plus precisément : qu'elle se doit d'assimiler de toute urgence et sous peine de mort.

Mieux que la propagande

R Pinochet est universellement execré — lieu commun de notre rhėtorique progressiste, — mais Edwards, propriétaire du groupe de presse El Mercurio, à peine égratigne. voire simplement méconnu. Le malheur, c'est que le second a permis le premier (le nom propre ayant ici valeur de symbole). Non seulement comme tête chercheuse, préparant le terrain idéologique au sein des couches moyennes mises, par deux années d'incultation symbolique, en état d'accepter comme normale et nécessaire la monstrueuse violence militaire, mais comme véritable ser de lance et plate-forme de lancement du coup d'Etat final. Il ressort de ces analyses que le domaine dit culture! dépasse singulièrement celui de la propagande, où le confinent par paresse ou cécité les forces du « socialisme réel », et même celui de la culture populaire. Les opérations de la culture et de la communication (comme chez nous le ministère du mème nom) désignent un lieu stratégique dans l'affrontement des classes sociales, et une situation de crise en exhibe avec une salutaire impudeur le caractère proprement militaire. Ce n'est pas un hasard qu'elles ne puissent alors s'appréhender qu'au moyen du vocabulaire de la guerre : commandement unifié, coordination des forces, répartition des secteurs, concentration du tir, encerclement en tenaille, etc. Le mérite des Mattelart est de relever le défi sans tricheries idéologiques. mais aussi sans les simplismes réducteurs de ceux pour qui la « guerre

idéologique > reste allaire d'ama!games, d'alignements ou de tactiques. Cette juste mesure, qui n'est pas timidité mais réalisme, prend aujourd'hui, et sous nos latitudes, une valeur exemplaire. La logique de la guerre rend la finesse indispensable et la brutalité nocive. Les temps de crise n'exigent pas deux fois moins d'intelligence que les temps palsibles de la coexistence (nationale ou internationale), mais deux fols plus. L'appréhension du médium comme rapport de forces politiques et non comme simple instrument technique de diffusion, ainsi que la « reversibilité d'un mode de communication > qui peut se retourner contre ses utilisateurs, s'ils n'en ont pas une maitrise conceptuelle, constituent donc deux acquis que l'enquête des Mattelart achève de consolider. Sans doute restera-t-il à unifier le champ thèorique que cet ouvrage dégage pour ainsi dire en creux, à l'état pratique. On ne pourra pas faire longtemps l'économie du passage par l'abstrac-tion et la systématisation des hypothèses s'il s'agit de faire de l'univers communicatif l'objet d'une science rigoureuse. Mais tel n'était pas le but de l'ouvrage, même s'il contribuera mieux que tout autre à l'inscrire sur l'ordre du jour. Son mérite est de substituer la recherche concrète aux concepts a priori, tout en suscitant leur nécessaire émergence. Voilà qui iera De l'usage des médias en temps de crise une lecture impérative.

(1) De l'usage des médies en temps de crise, Alain Moreau, Paris, 1979, 440 pages,

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

(Elections législatives du 16 septembre 1979)

Nombre d'électeurs inscrits : 6038776; nombre de votants : 5 480 109, soit nombre de votants : 5480 109, soit 90,75 %; nombre de suffrages valablement exprimés : 5448 638.

Répartition des voix et des slèges entre les différents partis : parti social-démocrate : 2356 234 voix, soit 43.24 %, 154 slèges; parti modéré : 1 108 406 voix, soit 20,34 %, 73 sièges; parti centriste : 984 589 voix, soit 18.07 %, 64 slèges; parti libéral : 577 063 voix, soit 10.59 %, 38 sièges : parti communiste : 305 420 voix. 38 sièges; parti communiste: 305 420 voix, soit 5,80 %, 20 sièges; divers: 116 926 voix, soit 2,14 %.

Gouvernement formé le 11 octobre 1979 ministre : M. Thorbjörn ministre de la justice : M. Hükan Winberg; affaires étrangères et coopération : M. Ola Ulisten; défense nationale : M. Eric Krönmark; affaires sociales et santé publique : Mms Karin Soder ; ministre adjoint des affaires

sociales, responsable de la santé publique et de l'organisation médicale : Mme Elisabet Holm; transports at communica-tions: M. Ulf Adelsohn; économie: M. Gösta Bohman; budget: M. Ingemar Mundebo; ministre du personnel et de la fonction publique chargé des questions d'informatique et de la décentralisation de l'administration publique : M. Oloj Johansson; éducation nationale et affaires culturelles : M. Jan-Erik Wikström ; ministre adjoint de l'éducation nationale, responsable de l'organisation scolaire : Mme Britt Mogard; agriculture : M. Anders Dahlgren; commerce : M. Staffan Burenstam Linder; travall : M. Rolf Wirten; ministre adjoint du travall, responsable des grantiques travall. responsable des questions ayant trait à l'immigration et à l'égalité des sexes : Mme Karin Andersson; logement : Mme Birgit Friggebo; ministre adjoint du logement, chargé de l'aménagement du territoire : M. Georg Danell : industrie: M. Nús G. Asling; administration locale : M. Karl Boo; énergie : M. Carl

DANEMARK (Elections législatives du 23 octobre 1979) Nombre d'électeurs inscrita : 3 730 650 ; nombre de votants: 3 194 345; nombre de suffrages valablement exprimés: 3 171 002, solt 85,6 %.

Répartition des voix et des sièges entre les différents partis : Parti social-démocrate : 1213456 voix, soit 38,33 %, 68 slèges; Parti radical: 172 365 voix soit 5,4 %, 10 slèges; Parti conservateur populaire: 395 653 voix, soit 12,5 %. 22 sièges; Parti géorgiste : 82 238 voix. solt 2,6 %, 5 alèges ; Parti socialiste populaire : 187 284 volz, soit 5,9 %, 11 sièges ; Parti communiste: 58 901 voir, soit 1.9 %; Parti démocrate centriste : 102 132 voix. solt 3,2 %, 6 sièges ; Parti chrétien populaire: 82 133 voix, soit 2,6 %, 5 sièges: Parti libéral : 396 484 voix, soit 12.5 %, 22 sièges; Parti socialiste de gauche : 116 047 volx, soit 5.7 %, 6 sièges; Parti progressiate: 349 243 volz, soit 11 %,

PANORAMA IMMOBILIER

ia Bordeaux - Cauderan

(à proximité du Parc Bordelais)

2 petits immeubles de standing

grands 3-4-5 pièces avec loggia disponibles

S. place, 149, av. du Gal Lecierc-T. (56) 02.01.47 (apr.-midi)

Une résidence où la mer

vous regarde.*

VIAGERS - F. CRUZ

Appartements, immeubles onliers ou par lots, occupés ou libres PRIX INDEXATION ET GARANTIES Paris et Banlieue jusqu'à 100 km Rens.: 8, rue La Boêtie, PARIS 75008 Tél. 266-19-00

Le calme des jardins intérieurs, le luxe des appartements, le prestige d'un quartier privilégié vous feront choisir

Les Ambassades Saint-Dominique 96/98, rue Saint-Dominique - Paris 7°

3-4-5 PIECES ET DUPLEX tous les jours (sauf dimanche et lundi) de 14h à 19h Visites sur rendez-vous 705.69.11

PARIS - Avenue Victor-Hugo

Spiandide appartement dans un immauble de grande classe environ 400 m². Entièrement décoré, climatisé et équipé à neuf SPACIM - 65, rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris - Tél. 200.92.00

5 pièces 865.000 f

110 m² + 26 m² de balcon appartement au 13° étage.

Emplacement de voiture en sous-sol compris,

Diamant Au bord de la Seine

MANERA SA. 725.9216 #L; 773.53.03 Apparlements mobiles sur place: 34, que Maionel Patrons Tous les jours de 14 le à 19 le,

et de 14 h b 19 h

samed et dimandie de 10 h 30 à 12 h 30

AU SOLEIL! COSTA BRAVA-PROFITEZ DE LA BAISSE DE LA PESETA

Tetrain à partir de 28.500 F
Studio avec garage 68.500 F
Terrain avec amarre 10 m. 79.000 F
Villa à partir de 89.000 F Possibilité de crédit jusqu'à 80 %.

FRAIS VOYAGE et SEJOUR POUR 2 personnes déduits en cas d'actiet Pour tous renseignements, retourner ce bon à : FUNDAMENTA, Place San Pedro, 4, Rosas, Gérone, Espagne Tél. (19) 34-72/25-68-54

SURPLACE Ame. delitteral 14990 Remières s/mer (*137157241.36 siège social 8 que St-Nicolan 14000 CAEN TALISUSS.29.12 ACHETEZ UNE RÉSIDENCE SECONDAIRE -Si elle vous offre le confort, le luxe et la sécurité et peut donc devenir votre résidence principale pour la retraite. Si elle constitue un bon inves--Si elle est accessible par le A COLLIOURE, LES RESIDENCES DU PORT D'AVALL

VENEZ VISITER L'APPARTEMENT TEMOIN

répondent à ces exigences

Appartements 2 et 3 pièces lucueusement et complètement équipés. Isolation thermique et phonique poussée. Petits immeubles 3 étages sur 14 000 m2, avec accès direct à la plage (130 m). Piscines, tennis, club house Prix fermes et définitifs à la réservation.

Nous terminons notre programme.

Venez visiter nos appartements avant qu'il ne solt trop tard. LES RESIDENCES DU PORT D'AVALL B.P. 39 - 66190 COLLIOURE - Tel. (68) 82.28.08

Tarentaise/Savoie/1400 m Hiver - Eté

Achetez un appartement a votre disposition 4 semaines en hiver et 3 semaines en été et toute l'inter saison (il'sera loué le reste

du temps).

La copropriété conventionnée Aucune charge à payer, en bénéficient

Renseignements: Alpes Reservations 58, rue Maurice Ripoche. 75014. Paris. T&1.539.22.37

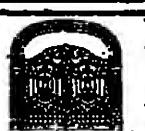
d'un revenu net.

NICE GARIBALD!

IMMEUBLE TRES LUXUEUSEMENT RENOVE 5/6 p., ascen., terrasses, belcons, vestes living hauts plafonds E. Vts : mardi, vendredi eprès-midi – 37, av. da la République, 06000 MC

: Un sur Remdez-vous - Tél. : (93) 88.88.06

à NICE le vrai luxe C'est CIMIEZ l'enseignements: bureau de vente sur place et AGENCE CENTRALE (93) 76.82.4



VIIIa LYDIA-68, bd de Cimiez 06000 Nice Dans un parc de 5000 m2, quelques appartements de très grand standing



Surf. hab. 70,60 m2 Balcon 16,21 m2

ÉLES JARDINS DE GORBELLA

39 à 43, boulevard GORBELLA 06100 NICE TEL.(93) 84 08.25 N.PHAL 101, Bd JEAN JAURES - 92100 BOULOGNE TEL 604.80.40

Résidence dominant les jardins du Casino de Monte-Carlo 88 £ 74 m* - Loggias 11 m*

Culsines tout équipées - Prix définitifs - Livraison 1° trimestre 80 3 av. du Gal Leclero - Beausoleil

Une réalisation ETUPRO 12 rue de Panthièvre 75008 Paris Renseignements sur place Mis THUIN (93) 78.29.12 Paris Mms GUEGAN (1) 265.85.60

LES ORRES **VOTRE APPARTEMENT** AU LŒUK DE LA STATION

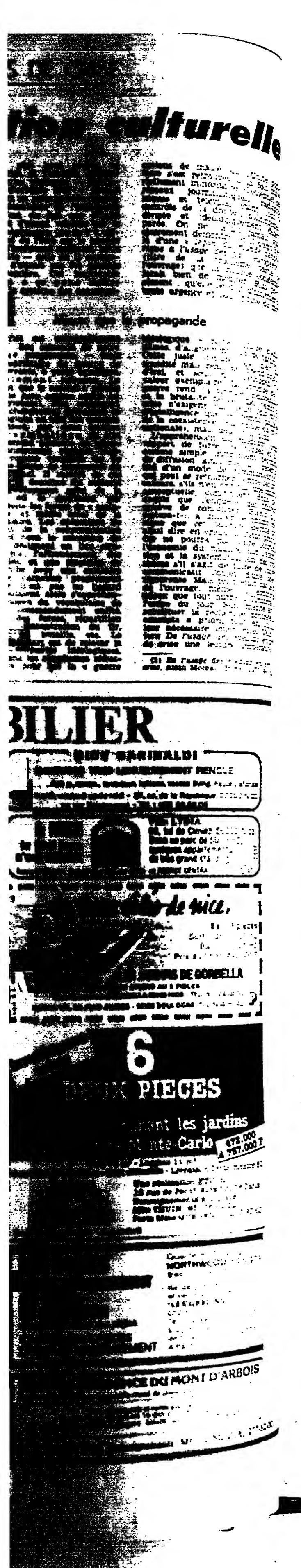
avec accès direct aux pistes STUDIO, 2 OU 3 PIECES LIVRABLES IMMEDIATEMENT

Qualité et standing NORTHWOOD à des prix très compétitifs. Renseignements et vente sur place, "LES GRADINS" 05200 LES ORRES. Tél. (92) 44.01.50/44.00.29, tous les jours, de 10 à 12 h et de 15 à 17 h A Paris : tel. 359.46.75.

MEGÈVE-RÉSIDENCE DU MONT D'ARBOIS Route du Mont d'Arbois. Immeuble-chalet de grand standing. Types 1, 2, 3 et 4.

Renseignements et vente sur place les mardi et mercredi, tél. 16 (50) 21.27.80 ou à Lyon RiC-170 boulevard Stalingrad - 69006 Lyon-Tél. (7) 889.41.23

Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire, le Monde de l'Education. Prochaine parution le 7 Mars 1980. Renseignements MULTIMEDIA, 277-82-00.



LES DROITS DE L'HOMME AU PÉROU

Entre 1973 et 1978, au Pérou, le salaire réel a diminué de moitié. Aujour-d'hui, le salaire minimum est de 1 dollar par jour. Au-dessous de ce seuil se trouvent les chômeurs et ceux que l'on appelle, par euphémisme, les « sous-employés »: ensemble, ils représentent déjà plus de 50 % de la population active, et ce pourcentage est en augmentation.

De ce fait, l'alimentation s'appauvrit. La F.A.O. estime le minimum nécessaire à 2 400 calories et 56 grammes de protéines par personne : au Pérou, ces chiffres sont descendus à 1 584 calories et 31 grammes de protéines.

«TRAVAILLER ET PRODUIRE : telle est la formule pour

sortir de la crise ; le gouvernement exhorte patriotiquement tous

les Péruviens à s'acquitter de ce devoir. » (Déclaration diffusée,

sous des formes diverses, par les journaux, les radios et les

chaînes de télévision : déclaration émise par tous les membres

du gouvernement, et reprise par ses porte-parole sur tous les

qui meurent de faim ... pourquoi l'avez-vous tué? Pourquoi tirez-

vous contre nous, qui sommes des Péruviens? » (Cri chaud et

humide de l'épouse, de la fille ou de la sœur d'un ouvrier de

Cromotex ou d'un paysan du Haut-Piura.) Le même épisode s'est

reproduit, à deux jours d'intervalle, à Cromotex et au Haut-

blindés et deux cars bondés de policiers armés jusqu'aux dents contre quelques dizaines d'ouvriers sans armes, dans une usine

porte illégalement sans nous payer ce qu'il nous devait et sans indemnisation : c'est pourquoi il voulait sortir les machines de l'usine. C'est pour l'en empêcher que nous sommes restés sur

place, à garder les machines. La police est arrivée pendant la

nuit et nous a tiré dessus. Deux camarades ont été tués et & v a

eu beaucoup de blessés, dont trois sont morts par la suite. Ils

nous ont arrêtes et nous ont roués de coups. Et on dit qu'ils

vont demander la peine de mort pour quelques-uns, parce qu'un

capitaine est tombé du toit et s'est tué au moment de l'assaut.

Nous étions là à garder notre centre de travail et ils nous ont

attaqués: mais à présent c'est nous qui sommes en prison pour

« voies de fait contre la force armée » et c'est nous qui sommes

jugés par un tribunal de cêtte même police qui nous a atlaqués. »

terre : des terres en friche affamées de mains : un vide anxieux

dans les estomacs des enfants et des adultes : des haricots et

du mals qui veulent germer : c'étaient des forces d'un amour

irrésistible qui se sont rencontrées et fondues dans une étreinte

profonde de vie. Mais c'est la mort qui est arrivée, sous l'uni-

forme des gardes d'assaut ; elle est venue dans une «opération

conjointe » menée par l'armée, la police en uniforme et la police secrète : elle est arrivée avec des avions, des blindés, des hélicoptères, des gaz, des balles, des balles, des balles... Des huttes

brûlées avec, à l'intérieur, des couvertures uniques, des outils uniques, des aliments uniques. Des femmes trainées par les cheveux, des femmes mises à genoux, des femmes enceintes battues.

leurs enfants dans leur ventre recevant les promesses des forces

de l'ordre de les sider à sortir à coups de pied. Des forces de

l'ordre qui, a leur tour, portent plainte pour « des attaques contre

la force armée » qu'elles ont subles lorsqu'elles ont quitté leurs

casernes, en pleine nuit pour aller tirer contre le mais, contre

les gens, contre les huttes, contre la terre, contre les outlis,

contre les mains et contre les verts rêves paysans, des rêves de

vie : a Ils ont emmené mon mari, mon père et mon fils ainé...

qui nourrira mes six enfants? »; «Il y a des blessés qui sont

en train de mourir, cachés dans la montagne; ils ont peur de

normal. Aucun blessé n'y échappe : avoir été atteint par une

balle est la preuve irréfutable que l'on a attaqué la force armée.

Les inculpés seront jugés par un tribunal militaire, conformé-

ment au code de justice militaire. La terre est restée assolffée,

que les mains mortes ne pourront plus écouter, ni appliquer.

autres petits villages dans le Haut-Piura, au nord du Pérou.

«TRAVAILLER ET PRODUIRE: telle est la formule...»

6 dévrier 1979 : attaque de quatre cents agents de la

Le droit de grève existe en théorie seulement : le gouverne-

Le harcèlement policier est ainsi : des yeux qui cherchent,

qui choisissent, des yeux méchants. Et comme ils changent de

forme! En pleine nuit, ils se métamorphosent en obscurité. ils

se déguisent en rêve ; ils sont dans les murs, mimétisés ; ils se

mettent même dans les visages des gens ! Et l'on échappe, l'on

fuit, mais toujours plus lentement que la transformation de

ces yeux. Et il n'y a pas de défense contre ce harcèlement,

mais on la cherche: la fuite? la montagne? La cave? une

de se mettre dans la crosse, ou dans le tambour. L'arme le

défendrait contre le harcèlement : quelle aubaine ! il tirerait

sur les pavés, sur les phares des voitures, sur les murs, sur

l'obscurité et sur les rêves; il tirerait contre le harcèlement et

celui-ci cesserait. Malheureusement, dès qu'il a son arme à la

main, il se met à penser : ce n'est pas logique de tirer sur les

murs ou sur les réves. Malgré son arme, donc, le harcèlement

continuera. Mais il se peut que... sait-on jamais ... c'est toujours

quelque chose: il se collerait à l'arme, quoique avec beaucoup

moins de confiance; cela vant mieux que rien; et c'est ainsi

qu'il est resté, seul avec son arme, face au harcèlement omni-

présent et multiforme. Mais pourquoi cette crainte du harcè-

lement? Est-ce de la peur devant la mort future, la prison ou

la torture ? Pas du tout ! On peut penser à la prison, à la torture

et à la mort sans épouvante. Non : le harcèlement a sa vie

propre, il est à lui seul une menace. Il est dans l'air, et désormais

il y a danger à respirer ou à manger; il se met dans l'estomac,

dans les os; il se met dans le sang et circule avec lui! Et le

pire est que l'on doit continuer à vivre, et vivre c'est dangereux.

Sanahriz a cherché refuge dans une arme : il avait envie

ment le supprime sans aucune difficulté, il tue ou emprisonne

les grévistes. Il y a à présent quelque deux cents mineurs en

répression contre les habitants de Talandracas. Yapatera et

Ceux qui ne sont pas morts ont été emprisonnés: c'est

venir, car on les cherche pour les arrêter. »

veuve : le sang n'a pas suffi à la désaltérer.

Droit de grève

prison pour avoir exercé ce droit.

La peine de mort

arme?

Haut-Piura. Des mains de paysans désœuvrées, affamées de

Cromotex. Trois heures du matin, le 4 février 1979, quinze

Un ouvrier arrêté: «Le patron a voulu nous mettre à la

« S'il ne voulait que travailler pour donner du pain à ses sils

tons, comme un écho interminable dans un cachot vide.)

Plura, respectivement en versions ouvrière et paysanne.

Droit au travail

textile des alentours de Lima.

A leur tour, ces insuffisances sont à l'origine d'un accroissement des besoins en soins médicaux; mais, dans ce domaine, les facilités, au lieu d'augmenter, diminuent. Pour 1 000 habitants, le pays dispose à présent de 2,14 lits d'hôpital et de 0,6 médecin.

La misère, dont ces statistiques de source ministérielle ne donnent qu'un pâle reflet, est en elle-même une atteinte aux droits de l'homme. Elle explique aussi pourquoi les Péruviens luttent désespérément pour la défense de leur salaire réel, de leur droit au travail et de leur survie : les persécutions, la prison et la mort sont la réponse de la junte militaire.

L'auteur de ces lignes est membre de la « Commission d'enquête sur la violation des droits de l'homme et sur les

enrichissements illicites au cours des dix dernières années », créée par l'Assemblée constituante. Devant toutes les atrocités perpétrées, qu'a fait cette commission? Rien. Car, d'après son président, qui est celui qui commande, et d'après la majorité de l'Assemblée constituante à laquelle il appartient, « on ne peut pas s'immiscer dans l'action des tribunaux ». L'Assemblée constituante est ainsi devenue la complice des forfaits commis. Il faut alors attirer l'attention de l'opinion internationale sur quelques cas qui ont été soumis à cette « commission » au nom si emphatique et aux réalisations si nuiles.

Contre la terre contre les gens et contre les rêves les verts rêves paysans...

Par HUGO BLANCO *



(Photo Salgado-Gamma.)

Sanabria se déplaçait dans un autobus : le harcèlement est monté dans le véhicule, en uniforme de policier : le harcèlement a regardé Sanabria, il s'est approché de Sanabria, il a traité Sanabria de voleur. Sanabria savait que le harcèlement ne le poursuivait pas pour vol, car cela est peu de chose ; le harcèlement le cherchait pour un délit grave, très grave, un délit de plus en plus courant au Pèrou, où il s'étend comme une maladie contagieuse : le délit de réunir la faim de milliers de gens et de la pétrir dans la lutte politique. Le paysan Sanabria savait qu'il était un délinquant de ce genre, un militant de gauche.

Attaque du harcèlement, défense, arme du harcèlement, arme contre le harcèlement, lutte, des bras, halètement, des coups, des doigts, un tir... et le policier est tombé. Et alors, la fuite folle, et le harcèlement, le harcèlement...

Raymundo Sanabria, vingt-sept ans, a été arrêté le 13 septembre 1976, torturé, et traduit devant un tribunal militaire sous l'inculpation d'« attaque contre la force armée » et d'homicide qualifié. Le procureur a demandé la peine de mort.

Liberté de la presse

Tous les quotidiens de diffusion nationale sont dans les mains du gouvernement. Les nouvelles et les commentaires sont filtrés, ajustés et orientés par le Bureau central des informations, instrument de la junte militaire. Les principales revues politiques ont été supprimées.

Une forme courante d'être femme

Elle a plus de soixante-dix ans : on la volt très vieille. On l'a mise à la porte de «sa» maison parce qu'elle ne sert plus à rien.

* Dirigeant du parti révolutionnaire des travailleurs (de tendance trotskiste). Hugo Blanco avait été élu en 1978 député du FOCEP (Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire) à l'Assemblée constituante qui s'est dissoute en août 1979.

Avant, elle servait : on l'a amenée dans la ville et dans la maison quand elle avait six ans : tout de suite, elle a commence à servir. Elle a appris à balayer, à laver la vaisselle, à vider les pois de chambre des a gosses », des fils du patron ; elle n'était pas une « gosse », elle était « la servante ». Elle a appris à faire la culsine, à laver les vétements, à s'occuper des enfants, à faire le marché. Elle n'a appris nl à lire ni à écrire ; elle n'a pas appris à avoir une mère, nl un père, nl un frère. Elle a appris à recevoir des coups de tout le monde, et à n'en pas donner. Elle n'a pas appris ce qu'est un salaire, ni des vacances, ni la liberté de travail. Elle a appris à manger assise par terre, dans un coin de la cuisine ; elle a appris que le repas qu'elle préparait pour les patrons était différent du sien ; elle a appris que les jouets étaient pour les « gosses » et pas pour elle ; elle a appris à être violée ; elle a appris à grandir, à mûrir et à viellir de cette manière.

A présent, elle est si seule! Maintenant qu'elle ne sert plus, ils l'ont mise à la porte de « chez elle ». Elle s'appelle Joaquina Quispe; mais il y a des milliers de Joaquinas. C'est un cas normal au Pérou.

Procès dans une langue étrangère

Que se passe-t-il pour le paysan indigène qui doit plaider devant les tribunaux?

D'abord, qui est-il? Lui, la terre et la langue sont ensemble depuis des millénaires. Il n'a avait » pas de terre; dans sa langue, il n'y a pas d'a avoir »: simplement, ils ne faisaient qu'un. Les gens, la terre, la langue, formalent une unité, un tout. Et après? Les sabots des chevaux européens ont piétiné cette unité; aujourd'hui, les blindés, les juges, les enseignants, les gouvernements, les lois, continuent de la piétiner.

Les fragments résistent: hommes et femmes collent à la terre. C'est un délit! Interrogez le Droit romain. La langue colle à eux: c'est la faute à la langue, pas aux juges; ceux-ci, évidemment, emploient l'espagnol. La majesté de la loi ne peut pas s'abaisser à utiliser une langue américaine. Et la langue européenne de la loi emprisonne le quechua, l'aymara, le campa, sans se laisser contaminer par eux qui — preuve de leur infériorité — ignorent même la raison pour laquelle ils sont en prison.

La torture jusqu'à la mort

*Parle, malheureux! » Et il ne parlait pas. Un coup de pied dans les côtes: et il ne parlait pas. Des décharges électriques dans le corps mouillé: et il ne parlait pas. Une cigarette allumée sur la peau: et il ne parlait pas. Pendu: et il ne parlait pas. Son corps était jeune et sain, et pour cela il continuait à vivre; son âme était jeune et saine, et pour cela il continuait à mourir. La force de son corps contre la force de son esprit.

C'est sa conscience qui l'a emporté, et Fernando est mort. Il est mort battu, insulté, torturé. Ils l'ont tué avec une haine infinie, parce qu'il avait un amour infini. Ils l'ont mis à mort parce qu'il aimait la vie. Il est horriblement enfermé dans un cercuell et une niche, parce que son amour débordait les frontières et se déverseit sur le monde.

les frontières et se déversait sur le monde.

Nom: Fernando Lozano. Profession: étudiant à l'Université. Appartenance politique: IV. Internationale. Date du décès: 27 novembre 1976. Lieu du décès: le commissariat de police où il avait été arrêté trente heures auparavant. Cause officielle du décès: infarctus pulmonaire. Cause réelle du décès: tortures sur toutes les parties du corps.

Sa grand-mère dit: « Il était si fort et si sain! ... Et comment nous ont-ils rendu son corps? Totalement défiguré par les coups et autres tortures! Et ils nous ont dit de nous taire si nous ne voulions pas avoir de problèmes. Mais je ne me tais pas! Je lutte pour que justice soil faile, et je continuerai à le faire l'a

Maintenant, les enfants aussi

1978 : sous-alimentation des écoliers aggravée, matériel scolaire plus cher, maladies plus nombreuses et moins de soins

médicaux, davantage de chômeurs parmi les parents.

Dans ces conditions, le ministère de l'éducation a rendu plus sévères les conditions d'accès à la classe supérleure. Le ministre des transports a élevé les tarifs des transports urbains : beaucoup d'enfants ont du cesser leurs études.

Révolte infantile à l'échelle nationale : des ribambelles d'enfants dans les rues du Pérou entier.

La répression militaire pour réponse : des blindés, des grenades lacrymogènes, des matraques, des halles.

Des enfants emprisonnés, des enfants blessés, des enfants

mourir en « agitateur social ».

Victor Alvarado, Nery Pizarro et Maximiliano Luza étalent des enfants. Ils ne seront jamais des adultes.

morts. Il n'est plus nécessaire d'atteindre l'âge adulte pour

J'ai vécu la répression depuis mon enfance. Des coups, des prisons, des exils, des persécutions, des grèves de la faim, des menaces de mort.

menaces de mort.

Pourquoi continuer? Parce que j'ai vu autant de révoltes et de solidarité que de répression.

J'ai vu Carmen Ochos, veuve d'un ouvrier assassiné à Cromotex, lever son poing du fond de sa douleur et de la faim de ses enfants. Je l'ai entendue lorsqu'elle semait le grain de la

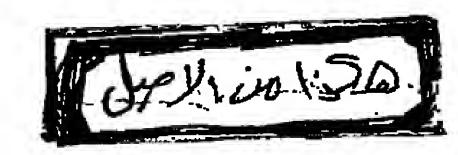
lutte dans beaucoup de recoins habités par la misère.

Lors de la veillée du corps d'un autre ouvrier de Cromotex.

Nemigidio Huertas, j'ai vu son frère en train de préparer la défense du quartier, à côté du corps dont la raideur montrait le prix que peut coûter la lutte pour la défense des droits de

l'homme.

Comment ne pas continuer si ma vie, la vie qui m'était échue, m'a été volée il y a longtemps par la répression, au Pérou, au Chili, en Argentine; et celle qui me reste vous appartient: c'est la vie que vous avez rachetée tant de fois, frères de partout, avec votre solidarité. Cette solidarité qui, chaque jour, rachète, en mainte endroite du monde, des ujos et des libertée.



En longues tiles disciplinees. déployant bannières et sonnant de la trompe, précédés des femmes portant leur demier-né sur le dos, les Indiens de la pampa de Anta, près de Cuzco, reprennent en chœur les consignes lancées vingt ans plus tôt dans la proche vallée de l'Urubamba.

Par vagues successives, les envahisseurs de terres ont déferié. D'abord plus au nord. à Andahuavias en 1974 : sur la pampa de Anta en 1977 : à Chincheros et Ocongate en 1978 : aufoutd'hui, elles gagneni Puno, au sud. Lims au centre. et le Haut-Pivra au nord.

Mais si, en 1974, les interventions avaient bour but de contraindre les autorités locales à appliquer la réforme agraire, depuis 1977, au contraire, les occupations de lerres affectent les domaines des coopératives créées par la nouvelle lol.

En octobre 1979, les communautés Indiennes ont achevé d'envahir les 38 000 hectares de la coopérative d'Anta Pampa, et des conflits ont éclaté sur les domaines de la Tupac Amaru, pourtant entreprise = modèle » aux yeux des militaires.

Situation paradoxale pour un régime dont la réforme agraire a été qualifiée, par M. Fidel Castro jul-même, comme « une des plus radicales en Amérique latine après celle de Cuba ».

Le 3 octobre 1968, une lunte militaire nationaliste, ayant à sa tête le général Velazco Alvarado, metialt fin à l'expérience réformiste du président Belaunde Terry, qui s'achevait dans le discrédit, et antrapranait une série de profondes transformations.

Dès le 25 Juin, le nouveau régime promulgue le décret-iol n° 17716 qui ouvre la vole à une réforme agraire radicale. Dans les jours qui suivent, il fait occuper milkairement douze complexes agro-Industriela de la région côtière, contrôlés par les - barons du sucre - et par des intérête étrangers.

Sur les hauts plateaux et dans les montagnes où se concentre, anire 3 500 mètres et 5 000 mètres d'altitude, la plus grande partie de la population rurale du Pérou, régnait, avant 1968, une situation que l'on peut qualifier de néoféodals. Dans la région de Cuzco, par exemple, où le phénomène des invasions de terres va revêtir une ampleur sans précédent 82 % des lopins sont inférieure à 5 hectares et ne représentent que 5.5 % des superficies exploitables de la province. A l'opposé, les domaines de cius de 1 000 hectares, entre les mains de 0.24 % des propriétaires, occupant 62 % de cette superficie.

Dana les grandes propriétés traditionnelles de la sierra (latifundia), le paiement des ouvriers agricoles s'effectualt le plus souvent en nature ou en échange du droit de cuitiver un lopin de terre. Les châtiments corporeis étaient monnsie courante : sur le domains de Huaran, par exemple, le patron faisait leier les ouvriers - fautifs - dans une fosse rempile de cactus.

Les objectifs de la réforme agraire átalent donc différents selon les règions. Les secteurs modernes de l'agriculture, tournés vers l'exportation (complexes sucriers de la côte et certaines propriétés de la sierre qui se consacralent à la production de laine et de viande), une

BIBLIOGRAPHIE

EN FRANCA'S

- « Anthropologie historique des sociétés andines a. numero spécial des Annales, Paris, septembre-décembre
- · La Réforme agraire au Pérou, par Dominique Blondel et Jacques Loyat, INRA, 6, passage Tenaille. 75014 Paris. 1976. e Capitalisme agraire au Pérou, par
- Jean Pial, tome I. Anthropos, Paris,
- e La Réforme agraire au Pérou, problèmes et conflits, la Documentation francaise, « Problèmes d'Amérique latine s. nº XXVI, 22 mai 1975.

EN ESPAGNOL

- e Siete anos de reforma agraria, par Valderrama M., université catho-
- ← Movimientos campesinos > in Allpanchi, nos 11-12, Instituto de Pastoral Andina, Casilla postal 11, Cusco, 1979. Numéro spécial consacré aux soulèvements indiens à travers l'histoire. La revue Allpanchi traite réguliérement des cultures indiennes des hauts plateaux.
- e Critica Andina : revue étudiant les problémés paysans dans toutes leurs dimensions. Instituto de Estudios Sociales, Casilla 790, Cusco.
- Resumen Semanal : bulletin d'information hebdomadaire concernant la via politique, avadicale et économique au Pérou. DESCO. Avenidad Salaverry, 1945, Lima 14.
- · Sur (Boletin informativo agrario) (vingt numéros parus) : bulletin manauel très complet concernant les problèmes agraires. Reflète des points de vue proches de la C.C.P. Centro Las Casas, Casilla 477, Cusco.

capital à investir dans le développement de l'Industrie nationale. Sur les hauts plateaux, on visalt à la disparition des modes de production archalques, qui non seulement freinaient le développement de l'agriculture mais étaient sources de tensions constantes. En 1965, par exemple, les paysans indiens ne fermèrent pas leurs portes aux guérilleros castristes venus de la ville ; la répression menée par l'armée fit, parmi eux, vingt mille

Enfin. en élevant le niveau de vie de la population paysanne, la réforme agraire devail permettre l'élargissement du marché interne pour absorber la production de nouveaux secteurs industrieis.

Tous les domaines dont la superficie était supérieure à 150 hectares sur la côte et à une moyenne oscillant entre 30 et 75 hectares sur les hauts plateaux devalent être expropriés. A la fin de 1975. ce minimum tut ramené à 50 hectares sur la côte et à 30 hectares dans la sierra. Par ALAIN LABROUSSE'

Une partie Insignifiante des terres fut attribuée à des Individus (3 %) ou aux communautés indiennes (10 %). Les grands domaines, le plus souvent décapitalisés par leurs propriétaires peu avant la promulgation de la loi, furent regroupés sous la forme d'immenses unités agrico'es comme les Coopératives agraires de production (CAP) sur la côte, et les Coopératives agricoles d'intérêt social (SAIS)

sur les hauts plateaux (1). Non seulement les ouvriers agricoles des anciens domaines étaient membres à part entière des SAIS, mais les communautés indiennes pouvaient s'y associer en tant que telles. En retour, une partie des bénéfices des coopératives devait être consacrée à la réalisation de travaux d'infrastructure en faveur des communautés : routes, écoles, canaux d'irrigation, etc. Mais les terres de ces demières dévaient alors passer peu à la coopéralive.

Échec dans la sierra

C UR les 12 millions d'hectares qui devalent être initialement distribués dans l'ensemble du pays, 8 637 000 l'ont élé effectivement. Vingt-deux pour cent des familles paysannes du Pérou ont élé bénéficiaires de la réforme (2), alors que I'on estime que 60 % d'entre elles ont besoin d'une amélioration urgente de leurs conditions d'existence.

Mêmes résultats déceyants en ce qui concerne la production. Tandis que la croissance annuelle de l'économie pénvienne était en moyenne de 5 % entre 1970 et 1976, le secteur rural ne progressait que de 0,9 % (3) durant la même pēriode.

Une analyse plus détaillée ferait apparaître que c'est dans les coopératives étables sur les domaines archaïques des hauts plateaux que l'échec est le plus. évident. La plupart d'entre elles sont d'allieurs en faillite (4).

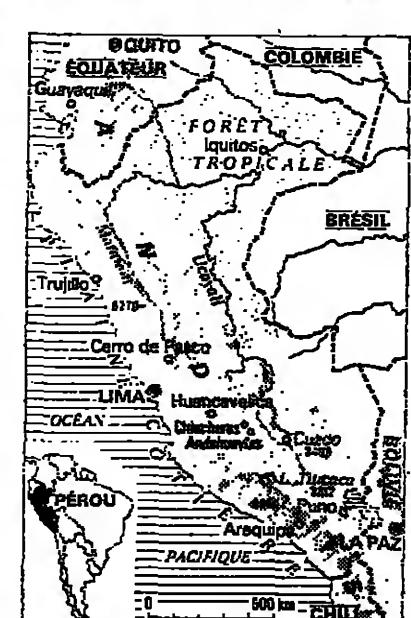
Il y a plusieurs raisons à cet échec. D'abord, on a créé les coopératives en regroupant les terres de plusieurs grands domaines, ce qui a donné des unités agricoles d'une dimension exagérée : dans le département de Puno, quatre-vingts haciendas ont été regroupées en quatre coopératives de production couvrant 500 000 heclares ; la coopérative d'Anta Pampa compte 38 000 heclares, celle de Lauremarca 68 000 hectares, etc. Situation aggravée pour beaucoup par la médiocrité de l'investissement el de la mécanisation (5).

D'autre part, gérants et cadres de ces coopératives sont souvent les contremaîtres des anclennes propriétés ou, au mieux, des fonctionnaires venus de la ville, peu au fait des mentalités et des problèmes des paysans. La mobilisation et la participation réelle de ces demiers ont été limitées au maximum, le régime préférant recourir à des organismes corporatistes comma SINAMOS. Les coopératives sont ainsi devenues le champ d'une gestion bureaucratique et. le plus souvent, de scandales et de mai-

versations. Dans ces conditions, les seuls bénéficiaires du nouvel état de choses sont les ouvriers agricoles permanents. Certes, leurs salaires - souvent inférieurs au minimum vital fixé par l'Etat - sont payés avec un retard considérable. Mals ils ont recu un lopin de terre auquel lls consacrent parfois plus de temps qu'aux travaux de la coopérative. Surtout, n'étant plus traités comme des serfs, ils ont acquis le sentiment d'une nouvelle

Au contraire, les coopératives n'ont apporté, en général, aucun bénéfice aux communautés indiennes, qui représentent environ 25 4/s de la population du Pérou (seize millions d'habitants) et 50 % de la population rurale. Lorsque ces dernières n'ont pas accepté de s'associer à la coopérative, leurs conditions d'exis-

fence se sont même aggravées. En effet en échange de redevances en nature ou de journées de travall gratuit, les grands propriétaires accordaient un droit de pacage aux communautés. Certaines des nouvelles entreprises coopératives s'empressèrent d'installer des clôtures pour Interdire les pâturages aux animaux des paysans indiens n'appartenant pas à l'entreprise. Lorsque ceux-ci passaient



P.N.B. PAR TETE: 820 DOLLARS (FRANCE : 4540 DOLLARS). 16 millions d'habitants sur 1,3 million de kilomètres carrés.

outre. leur bétail était ealsi et lis devaient régler une forte amende pour le récupérer. Et même pour les paysans ayant accepté d'être associés à la coopérative. l'accès aux pâturages est devenu payant.

Les payeans indiens ont donc vu, dans les coopératives, de « nouveaux patrons » dont le comportement abusif ne le cédait en rien à celui des anciens maîtres. Confinés sur des lopins insuffisants pour nourrir leur familie, tandis que de vastes étendues appartenant aux coopératives demeuraient en friche, ils n'ont plus hésité à les envahir. Mais les motivations économiques ou politiques ne sont pas les seuls éléments à prendre en compte : acte de révolte. l'invasion de terres revêt aussi des dimensions ethniques et culturelles qui ne paraissent pas avoir toujours été comprises ni par le gouvernement - maigré la mise en scène d'une démagogle indigéniste. - ni même par les organisations de gauche qui encadrent aujourd'hul les paysans en lutte.

Territoire et mémoire collective

ES communautés indiennes, ou avilu L en quechua, représentent au Pérou. comme dans toutes les Andes, des formes d'organisation antérieures à la conquête espagnole et mêma à celle des incas, L'ayllu, au sens le plus large, rassemble un nombre d'individu extremement variable (de quelques centaines à plus de dix mille) et se définit par son caractère endogame : en théorie et le plus souvent en pratique. les membres d'un ayllu se marient entre eux et conservent jalousement les traditions et les particularités de leur groupe.

li s'élend sur un territoire bien délini ei, en principe, inaliénable. Tous ses membres reconnaissent les même autorités qui sont démocratiquement choisies. et périodiquement renouvelées. Avant la conquêle inca, toutes les terres étaient possédées collectivement et régulièrement redistribuées en fonction des besoins des families. Cette pratique s'est longtemps maintenue sur les terres dont la production était réservée aux membres de la communauté. Elle a presque complétement disparu aujourd'hul et seuls les paturages et les bols sont à usage collectif, le reste des terres est divisé en lopins individuels.

Cependant, les vestiges du « communisme primitif . à l'intérieur des communautés actuelles du Pérou - qui sont reconnues juridiquement depuis 1919 peuvent être retrouvés dans les grands travaux collectifs auxquels tous les membres de la communauté doivent participer (6) : construction, par des bénévoles, de maisons ou de toltures destinées aux jeunes mariés ; échanges de services durant les travaux agricoles; organisation des fêtes ou pratique des anciens rites indiens, comme les combats rituela, les cultes panthéistes, etc.

L'ensemble de ces caractéristiques diférencie ethniquement et socialement les comuneros des membres de la société nationale, faisant d'eux des Indians par opposition aux crécies et aux métis. Un Indien. habitant l'ancienne vallée sacrée

Anteur d'une série de flime sur le thème La résistance indienne dans les Andes (distribués par Audiopradif, 14, rae de Nanteuil, Paris-15°).

de la zone « qui font travailler les paysans indiens comme des esclaves... et al nous refusons, ils nous enferment dans leurs prisons (7) -.

Les grands domaines agricoles se sont enrichis des terres voiées aux communautés, peu à peu repoussées sur les versants les plus arides. Situation aggravée par une forte croissance démo-

graphique depuis le siècle demier. Les coopératives sont nées de la nationalisation des grands domaines sans que les communautés retrouvent un droit quelconque sur ce qui avait été autrefois leurs terres : dans l'inconscient collectil, il est probable que cette réforme agraire n'a fait qu'entériner, et même consolider, à cause de l'intervention de l'Etat, les spoliations antérieures. D'autant que, bien souvent le gouvernement n'avait pas hésité à inclure, dans le domaine de la coopérative, des terres revendiquées par les paysans et dont la possession faisait l'objet de procès en cours. A défaut des titres de propriété soigneusement conservés durant des siècles, la mémoire collective des paysans est d'alleurs d'une fidélité étonnante. Ainsi, en 1977, à l'occasion de la récupération des 200 hectares d'une propriété appelée Huaypo chico, des paysans de la communauté de Chacan évoquaient devant nous, comme s'il s'agissait d'un passé récent, des faits remontant à...

E. J. Hobsbawm rapports to cas (8) d'une communauté. Huasicanche, dont les revendications territoriales furent appuyées, a posteriori, par la découverte d'un titre de propriété datant de 1607. Les limites délinies par une « inspection oculaire - antérieure coîncidaient exactement avac celles du document. Un paysan anaiphabète de cinquante-neuf ans déclare alors qu'il connaissait les limites anciennes de la communauté depuis ce jour de 1922 - où [son] père l'evait emmené sur une hauteur pour lui montres les bornes de la propriété ». Hobsbawm ajoute fort justement : « Probablement,

maintenir vivante dana las mémoires la conneissance des terres voiées. »

On ne s'étonners donc oss que l'histoire du Pérou mest enit aussi celle de la lutte des communautés indiennes nour récupérer leurs terres : procès interminables, invasions de terres, jacqueries.

Mais foutes les spoliations pe sont pas aussi anciennes. En 1824, à la suite de l'indépendance, les communautés paysannes, qui avalent été protégées par la couronne espagnole, furent dissoutes par un décret de Soliver qui permit sux Indiens de disposer de leurs terres. Cette toi, même si elle fut partiellement rapportés en 1828, permit aux grande propriétaires d'agrandir considérablement leurs haciendas. Une sutre vaque de spoliations intervint à la fin du dix-neuvième siècle et au vingtième siècle, lorsque de grandes étendues, jusque-là sans valeur, furent reliées aux marchés et attirérent des investissements

Un exemple illustrant la manière dont les choses se sont passées au vinutième siècie est celui de la compagnie américaine Cerro de Pasco Copper Corporation, qui laissa les fumées toxiques de de ses fonderies polluer un terntoire de 320 000 hectares. Ruinés, les paysans durent lui vendre leurs terres, qu'elle se mit alors à exploiter après avoir muni ses installations de filtres. Son domaine a été transformé en coopérative, peu après la prise du pouvoir par les militaires.

Paradoxalement, la politique du gouvernement dans les campagnes a contribué au renouveau des luttes paysannes. En effet, l'expropriation des grands domaines n'a pas seulement brisé le pouvoir économique des féodeux dens les campagnes. il a aussi détruit l'emprise psychologique culils exercalent sur les populations. L'action des militaires s'est, en outre, appuyée sur une forte démagogle populiste exaltant, en particulier, le rôle du héros de la grande révolte indienne de la fin du dix-hultième siècle : Tunes

Rituel et politique

M EME si les coopératives des hauts plateaux avaient produit de bons résultats économiques et apporté une amélioration aux conditions de vie des communautés, elles risqualent ancore d'être mises en question un jour ou l'autre, par les paysans indiens.

Car la terre, pour le paysan des Andes, est investie d'un caractère sacré : c'est la pachamama, mère noumicière; obiet. comme tous les éléments de la nature, de libations constantes, en relation avec le cycle des travaux agricoles. Le sang versé, et les morts, lors de combats ritueis (Chiaraje), sont autant de sacrifices à la terre afin d'assurer sa fécondité. On relrouve ces rites dans toutes les Andes : en Bolivie, où plus de cent mille paysans participent aux tinku (rencontres en quechua), et dans le nord et le sud de l'Equateur.

Mais l'importance des facteurs ethniques et de l'activité rituelle - qui se manifeste cussi lors des invasions de terres échappe le plus souvent aux militants de gauche et d'extrême gauche qui se contentent d'organiser les paysans sur une base de classe.

H existe au Pérou plusieurs centrales syndicales paysannes, mais seule la Confédération paysanne du Pérou (C.C.P.) dirigão par Andrès Luna Vargas, est aujourd'hui capable de mobiliser les paysans. Son cinquième congrès, réuni du 26 au 29 août 1978, a approuvé le principe d'une politique d'appui aux invasions de lerres comme l'une des orientetions fondamentales; la C.C.P. ayant d'allieurs pris une part active aux précédentes initiatives de ce genre.

En encourageant une tendance spontanée chez les paysans à « récupérer » des terres souvent mal cultivées ou laissées à l'abandon, la C.C.P. a simplement tenté de canaliser et d'orienter leur action. Parfois, comme à Chincheros, en

LE BILAN OFFICIEL DE LA RÉFORME AGRAIRE (au 30 avril 1979) Superficies attribuées : 8 637 104 hec-

Nombre de familles concernées : 370 912. Par catégories :

Individus : 41 003, ayant reçu 3 % des terres ; Coopératives : 1894, ayant reçu 87 % des terres : Communantés : 432, ayant reçu 18 % des terres. Il existe officiellement 2939 communautés, regroupant une popu-

lation de 3 509 900 habitants et instaliées dans des régions couwrant 18 800 800 d'hectares (mals toutes les communantés ne sont pas officiellement reconques). Sur ce total, les 432 communantés ayant bénéficié de la réforme agraire groupalent 116 016 families. Les superficies qui leur furent allouées représentent 862 000 hectares.

novembre 1978, où le mouvement avail été déclenché par l'annonce de la construction, sur les terres des communautés, d'un gigantesque aéroport international pour favoriser le tourisms, 'a centrale n'a pu empêcher une occupation qu'elle-même jugezit prématurée. Mais, dans d'autres cas, il est arrivé que les militants politiques accélérent le mouvement pour servir des intérêts de

Dans la sierra, les dirigeants de la C.C.P. sont aux prises avec des difficultés qui, parfois, les déconcertent. Ainsi, Il faut savoir que l'invasion des terres est l'occasion d'une importante activité rituelle. Prendre possession de la terre, ce n'est pas seulement planter des drapeaux péruviens ou dresser des fumulus : c'est, essentiellement, labourer et semer, éventrer la lerre et la féconder. Et même si les paysans envahissent des lerres déjà semées. Ils simulent encore labourage et semallies, avec une constance et une application remarquables. Les forces de l'ordre focales, au fait de ces coutumes, hésiteront davantage à intervenir si les terres ont déjà été semées

(1) La formation des coopératives suit les étapes suivantes : sur deux ans au plus forme transitoire de gestion étatique par l'intermédiaire d'un comité d'administration provisoire. Puls adjudication définitive à une coopérative de production. L'Etat est le propriétaire direct de la terre et des moyens de production. Après le transfert de la propriété aux travailleurs coopérateurs. l'Etat garde un droit de regard sur l'entreprise, tant que la dette agraire n'est pas intégralement remboursés (sur vingt ans). Les anciens propriétaires sont rembourses sous forme de bons, qu'ils sont incités à investir dans l'industrie. (2) Les bénéficiaires réels ne consti-

tuent, en fait, que le tiers de ce pourcentage, dans la mesure où 67 % d'entre eux sont des membres des communautés associées à des coopératives qui n'ont retiré pratiquement aucun bénéfice de

(3) En fait, cette croissance a été quasiment nulle si l'on tient compte du falt qu'antre 1969 et 1977 la production de poulets a cru de 17 % et calle d'œufs de 11.8 %. Or les entreprises à l'origine de cette production se situent dans les environs des grandes villes de la côte. (4) Mais les coopératives de la côte connaissent également de graves difficultés financières.

(5) Ce n'est cependant pas le cas de la coopérative expérimentale d'Anta-Pampa, objet d'importants investissements, mais sans resultate apparents. Elle sera totalement occupée par les communautes.

(6) C'est cette participation aux pravaux collectifs qui détermine d'ailleure une appartenance de fait à la communanté dans laquelle on est né. Il est cependant possible de se faire remplacer par un (7) Sur, nº 21, novembre 1979, page 11. (5) Osupaciones compesinas de tierras, Analisis, nº 2-3, Lima, 1977, pages 126-127, (9) Dans le même esprit, le gouverne-ment militaire avait déciaré langues nationales is quechus - que plus de dix millions de personnes parient dans les Andes — et l'aymara (daux millions d'Indiens de Bolivie et du Pérou). L'Assemblée constituente du Pérou est revenue sur cette mesure, qui était d'attleurs restée purement symbolique. quechus et symars n'étant pas enseigués dans les écoles, comme le stipulais

to price be pour? " a."

- 35 ta 48 Branse .. 施 製

FOUNDAL CHANGE STORY the same than . THE PARTY OF THE COME & SHE'TED

gant of all many *** ** ** ** ** **

104.00 PM.

tente to Tigs Cate . . .

A plusieurs reprises, des invasions de terres, minutieusement préparées par la C.C.P., ont échoué car, au dernier moment, les bayeans refusèrent de se mobiliser il n'avait pas plu depuis longtemps, et il était impossible de labourer. Les cadres

> de réactions. Un parti politique d'extrême gauche, qui avait dirigé avec succès une opération similaire, a voulu vérifier par une

syndicaux et politiques sont, en général,

totalement pris au dépourvu par ce type

Le sens d'une protestation T ACE aux invasions de terre, le gouvernement a d'abord réagi avec modération. Tirant les conséquences de leur échac global depuis dix ans (10), les militaires se sont engagés dans une phase délicate de transfert du pouvoir aux partis civils qui devrait s'achever par des élections générales, prévues en mai prochain. Mais, en même temps, ils dolvent compter avec une agitation sociale sans précédent en particulier dans les villes, où ils sont en confrontation directe avec les syndicate, au prix de dizaines de victimes au cours des trois demières années

Les militaires ont donc héalté à ouvrir un nouveau front dans les campagnes, où ils se sont contentés de tenter, vainement d'allieurs, de semer la dissension parmi les communautés, ou d'opposer aux communautés les ouvriers agricoles permanents des coopératives. Devant l'échec de telles manœuvres à Anta-Pampa, où les communautés avaient occupé, en septembre 1977, 15 000 hectares sur les 38 000 hectares de la coopérative, les autorités appliquèrent aiors une autre politique, dite de « redimensionnement ». La coopérative constituant une unité trop vaste, une partie de ses terres fut distribuée sux communautés afin de constituer des « entreprises communales -, aidées par des techniciens. Les mellieures terres, une grande partie du bétail et des machines agricoles restalent propriété de la coopérative. Cette politique a recu une alde indirecte de la nouvelle Constitution dont une disposition annule le dette apraire sous certaines conditions. Une mesure que les militaires ont fini par accepter le 14 novembre, après y avoir opposé leur veto (11).

Quant aux paysans Indiens, Hs ont accepté les terres des coopératives mais ont refusé tout droit de regard de l'Etat. Aucune entreprise communale n'a pu être organisée. Mis à part les pâturages, les parcelles attribuées ont été partagées en lopins individuels.

Le partage des terres et même l'utilisation de machines agricoles ne suffisent pas à modifier fondamentalement la condition des paysans et ceux-cl en sont donc revenus, en général, à la propriété des lopins destinés à l'apriculture. Réaction logique de leur part, et qui tient d'abord à la mentalité de subsistance. de petit propriétaire individualiste, qui s'est développée au cours des siècles, mais dans le cadre d'une conscience collective, et continue d'imprégner nombre d'activités. Peut-être un Occidental venzit-il une contradiction entre la revendication collective de la terre et cette aspiration au lopin individuel. En fakt, la mentalité collective ne réside pas seulement dans la possession des pâturages — qui jouent un rôle capital dans l'économie paysanne entre 3 500 mètres et

enquête l'impact sur les paysans du rôle lous à cette occasion par le parti et le syndicat. Toutes les réponses, sans exception, mentionnèrent la communauté et ses autorités comme seules instigatrices et protagonistes de l'événement. Ce qui prouve que les problèmes de ces communautés paysannes ne peuvent être résolus sans tenir comple d'une vision du monde où l'empreinte du christlanisme et de l'Occident en général reste finalement très auperficielle.

HAUTS PLATEAUX PÉRUVIENS

l'échange, de la réciprocité des travaux collectifs, etc. Le choix des cultures sur certains lopins dépend de la décision de la communauté. D'autres sont cultivés atternativement par les membres d'une famille ou d'un groupe de familles, etc. Une étude plus approfondle de ces aspects encore fort mai connus de la vie communautaire permettrait sans

évidemment de la mettre en valeur et de vandra ses produits sur le marché de la ville voisine. Les paysans moyens sont en général, les mieux placés pour solliciter des crédits, utiliser les machines agricoles, lenier de nouvelles cultures ou oblenir des prix convenables pour leurs produits. La masse des paysans les plus pauvies demaurent, une fois encore, en marce des décisions et des bénéfices.

La dimension véritable des invasions de terres ne seralt-elle pas alors politique. perspective d'un transfert du pouvoir au sommet de l'Etat ? Pendant l'Intense mobilisation dont elles sont l'occasion, les revendications débordent en effet, largement du problème de la terra. Les paysans s'en prennent à la hausse des prix, à l'absence de libertés démocratiques, etc. Et les slogans qui reviennent le plus souvent en quechua sont « A bas le gouvernement militaire ! » et . Pour la terre et pour le pouvoir ! ...

Dans un pays où la région côtière et ses villes jouent un rôle déterminant

partagé les grands domaines en parcelles Individuelles, attribuées aux paysans. Cette réforme agraire avait désamorcé pour vingt ans l'agitation endémique dans les campagnes. Mais, aujourd'hul, la revendication renaît el les paysans se mobilisent à nouveau, et le mouvement s'accompagne d'une forte poussée des mouvements nationalistes indiens.

Cependant, au Pérou, des éléments plus récents sont à prendre en considération. D'abord, le durcissement du gouvernement à l'égard des Invasions de terres. En septembre 1979, les paysans Indiens de la communauté de San-Juande-Ondoros se mobilisérent pour faire respecter une décision du juge des terres qui leur avait restitué un domaine de 14 500 hectares acquis illégalement par la Cerro de Pasco et automatiquement incorporé par le gouvernement à la SAIS Tupac-Amaru. Le 18 décembre, les sinchis, corps spécialisé dans la tutte antiguérilla, sont Intervenus contre les occupants. Bilan : deux morts, des dizaines de blessés, des maisons incen-

Virage à droite ou si la droite civile prend le pouvoir Quello sera alors la réaction des paysans indiens?

Lors de combats rituels qui se sont deroulés dans celle région, le 1" Janvier 1979, nous observions que beaucoup de métis apparlenant à la petite bourgeoisie locale avaient rejoint un des camps paysans qui affrontait une allianco de communautés rassemblant des paysans pauvres. El il nous a semblé qu'une coria de climat de haine de plasse tendail à pénétrer le rituel

Ces combats, qui, eur le plan social ont vraisemblablement servi jusqu'ici do simple exutoire, ne pourraient-ils devenir l'amorce d'un mouvement d'autodéfense

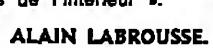
En Botivie, les combats rituels du Nord-Polosi, qui mellent, chaque année, aux prises plus de cent mille paysans, ont été à l'origine de nombreuses révoltes des paysans indiens — notamment celle de Chayanta en 1927 — dirigées contre les grands propriétaires terriens. Et chaque fois que l'armée a tenté d'intervenir pour empêcher de tels combats, au Pérou comme en Bollvie, elle a été repoussée par la masse des paysans réconciliés contre elle. De toute évidence. de nombreuses pratiques traditionnelles tenues pour « réactionnaires » par la gauche pourraient fournir des armes aux

paysans indiens dans leurs luttes sociales. En réalité, les problèmes qui se posent dans les campagnes péruviennes sont communs à de nombreux pays du liersmonde. Bien peu de théoriciens se sont. par exemple, demandés, comme Amilcar Cabral, s'il était possible de passer du communisme primitif de caractère tribal à une forme d'organisation socialiste.

Cependant l'échec d'un cedain nombre d'expériences guidées par le « marxisme scientilique - suppère aussi d'autres questions. Jusqu'ici, la méconnaissance qu'a la gauche des mentalités indiennes ne lul a pas permis, semble-t-it, de mobiliser plus efficacement les masses paysannes. Problème particulièrement évident au Guatemala, où les organisations de guérilla castriste ont toujours été considérées comme des éléments étrancers par des masses paysannes cul ont pourtant de solides raisons de se révolter, ainsi qu'en témoignent les récents événements on ce pays.

certaines connaissances que pourrait fournir, par exemple, t'anthropotogle ne risquerait-elle pas de se convertir cette fois en instrument de manipulation des communautés indiennes, au service d'inlèrèts ou d'objectifs qui ne seraient pas nécessairement les leurs ? La réponse, ce sont les Indiens aux-mêmes qui la détiennent. Ils commencent, en effet à réaliser - la renaissance des mouvements Indianistes dans les pays andins en témoigne — que, s'ils ne prennent pas en main la direction de leurs propres affaires, ils risquent de rester, comme ils le furent pendant des siècles, en dépit de tous les changements politiques, d'éternels « colonisés de l'intérieur ».

Une question se pose : la mailrise de



(10) Cf. J. Petras et A.E. Havens. ← La déflation aggrave les conflits de



PEU A PEU REPOUSSES SUR LES TERRES LES PLUS ARIDES. Des traditions et particularismes jalousement conservés.

doute de résoudre la contradiction apparente que nous avons signalée.

Une autre raison pousse d'allieurs les paysans à se partager les terres agricoles occupées : le rôle de « repoussoir - que jouent la coopérative et ses fonctionnaires. La notion de coopérative est, en effet, devenue, pour les paysans, synonyme d'exploitation, de rapines. d'incurie. Au point que toute nouvelle tentative pour implanter des coppératives est condamnée par avance dans la région, et cela pour bien des années.

Mals les invasions de terres apportent d'autant moins de solutions aux problèmes de la paysannerie que ce sont souvent les paysans moyens ou moyenriches qui en ont tiré le plus de profit Ce sont eux qui constituent, parce qu'ils savent lire ou qu'ils ont sulvi ces cours de formation syndicale dispensés par le gouvernement, le gros des militants de la C.C.P. Or le problème essentiel pour le paysan, une fols la terre occupée, est

dans l'économie, les mobilisations pavsannes sur les haux plateaux ne peuvent déboucher eur des perspectives révolutionnaires que si elles sont étroîtement liées aux juttes des secteurs urbains. Les pavsans ont souvent coupé les routes lors de grèves générales, mais ils n'ont jamale, pour leur part, reçu l'appul agissant des syndicate ouvriers. Il n'y a pas vralment de stratégia commune entre les luttes urbaines dirigées par une gauche puissante, mals extrêmement divisée, et les mobilisations paysannes.

Du moins l'obtention de quelques ares de terres, si elle n'entraîne pas une amélioration très sensible de la condition du paysan, lui donne-t-elle une salisfaction immédiate qui l'incite le plus souvent à se démobiliser. Verra-t-on aiors se reproduire, sur les hauts plaieaux péruviens, une réforme agraire « à la boilvienna », après la phase transitoire des coopératives ? En Bolivie, le Mouvement nationaliste révolutionnaire avait, en 1954,

diées et quarante personnes arrêtées. Même brulalilé à Jarahuasi (province de Huancavelica) le 11 janvier : plusieurs morts et des dizaines de blessés par

· (Photo Saleado-Gamma.)

D'autre part, dans de nombreuses régions, et en particuller dans les hautes provinces de Cuzco (Espinar et Canas), les anciens propriétaires ont entreons de récupérer, à leur tour, les terres attibuées aux communautés. Agriculteurs métis, possédant de 20 à 40 hectares de pâturages consacrés à l'élevage des lamas, ils avalent dù céder leurs terres. entre 1972 et 1974, à la suite de jugements favorables aux comuneros. Devenus commercants, camionneurs ou fonctionnaires, voilà qu'ils réoccupent leurs anciens domaines, souvent avec le soutien des auloriles locales, en affirmant que la « rélorme agraire n'existe plus et [que] les lois ont changé --

Ce phénomène, d'une ampleur telle qu'il a été dénoncé car les évêgues du sud

classe au Péron », le Monde diplomatique, février 1979. (11) Un autre décret récent permettalt aux détenteurs de bons d'en disposer librement, et faisait obligation aux banques de les accepter comme garantles des investissements. Leur remboursement sera donc le fait de l'ensemble des contri-

Correspondance.

Mis en cause dans l'article de Jean Ziegler intitulé a Sociétés multinationales et répression policière, l'affaire Ballarin ou le sang versé en commun » (le Monde diplomatique, janvier 1980). M. Oswaldo Miguel Frederico Ballarin invoque le droit de réponse pour nous demander de publier la lettre suivante :

Voulant attaquer le système en

vigneur dans plusieurs pays. M. Ziegler arrive dans son article à des conclusions inexactes sur le Brésil et fait des extrapolations infondées à mon sujet, puisqu'il affirme : 1) qu'une société « Consultores Industriais Associados » (abregée C.I.A.), siégeant au Brésil, versait des primes pour des tortures; 2) que j'aurais été « l'un des principaux bailleurs de fonds » de cette société; 3) que lors d'un procès contre le cartel de l'électricité, j'aurais admis avoir versé des sommes importantes pour le compte de B.B.C. (Brown-Bovery Company); 4) jaurais donc eu, a son avis, une participation indirecte à des actions « de répression policière ».

Je proteste énergiquement contre de telles calomnies car : - L'entreprise à laquelle se réfère M. Ziegler a été créée bien avant la révolution brésilienne de 1964 par des spécialistes en relations publiques, tel le professeur W. Penteado, de réputation internationale, auteur de Traités sur les Relations Publiques, qui a été directeur d'un service attaché à l'ONU (Genàve) et occupe un poste important au Centre international du

L'«affaire Ballarin»

de spécialisation que des maisons étrangères et nationales (y compris « Industria Elétrica Brown Boyeri » Bresil) utilisaient les services de C.I.A. — Le procès « cartels » mentionné par M. Ziegler, contre presque toutes les firmes de l'industrie électrique du Brésil accusées par un concurrent local, traine depuis longtemps. Lors d'une audience, j'ai dit avoir confié à M. Plassing, gérant de la C.L.A. uniquement des activités de relations publiques. Cette prestation de service a été limitée à la durée (1 1/2 année environ) d'un premier procès déclenché en 1972 par le même concurrent contre B.B.C., sous l'allegation d' « abus de pouvoir économique ». B.B.C. jut acquittée à l'unanimité par les sept juges. Les relations B.B.C. (Brésil)-C.L.A. cessèrent juste

— Il est faux de dire que j'étais l'un des « bailleurs de fonds » de la C.I.A. Les paiements faits à la dite société, les documents comptables le prouvent, se cadrent exactement dans les usages de mon pays à ce moment-

Nos repports avec la C.I.A. se sont toujours maintenus dans les limites strictes et correctes qui sont habituelles avec une Agence de Publicité ou de relations publiques, aucune tâche n'ayant été demandée en dehors de ce que l'on attend de spécialistes de ce genre. Ni moi, ni B.B.C. n'ont eu la moindre ingérence dans d'antres activités des gérants ou collaboraforme de la CTA. Constituent donc

des véritables caloninies les insinuations sur une action politique directe ou indirecte de ma part ou de B.B.C. par le truchement de la C.I.A. Homme d'entreprise, j'ai dû avoir des contacts avec les autorités brésiliennes de tous les régimes, depuis Vargas, Kubitchek, Quadros, Goulart jusqu'à ce jour, sans que cela puisse signifier une ingérence dans la

politique. M. Ziegler commet, parmi tant d'autres, encore une erreur en me peignant comme e un prince parmi les seigneurs » qui « réside à Vevey. Paris, Genève ». Or, je n'y passe qu'en coup de vent l Je n'ai ni résidence secondaire, ni maison à la mer, ni bateau de plaisance, bref aucun attribut du « seigneur », ce qui prouve les mensonges dont l'article de M. Ziegler est truffé!

Il « oublie » aussi que j'ai rendu des services de façon désintéressée dans les secteurs humanitaires, scientifiques, sociaux et culturels, entre autres, comme membre du Conseil national de la Croix-Rouge Brésilienne et, pendant six ans, du « Protein Advisory Group (PAG) du Système des Nations Unies », ayant assisté à plusieurs réunions des G.T., y compris celle sur les protéines monocellulaires à Moscou. Mes activités ont été liées également à la nutrition, ayant publié au Brésil et à l'etranger des livres et articles scientifiques et donné une contribution positive aux programmes d'aide au développement du Tiers-Monde comme le prouve la

lettre du Président de la République populaire du Bénin au directeur général de la F.A.O. du 27/07/1973. Membre correspondant de l'Académie nationale de l'agriculture d'Italie, j'ai aussi contribué aux échanges culturels Brésil-Japon, ce dernier m'ayant décerné une de ses plus hautes décorations. Comme citoyen qui aime son pays, je suis avant tout brésilien et ne

mesurerai jamais les efforts pour le défendre. C'est avec tristesse que je vois les mensonges dits sur mon pays dans cet article. Si je n'ai pas de qualifications politiques pour les contester, je le fais comme simple citoyen. Dans mes activités liées à des groupes multinationaux, jamais je n'ai été amené à saire la moindre entorse, même sous la pression des intérêts en jeu, aux normes morales et éthiques. Moins encore en ce qui concerne les règles de respect à l'être humain dans son intégrité morale et

Dans les cinquante et un ans de vie professionnelle, j'ai eu des activités « au-dessus de tout soupçon » et voué mon temps libre au service de la communauté. Il est inadmissible de donner à ces activités à caractère nettement social un sens de répression policière auquel M. Ziegler fait allusion d'une façon malévole. Je ne le connais pas, ni ses buts; mais il est évident qu'il se sert de votre journal pour dénigrer l'image morale d'autrui. Cela constitue un abus de droit universellement condamné, passible de répression pénale.

Signe : OSWALDO MIGUEL FREDERICO



DÉPEND VOTRE AVENIR... Son prestige international forme une élite de praticiennes. Son certificat reconnu mondialement vous garan-

DU CHOIX DE

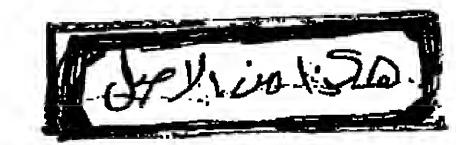
VOTRE ÉCOLE

pour des perspectives professionnelles Préparation complète. C.A.P. d'Etat. cours du jour, du soir, accelerés et de spécialisation. Etablissement privé agréé par

le ministère de l'éducation nationale. Spécialisation aromathéraple esthé-tique, maquillage artistique, visagisme, cours de renie, cours du corps. ECOLE INTERNATIONALE DES **ESTHETICIENNES-TECHNICIENNES**

DE BEAUTE 19, rue Marbeuf, 75008 PARIS Tél.: 225-87-87

ノししししして PHILATELISTES 1000000



Vent de contestation sur les caraibes anglophones

Une poussière de micro-Etats qui accèdent tour à tour à l'indépendance mais sans guère de ressources : de nouveaux ferments de déstabilisation sont-ils en train de germer au large des côtes américaines?

Par notre envoyé spécial EDOUARD BAILBY

TOUS nous battrons pour la mise en place d'un zouvel ordre économique international, mais nous tenons à souligner que toute aide, même apparemment modeste, d'un pays plus grand du tiers-monde peut avoir un impact considérable sur un pays plus petit et plus pauvre. » Premier ministre de l'île de Grenade, M. Maurice Bishop évoquait ainsi le problème des micro-Etats, en termes particulièrement clairs, à la conférence des pays non alignés réunie en septembre 1979 à La Havane.

Dirigeant d'un Etat de 344 kilomètres carrés, dont la population dépasse à pelne cent mille hobitants, M. Maurice Bishop s'est fait implicitement l'interprète de toutes les îles anglophones des Caraïbes qui, entre Porto-Rico et le Venezuelo, acquièrent l'une après l'autre leur Indépendence. Il ne s'est pas adressé à cette occasion aux seules puissances industrielles ni aux nations les mieux nanties du tiers-monde mais également, et surtout, à celles qui ont des dimensions modestes. Citant en exemple l'envoi de douze médecins cuboins dans son propre pays, il ajoutait: « Même un médecin, un seul, peut apporter une contribution extrêmement précieuse à un petit pays comme le

Il n'est pas certain que cet appel soit entendu des grandes puissances. Ni même des pays les plus développés du tiers-monde, comme le Brésil. Pourtant, l'apparition d'une multitude de micro-Etats dans les Caraïbes créera ou cours des années à venir une situation géopolitique nouvelle.

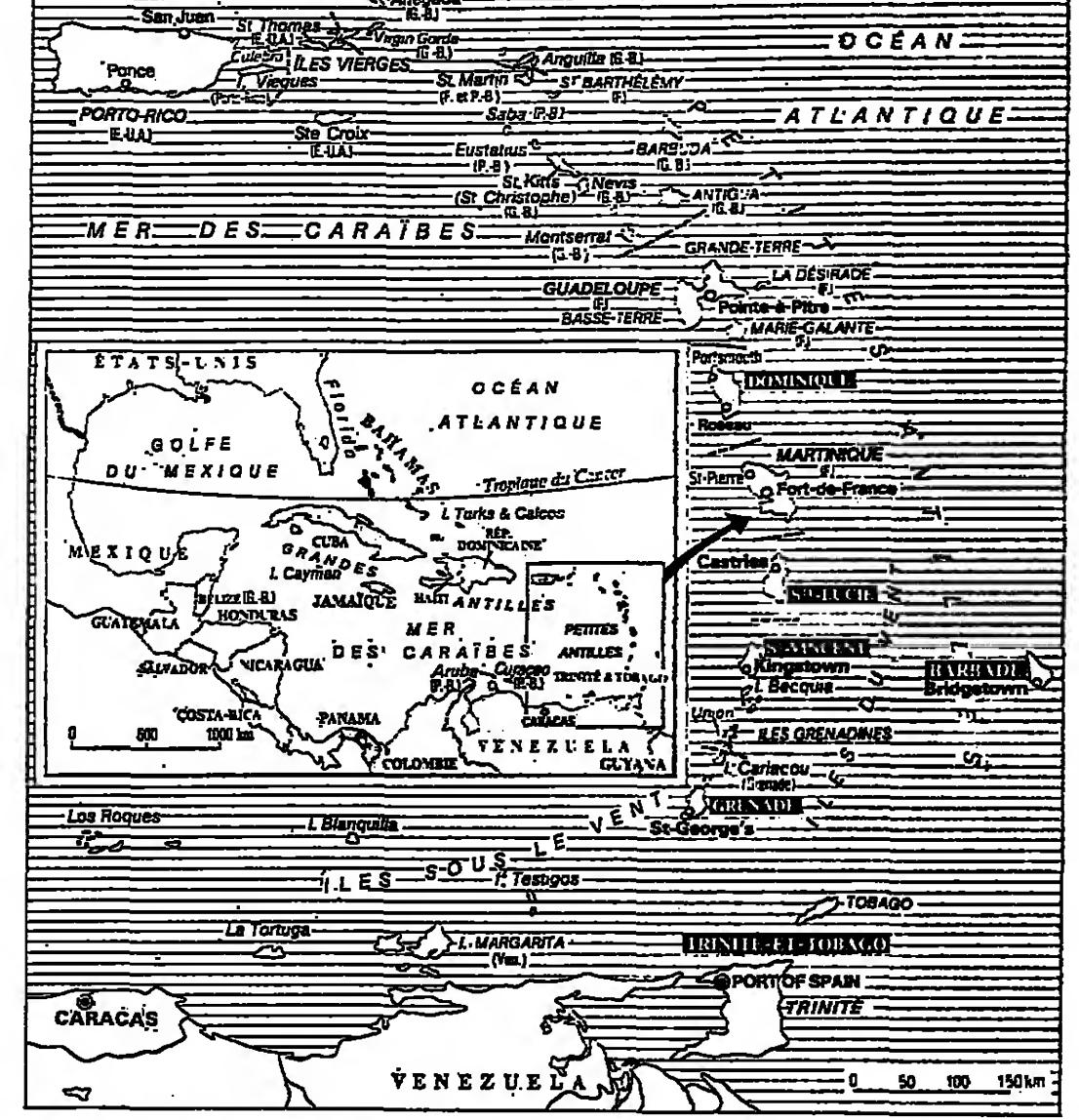
Soumises à la dynamique des événements, ce sont d'abord la France et la Hollande qui auront fort à faire pour préserver leurs possessions d'outre-mer de la contagion de la décolonisation britannique. Les Etats-Unis, pour leur part, devront peut-être eux aussi redéfinir leur stratégie, envisager l'Indépendance de Porto-Rico et démanteler leurs bases militaires, au nombre d'une vingtaine. « Nous ne serons plus l'arrière-cour de personne », se plaît à répéter M. Maurice Bishop. De fait, les micro-Etats anglophones des Caraïbes auront un droit de vote à l'ONU et dans les organismes internationaux. Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.), M. Alejandro Orfila va plus loin. « L'entrée de ces jeunes États sur la scène américaine; affirme-t-il, risque de déséquilibrer notre organisation. » En d'autres termes, elle remettra en question l'hégémonie de Washington.

Il suffit, pour s'en convaincre, de regarder la carte des Caraïbes. Sur un arc de cercle de quelque

deux mille kilomètres, dont les deux extrêmités s'appuient respectivement sur les îles Cayman, au sud de Cuba, et sur la République de Trinité-et-Tobago, au large des côtes vénézuéliennes, les Anglais ont possédé, depuis le dix-septième siècle, des centaines d'îles et d'îlots. Décides à engager le mouvement de décolonisation, ils ont, à partir des années 60, accordé l'indépendance à un certain nombre de leurs possessions: Jamaïque (6 août 1962), Trinité-et-Tobago (31 août 1962), Barbada (30 novembre 1966), Bahamas (10 juillet 1973), Granade (7 février 1974), Dominique (3 novembre 1978), Sainte-Lucie (22 février 1979) et Saint-Vincent (27 octobre 1979). Au total, ces hult Etats angiophones ont une population de quatre millions d'habitants.

Toutes les autres iles anglophones des Caraïbes se répartissent en deux catégories : les colonies (en anglais: Dependencies) et les Etats semi-autonomes (en anglais: Associated States), Dans la première, se rangent Montserrat, les îles Vierges, les iles Turk et Caicos ainsi que les Cayman. Disseminées autour de Cuba, à l'exception de Montserrat (102 kilomètres carrés) située au nord de la Guadeloupe, elles ont une superficie totale Inférieure à 1 000 kilomètres corrès et leur population ne dépasse pas cinquante mille habitants Certaines de ces colonies, comme les îles Vierges (à ne pas confondre avec les îles Vierges américaines, à l'est de Porto-Rico), forment des archipels dont les dizaines d'îles et d'îlots sont pour la plupart inhabités. Dans la deuxlème catégorie, tous les Etats semi-autonomes sont éparpillés au nordouest de la Guadeloupe. Il s'agit de la Fédération de St. Kitts-Nevis-Angilla et de l'île d'Antigua, à laquelle sont rattachées Barbuda et Redonda. Dotées de leurs propres Institutions, ces îles ne maîtrisent néanmoins ni leur défense nationale ni leur politique étrongère, qui relèvent directement de la Grande-Bretagne. Agitées par des conflits internes, elles accèderant vraisemblablement à l'indépendance en tant qu'Etats séparés, en principe dans peu de temps. C'est le cas d'Anguilla (90 kilomètres corrés) dont les six mille cinq cents habitants rejettent la tutelle de St. Kitts, et qui obligèrent les Anglois, vollà quelques années, à intervenir militairement.

« Le mouvement de décolonisation est engagé, il n'est pas question de l'interrompre », affirme le haut commissariat britannique à Bridgetown, capitale de la Barbade. C'est dans cette île de 430 kilomètres corrés, située légèrement à l'écort



L'ARC DE CERCLE DES RETITES ANTILLES. (Les noms des Etats indépendants apparaissent en négatif.)

des Petites Antilles, que les représentants du Royaume-Uni ont établi leur quartier général. Plaque tournante du tourisme dans les Caraïbes anglophones grāce à ses nombreuses ligisons aériennes et à ses installations hôtelières, sans tensions raciales opparentes, la Barbade (deux cent cinquante mille habitants) a l'avantage d'être dirigée par un gouvernement dont le premier ministre, M. Tom Adams, épouse sans réticence les thèses occidentales. C'est dans ce pays que les Etats-Unis, le Canada et la Chine populaire ont également installé leurs principales ambassades dans la région. La France, pour des raisons peutêtre administratives, a préféré reporter son choix sur Trinité-et-Tobago. L'actuel ambassadeur à Port - of - Spain, M. René de Choiseul-Praslin. cumule ses fonctions avec celles d'ambassadeur auprès de la Guyana, de la Barbade, de la Dominique, de Grenade et de Sainte-Lucie.

fication économique, et qui ont les populations les plus nombreuses. Ensemble, ces deux « géants » ont plus de 3 millions d'habitants. Phénomène particulier : grâce à l'afflux des touristes (trois cent cinquante mille environ en 1979) et à ses petites industries locales; grāce, aussi, à des conditions historiques de peuplement, la Barbade jouit d'une relative prospérité.

Mais toutes les autres îles ont en commun l'exiguité de leur territoire. En grande partie montagneuses, sons ressources énergétiques ni moyens de communication entre elles, à l'exception de quelques bateaux et de liaisons aériennes assurées par des bimoteurs de dix à quarante places, elles vivent exclusivement du tourisme et de leur production agricole. Sucre, cacao, bananes, épices et noix de coco fournissent l'essentiel de leurs exportations. Obligées d'importer la quasitotalité de leurs produits alimentaires, elles ont un déficit de balance des paiements permanent, situation qui s'est aggravée demièrement avec la hausse des prix du pétrole. L'exemple de Grenade

est particulièrement significatif. Trois fois plus petite que la Martinique, Grenade possède des dépendances (Corriacou et Petite-Martinique, dans les Grenadines méridionales), qui représentent le quart de son territoire. lle montagneuse, à la végétation luxuriante, surpeuplée (trois cents habitants au kilomètre carré, contre quatre-vingt-seize en France), elle est actuellement le principal exportateur mondial de noix de muscade. Mais c'est le cacao qui, par l'importance de la superficie occupée (le tiers des terres arables), est la première culture de l'île : production de 3 000 tonnes en 1976. Au total, l'agriculture occupe 35 % de la population. Sans industrie ni ressources minières. Grenade a un produit national brut légèrement supérieur à 400 dollars, soit l'un des plus faibles du continent américain. A la Martinique et à la Barbade, le P.N.B. est respectivement six fois et quotre fois

plus élevé, selon les chiffres officiels. Malgré les prêts accordés par la Grande-Bretagne pour favoriser, au cours des dernières années, le développement économique de l'île et l'aide du Canada, pays de plus en pius actif dans les Caraïbes, Grenade connaît les maux communs à la quasi-totalité des Antilles anglophones. Pire : elle était dirigée par un dictateur songuinaire et corrompu, M. Eric Gairy, que soutenaient des pays comme le Chili, Talwan et la Corée du Sud, en raison de sa virulence anticommuniste, et il a fallu que M. Maurice Bishop et une poignés de fidèles prennent le pouvoir par la forçe, en mars 1979, pour mettre fin à une situation qui risquait de s'aggraver dangereusement au pion economique. M. Bishop a-t-il Informé au préalable les Cubains de son projet? Ceux-ci lui ant-ils fourni des armes pour le mettre à exécution? Ou se sont-ils contentés, dès les premières semaines de la mise en place du nouveau régime, de lui prêter assistance? Le premier ministre s'est toujours refusé à fournir des précisions sur le nombre des rebelles et leur armement. « La question n'a aucun intérêt, le principal est que nous soyons parvenus, en quelques heures, à renverser la dictature. - M. Maurica Bishop a néanmoins admis que les armes dont disposaient ses fidèles étaient peu nombreuses. Et c'est bien parce qu'il s'en est inquiété que, dès son arrivée au pouvoir, il a fait appel aux Etats-Unis, à la Grande-

Bretagne et à Cuba pour en acquérir.

SHAPE

Air at

Une certaine attraction cubaine



Après le coup d'Etat du 13 mars 1979 à Grenade, qui a porté au pouvoir des dirigeants de tendance costriste. les ambassades occidentales ont évidemment commencé à s'inquiéter. Jusqu'alors, tout changement de gouvernement dans les iles anglophones s'était produit constitutionnellement, c'est-à-

par la voie électorale, même si les procédés étaient plus ou moins démocratiques. Il était entendu que la Jamaique, dirigée par le premier ministre Michael Monley, et, sur le continent sud-américain, la Guyana, dirigée par le premier ministre Forbes Burnham, avaient établi des liens priviléglés avec La Havane. Mais aucun des deux pays n'avait pour autant mis en place un régime colqué sur le modèle cubain. Et tout paraissalt indiquer que l'aggravation récente de leurs difficultés économiques et politiques les empêcherait de jouer un role déterminant dans la région. C'était mal connaître la réalité des Caraïbes.

Les États-Unis et leurs alliés ont persisté, depuis des années, à ignorer l'attraction que l'expérience cubaine exerce sur les nouvelles générations des poys les plus pauvres et les plus petits des Amériques, précisément ceux qui subissent encore une exploitation coloniale de style traditionnel ou qui sont soumis à des régimes de dictature personnelle. Il est froppont que les dirigeants politiques et syndicalistes qui se veulent de la gauche révolutionnaire ne fassent que rarement référence que options idéologiques de La Havane ou à son alianement sur la politique étrangère de l'U.R.S.S. Ce sont davantage les réussites cubaines dans le domaine de la sonté et de l'enseignement, et même les efforts entrepris pour diversifier et moderniser l'ogriculture, qui reviennent comme un leit-motiv dans les discours. M. Maurice Bishop,

qui ne coche pas son admiration pour « l'indomptable camarade Fidel Castro », ne manque jamais une occasion de le souligner, « Le fait peut-être le plus important en ce qui concerne Cuba, dit-il, c'est qu'il n'y a pas de meilleur exemple de ce que le socialisme peut réaliser dans un petit pays pour la santé, l'enseignement, l'emploi, pour mettre fin à la pauvreté, à la prostitution et aux maladies. »

Il ne fout pas se méprendre sur la pensée de M. Mourice Bishop. Si le premier ministre de Grenade, qui appartient à cette génération d'hommes de 35-40 ans ayant fait leurs études universitaires en Grande-Bretagne, se sent solidaire de la révolution cubaine, il a dès sa jeunesse été davantage attiré par la figure historique de M. Jullus Nyerere, président de la Tanzanie. Les diplomates français et britanniques en poste dans les Caraïbes auraient d'ailleurs tendance à le qualifier de « national-progressiste » et non de communiste castriste. L'auvrage de trois cent cinquante pages édité en décembre demier à Sainte-Lucie, sous le titre: The Grenada Revolution, donne d'utiles précisions à ce sujet. L'auteur, Sinclair Dobreo, connaît personnellement le premier ministre de Grenade et éclaire ses motivations idéologiques et les conditions dans lesquelles s'est déroulé le coup d'État de mars 1979. Explications d'autant plus précieuses que l'expérience révolutionnaire de Grenade est suivie avec attention dans les îles voisines. Ainsi des hommes au pouvoir tels que M. Robert Milton Cato, premier ministre de Saint-Vincent, Sir Eric Williams, premier ministre de Trinité-et-Tobago, et M. Oliver Seraphin, premier ministre par intérim de la Dominique, en craignent les retombées dans la région, tandis que les leaders de l'opposition comme MM. Raiph Gonsaives, à Saint-Vincent (qui n'a pourtant pas réussi à assurer un seul siège de député à son parti que élections de décembre 1979 — les premières depuis l'indépendance) et George Odium, vicepremier ministre de Sainte-Lucie et leader de l'aile gauche du parti travailliste au pouvoir, y voient au contraire un motif d'encouragement pour 'avenir.

Il est certain que si M. Maurice Bishop parvient à arracher son pays au sous-dévelop-

pement, il ouvrira du même coup une voie nouvelle aux pays angiophones des Caraïbes, que les Britanniques, depuis la découverte de l'Amérique, continuent à dénommer officiellement West Indies (Indes occidentales), comme s'ils se refusaient à accepter la réalité du nouveau monde. Pourtant, il suffit de visiter les îles une à une pour constater qu'après trois siècles de colonisation européenne les populations cherchent à trouver leurs racines sur le sol américain et à découvrir leur véritable identité. À la différence de l'Amérique latine, où le brassage des races s'est étalé sur plusieurs siècles — notamment au Brésil, au Venezuela et en Colombie, — les Antilles anglophones presentent, dans l'ensemble, un visage différent : d'un côté, une minorité de Blancs, propriétaires terriens ou administrateurs; de l'autre, une écrasante majorité de Noirs auxqueis s'ajoute, à Trinité-et-Tobago, un fort pourcentage d'hindous. Entre les deux communautés, les rapports ne sont

Ce ne sont pas seulement les tensions raciales sous-jacentes -- et parfois ouvertes, comme à la Jamaïque, — qui caractérisent l'ensemble des Antilles angiophones. Colonialisme et sousdéveloppement y sont intrinsèquement liés : économie de subsistance, taux de chômage extrêmement élevé, conditions sanitaires déplorables, écoles secondaires insuffisantes, infrastructures, enfin, presaue inexistantes. Il faut ajouter à cela les cyclones et les éruptions volcaniques qui se manifestent périodiquement, provoquant de véritables bouleversements de la nature. Le cos le plus dromatique est celui de la Dominique, ravagée en quelques heures par le cyclone David. le 29 dout 1979.

Il seralt, certes, erroné de vouloir situer toutes ces iles au même niveau de développement économique. D'abord, parce qu'elles ne disposent pas des mêmes ressources naturelles. Ainsi la Jamaique, d'une part, et Trinité-et-Tobago, d'autre part, sont les seules îles anglaphones qui possedent d'importantes richesses minières : bauxite et alumine pour la première, pétrole et asphalte pour la seconde. Ce sont, au demeurant, celles qui bénéficient de la plus grande diversi-





OF STATE OF CALL Marie production of the second the Instance Sec. of the Control of the

the de americador (AX.) common do la mula " tions and the factor of ign de 3000 tim m BEELEVA BEELEVE 1: A to May : 1.7 F

Sollicitudes régionales



Les diplomates européens qui sulvent de plus près les événements dans les Caraïbes sont aujourd'hui enclins à admettre que Cuba n'a pas directement participé qu coup d'Etat et n'a pas été non plus informée de la date exacte des opérations. Mais II est non moins viai que

le gouvernement de La Havane a répondu Immédiatement à l'appel de M. Maurice Bishop, lui envoyant par bateau une certaine quantité d'armes, et que, le premier, il a reconnu le nouveau régime. Jusqu'à présent, d'ailleurs, Cuba est le seul pays qui ait un ambassadeur résident à St.-George's, la capitale de Grenade. Certains journaux occidentaux en ont déduit un peu vite que les Cubgins étaient déjà en train d'installer une base de missiles à l'intérieur de l'île, et même une base secrète pour les sous-marins soviétiques dans la petite ile de Carriacou. De telles rumeurs ne font qu'exacerber les passions à St.-Gearge's tout en incitant le régime à se radicaliser.

Il suffit de débarquer sur le petit déroport local, situé au nard-est de l'île, et de rejoindre St.-George's, au sud-ouest, par une route de campagne qui, sur une trentaine de kilomètres. serpente au milieu de la végétation tropicale, parsemée de hameaux, pour constater qu'un étranger passe difficilement inaperçu sur un territoire aussi exigu. Il ne faut pas plus de trois quarts d'heure pour faire le tour de l'île en voiture. Certes, les journalistes, longuement interrogés à leur arrivée et sur lesquels le bulletin hebdomadaire du parti gouvernemental attire l'attention de tous ses militants, parce que certains pourraient être des « agents de la C.I.A. », ne sont pas censes connaître l'emplacement des

quatre centres d'entraînement de l'Armée révolutionnaire du peuple. Mais un pays comme le Venezuela, par la voix de son ministre des affaires étrangères, s'est davantage inquiété, en octobre demier, des monœuvres militaires américaines dans les Caraïbes que de la présence éventuelle

de quelques instructeurs cubains à Grenade.

Des Cubains, il y en aura environ deux cent cinquante dans les mois qui viennent; mais c'est dans les travoux d'Infrastructure, dans l'enseignement, la santé et la pêche que les autorités de La Hayane entendent prouver qu'elles sont prêtes à gider les petits pays qui en fergient la demande. Au siège du gouvernement, modeste bâtisse de deux étages située au sommet d'une colline qui domine le ravissant port de St.-George's, on ne cherche pas à cocher la réalité. « Les Cubains nous ant déjà anyoyé douze médecins dont, pour la première fois de notre histoire, un pédiatre, affirme-t-on au ministère de l'information. Ils nous out prété un navire-école pour mettre sur pied une industrie de la pêche, et ils nous fourniront prochainement une dizaine de bateaux. » Les possibilités de coopération ne manquent pas, mais c'est dans la réalisation d'un projet bien précis que les Cubains veulent être les plus actifs. Dès le début du mois de décembre, un cargo battant pavillon panaméen, le Palm-Island, a débarqué une quarantaine de techniclens et l'équipement nécessaire à l'ouverture des travoux du nouvel aéroport, dans le sud-ouest de l'île. li avait fallu que M. Maurice Bishop prenne le pouvoir pour que ce vieux projet sorte entin des tiroirs et que la construction d'un aéroport moderne, qui permettra l'atterrissage des « jets » Intercontinentoux pendant la saison touristique, soit mise en route.

Cuba, cependant, n'est pas le seul pays intéresse au développement de Grenade. Pour d'autres raisons, tout aussi économiques que stratégiques, le Venezuela entend manifester sa présence par une collaboration active, invité personnel du président Luis Herrero Campins, de tendance démocrote-chrétienne, M. Mourice Bishop s'est rendu en décembre demier à Caracas, à la tête d'une délégation d'experts. L'accueil qu'il y a reçu a été à ce point chaleureux que le bulletin du parti gouvememental, dont chaque numéro vante les réussites de la révolution cubaine, n'a pas hésité à consocrer un article extrêmement favorable à cette visite. Puissance rivergine de la mer des Caraïbes, important producteur de pétrole et de matières premières comme le fer et le manganèse. amarré au pôle des libertés démocratiques dans une région stratégique aux confins des trois Amériques, entre les Etats-Unis et l'Amérique du Sud, le Venezuelo a compris, depuis quelques années, le rôle considérable qu'il pouvait jauer dans les Antilles délaissées par leurs colonisateurs.

Pragmatique, décidé à sortir Grenode de son sous-développement chronique, M. Maurice Bishop ne ressent aucune gêne à solliciter l'aide de son proche volsin latino-américain. Comme Cuba, le Venezuela participera à la construction du nouvel aéroport, à proximité de St.-George's, et apportera son aide financière aussi bien que technique dans différents domaines. Y compris le tourisme. en offrant des avions turbo-propulseurs pour établir des liaisons aériennes directes avec Caracas, d'une part, et Porto-Rico, d'autre part. Certains diplomates occidentoux à l'imagination débordante volent dans ce rapprochement avec le Venezuela une manœuvre habile du premier ministre pour faciliter la pénétration cubaine dans son pays. D'autres, plus réalistes, découvrent à leur grande surprise que les Caraïbes anglophones se laissent naturellement porter vers l'Amérique latine, pour des raisons géopolitiques et économiques, mais aussi parce qu'elles ressentent le besoin viscéral de découvrir leur identité. A cet égard, la place qu'entend occuper la Venezuela dans cette région du monde provoque délà des conflits latents avec ses voisins immédiats, Trinité-et-Tobago et la Guyana. Les accusations de « politique impérialiste » portées à son encontre ne visent pour l'instant qu'une volonté d'occuper la place laissée libre par les Européens. Et, à plus ou moins longue échéance, de stopper l'influence de la revolution cubaine au nom de l'Occident.

sance au cours des années 30 à la Jamaïque et a essaimé d'île en île, dans les Antilles anglophones, pour annoncer que le Messie serait noir, ont été pour la plupart capturés ou condamnés à fuir. Mais personne ne connaît jusqu'à ce jour les origines véritables de ce mouvement sécessionniste dans l'une des Grenadines préférées des touristes.

Les rastas, dont les tresses torsadées à l'extrême ont valu à leurs adaptes le qualificatif de Dreadlocks (en français : « tresses terribles »), forment, dans chacune des iles analophones, de toutes petites minorités d'une cinquantaine de personnes, à l'exception de la Jamaique au ils sont nombreux. Mais le qualificatif de « rastas » est qujourd'hui appliqué aux hommes et aux femmes du sous-prolétariat antillais qui, au-delà de toute conviction religieuse et de laut retour aux sources africaines, remettent brutalement en couse la société occidentale et colonisatrice de consummation. S'adannant parfois à la drogue, vêtus d'habits pouilleux, en permanence disponibles, ils pourraient constituer un élément de déstabilisation pour certaines forces occultos, décidées à enrayer le processus de décolonisation. Une tentative de ce genre a eu lieu à Grenade à la fin de l'année dernière, mais elle n'a finalement eu d'autre effet que d'aider le gouvernement revolutionnaire à interdire The Torchlight, seul journal de l'opposition qui s'en était fait molicieusement l'écho, et à mettre fin, du même coup, à la liberté de la presse.

En réalité, après trois siècles de colonisation, chaque micro-Etat des Antilles anglophones est menacé de déstabilisation. La France n'est pas la seule à s'en inquiéter, pour l'avenir immédiat de la Martinique et de la Guadeloupe. Les Etats-Unis, qui entendent ne plus se désintéresser de cette région, ont déjà eu l'occasion de manifester leurs préoccupations. Deux des plus grandes raffineries mondiales de pétrole sont situées dans la mer des Caraïbes, et ce sont elles, précisément, qui traitent le quart du pétrole prabe et africain importé en Amérique. Faut-il ajouter que les centaines d'îles et d'îlots qui forment un arc de cercle au large du conol interocéanique de Panama bénéficient d'une position stratégique inestimable? Et que l'île de Porto-Rico, dont la population hispanophone décidera l'an prochain par référendum de ses liens avec les Etats-Unis, restera de moins en moins à l'écort des grands courants de l'histoire moderne? Nation de plein droit des Caraībes, Cuba peut-elle demeurer inactive? Mais ce sont avant tout les structures coloniales des Antilles anglophones, les trustrations, le sous-développement, la recherche de leur identité nationale, qui pourront conduire certains pays à rechercher, en désespoir de cause, des formules qui ne seraient pas du goût des dirigeants occidentaux. « Un médecin, un seul, c'est si peu de chose pour un grand pays, et pourtant c'est tellement important pour un petit pays comme le nôtre. » M. Mourice Bishop, premier ministre de Grenode, a bien posé le problème. Les Grands qui ne l'écouteraient pas risquent d'avoir mauvaise conscience dans un proche

ÉDOUARD BAILBY. (Dessins de Plantu.)

Aide massive à la Dominique



C'est en définitive la crainte de voir Cuba exercer une influence dans les Caraībes, a près l'installation à Grenade d'un régime révolutionnaire de plus en plus calqué sur celui de La Havane, qui a poussé les puissances occidentales, et notamment la France, à fournir

une gide exceptionnelle à la Dominique. Trois jours dans cette petite ile de 751 kilomètres corrés, entre-Guadeloupe et Martinique, dont les quatre-vingt mille habitants parient davantage le créole, d'arigine française et africaine, que l'anglais, permettent d'avoir une image consternante des ravages causés par le cyclone David, en poût 1979. Plus de communications téléphoniques, plus d'hôpitaux, plus d'écoles, les trois quarts des maisons endommagées ou détruites, le réseau routier en grande partie inutilisable, la production de bananes et de noix de coco presque entièrement anéantie, tels ont été, en quelques heures à peine, les effets du fléau Maintenant encore, il faut traverser l'île de part en part, voir les milliers d'arbres décapités, les plantations tropicales ravagées, les villages désolés, pour prendre conscience de la bonne fortune des pays qui échappent à de telles cotostrophes. < !! faudra cina ans pour remettre ce pays' sur pied >, affirme-t-on dans les milleux gouvernementaux de Roseau, la modeste capitale de l'île. Des dix-neuf hôtels, un seul est resté debout, obligeant les autorités à lancer un appel aux Etats-Unis et au Canada pour qu'Ils dissuddent les touristes de venir. Une véritable calomité nationale.

La situation s'est compliquée du fait que, quelques mois avant le cyclone, la corruption et la gabegie administrative avaient provoqué à la Dominique des émeutes populaires qui entroinèrent la démission du gouvernement. Premier ministre par Intérim, vigoureusement soutenu par les puissances occidentales, M. Oliver Seraphin s'est engagé à organiser des élections législatives dans les semaines à venir. Qui remportera la majorité? Pour éviter que les Cubains n'offrent leur aide, comme à Grenade, la France a été la première à fournir une assistance importante et immédiate que les responsables actuels de la Dominique n'hésitent pas à qualifier de « merveilleuse > (sic). Pendont six semaines, un navire de guerre, le Francis-Garaier, a fait quinze tois la navette entre la Guadeloupe et la Dominique pour transporter des vivres, des médicaments, de l'équipement nécessaire à la reconstruction des routes, des écoles et des hôpitaux, et même un contingent de militaires charges de prêter mainforte aux responsables locaux. Interrogé sur les ondes de Radio-Caroïbe Internationale, qui émet de Sainte-Lucie vers la Martinique, le commandont du navire de guerre françois précisait à ce sujet, en décembre demier, que son bateau était écuipé pour fournir toute forme d'assistance, y compris le débarquement de troupes et de matériel sur les ploges, « dans le cas où les ports sergient obstrués », aux pays qui en fergient la demande. L'aide de la France n'a pas été totalement désintéressée. La proximité de la Martinique et de la Guadeloupe exige en effet qu'une attentian particulière soit accordée oux îles avoisinantes, au moment où la Grande-Bretagne se retire progressivement des Caraībes. Politique d'autont plus judicieuse que la chasse aux Dominicains, dans les bidonvilles de Pointe-à-Pitre, peu après le cyclone David, sous prétexte que ceux-ci formaient l'essentiel des délinquants de droit commun et menagaient la sécurité des citoyens, a provoqué dans leur pays d'origine, tout comme dans le reste des Caraîbes anglophones, une véritable levée de boucliers contre la France, accusée de racisme et de colonialisme. A l'issue de son voyage dans la région, en février, M. Olivier Stim, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a annonce que la France triplerait son aide, dès 1980, pour

la parter à 6 millions de francs. De ce phénomène, ni certains journalistes de

la grande presse ni les autorités françaises ne semblent avoir pris conscience. Pourtant, si l'aide massive de la France a été appréclée dans les milleux dirigeants de la Dominique, il n'en reste pas moins que la population a été traumatisée par les événements de la Guadeloupe, qui ont foit des morts et des blessés. Les cos sont nombreux de travallleurs dominicains qui ont préféré rentrer dans leur pays. Le mensuel Caribbean Contact (qui tire à 58 000 exemploires), édité par le Conseil épiscopal des Eglises, est la seule publication régionale qui circule dans les Caraïbes anglaphones, à l'exception d'une revue de luxe qui vient d'être lancée par le groupe Time aux îles Cayman, Son directeur, M. Rickey Singh, est bien placé pour avoir une vision d'ensemble de la situation. Dans son modeste bureau de Bridgetown, capitale de la Barbade, il reçoit régulièrement une masse d'informations que nul diplomate ou fonctionnaire ne serait en mesure de rassembler. « Le grand drame de toutes ces îles, affirmet-il non sons raison, c'est que les colonisateurs les ont intentionuellement séparées les unes des autres. Nous ne nous connaissons pas. Notre rôle est précisément de foire apparaître dans toutes ses dimensions ce monde des Caraïbes, au'il soit anglophone, francophone ou néerlandophone.» De fait, les deux principales stations de radia, qui émettent en français et en anglais, Radio-Caraïbe Internationale, à Sainte-Lucie, et Radio-Antilles, à Montserrat, toutes deux aux mains d'actionnaires privés européens, ne consacrent que quelques minutes chaque jour aux événements locaux. Alors que la lutte pour le pouvoir s'aggrave, depuis quelques mois, entre M. Alon Louisy, premier ministre de Sainte-Lucie, et son vice-premier ministre, M. George Odlum, de tendance castriste (aui reproche au premier de ne pas appliquer l'accord électoral conclu entre eux l'année demière), les deux stations de radio, dont les programmes sont calqués sur ceux des stations françaises, allemandes ou britanniques, consacrent l'essentiel de leurs émissions au reste du monde. Quant aux stations de radio de Porto-Rica et du Venezuela, qui émettent en espagnoi, elles ne se soucient guere, pour le moment, de mettre à profit leur audience dans les Caraïbes analophones.

Deux axes

DENDANT de longues années, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les Anglais ont tenté de mettre sur pied une fédération des îles anglophones. Les premières, la Jamaïque et Trinité - et - Tabago s'en sont détachées, préférant conclure des accords bliatéraux pour défendre les prix de leurs matlères premières. Par la sulte, de nauvelles tentatives ont été entreprises, avec plus ou moins de succès. Aujourd'hui, un marché commun des Caraībes, le CARICOM, fonctionne tant bien que mal. Mais aux Intérêts des pays les plus riches — Jamaique, Barbade, Trinté-et-Tobago, et, sur le continent sud-américain, la Guyana --- sont venus se superposer les problèmes politiques des pays les plus pouvres — Grenade, Soint-Vincent, Sointe-Lucie, Dominique, et Etats dits cassociés » à la Grande-Bretagne. A la dernière conférence de Lomé, qui a réuni, en octobre 1979, les Neuf et leurs cinquante-sept associés d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.), le CARICOM s'est vu confirmer pour cinq ans l'accès privilégié au marché européen de quelques produits (sucre et bananes, natamment) et la carantie des recettes d'exportations agricoles (mécanisme du Stabex). Mais les problèmes de développement et les rivalités politiques sont tels entre ces petits pays anglophones qui se volent subitement projetés sur la scène internationale. que les tentatives d'intégration régionale sont aujourd'hui de plus en plus difficiles.

Cette désintégration favorise l'apparition de deux axes politiques : l'un, conservateur, autour de Trinité-et-Tobago, la Barbade et Saint-Vincent; l'autre, progressiste, autour de la Jamaiaue, de Grenade et, en Amérique du Sud, de la Guyana. Les Cubains ne sont pas seuls disposés à renforcer l'un des deux axes en lui fournissant l'aide financière, technique et humaine nécessaire. Fortement encouragée par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, la Barbade ne se contente

plus de jauer un rôle passif. En décembre demier, à l'occasion de la tentative de sécession de la petite ile de l'Union, qui relève de l'administration de Saint-Vincent, le gouvernement de M. Torn Adams, premier ministre de la Barbade, n'a pas hésité. à l'oppel de son homalogue de Saint-Vincent, M. Robert Milton Cato, à envoyer un contingent armé d'une cinquantaine d'hommes pour maintenir l'ordre dans la capitale, Kingstown, et à participer aux opérations engagées contre les rebelles. Ces derniers, dirigés par un membre de la communauté des « rastas », secte religieuse qui a pris nais-

LES DIFFÉRENTS STATUTS POLITIQUES

ÉTATS INDÉPENDANTS

Superficie: 13 935 kilomètres carrés. Population: 210 000 habitants.

Capitale : Nassau, Premier ministre: M. Lynden Oscar Pindling. Ressources économiques : tourisme, raffinerie de pétrole. Tourisme : 1 500 000 visiteurs (1976).

BARBADE Superficie: 430 kilomètres carrés. Population: 245 000 habitants. Capitale: Bridgetown. Premier ministre: M. Tom Adams. Ressources économiques : tourisme, sucre, industries léaères.

Tourisme: 350 000 visiteurs (1979).

DOMINIQUE Superficie: 751 kilomètres carrès. Population: 80 000 habitants. Capitale: Roseau. Premier ministre Intérimaire : M. Oliver Ressources économiques : bananes, noix de coco. Tourisme: 18 996 visiteurs (1976).

GRENADE (Dépendances : Carriacou et Petite-Martinique dans les Grenadines méridionales) Superlicle: 344 kilomètres carrés. Population: 108 000 habitants. Capitale: St. George's. Premier ministre : M. Maurice Bishop. Ressources économiques : noix de muscade (premier exportateur mondial), bananes, cacao, noix de coco. Tourisme: 132 000 visiteurs (1972).

LA JAMAIQUE Superficie : 11 425 kilomètres carrés. Population: 2 millions d'habitants. Capitale : Kingston. Premier ministre : M. Michael Manley. Ressources économiques : bauxite (deuxième producteur mondial), alumine, canne à sucre, bananes. Tourisme: 396 000 visiteurs (1975).

SAINTE-LUCIE Superficie : 616 kilomètres carrés. Population: 101 000 habitants. Capitale: Castries. Premier ministre: M. Alan Louisy. Ressources économiques : bananes (85 % des exportations), cacao. Tourisme : 68 400 visiteurs (1977).

SAINT-VINCENT (Dépendances : Grenadines septentrionales) Superficie: 389 kilomètres carrés. Population: 112 000 habitants. Capitale: Kingstown. Premier ministre : M. Robert Milton Cato. Ressources économiques : maranta (premier producteur mondial), bananes, canne à

Tourisme: 19 242 visiteurs (1975).

. TRINITE-ET-TOBAGO

Superficie: 5 128 kilomètres carrés. Population: 1 100 000 habitants. Capitale: Port-of-Spain. Premier ministre : Sir Eric Williams. Ressources économiques : pétrole, asphalte. Tourisme: 168 800 visiteurs (1974).

ÉTATS SEMI-AUTONOMES

(en anglais: Associated States) **ANTIGUA** (Dépendances : Barbude et Radonda)

Superficie: 280 kilomètres carrés. Population: 74 000 habitants. Capitale: St. John's. Ressources économiques : agriculture. Tourisme : 67 600 visiteurs (1971). ST. KITTS-NEVIS-ANGUILLA

Superficie: 272 kilomètres carrès. Population: 55 000 habitants. Capitale : Basseterre. Ressources économiques : canne à sucre. Tourisme : 40 000 visiteurs (1978). N. B. — Anguilla (6 500 habitants) jouit d'un statut particuller.

COLONIES

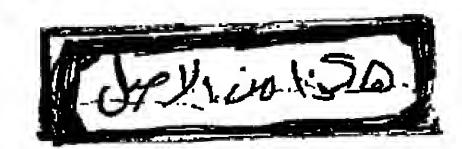
(en anglaia: Dependencies) ILES CAYMAN Superficie: 259 kilomètres carrés. Population: 13 000 habitants. Capitale : George-Town. Ressources économiques : opérations financières, tourbe. Tourisme: 24 300 visiteurs (1971).

ILES TURKS et CAICOS Superficie : 430 kilomètres carrés. Population: 5700 habitants. Capitale: Cockbum-Town. Ressources économiques : pêche, sel. Tourisme: 8 181 visiteurs (1975).

ILES VIERGES Superficie: 153 kilomètres carrés. Population: 11 000 habitants. Capitale: Road-Town. Ressources économiques : pêche. Tourisme : 20 000 visiteurs (1976).

MONTSERRAT Superficie: 102 kilomètres carrès. Population: 13 500 habitants. Capitals: Plymouth. Ressources économiques : coton. Tourisme : 12 848 visiteurs (1974).

[Depuis 1950, un million et demi d'Antillais ont émigré en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et au Canada. Dans toutes les fles anglophones des Carabes, le chômage atteint de 17 à 25 % de la population active. Ne sont pas incluses dans cette nomenclature les Bermudes (cent cinquante îles totalisant 54 kilomètres carrés) du fait qu'elles sont situées dans l'océan Atlantique, à 900 kilomètres des côtes nord-américaines.1





La guerre froide et les ombres

L'expression « guerre froide » a été inventée au début de l'annee 1947 por la financier américoin Bernard Baruch et populansée ensuite par le journaliste Walter Lippmann. A cette époque, pour soutenit la théo-

rie de l'endiguement de l'U.R.S.S., les Etats-Unis lancent leur European Recovery Program, dit a plan Marshall », accordent une assistance militaire à la Turquie et à la Grèce où des partisons communistes poursuivent la lutte armée : ils accélèrent, d'autre part, la reconstruction de l'Allemagne occidentale. Enfin, dans le but de contenir militairement l'U.R.S.S. derrière le « rideau de fer » (la formule est de Churchill), ils organisent le pacte atlantique en 1949.

L'U.R.S.S., qui ne possède pas encore la bombe atomique, raplique des 1947 en creant le Kominform: Staling resterre son contrôle sur toute l'Europe orientale, provoque en fèvrier 1948 le coup de Prague; en juin, le Kominform traite Tito de « révisionniste », c'est le début d'une songlante vague d'épurations visant les dirigeants des pays communistes européens, accusés, eux, de « titisme ». Au même moment, Staline décrète le blocus de Berlin, at, l'année suivonte, l'U.R.S.S., qui produit enfin l'engin nucléaire, mot sur pied le pacte de Varsovie.

Il faudro attendre la mort de Staline en 1953, la fin de la guerre de Corée et la neutralisation de l'Autriche (1954) pour que les esprits s'apaisent; mais la période de « guerre froide » se mointient en fait jusqu'à la crise de Cuba, en 1962, après laquelle les relations entre les deux super-puissances connaissent ce que Khrouchtchey appellera une « coexistence pocifique ».

La « guerre froide » est une guerre des nerfs, un affrontement psychologique; les services de propagande cherchent à convaincre les citoyens du bien-fondé des options politiques de leurs dirigeauts. Le cinéma, un vrai médium de masse à cette époque, représente un enjeu politique considérable; le contrôle des ombres sur les écrons donne lieu à des crispations d'intolérance et de sectarisme assez symétriques dans chacun des deux blocs.

En U.R.S.S., des la fin de la guerre, la décision est prise d'épurer

le cinéma ; le idonovisme s'impose comma seula « esthétique » tolérée : ou combat l'exprit cosmopolite, accusé de vouloir « couper les racines de la fierté nationale », et on en rend coapables de nombreux cinéastes et scénaristes (souvent juifs); on attaque l'esprit décadent et démoralisateur des films américains (Eisenstein luimême, à la veille de su mort, y contribue dans un texte intitulé : de longs métrages (elle tombe de vingt-cinq en 1944 à six en 1951) et la plupart de ceux qui sont tournés possèdent un curoctère violemment anti-américain; certains scénarios manquent singulièrement de finesse; ainsi, l'Emissaire de la paix de F. Ermler, se passe dans une France affamée et asservie où les occupants américains règnent en moîtres et, sans le moindre ménagement, renversent avec leurs iceas les malheureux passants.

Aux Etats-Unis, l'anticommunisme est érigé en doctrine officielle; à Hollywood, on écorte des studios tous les sympathisants progressistes, on met en chantier la série de films antirouges, on établit une « liste noire » des cinéastes à proscrire : c'est le temps

du maccarthysme, ce foscisme démocratique, et de la « chasse aux sorcières » (l'expression émune de la pièce autimaccurthyste d'Arthur Miller, les Sorcières de Solem, 1953). Les tracasseries et les humiliations de cette épaque ant été dénoncées, à l'écran, par deux auciennes victimes du maccarthysme : Charles Chaplin, dans Un roi a New-York (1957), et Martin Ritt, dans le Prête-Nom (1976).

D'autres pays participent à cette « guerre froide » des ambres ; en particulier la Grande-Bretagne, où Carel Reed dirige, en 1949, un film « violemment anticommuniste » (1): le Troisième Homme, et récidive, en 1953, avec l'Homme de Berlin.

En Françe, aucun film n'aborde de front le thème; le pays supporte au cours de cette période sa guerre d'Indochine (1946-1954). Toutefois, certains événements cinématographiques (que Jacques Demeure rappelle, pour l'essentiel, ci-dessous) révèlent des tensions spécifiques de l'époque; les municipalités communistes, reprenant à leur compte les consignes de moralisation appliquées en U.R.S.S., Interdisent la projection dans leurs villes du film Un homme marche dans la ville (1950), du cinéaste existentialiste Marcel Pagliero. La censure officielle, afin d'éviter les manifestations anti-américaines qu'avait suscitées la sortie de Rideau de fer. transforme, par le doublage, le pamphlet anticommuniste Pick up on South Street, de Samuel Fuller, en un film sur la trafic de stupéfiants diffusé sous le titre le Port de la drogue. Aux campagnes antisoviétiques, d'ailleurs, les communistes français répliquent por un film d'hommage à Staline intitule l'Homme que nous aimons le plus (1949). Bien que « froide », on le voit, cette guerre embrasait parfois les passions.

IGNACIO RAMONET.

(I) Ct. Maro Ferro : « Un combat dans le film : le Troisième Homme », dans Cinéma et Histoire, Bibl. e Médiations ». Denoci-Gonthier, Paris 1977, page 62.

En U.R.S.S., le gel a devancé le rendez-vous | Scènes de chasse à Hollywood

T L est paradoxai de le constater : durant la deuxième guerre mondiale, les films soviétiques lurent, d'une certains façon, moins conformistes que ceux des Américains. Le fait est pourtant bien là, qu'expliquent les conditions de la production. Aux Etats-Unis, dès la fin de 1941. Roosevelt planifie et définit le contenu de la production cinématographique. Or, rien de tel ne put se produlre en Union soviétique. Avec le désastre de l'Invasion, la dispersion et l'improvisation furent la règle, nécessité fait loi. Le tournage s'effectuant, pour certains cinéastes, entre deux participations au combat, il n'y eut plus de contrôle possible et, d'Alma-Ata au Caucase ou au front d'Ukraine, les cinéastes purent donner libre cours à leur créativité; principale contrainte : les conditions techniques, pas les bureaucrates. De sorte que les personnages de leurs films ne furent pas nécessairement aussi conformes et vertueux que ceux des films américains : certains . collaboratent . : dans Arc-en-Ciel. on vit l'inimaginable pour un film américain. même évoquant des pays alliés, des femmes soviétiques coucher avec des officiers allemands. Quant à la désorganisation de l'armée en luin 1941, le Secrétaire du Rai-Kom, de Pyrev, l'évoquait avec un réalisme dont on eût pu imaginer que lamais la bureaucrație soviétique ne se relèverait...

Dès 1946. Jdanov entreprit une reprise en main qui devait mettre fin à ce désordre. Il n'y mit pas de manières, un décret donnant une large publicité à cette condamnation. Certes, la guerre finie, il fallait faire des films distrayants : mais de là à laisser Imaginer, comme Poudovkine, qu'au moment de l'épreuve un grand chef, comme l'amiral Nakhimov, pouvait s'intéresser à des danseuses, vollà qui sapait le respect dù à ceux qui dingent et commandent. Sont particulièrement significatifs les attendus qui condamnent la Grande Vie. de Lukov. Par dérision. Lukov décrivait la - grande vie - qu'allaient mener les citoyens au retour de la guerre : avec des copains, reconstruire de leurs mains l'usine détruite, et se remettre au travail. Film inadmissible - : qui ne tenait pas compte dos - moyens techniques - que l'Etat allait mettre à la disposition des citoyens. et par conséquent omettait de mettre en scène l'action prépondérante du parti dans la reconstruction du pays. Et puis que pouvait signifier - cette prétention

de Lukov à croire en la capacité individuelle des citoyens à ressusciter leur usine - comme si l'Etat y était - indifférent », alors que, guidé par le parti, il allait faire pousser le blé dans le grand Nord, irriquer les déserts, transformer la nature et l'homme, redéfinir l'amour même? Incarnation de l'histoire, expression de son progrès, le parti était là et le génial Stallne ; que pouvaient voujoir dire cette vision de l'histoire à la Poudovkine, par le petit bout de la lorgnette. qui prenait le regard de Fabrice pour contempler l'amiral Nakhimov, ou encore, dans iven le Terrible, ces parallèles incongrus qui identifiaient des opritchniki. ces - authentiques ancêtres de nos bienelmés dirigeants ., à des membres du K.K.K. ou à des gangsters. . Il fallait en linir avec ce cosmopolitisme et ces vulgarités. - Les bureaux retrouvèrent leurs drolts, l'office du claéma son contrôle, et les scénarios furent épluchés. Peu de projets en réchapperent et le Mitchourine de Dovienko mit trois ans à sortir à force de censures et de remanlements. Jamais la production ne fut censurée et réduite à ce point sous le prétexte de la « qualité »...

Pour le cinêma soviétique, le gel avait précédé la guerre froide, Mais nui ne s'en apercut à l'Ouest, où trop vive était la reconnaissance - envers les armées soviétiques pour que fut mise en question l'incroyable bouffée d'orgueil que signiflait cette prise de position de Jdanov puis de ses séides. Le parti ne se trompait pas. Il jugealt de tout : de l'art, de la science, de la politique. Furent alors considérée avec commisération ceux que cette affirmation d'intallibilité troublait. Les stailniens les regardaient comme des débiles.

'EST dans ce climat de certitudes que la proposition de l' « aide Marshall » à l'U.R.S.S., aux pays de l'Est et à l'Europe occidentale plit apparalite comme une forfanterie ou une dérision. Alors que l'aube du progrès se levait à l'Est. n'était-ce pas une ultime tentative. la plus pitoyable, du - capitalisme moribond et dévoyé - pour prévenir la marche illuminée de l'Occident vers le socialisme? Décidément, les Américains ne comprenaient pas quel était le sens de l'histoire ; et il fallalt se méfler de grande gamins aussi dangereux. Face à l'émancipation des peuples, à la montée du socialisme, le plan Marshall avait pour

fonction, selon Staline, de faire retomber l'Europe ilbérée dans la dépendance d'une société pourrie. A la demande du comité central, Elsenstein expliqua que les films américains avaient pour rôle de - répandre du poison spirituel ». Guerassimov condamna la nocivité des productions américaines. Il était - juste - de faire feu sur l'Amérique par tous les moyens dont on disposait (et le cinéma retrouverait alors sa véritable mission). Mais il tallait bien comprendre qu'en agissant ainsi l'U.R.S.S. luttait pour la paix que seule menaçait l'Amérique, héritière aptrituelle de l'Allemagne nazie. Et si, grâce à la science du parti et à son chef génial, il n'v avait plus de conflits au sein de la société soviétique en route vers le bonheur. Il convenzit que le cinéma fit de celle-ci une représentation conforme, le geul conflit réel étant désonnals celui qui opposait la concepton soviétique de la vie et la vision décadente, à l'américaine,

La guerre froide suscita ainsi quantité de projets de films anti-américains (au moment d'ailleurs où aux Etats-Unis sa préparaient de nombreux films anticommunistes). Toutefois, à part la Question russe, Rencontre sur l'Elbe et Adieu. Américains, en souvenir de la courte idvile des deux alliés de la guerre, on constate que peu de ces projets aboutirent et surtout que ces films laissèrent peu de traces. L'hostilité envers l'Amérique était artificielle, entièrement construite par le régime : dans l'opinion, elle ne correspondait à aucune réalité vécue. Il n'y avait jamels eu de guerre entre l'Amérique et la Russie, et même l'hostilité à l'égard de Churchill ou de l'Angleterre n'était pas vraiment enracinée.

L'Identification de l'Amérique à l'Allemagne nazie n'avait pas de sans pour les citoyens soviétiques, dont la chair était encore meurtrie par l'egression allemande, par l'ennemi héréditaire. La haine de l'Allemagne est trop puissante, en ces années d'après guerre, pour que la guerre froide, même commandée d'en haut, pulsse en distraire ne serait-ce qu'une infime partie contre la lointaine Amérique. El si, quelques ennées plus tard, une autre peur put mobiliser les craintes et la hantise des Russes, ce ne fut pas celle des Américains, mais blen des Chinois, derrière qui le Russe reconnaît le Tatar, autre ennemi de sa race.

MARC FERRO.

A célèbre Commission des activités anti-américaines ne date pas de la guerre frolde. C'est au milieu de l'ère rooseveltienne, le 26 mai 1938, que la Chambre des représentants autorise son fonctionnement. Son but est délà, d'évincer les communistes des administrations publiques.

Hollywood constitue, à cette époque un haut lieu du libéralisme américain. La Ligue antinazie qui accueille les victimes du nazisme et envoie son soutien financier à l'Espagne républicaine, groupe des personnalités aussi prestigieuses que John Ford, lequel déclare : « Mon plus cher désir est de coopérer de toutes mes forces avec la Lique antinazie. Si c'est cela être communiste, alors fen suis un! » Durant la guerre, on ne produit pas d'œuvres antisoviétiques à Hollywood. Des films tels que Song of Russia ou Mission to Moscow (1943), de Michael Curtiz, exaltent même l'amitié entre les peuples russe et américain.

Dès 1946, l'allié dévient l'ennemi principal On entre dans la guerre froide La Commission va enfin pouvoir jouer le rôle pour lequel elle a été créée. Les conservateurs, découvrant ce prodigieux outil de propagande qu'est le cinéma, veulent le contrôler. Mais, pour préparer la lutte idéologique, il faut évincer les libéraux.

Le 20 octobre 1947, la commission Parnell-Thomas (dans laquelle siège Richard Nixon, représentant de la Californie) entre en fonctions à Hollywood. Son but : recuellir des témoignages sur les infiltrations communistes dans les syndicats des travailleurs du film (scénaristes, réalisateurs, puis acteurs). En fait ce ne sont pas les communistes, pen nombreux à Hollywood (1). qui sont visés, mais tous les progressistes et en particulier ceux qui ont manifesté de la sympathie pour ce a front populaire » qu'a pu être le New-Deal. Sur la base des témoignages, on établit une liste noire et l'on partage les personnalités convoquées entre « temoins amicaux » (friendly witnesses) et « témoins inamicaux » (unfriendly witnesses). Dix personnalités refusent de témolgner, en invoquant le premier amendement de la Constitution sur la liberté d'expression. Les «Dix» sont blames pour outrage au Congrès et condamnés à des peines de prison. John Huston et Philip Dunne créent alors le « Comité pour le premier amendement », dont le but est d'obtenir la cassation du jugement. Par ailleurs, le syndicat des scénaristes (le plus à gauche des syndicats de Hollywood) poursuit les pro-

ducteurs qui ont licencié les « subver-

qui se veulent uniquement divertis-

santes. Peintures acerbes d'un milieu

populaire ou bourgeois, où le

sifs ». En décembre 1948, le scénariste Lester Cole, renvoyé par la Metro pour raisons politiques, gagne son procès contre le studio

Dès 1948, pour satisfaire aux exigences de la Commission, les producteurs mettent en chantier une série de films « antirouges » aux titres révélateurs: The Iron Curtain (1948), The Red Menace (1949), The Red Danube (1949). I Married a Communist (1949) et Guilty of Treason (1950). Lorsque, en 1950, Joe McCarthy, senateur du Wisconsin, « révèle » que deux cent cing agents communistes travalllent au ministère des affaires étrangères à Washington, le doute s'empare de bon nombre de libéraux américains. La guerre de Corée éclate, et à Hollywood, on est pressé de donner des gages de bonne conduite.

Le 8 mars 1951, la seconde commission, dite commission Wood, entre en fonctions. Sur quatre-vingt-cinq personnes convoquées, quarante-huit refusent de témoigner, mais, cette lois. au nom du cinquième amendement, jusé tactiquement plus efficace que le premier et qui stipule : « Nul ne sera tenu de témolaner contre lui-même dans une affaire criminelle s. la question de la commission étant :« Etesvous, out ou non, communiste? > Entre-temps, un clearing office, véritable chambre ardente, opère dans chaque studio. Tout « donné » (blacklisted), s'il veut retrouver le droit au travall doit devenir à son tour « donneur » (blacklister). A vrai dire. ce cui importe, pour la commission, ce ne sont pas tant les résultats de l'enquête mais que tous à Hollywood, reconnaissent sa légitimité.

a PRES six mois de prison. Edward 1 Dmytryck, I'un des « Dix ». dénonce, en 1951, vingt-six personnes. Elia Kazan, qui avait gagné une réputation de progressiste en fréquentant les cercles intellectuels new-yorkais, en livre onze le 10 avril 1952, puis il obtient l'Oscar en 1954 avec Sur les quais, où sous prétexte de dénoncer la corruption syndicale, il fait une véritable apologie de la délation. Parmi les films « antirouges » de l'année 1953, on trouve, destiné à l'édification des naifs, My Son John, de Leo McCarey, qui décrit le désespoir d'une famille dont le fils, haut fonctionnaire, est un agent communiste.

Plusieurs victimes de la « liste noire », dont le scénariste Michael Wilson se groupent alors nour réaliser un film-manifeste. C'est le Sel de la terre, de Biberman (1953), qui relate la grève des mineurs d'une petite ville du Nouveau-Mexique. Le tournage se fait dans des conditions éprouvantes, sous la menace de « justiciers » locaux. et la sortie du film sera sabotée.

Plus que les acteurs et les réalisateurs, ce sont les scénaristes qui ont souffert des activités de la Commission. Directement responsables du contenn des films ils ont payé le tribut le plus lourd. Sur la kliste noire », on en compte cent six, pour trente-six acteurs et douze réalisateurs. Empêchés officiellement de travailler, certains devingent ghost-writers (2). C'est ainsi ou un certain Robert Rich, incomm des studios, recut l'Oscar du meilleur scénario, en 1956, pour Les clameurs se sont tues. Il s'agissait en fait de Dalton Trumbo, I'm des «Dix ».

Deux ans plus tard, en janvier 1958. IU.R.S.S. et les Etats-Unis signent un pacte d'échanges culturels; et, l'année suivante. Nikita Khrouchtchev, en voyage aux Etats-Unis vient visiter la cantine de la 20th Century Fox. Hollywood enterre enfin la hache de

NOFILE DE CHAMBRUN. (1) Sur le rôle du parti communiste à Rollywood de 1933 à 1947, voir la revue américaine Cinecate, vol. X, nº 1, janvier 1980 (419 Park Avenue South, New-York, N.Y. 10016).

(2) Errivains-fantômes

France: un climat d'opposition tranchée

E M juin 1946 : a Et je rous aroue que, s'il avait fallu, dans l'intérêt superiour de la France, sacrister la corporation cinémalographique française, je l'aurais fait bien volontiers. » Commentant, pour les diverees branches de cette corporation plus qu'inquiète les accords économiques franco-américains du 28 mai. dits « accords Blum-Byrnes ». Léon Blum reconnaît une lourde dépendance de la France envers les Etats-Unis. Prèsenté comme monnaie d'échange dans un contexte financier beaucoup plus larre, assuré, comme scule protection, d'un quota de projection de ses propres films dans ses propres salies pour une période limitée, le cinéma français fonctionne alors vaille que valile dans une économie exsangue. Employeurs et employés ne peuvent que se sentir mennoes par la formidable production hollywoodlenne, dont près de six années sont inédites en Europe. Un certain antiaméricanisme, aux motivations parfois contradictoires, s'installe alors ; une volonté de défendre les productions françaises

Et. le 12 novembre, commence la guerre d'Indochine, dont la producavant les accords de Genère (1954). Il est vrai que la censure veille, et police pourchasse les coples dénonce la « sale guerre » : Vite les dockers (1949), du communiste

Robert Menegoz Dana ce contexte, toute approche du problème colonial est refusée : il faut l'obstination d'un autre communiste. René Vautier, pour que soit sauve, au moins en partie, un temoignage sur le colonialisme ordinaire : Afrique 50 ; ce réalisateur fera l'objet de poursuites judiciaires, ainsi qu'un Africain tenu pour son complice: Felix Houphouet-Bolany. Les Statues meurent aussi (1952) d'Alain Resnais et Chris Marker, qui décrit l'a-culturation de l'Afrique noire française, n'est autorisé que tardivement et après coupures. Un sort analogue est réservé à un long métrage de siction, Bel-Ami (1954), d'après Maupassant, dans lequel le réalisateur Louis Daquin et les scénaristes Wladimir Pozner et Roger Vailland, alors tous trols membres du P.C.F., font des allusions critiques aux guerres coloniales du dix-neuvième siècle. Seule production vraiment contemporaine autorisée, Crècecœur (1952), de Jacques Dupont, se presente comme une apologie miromancee, mi-documentaire du bataillon Monclar engage par la France dans la guerre de Corée. Qu'un peu plus tard, en Corée du Nord, Jean-Claude œuvre d'inspiration pacifiste, Morambong (1958), la censure diffère la sortie du film de plusieurs années.

Que voient donc, de cette guerre froide et des ses abcès de fixation

sanglants, les spectateurs français? Bien peu de choses. Le censure, toujours elle, limite aussi les longe metrages soviétiques, qu'ils se référent au moment present avec une accablante bonne conscience stalinienne comme Rencontre sur l'Elbe (1949). de Grigori Alexandrov, ou qu'ils risquent toujours d'inciter à la mutinerie. comme le Cuirossé « Potemkine » (1925). d'Eisenstein dont la condamnation est confirmée en 1950. La production américaine connaît blen sûr un mellleur sort. Mais, dans ce climat d'opposition tranchée, les réalisations ouvertement antirouges a trouvent difficilement une vaste audience : l'une des premières du genre, le Rideau de jer (1948), de William Wellman, provoque de vives manifestations à Paris

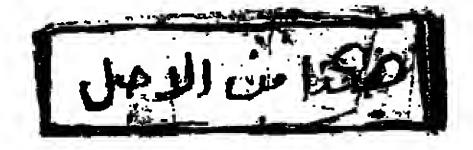
T ES films sur et pour la guerre de Lorée n'ont, en général, qu'une diffusion de second ordre. L'opposition d'une part importante des spectateurs et la crainte des exploitants pour leurs fauteuils aboutissent alors à une manière de boycottage. En sera victime aussi une production française qui met en scène un docker. Un homme marche dans la (1950) de Marcello Accusé d' « atteinte au moral de la classe ouvrière », cette ceuvre est pourtant représentative de la facon

dont les meilleures réalisations de

l'époque savent en refléter le climat.

rompant avec les nombreuses autres

désespoir fait bon ménage avec le sarcasme, ces films dits « noirs », histoires criminelles ou de guerre, sont l'œuvre de Marcel Carné (Thérèse Raquin, 1953), Henri Decoin (la Vérité sur Bébé Donge, 1951), Jean Grémillon (Pattes blanches, Jacques Becker (Casque d'or, 1952). Claude Autant-Lara (la Traversée de Paris 1956), Henri-Georges Clonzot (Manon, 1949 : le Salaire de la peur, 1953), Tves Allegret (Dédée d'Anvers, 1948; Une si jolie petite plage, 1949; Manèges, 1950). Il est permis de tenir ces réalisations pour plus révélatrices de cette période que les allusions à la guerre de Corée contenues dans Avant le déluge (1953). d'André Cayatte, que la malencontreuse réalisation des Mains sales (1951), de Jean-Paul Sartre, par Pernand Rivers, que les interrogations de René Clair sur science et conscience dans la Beauté du diable (1950). dont le scénario est édité suivi du texte de l' « Appel de Stockholm » ré-clamant l'interdiction de l'arme atomique à une époque où, seuls, les Etats-Unis la nossèdent. Pendant ca temps. les actualités cinématographiques, que la télévision grandissante vous à une mort prochaine, diffusent imperturhablement la « vérité » gouverne-



de la passe aniamacaminate de la la la passe aniamacaminate de la marcatamina de la marcatamina

de bon hore : ""

THE SOLET

The Case of the

1945

ombres.

LE VIETNAM EXSANGUE

Par PIERRE BROCHEUX et DANIEL HEMERY



(Photo Roger Pic.)

Le Nord, base arrière du parti et de l'Etat

E Vietnam vit à l'heure de l'échec économique et du dénuement matériel. Le plan quinquennal 1976-1980, dont l'objectif essentiel était de parvenir, dans un délai de quatre ans, à l'autosuffisance alimentaire, ans, à l'autosuffisance alimentaire, grâce à une production de 31 millions de tonnes de céréales, n'a pas abouti aux résultats escomptés et se trouve publiquement abandonné. Les chiffres avancés pour 1979 — mais l'appareil statistique vietnamien est demeuré rudimentaire, — font état d'une production de 13 à 14 millions de tonnes (voir tableau I) : le déficit vivrier est (voir tableau I) : le déficit vivrier est donc considérable. En fait, la produc-tion n'a guère progressé au Nord, ni même au Sud, où persiste la chute des même au Sud, ou persiste la crute des récoltes de paddy qui avait marqué les années de guerre. La pénurie alimentaire s'est généralisée et n'a sans doute jamais connu cette ampleur. Pendant la guerre, elle avait en effet été évitée grâce à l'aide économique massive que les États-Unis accordaient au Sud (en moyenne 650 millions de doilars par an de 1969 à 1972) et à celle que la Chine fournissait au Nord, notamment sous forme de riz (500.000) notamment sous forme de riz (500 000 tonnes par an), de médicaments et de produits de consommation courante. Le soudain tarissement de ces deux sources a eu des effets catastrophiques, provoquant une crise durable dans l'ensemble du pays que l'aide des pays du Comecon n'est pas en mesure de résoudre. Les difficultés sont encore aggravées par la nécessité d'apporter des secours alimentaires au Cambodge et d'exporter des biens de consemps. tion pour solder une partie des achais à l'extérieur : en 1978, ces exportations représentaient officiellement 15 % de la production d'articles de consommation et assuraient 70 % des rentrées de devises étrangères (1). Dans un pays où la croissance démo-

graphique est d'environ 2.6 % par an. le problème alimentaire est donc plus que jamais le problème-clé de l'économie. L'augmentation de la superficie cultivée ne dépasse pas 3 % par an, celle des rendements est encore pratiquement négligeable : tout accroissement de la production est immédiatement absorbé par celui de la population. Avec 5 millions d'hectares de superficie rizicole et un rendement moyen de 4 tonnes à l'hectare, les récoltes représentent en moyenne 300 à 400 kilos par tête, alors que le minimum nécessaire serait de 500 kilos (2). Il faudrait au moins 4 millions de tonnes de vivres supplémentaires pour stabiliser la situation

Le riz est rare, un peu moins au Sud qu'au Nord toutefois, et très cher. La ration de céréales délivrée à bas prix par les magasins d'Etat oscille autour de 13 kilos par mois, mais elle ne comporte plus qu'un kilo de riz, le reste se composant de manioc, de mais, de blé importés qui servent à ce que les Vietnamiens appellent le « bourrage ». Les autres denrées alimentaires ne donnent lieu qu'à de maigres distributions. Il faut donc

acheter au prix fort poisson, riz, patates, fruits, légumes sur les milliers de petits marchés où les paysans vendent les produits de leurs lopins ou de leur élevage familiaux. Si les marchés du Sud sont relativement blen fournis, ceux du Nord sont d'une pauvreté frappante. Mais, dans les deux cas, les prix sont exorbitants par rapport au pouvoir d'achat des salaires mensuels qui varient entre 40 et 60 dong (3) pour la plupart des salariés (voir les tableaux II et III pages 16 et 13), De même pour les autres produits de consommation courante, qui manquent cruellement, surtout au Nord. Depuis deux ans, la population du Nord n'a guère touché de tissus. L'on se soigne à l'aide de plantes médicineles dont on a généralisé la culture dans les villages. En dépit des efforts des autorités, une partie de la population souffre de malnutrition. Beaucoup d'enfants, convenablement soignés en général, sont néanmoins, selon de nombreux médecins, d'une taille inférieure aux normes de l'Organisation mondiale de

Les perspectives d'amélioration paraissent à l'heure actuelle très limitées. La croissance de la population est trop rapide, la pression démographique trop forte, surtout dans les campagnes du Nord. Dans les deltas du fleuve Rouge, du Thanh-Hoa, du Nghe-Tinh, les densités atteignent mille habitants au kilomètre carré. Chacun dispose en moyenne de 600 mètres carrés et, chaque année, la population active victnamienne s'accroît d'environ un million d'individus (4). Rien de tel, pour s'en rendre compte, que de circuler dans les villages du Nord surpeuplés d'enfants et de jeunes : 5518 habitants, dont

2 232 enfants d'âge scolaire, à la

coopérative Yen-So, près de Hanoi; 3875 habitants, dont 1200 élèves, à la coopérative Ba-To (Vinh), etc. Cinquante-deux millions de Vietnamiens en 1979; soixante-quinze dans vingt

Si les terres disponibles représentent des superficies importantes, en général les investissements et l'équipement lourd font défaut pour les indispensables travaux d'infrastructure. L'équilibre entre la production et la consommation est d'une vulnérabilité extrême. En cas de calamité naturelle, comme lors des inondations catastrophiques de 1978, ou, plus récemment, pendant la grave sécheresse qui a frappé le Nord au cours de l'hiver dernier, très vite le seuil de rupture est atteint. Il est vraisemblable dans ces conditions que la crise alimentaire se poursuivra jusqu'au milieu de la prochaine décennie, sinon jusqu'aux années 90. Tout au plus peut-on espèrer maintenir, avec l'aide de l'U.R.S.S. et des organismes internationaux, la ration à son incompressible niveau actuel. Dans ces conditions la participation des pays occidentaux à la reconstruction du Vietnam n'apparaît pas seulement comme une obligation morale et politique mais, plus que jamais, comme une impérieuse précessité économique

nécessité économique.

Sur ce fond général de pénurie et de dénuement apparaissent bien des inégalités et des différences régionales, tant dans les niveaux de vie que dans les comportements sociaux. Le contraste entre le Nord et ce qu'il est convenu d'appeler le Sud (qui comprend, d'ailleurs le Centre) est plus frappant que jamais. Comment la situation évoluera-t-elle, à cet égard; quels en seront les effets à long terme? Questions décisives pour l'avenir du Vietnam.

Une économie de guerre organisée

T E Nord est pauvre, très pauvre. La vie quotidienne y est particulièrement dure. Même prévenu, l'étranger énrouve un choc lorsqu'il débarque à l'aéroport de Hanol, La ville est surpeuplée. Le patrimoine immobilier et la structure urbaine n'ont guère changé depuis l'époque française ; très peu de constructions neuves, mais la population est quatre fois supérieure à ce ou'elle était en 1954. Elle se partage les anciennes villas coloniales et les « compartiments » de la vielle ville, parfois à raison d'une pièce pour deux familles, s'entasse dans les constructions de fortune qui ont proliféré partout dans les ruelles et dans les immenses quartiers de paillotes de la périphèrie. Le spectacle est le même dans les autres villes du Nord, Haiphong, Nam-Dinh, Vinh, etc. Partout règne l'économie de guerre, mais une économie de guerre organisée, dans les conditions d'un extrême sousdéveloppement, d'un pays agraire dont le faible potentiel industriel a été dévasté par les bombardements amé-

ricains, et aujourd'hui très dépendant de l'aide du Comecon. L'usage des technologies modernes reste exceptionnel, la vétusté est générale, l'usure du matériel très prononcée. Le Vietnam du Nord tient mais au prix d'une incroyable économie de moyens. Villes faiblement éclairées, ou même privées d'électricité comme Vinh, qui fut rasée par l'aviation américaine et dont la centrale, repliée à la campagne dans le cadre de la politique de so tan (dispersion), n'a pas été remise en marche. Villes en partie rurales, ou « ruralisées », où les minuscules jardins familiaux occupent le moindre pouce de terre cultivable, où le charbon, le ciment, les sacs de riz se transportent en grande partie en charrettes à bœuis ou à bras, ou encore dans les antiques cyclopousses des années 60. Le travail manuel est prépondérant, sur les chantiers où les ouvrières maconnent brique par brique les constructions neuves, le visage protégé contre la poussière par une pièce de tissu : sur les routes où d'autres ouvrières rebouchent les trous avec des paquets de bitume qu'elles manipulent à l'aide de gants. Certes, la machine est présente sous la forme d'engins de terrassement ou encore de l'important parc de camions étrangers, mais le machinisme n'existe qu'à l'état d'ilots technologiques. Le fléau d'épaule, la charrette à bras, la faucille, le sampan, sont économiquement aussi importants que le camion ou le moteur. Le travail artisanal, la production domestique dominent dans les activités de transformation et la fabrication des objets manufacturés. Un seul secteur mécanisé, l'armée. Paradoxale surimpres-

(1) Nhan Dan, 16 octobre 1979.
(2) Données fournies par la Quan Doi Nhan Dan du 4 novembre 1979.
(3) Au taux de change officiel, le dong vaut 2 francs français.
(4) Quan Doi Nhan Dan, 11 septembre

sion d'une machine militaire ultra-

moderne sur une base économique pré-industrielle : le Vietnam marche sur deux jambes...

Le sous-emploi frappe une grande partie de la population rurale et urbaine, comme l'atteste la prolifération des petits métiers. Dans la vieille ville de Hanoï, pas de compartiment sans son éventaire de papiers votifs, de casques de bo doi, de cigarettes étrangères vendues à l'unité; pas de trottoirs dans la ville sans ses réparateurs ambulants de bicyclettes, ses gonfleurs de pneus, ses petites marchandes de cigarettes dont les lampes chandes de cigarettes dont les lampes à pétrole s'allument au bord de la chaussée dès que la nuit tombe. La population est dépourvue des produits les plus élémentaires, savon, tissu, charbon, papier. Même les magasins « spéciaux », réservés aux familles des cadres importants et aux étrangers, et qui constituent les centres nerveux du qui constituent les centres nerveux du marché parallèle, en particulier de celui des cigarettes « 555 », véritable monnaie forte du Vietnam, n'offrent à leur clientèle privilégiée qu'un nombre restreint de marchandises. Les écoles surpeuplées — les enfants s'y succèdent par roulement toutes les quatre heures, entre 6 et 18 heures — manquent de cahiers, de crayons, de livres. Jusqu'à une date récente, les étudiants d'histoire de l'université de Hanol recopialent à la main leurs mémoires de fin d'études ou leurs thèses, d'ailleurs souvent remarquables, avec des trésors de patience et de soin. Leur hibliothèque ne contient soin. Leur bibliothèque ne contient aucun ouvrage occidental de sciences humaines postérieur aux années 60, et il en est pratiquement de même pour toutes les grandes bibliothèques du pays, puisque celles-ci ne peuvent acheter à l'étranger faute de crédits. On mesure par là à quel point les intellectuels vietnamiens sont coupés des débats et des courants d'idées occidentaux, combien ils sont avides

Pourtant, dans cette situation-limits, le système social et politique du Nord fonctionne sans crise majeur, la cohésion et la discipline semblent très fortes. Apparemment, le régime communists bénéficle d'un consensus tres large au sein du peuple des villages et des villes. En témoigne l'impressionnante activité avec laquelle on répare les destructions de la guerre, dont il est désormais difficile de repérer les traces. Manifestement, le peuple du Nord ne « subit » pas l'histoire : inlassablement, dans les rizières, sur les chemins, sur les chantiers, chacun s'affaire dans une tenace lutte pour la vie, pour la survie. Nulle trace de démission, guère de signes percaptibles de démoralisation collective. Les familles en haillons, attelées à des charrettes de poussier de charbon, qu'il arrive de croiser sur les routes du bassin houiller de Hon Gai, semblent n'être qu'une minorité. Les très rares mendiants ne sont jamais que des gens âgés. Manifestement, la majorité des familles disposent, à la différence de la periode coloniale, qui ne remonte qu'à vingt-cinq ans et demeure l'unique référence historique de la population, du minimum nécessaire pour se nourrir et des possibilités élémentaires pour instruire et soigner les enfants.

Les acquis, décisifs dans une ancienne colonie sous-développée, fondent l'adhésion plus ou moins active des paysans au régime. Car le communisme est profondément entaciné dans la paysannerie : le soutien que celle-ci lui apporte depuis plusieurs décennies constitue le fondement du système du parti-Etat qui s'est instauré au Nord à la suite de la première guerre révolutionnaire. Pour les paysans, en effet, la révolution dirigée par les communistes a levé une série de préalables essentiels.

(Lire la suite page 16.)

S'informer, du Nord au Sud

T T NIVERSITAIRES français, Pierre Brocheux et Daniel Hémery ont séjoumé pendant trois mois au Vietnam, de septembre à la fin du mois de novembre 1979, à un moment critique pour la nation vietnamienne qui venait de subir l'offensive chinoise et se trouvait aux prises avec les tensions engendrées par l'occupation du Cambodge. Le eixième piénum du comité central du P.C. vietnamien venaît aussi de prendre, en août-septembre, des résolutions pour - desserrer la vis » et procéder à un redéploiement économique. Les auteurs ont pu circuler (ibrement, à pied ou à bicyclette, à l'intérieur de périmètres donnés : ceux des dis-

d'échanges avec l'étranger.

La guerre et la lutte pour la survie quotidienne ont conduit les Vietnamiens à s'entourer d'une carapace dont lis ne se débarrassent que difficilement. Mais s'ils ont du mai à desserrer les dents, c'est plus encore parce que le gouvernement interdit les contacts avec les étrangers, une règle qui n'est levée que pour des personnalités auxquelles l'âge ou le rôle dans les relations publiques auprès des milieux inter-

tricts de Hanoi et de Ho-Chi-Minh-

nationaux confère l'immunité.
Au Vielnam, il y a deux mots-clés :
organiser et se faire enregistrer. Sans
eux rien n'est possible; bien traiter
les invités implique que rien ne soit
improvisé, que rien n'intervienne qui

permette à l'individualité de s'exprimer et de contrarier les nomes au le point de vue collectivement élaboré. Ce système explique la tenteur avec laquelle un programme de travail est mis en route; simultanément, il permet toujours de trouver un prétexte pour ne pas réaliser ce qui était prévu. De même, l'état de guerre est propice au refus de certaines

demandes sous le prétexte d'assurer

« la sécurité des hôtes ». Ces conditions générales sont valables pour l'ensemble du pays. Toutefois, en de qui concerne les deux auteurs, elles furent modulées différemment dans le Nord et dans le Sud. Dans le Nord. Ils étaient en terre inconnue et leur dépendance à l'égard de leurs accompagnateurs s'en trouvait renforcée. Dans le Sud. et notamment à Ho-Chi-Minh-Ville. le fait pour l'un d'eux d'être en pays natal et de parler la langue, l'existence d'un réseau de relations, leur ont donné plus de latitude pour circuler et pour multiplier les rencontres officieuses : même les conversations avec les officiels prenaient un tour moins formel.

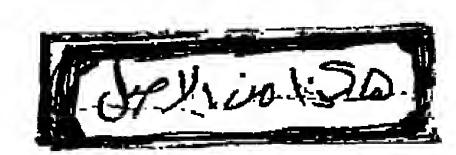
En définitive, la principale difficulté que le visiteur étranger alfronte dans un pays comme le Vietnam est moins la restriction des déplacements et des rencontres que le heurt avec l'épais rideau des apparences et le climat d'incertitude.

Tableau L — LES DIFFICULTES DU PLAN QUINQUENNAL 1976-1980 (Bearts de production et ajustements pour les deux dernières années)

	1979		1980	
	Objectifs	Production	Objectifs initiaux	Objectifs rectifiés
Céréales (en millions de tonnes)	16,5	13,5	21	15
Charbon (millions de tonnes)	7,5	— de 7,5	18	8,5
Ciment (en tonnes)	1 828 909	729 986	2 009 908	1 300 990
Engrais (en tonnes)	700 000	700 000	1 300 800	1 000 000
Electricité (en milliards de kilowatis/ heure)	4,2	3,65	5	•

N.B. — Les productions de charbon, d'acier, de verre, de thé traité, de sucre, de briques, ont augmenté en 1979 par rapport à 1978. Celles d'électricité, de bois, de ciment, de papier, de porcelaine, de filés et de tissus de coton ont diminué.

Sources : Périodiques et publications vietnamiens.



(Suite de la page 15.)

Elle a chassé l'impérialisme français, renversé la classe des notables ruraux et des micro-propriétaires fonciers qui dominaient la campagne. Certes, la mise en place des coopératives a place la production paysanne et la village sous le contrôle de l'Etat, par l'intermédiaire de l'appareil administratif des districts (huyen). Mais la société paysanne a aussi ses « défenses », ses mécanismes d'autonomie, ses solidarités familiales et locales, qui atténuent les effets d'un système non dépourvu, au demeurant, d'avantageuses contreparties. Les villageois ont leur mot à dire dans la gestion des coopératives ; ils élisent leurs comités administratifs, assistent à leurs assemblées générales et y interviennent. Surtout, lis disposent de lopins de terre familiaux — 5 % de la superficie de chaque coopérative, - dont ils peuvent vendre librement les produits et d'où ils tirent une bonne partie tau moins 40 % à 50 %) de leur revenu réel. Au reste, il est des compromis possibles avec la coopérative, par exemple l'exploitation individuelle de certaines terres collectives qui n'est probablement pas exceptionnelle puisqu'une directive du comité central l'a en quelque sorte légalisée en août 1979. Sans doute l'indifférence à l'égard du quente, si l'on en croit la presse officielle. Sans doute est-on davantage intéressé par les profits de l'économie privée. Mais, tout compte fait, le revenu reel du paysan est plus élevé qu'autrefols, plus stable aussi. Dans les coopératives modèles que les étrangers peuvent visiter, il n'est certainement pas très éloigné du revenu des travailleurs urbains. A Yen-So (district de Hanoi), le revenu familial annuel moyen, y compris le produit monétaire des parcelles individuelles, atteindrait 1040 dong, chaque familie comptant en général cinq ou six enfants. A la coopérative « Ba-To » (Vinh), chaque travallleur a touché, en 1979. 33 dong par mois, sans compter les revenus de l'économie familiale qui sont au moins aussi éleves. D'une façon générale, la campagne respire une certaine aisance, ses habitants semblent mieux nourris que les citadins, en général privés des ressources du précieux jardin familial. La civilisation paysanne, réformée par la révolution mais toujours puissante et dynamique, est bien vivante dans les villages du delta, beaucoup plus agréables que les banlieues assez tristes de Hanoi ou

. 4

La disparition des disettes périodiques - on oublie souvent que l'Indochine coloniale était entrée dans un cycle de famines vers 1930. - la mise en place d'un réseau scolaire et médical minimal, bien que très spartlate. et le lopin de terre sont autant d'éléments du « compromis historique s durable qui s'est instauré entre l'Etat bureaucratique dirige par l'intelligentsia révolutionnaire et la paysannerie L'école est devenue accessible pour tous: à Yen-So, toute la population a suivi le cycle primaire, et deux cent soixante-selze élèves étudient à l'école secondaire selon le système de travail à mi-temps - étude à mi-temps, et le village compterait une centaine d'étudiants dans le cycle supérieur. Même situation à Ba-To, qui envole cinquante étudiants dans les écoles du district et à l'université. La collectivisation a permis de rationaliser dans une mesure appréciable les systèmes de production ; de remembrer les parcelles en vue d'une future mécanisation: d'entamer la mécanisation partielle des labours — dans la proportion de 34 % selon les chiffres officiels et malgre la pénurie de machines : de généraliser l'emploi des variétés de riz à haut rendement et le système des trois récoltes vivrières par an ; d'achever, enfin, la mise en place d'une hydraulique cohérente et efficace. Progrès élémentaires qui ne passent pas inapercus. Ainsi, sur les routes, l'usage si répandu des charrettes à bras de 120 kilos et, surtout, celui de la bicyclette, cette grande conquête du pay-san vietnamien, font raculer le portage au fléau d'épaule. La motopompe concurrence le vieux système de l'écope pour l'irrigation locale. Dans bien des villages du delta, le long des grands axes routiers, les bâtiments collectifs sont électrifiés. Fours à briques et à tuiles se sont multipliés partout. La maison en dur est désormais à la portée du paysan. Et il n'est pas rare d'apercevoir, à l'intérieur des paillotes dans les villages du delta du fleuve Rouge, l'un ou l'autre de ces éléments de confort élémentaire : moustiquaires, meubles, postes de radio et même, pariois, machines à coudre. Objets qui suffisent à symboliser une promesse de mieux-être désormals réalisable.

Les guerres de libération, en particulier la grande guerre de neuf ans contre les Français, avaient été avant tout de formidables levées de patriotisme paysan. Dans les villages du Nord, les monuments aux morts témolgnent, par leurs impressionnantes ilstes de victimes, du prix du sang qu'ont

et l'existence semble s'y écouler paisi-

blement, au rythme des jetés de filets

et des teuf-teuf des sampans à mo-

teur sur la rivière des Parfums. Les

slogans contre les Chinois hégémo-

nistes font place à des dessins humo-

consenti à verser les paysans de ce pays, comme ceux de France en 1914-1918 ou de Yougoslavi, en 1939-1945. Les gros villages, qui comptent en général plusieurs milliers d'habitants ont vu des centaines de jeunes hommes partir pour combattre et mourir en grand nombre sur les champs de bataille. Ainsi la commune Ba-To (actuellement trois mille huit cent soizante-quinze habitants) a fourni sept cents soldats pendant la seconde guerre du Vietnam, dont cent quarante ont été tués : un sur cinq. Aujourd'hui encore, le nationalisme paysan est un puissant facteur de cohésion sociale et d'unification que le parti mobilise, du reste, sans relache, en particulier par la présence permanente du culte idéologique d'Ho Chi Minh, heros national et heros communiste, symbole de l'équivalence parfaite du parti et de la nation.

Guerre nationale et révolution sociale, indissolublement liées, ont, au Nord, scellé le bloc entre le peuple paysan et l'intelligentaia communiste, ainsi qu'en témoigne la composition sociologique du parti. Des données publiées en juillet dernier (5) indiquent qu'il y a 8.8 % d'ouvriers dans les rangs communistes, 9,6 % de militants appartenant aux minorités eth-

niques et 17% de femmes : à l'évidence, les militants d'origine paysanne sont majoritaires. Le part à investi la paysannerie, mais il est en retour partiellement investi par elle, puisqu'elle est, en quelque sorte, le principal vivier de l'élite révolutionnaire.

Tard venue et au prix de terribles sacrifices dans le système mondial des Etats modernes, la nation vietnamienne s'identifie, au moins dans sa moitie septentrionale, au parti fondateur de l'Etat-nation. Pour ce dernier, le recours au ressort national est donc une nécessité fonctionnelle et, en ce sens, la menace chinoise fournit un thème de choix Partout, elle alimente une mobilisation intense. Slogans peints sur les murs des moindres villages du Nord, lycéens et lycéennes s'exercant au combat rapproché, jeunes paysannes s'initiant au maniement des armes sur l'aire à battre des villages, miliciennes en armes le dimanche matin sur les digues du fleuve Rouge, pour tous la guerre avec la Chine est quasi certaine, sinon imminente. L'histoire, elle aussi, est largement utilisée : l'Institut d'histoire n'a-t-il pas choisi pour thème principal de ses recherches la atendance historique à l'agressivité et à l'expansionnisme de l'Etat chinois »...?

←Le plus grand ermite...>

TNFIN. cette cohésion de la société L au Nord est puissamment structurée par le parti et ses organisationsralais. Le parti dirige, l'Etat gère et le peuple est « maitre collectif »... telle est la triple définition que le régime donne de lui-même, le troisième élément jouant le rôle assez flou du Saint-Esprit dans la Trinité chrétienne. Le parti est organisé à tous les stades de la vie sociale. Six équipes de production (subdivisions des coopératives) au village de Hal-Van (Ha-Nam-Ninh) : six cellules du parti, regroupant 5 % de la population (6). Son monopole politique est absolu et se trouve encore renforcé dans le projet de Constitution en cours de discussion : « En comparaison avec les Constitutions de 1946 et de 1959, écrivalt le Nhan Dan en août 1979, le projet de nouvelle Constitution renjerme une nouveauté qui affirme que le parti communiste est la jorce unique qui dirige l'Etat de dictature prolétarienne au Vietnam. C'est un article très important... Il vise non seulement à confirmer un état de fait... mais

encore à confirmer une nécessité de principe, à poser un problème-clé en ce qui concerne la nature de l'Etat de dictature prolétarienne au cours du processus d'édification du socialisme... » (7). L'encadrement idéologique fonctionne en permanence sous la forme d'innombrables séances d'étude (Hoc tap) rythmant l'activité bebdomadaire des entreprises, des bureaux, des coopératives, des écoles. La pratique de l'éducation politique systèmatique et des discussions de massa à la chinoise — telles celles qui se sont déroulées à l'automne 1979 à propos du projet de Constitution et des décisions du sixième plénum du comité central, - conduites sous la direction de l'appareil communiste, détenteur exclusif de l'information et du pouvoir, permet à chacun de constater qu'il ne peut que se fondre dans le consensus général. Toute vellélté autonome ou dissidente se trouve automatiquement circonscrite. Cette action est d'ailleurs complétée par celle des appareils policiers, omniprésents dans les centres urbains, du réseau des

comités de quartier à la toute-puissante sécurité. Hors du cadre officiel. il n'est rien de possible. La cosurveillance collective est efficace, les interdits, en "articulier l'interdiction des contacts parsonnels avec les étrangers, sont intériorises. Le système répressif fonctionne autant à la peur et à la dissuasion qu'à la coercition physique. Les éventuels contestataires. les intellecruels qui ont pu voyager en U.R.S.S. on en Europe de l'Est, qui ont entendu parler de la dissidence soviétique ou chinoise et qui écoutent les radios étrangères n'ont d'autre issue que le silance et le repli sur soi. «Le plus grand ermite est celui qui vit dans la capitale_n : ce proverbe chinois, qu'aime à citer un écrivain illustre, resume bien le drame psychologique des intellectuels et de tous ceux qui, militants du parti ou simples citoyens, souffrent du pesant dogmatisme en vigueur et aspirent à un autre socialisme. Drame de l'ensevelissement voiontairement accepté au sein du formidable monolithe du communisme paysan, dont la toute-puis-sance suffit à elle seule à expliquer la relative mais réelle modération. Situation d'exil intérieur que décrit un universitaire : « Ce qui me donne le goût de vivre, ce sont les lipres que fai pu réunir et avec lesquels fai la ioie de converser seul le soir. Ce sont les seuls amis aut ne nous trahissant

L'immense lassitude de la guerre indéfiniment reconduite et des privations est neutralisée par la vigueur d'un fascinant nationalisme de masse et par l'absence de toute solution de rechange politique, Sur cette contradiction se fonde la solidité de l'Etat communiste au Vietnam du Nord. Mecontents, les paysans le sont certainement. Mais pour l'heure, ils assimilent surtout massivement un nouveau modèle de société ces notions de base depuis longtemps inculquées aux peuples de l'Occident capitaliste que sont le prestige du savoir, le goût de l'instruction et des carrières, le désir de promotion sociale, le respect inconditionnel de la modernité technologique, toutes aspirations neuves que la révolution a valorisées et qu'elle permet dejà de satisfaire de façon èlémentaire.

Au Vietnam du Nord, le communisme dans sa version autoritaire actuelle s'est assuré, sans doute pour longtemps encore, l'initiative historique. Aucune activité humaine ne peut échapper à la logique qu'il a mise en place en trente ans de révo-

La question méridionale: unification accélérée, unité inachevée?

Passer du Nord au Sud c'est franchir le temps autant que l'espace, dès le survol de '... campagne autour de Hué, où les toits en tôle ondulée, legs de la période américaine, l'emportent sur ceux de tuile ou de chaume. Aux cahoteuses routes du Nord succèdent de véritables « billards », qui conduisent de l'aéroport de Phu-Bai à l'ancienne capitale impériale, et de celle-ci à Da-Nang.

de Haiphong.

On ne ressent plus le poids de la démographle comme à Hanoi ou sur les routes du delta du Nord. La vieille cité a conservé son charme archaîque

Vivre à Ho-Chi-Minh-Ville

A Ho-Chi-Minh-Ville, ce ne sont pas exactement les mêmes impressions qui prévalent Certes, le marché central ou relui d'un quartier comme Dakao offrent une plus grande variété d. marchandises que les marchés de Hanoi, et il semble y régner une relative abondance. Mais avec 8.4 millions d'habitants (contre quatre millions auparavanti, la grande agglomération est encore surpeupler et parte les stigmates de l'hypertrophie qui accompagna le conflit indochinois. Les sequelles de la deuxième guerre sont toujours présentes cinq ans après la liberation sans que l'on puisse accepter sans réserve l'explication imputant aux anciens maîtres impérialistes et à leurs « valets » toute la responsabilité des difficultés actuelles. Par exemple, les pauvres hères qui dorment dans la rue ou qui ont pris possession du pont désaffecté qui enjambe l'a arroyo chinois a pour y installer des abris de fortune ne sont pas ceux qui, jadis, furent chassés des campagnes par la guerre, mais des

ristiques sur les manières de tenir la ville propre. Sur le marché central de Dong-Ba où l'on n'observe aucun signe de pénurie, sur les sampans qui mènent d'une rive à l'autre du fleuve, les conversations s'engagent sans réticences avec les femmes qui rentrent de leurs emplettes. A l'Université, cadres et étudiants abordent des questions de fond sur l'histoire avec une spontanéité encourageante.

ni-Minh-Ville

nouveaux venus qui n'ont pas supporté l'existence dans les « nouvelles

nouveaux venus qui n'ont pas supporté l'existence dans les « nouvelles zones économiques ». Devant une scène identique dans le jardin public de Mytho, au bord du fleuve, les accomnagnateurs avaient d'abord tenté de nous dire que ces gens faisaient partie de la population aflottante » du Mékong, mais convinrent finalement que ces « campeurs » avaient aban-donné les « nouvelles zones économiques ». Ces « nouvelles zones économiques » ont été créées pour tenter de resorber le chômage qui frappait trois à quatre millions d'individus entraînés dans la pseudo-urbanisation ou l'urbanisation forcee. Entre 1976 et 1978, plus d'un million de personnes se seraient installées dans les zones et auraient défriché 500 000 hectares (d'après le Quán Đội Nhan Đân du 11 novembre

Quán Dôi Nhan Dân du 11 novembre 1979).

L'une de ces installations, située à une vingtaine de kilomètres d'Ho-Chi-Minh-Ville, est la ferme d'Etat de Lê-Minh-Xuân, qui produit des ananes

sur plus de 700 hectares. Fait unique

durant notre séjour, notre visite possède n'avait pas été préparée ni annoncée. Une fanfare partait jouer au chef-lieu les fruit et deux équipes de jeunes s'affronsont vertaient au volley-ball. Chaque famille cas de I

possède personnellement une maison et un jardin de 100 mètres carrés dont les fruits, les tubercules et les fleurs sont vendus librement au marché. Le cas de Lê-Minh-Xuân est exemplaire :

Tableau II. — DEUX SOURCES D'APPROVISIONNEMENT
EN BIENS DE CONSOMMATION

Echantillonnage des prix sur le marché libre ou dans les magasins d'Etat (en dong)

	Marché de Haiphong (sept. 1979) (prix libres)		Magas, d'Etat de Halphong (sept. 1979) (prix fixés par l'Etat)	Exposition des produits de la prov. de Quang-Ninh (sept. 1979) à Hon-Gai (prix fixés par l'Etat)
1 ceuf 1 kg de patates douces 1 litre de ris 1 boîte de lait condensé		0,80 1,69 3,4 à 3,7 (qual. moy.)	1.63	0,40 (qual. sup.)
1 kg de viande de porc 1 litre de nuoc mam		30 å 35		0.59
I kg de petits poissons I kg de poisson séché		10		1.60
12 oranges Pantalon d'homme Chemise d'homme		8 à 10	13 à 15	4,30
Costume d'homme				120
Sandales en caoutchouc Sandales de femme à hauts		5		4
talons		30	. 16,5	
pantaion de femme Biouse de femme (cai ao) Bicyclette		39	6	309
1 chambre à air			4 (prix libre:	(prix 11bre : 700 à 888)

située à proximité de la capitale du Sud, la zone économique a bénéficié d'un appui massif du comité populaire d'Ho-Chi-Minh-Ville; l'eau courante (pour pallier l'alunage des eaux) et l'électricité ont été mises à la disposition des colons. Lorsque ces derniers eureut épuisé le viatique de départ, les autorités renouvelèrent l'apport matériei, alimentaire et financier. Toutes les zones économiques nouvelles n'ont certes pas été l'objet de la même sellicitude; l'éloignement, mais aussi la gestion autoritaire et parfois irrationnelle des cadres ont provoqué de véri-

La prostitution fleurit ouvertement. Les prostituées qui nous interpellent chaque soir devant l'ancien jardin de la ville (à côté de l'ancien cercle sportif, devenu le club des travailleurs) sont de très jeunes femmes, pas nécessairement des pécheresses de la période américaine retombées dans l'ornière après « rééducation ». Ce phénomène s'explique par les difficultés de subsistance : chômage, bas salaires, mais aussi par l'absence d'un certain nombre de chefs de famille maintenus dans des camps de « rééducation ».

Les salaires moyens sont de l'ordre de 50 dong: c'est ce que perçoit une jardinière d'enfants; une infirmière diplômée reçoit 55 dong par mois, les ouvrières d'usine textile 40 à 45 dong; les professeurs d'université ou les ingénieurs: 120 dong; un docteur en médecine qui pratique depuis trois ans a un traitement de 60 dong. Cependant, plus on monte dans la hiérar-

(5) Tao Chi Cong San, juillet 1979.
(6) P. Houtart et G. Lemercinier. Hai Van. une commune rurale du della du fleuve Rouge, Contre Tricontinental, Bruzalles, 1979.
(7) Nhan Dan, 30 soft 1979.

PRESSIONS CONJUGUÉES DES ÉTATS-UNIS ET DE LA CHINE

Par NAYAN CHANDA

'UN des thèmes de propagande favoris de Honoi ces dernières années était la collusion sino-américaine contre les forces révolutionnaires en Asie conduites par le Vietnam. Même si leurs soupcons ovoient tendance à se fortifier, les dirigeants de Hanoï a'y croyaient pas tout à foit, cependant. Leur propagande relevait plutôt d'une manasuvre préventive que d'une dénonciation de la réslité. An pire, les déclarations et les actes de Washington en foveur de la Chine étaient considérés comme le fait d'un groupe de « faucons » menés par le conseiller du président pour les questions de sécurité nationale, M. Zbigniew Brzezinski. Mais, le 21 janvier, le message sur l'état de l'Union de M. James Carter a mis le sceau présidentiel sur une collaboration qui jusque-là n'était pas authentifiée. « Là où nos intérêts coîncident, annonça le président, nos actions séparées seront mutuellement renforcées. »

Les régions où les intérêts de Washington

et de Pèkin coincident effectivement sont le Combodge et l'Afghanistan, En visite dans la capitale chinoise peu après le discours du président Carter, le secrétaire américain à la défense, M. Harold Brown, no s'est pas contenté d'annoncer cette convergence ; il dit aussi qu'il s'agissait désormais de « faire en sorte que leurs déclarations convergentes se traduisent en une réponse affective ». Cette allusion à una « réponse effective », assortie de la décision de Washington d'élargir le champ d'action des opérations secrétes de la C.I.A. à l'étranger, a déclenché des spéculations en Azie da Sud-Est sur le point de savoir si les Américains allaient se lancer dans des activités secrètes en Indochina pour appuyer les efforts de la Chine visant à affaiblir économiquement la Vietnam, à l'isoler diplomatiquement et à le soumettre à un pression militaire. Car, à défaut d'une vouvelle offensive massive de la Chine contre le Vietnam, à l'instar de celle de février 1979, une action clandestine, destinée à saigner le Vietnam pour lui faire relacher son emprise sur le Cambodge, apparoit comme un choix logique à bien des observateurs.

Que ces appréhensions se révèlent ou non justifiées, les propos de M. Harold Brown à Pékin ont amplement démontré la similitude des positions américaine et chinoise à l'égard du Vietnam. Voilà presque un an, le vice-

premier ministre chinois, M. Deng Xiaoping, se livrait ou cours d'une visite aux Etats-Unis à des mises en garde répétées sur « la lecon à donner au Vietnam », sons que son hôte, le président Carter, lui apportêt la moindre contradiction publique ou privée. Et, lorsque l'invusion chinoise du Vietnam finit pas se produire, elle ne suscita aux Etats-Unis au'une désapprobation plutôt malle sans remettre en cause le projet de voyage à Pékin du secrétaire américain ou Trésor, M. Michael Blumenthal. Cependant, ce derpier prit soin de dire que l'invasion du Cambodge par le Vietnam et l'attaque chinoise contre le Vietnam « menacoient [toutes deux] la stabilité de l'Asie du Sud-Est ». Ce fut là le pas le plus marqué de Washington dans la voie de la neutralité, face au conflit sino-vietnamien.

Pour des « actions terre à terre »

A AIS lo frustration des Américains, voyant M Honor consolidar son emprise sur le Cambodge malaré la résolution des Nations unies qui l'invitait à retirer ses troupes et, surtout, devant l'audocieuse invasion des Soviétiques en Afghanistan, semble avoir eu raison de cette apparente neutralité. Lors d'un nouveau voyage de M. Brown à Pékin, on lendemain de l'affaire afghane, les responsables chinois insistèrent sur le fait que la conjoncture n'exigeait pas seulement des déclarations sévères contre l'« hégémonisme » soviétique et vietnamien, mais des « actions terre à terre ». Interroge un cours d'une conference de presse. sur les mesures concretés que les États-Unis et la Chine envisagegient, M. Brown endorsa bel

et bien la stratégie chinoise à l'égard du Vietnam

Il déclare que les responsables américains avaient pressé d'autres pays d'imposer des sanctions économiques ou Vietnam (ce que proncient fermement les Chinois), qu'ils avaient renforcé les capacités de défense de la Thailando et « ceuvré de concert avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) pour exercer des pressions diplomatiques sur le Vietnam ». Et il ajouta que « les Chinois, c'est bien connu, ont eux aussi exercé une pression sur le Vietnam », faisant allusion à l'invasion punitive de février 1979. Les « actions terre à terre » telles que les a décrites le secrétaire américain à la défense auraient danc pour résultat concret d'isolar et d'affaiblir le Vletsom - une démarche que Pékin juge essentielle pour amener Hanoi à composition.

Exaltant au spectocle de la nouvelle fermeté de Washington à l'égard de Moscou et de Hanoi, un observateur chinois faisait remarquer qu' « il est désormais possible d'envisager, des actions indépendantes, mais parallèles et coordonnées, contre le Vietnam ». On ne voit pas encore clairement quel genre d'initiative « se renforçant mutuellement » (pour reprendre l'expression de M. Carter) Washington et l'ékin sont en train d'envisager, mais les observateurs font ressortir que les Américains ne manquent pas de connaissances et de moyens fechniques à offrir pour couvrir les domaines dans lesquels les Chinois ont choisi de harceler les Vietnamiens.

Les Chinois présentent le Vietnam comme le « patte de chat » de l'expansion soviétique

été versés dans les autres départements

ou sont sans emploi tout en conser-

vant leur traitement, Enfin, à l'Uni-

versité, la rééducation sur place a été

obligatoire pendant plusieurs mols. La

censure idéologique est pesante. A la

bibliothèque centrale de Saigon, le

fonds de livres antérieur à 1975 n'est

plus accessible au public. Il est réservé

aux chercheurs gavancés », sur pré-

sentation des institutions pour les-

quelles ils travaillent, et ne peut être

consulté que dans une salie de lecture

spéciale. Dans la salle du public, on ne

dispose que d'ouvrages édités à Hanoi.

Il est difficile d'accepter sans réserve

l'argument selon lequel l'économie du

Sud-Vietnam, entièrement dépendante

de l'extérieur (pour les matières pre-

mières), ne pouvait plus fonctionner 2

la libération. Un certain nombre d'usi-

nes utilisalent en fait des produits lo-

caux (les conserverles, en particulier).

Les procédés de fabrication et les cir-

cuits commerciaux étaient au point,

des techniciens et des capitalistes-ges-

tionnaires s'étaient mis à la disposi-

tion du nouveau régime afin de parti-

ciper à la goonstruction du Vietnam

nouveau ». Or, de manière générale, la

production a diminué en quantité et

en qualité. Dans certains cas, le recul

est imputable à l'incompétence, ou du

moins à l'inadaptation de nouveaux

cadres venus du maquis du Nord. D'au-

tres fois, des prétextes idéologiques ont

supplanté la rationalité technique ou

financière (ainsi pour les bâtonnets

d'encens autrefols exportés sur Singapour et Hongkong : un moment inter-

rompue, la fabrication a redémarré

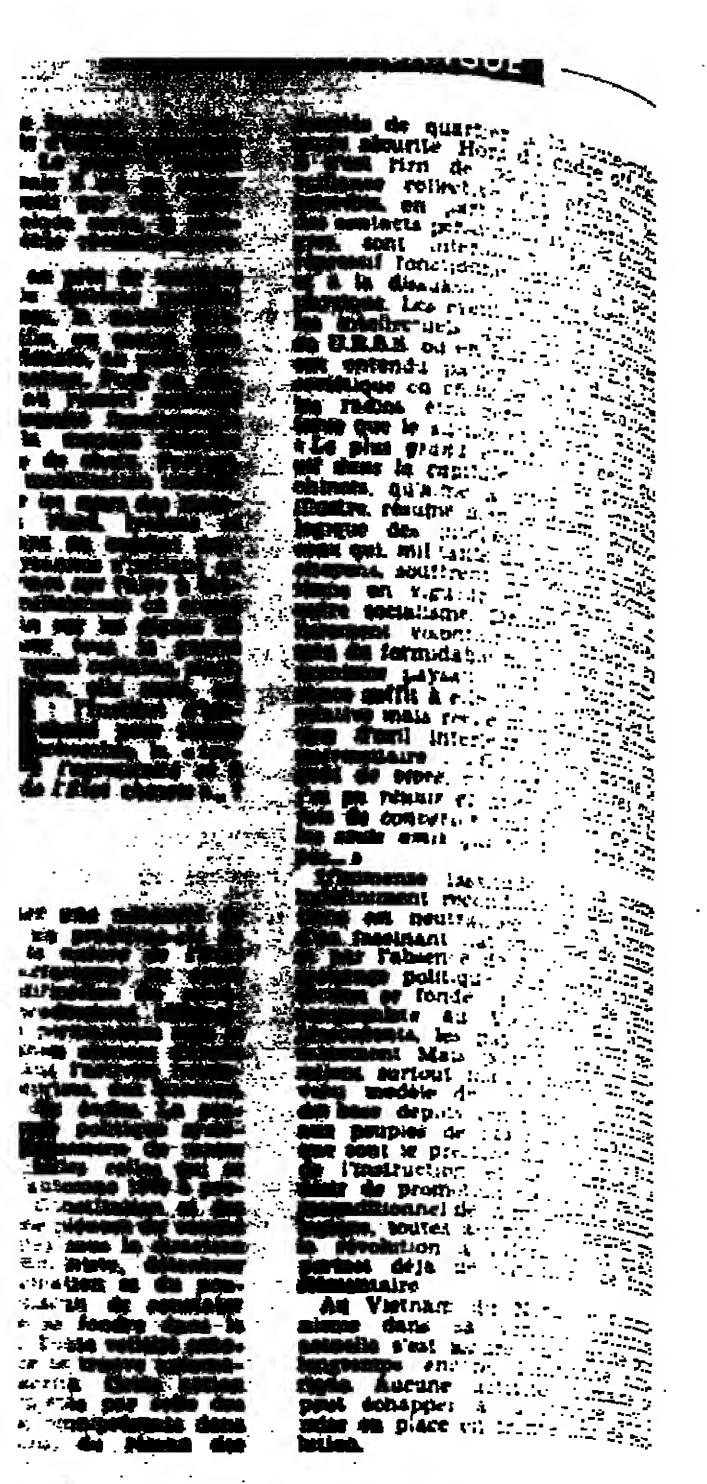
parce que le gouvernement s'est aperçu

que sa suppression se traduisait par

une perte de dizalnes de milliers de

Ce ne sont pas seulement les cadres

« bourgeois » qui ont été écartés ou mis



M. unité inachevée!

situde à proxin; : State to some from the THE ACCION MAN. Wester - 1866 Of the Constitution yearest was making to Chr. Mir. turn est rischmission (Boot mailer lage l'électricale ont c. Military was contacts क्रिक्रिक क्रिक्रिक 🗸 🔻 . autorilàs renou ... nei simulaire I'm notice decisors HATE AND AND A correct pas all full . risado: Félalente: :: **ESOS ESTOCITA**ION atte des ordres Labor Grames ... La productive . The co TO THE IA the Later Later 4mdfka - ** CONTRACTOR ALPIS DE and the charte Life anishment of the second of the de de dong partition 5 designate reco in maintains. Giffish 127 Section 14 Care Control 1984 # ma irailene BARL DOWN

A-284 PE

talent and les responses as angula tion proude Cantier bere abereit a And the contract and the second secon Inches formeres er Care : 3- 3-15 poor de fadición c Windows & Be of Birth 1 and COS BIGO CLASSES Michigan top to the TRANS SUBSTREE &: Signature Spring with the and spine and a second the dame page tyle "" to Vandande weeks Fasarana to the Contract Contract Section 201 The done bearing

chie socioprofessionnelle, plus l'écart des revenus s'accentue, car au salaire s'ajoutent des avantages en nature ou des privilèges qui peuvent paraître minimes mais qui, là-bas, engendrent des inégalités sensibles et révoltantes aux yeux de beaucoup. En principe, tous les travailleurs peuvent se ravitailler dans les magasins d'Etat, où les prix sont très bas, presque dérisoires, mais où les approvisionnements ne sont pas constants ni suffisants. Il faut donc souvent recourir au e marché libre », qui n'est pas le c marché noir » (lequel existe pour des produits comme les médicaments, par exemple), puisqu'il n'est ni illégal ni clandestin, mais régi par l'offre et la demande. Des ouvriers d'une usine mécanique, dont les salaires s'échekonnent entre 90 et 250 dong, estiment qu'ils ont gagné au changement de régime parce qu'ils « travaillent désormais pour la collectivité » (en l'occurrence l'Etat, qui commande des pompes pour l'hydraulique agricole) et non plus pour un patron capitaliste qui empoche les bénéfices (mais le patron en question est toujours à Ho-Chi-Minh-Ville et percoit un traitement de 660 dong par mois à titre de « capitaliste national »...). Et pourtant, ces ouvriers qui se félicitent d'avoir maintenant des syndicats qui les défendent réellement et des soins médicaux gratuits s'empressent d'ajou-

Pour survivre, il faut donc débrouiller. Ho-Chi-Minh-Ville est restée Saigon-Cholon, la ville où l'on trafique. Avec un passeport étranger, on accède aux magasins réservés où l'on achète une cartouche de cigarettes anglaises 10 dollars (34 dong au taux de change préférentiel). A la sortie du magasin, on trouve immédiatement preneur de la cartouche pour 200 dong; elle sers revendue jusqu'à 300 dong. Qui peut blen acheter des cigarettes à un tel prix ? Ce qui est sur, c'est qu'avec une cartouche de < 555 ». vous obtenez l'audience d'un chef de service du comité populaire de la ville. Et puis, tout se troque : le riz, le lait, les antiquités, les T-shirts, et cette denrée parficulièrement rare : les médicaments. Les Vietnamiens du Sud

ter, I'un qu'il fau drait 1000 dong

par mois pour vivre décemment. l'autre

que le gouvernement devrait mettre

davantage de marchandises aux prix officiels à la disposition de la popu-

Ceux qui partent

TL n'y a guère de lieu, à Ho-Chi-I Minh-Ville, où, entre quatre murs ou en plein air, l'étranger ne soit abordé par des candidats à l'émigration : de la femme qui fond en larmes parce que orpheline, elle ne peut invoquer la « réunion des familles » comme argument, au couple agé qui veut rejoindre ses enfants en France mais se heurte au refus des autorités de quartier d'accepter leur dossier à moins qu'ils ne consentent à faire un « sacrifice ». Pourquoi la corruption ne sévirait-elle pas chez les cadres de l'administration et du parti ? Il est de notoriété publique que le départ des Hoa (Vietnamiens d'origine, chinoise) en bateaux a été organisé par le gouvernement lui-même, moyennant le versement de contributions en taeis d'or. En revanche, les autorités sont désireuses de se débarrasser des métis franco-vietnamiens, une dizaine de milliers d'individus pour la phipart de citovenneté et de culture vietnamiennes et dont un bon nombre ne parlent même pas français. Prétexte invoqué : la salubrité sociale (ces minoritaires sont chargés de tous les péchés, de la prostitution aux trafics les plus répréhensibles. Mais pour bien saisir cette politique, peut-être faut-il la relier à celle qui a été appliquée à l'égard des minorités ethniques des hautes terres, à l'égard des Hoa du nord (depuis la rupture avec la Chine), faite d'assimilation pour les uns. de méfiance et de quarantaine pour les autres? Le sort des Eurasiens est d'autant plus compliqué que le gouvernement français n'accepte que les sujets nés entre 1948 et 1955, comme si le métissage n'avait nas existé en dehors de la présence massive du corps expéditionnaire francais. A défaut de solution, sept mille laissés-pour-compte enregistrés comme métis par les autorités vietnamiennes deviendront-ils les parias de la République socialiste du Vietnam?

Depuis novembre, les départs clandestins ont repris. Pourtant, les fugitifs savent desormais qu'ils risquent gros sur mer, on s'ils sont repris: un enseignant de notre connaissance avait purgé une peine de onze mois de prison

avaient, paraît-il, contracté de mauvalses habitudes en consommant trop de médicaments chimiques ; il n'en reste pas moins qu'en pays tropical beaucoup d'affections ne peuvent être traitées que par la chimiothérapie (antibiotiques et sulfamides, par exemple). La «médecine verte» et l'acupuncture s'avèrent alors d'un plètre secours, ou font figure d'un cautère idéologique sur une jambe de bois. Il est courant que les médecins renvolent les patients chez eux ou assistent, impuissants, à la souffrance ou à l'agonie de leurs malades. La situation s'aggrave du fait que la pénurie des moyens élémentaires d'hygiène (savon eau de javel) s'étend et que les linges d'hôpitaux ne penvent être convenablement aseptisés. Aussi faut-il accueillir avec espoir la récente signature des accords entre les firmes Roussel-Uclaf et Rhône-Poulenc, d'une part, et le gouvernement vietnamien, d'autre part, pour remettre en route leurs laboratoires. La plupart des usines de l'agglomé-

ration ne fonctionnent qu'à 40 %, parfois 25 %, de leur capacité productive. Dans des quartiers entiers autrefois occupés par le commerce et l'artisanat, les boutiques et les ateliers ont tiré leurs rideaux de fer. L'activité s'est transférée sur les trottoirs, avec les ventes à la sauvette (qui n'ont plus rien des fastes du « marché aux voleurs » de la décennie 1965-1975). Les cafés et les restaurants bourdonnent de conversations et de musique d'outre-Pacifique; la sociabilité s'y exprime autour de boissons et de mets dont les prix varient de 2 à 10 dong. Les bisde Saigonnais n'ont pas rompu avec leurs habitudes de consommation, mais ce ne sont pas exactement les mêmes qu'autrefols qui boivent de la hière à 5 ou 10 dong la canette, qui roulent sur des deux roues à moteur avec une essence trafiquée qu'ils paient 10 dong le litre. Il est peu vraisemblable que ce soient encore les profits de la guerre et « des trafics-avec-les-Américains » qui alimentent ces dépenses; aujourd'hui, l'argent qui circule provient des trafics parallèles ou de la concussion qui a pris une ampleur proportionnelle à la pénurie et à l'emprise du pouvoir bureaucratique. L'une des nouvelles sources lucratives, et non des moindres, résulte du désir d'un grand nombre de

après avoir échoné dans sa tentative

personnes de quitter le Vietnam.

de fuite. Pour le gouvernement vietnamien, la situation économique critique est la seule explication des dépenses. Certes, les difficultés économiques sont souvent évoquées dans les conversations mais elles ne sont pas l'unique cause. pas plus que l'appartenance sociale des emigrants que l'on invoque trop souvent. Ceux qui s'étaient réellement et profondément compromis avec le précédent régime sont partis depuis longtemps, à moins qu'ils ne soient dans des camps ou qu'ils n'aient retourné leur veste avec une habileté remaranable. Les fugitifs de l'année écoulée. on ceux out maintenant sont candidats à l'exil appartiement à un spectre social très large. Il s'agit surtout de personnes qui, très souvent favorables an FLN./G.R.P. avaient accueilli la libération avec joie ou soulagement, et coopérèrent volontairement avec le nouveau régime : en particulier des ingénieurs, des médecins, des enseignants, des gestionnaires économiques et financiers et même certains capitalistes. Au bout de trois on quatre ans. la lassitude s'est emparée d'eux, les uns sont découragés, les autres révoltés. Tous ont le sentiment d'avoir été dupés et d'être prisonniers d'un univers absurde.

Ainsi, une partie de la population de l'ancien Vietnam du Sud est en état de sécession morale. A Hanoi, on nous citait le cas de ce cadre, hier important de la résistance méridionale et qui, anjourd'hui diplomate, a préjère travailler à l'étranger plutôt que de militer au Sud-Vietnam parce que la population n'aime pas la révolution ». Phrase abstraite d'abord, mais dont la réalité nous apparut progressivement. D'autres propos lui firent échos, de l'extrême : « Ils ont trahi la révolution », jusqu'à la constatation plus prudente: « La situation s'améliore, mais la population reste à la croisée des chèmins, elle ne s'est pas encore engagée résolument dans la voie de la révolution » Encore s'agissait-il de propos tenus par des cadres révolutionnaires qui avaient payé de leur

personne : les Vietnamiens sans conviction politique particulière se contentent souvent de jugements plus sommaires sur les vertus du socialisme.

Il est, certes, très difficile d'évaluer dans quelle mesure ce mécontentement exprime les sentiments de l'ensemble de la population du Sud. Il est le fait. surtout, de la petite bourgeoisie salariée — techniciens, fonctionnaires, petits employés, personnel médical enseignants — dont le niveau de vie a été drastiquement abalssé à la suite de l'extension au Sud du système des salaires du Nord et dont les conditions d'existence morales sont devenues très difficiles.

Que pensent, quant à eux, les ouvriers et les paysans? C'est un fait que le pouvoir communiste fait un gros effort pour remettre en valeur les regions agricoles abandonnées pendant la guerre et y installer les chômeurs des villes. La création des nouvelles zones économiques est justifiée, car elle est la seule politique possible. Mais elle se révèle difficile, car les nouvelles implantations manquent des moyens lourds nécessaires pour la mise en valeur agricole. A l'actif des autorités.

Intégration manquée

de cette année.

TL semble incontestable que le i mécontentement déborde largement la population urbaine de Ho-Chi-Minh-Ville et de Cholon, ainsi que les classes moyennes. L'impression retirée d'un séjour dans le Sud est qu'une appréclable partie de la population s'est sentie soumise au régime de l'occupation politico-militaire. Il n'v a pas cu d'intégration au nouvel Etat victnamien des courants politiques non communistes qui, dans le Sud, avaient combattu la dictature militaire proaméricaine. Ni même de tous les communistes du Sud. Les anciens animateurs du F.N.L. se sont vu attribuer des

fonctions sans pouvoir reel. Même si, dans son for intérieur, la grande majorité de la population du Sud appréhendait le face-à-face avec les «Nordistes» en 1975, elle se disalt néanmoins qu'entre Victnamiens il serait toujours possible de s'entendre pourvu que les Américains s'en aillent. Aujourd'hui, le désenchantement a pris la place de l'espoir et la rancœur transparait dans certains propos: elle englobe les dirigeants du FLN.-GR.P. et les activistes de la « troisième force » se voient amérement reprocher d'avoir fait le lit au communisme. Un fossé sépare la population des dirigeants et des exécutants du régime, quels qu'ils

Aussi convient-fi de se méfier des expressions anordistes » et a sudistes » qui sont trop simples : les deux termes doivent être entendus dans leur acception essentiellement politique. Nous avons rencontré des cadres « nordistes », qui sont en fait originaires du Sud mais qui étaient partis dès l'enfance en République démocratique du Vietnam où ils ont recu leur formation. En outre, la dichotomie Nord-Sud présente l'inconvenient majeur d'exclure le Centre-Vietnam. Or un groupe très important de dirigeants du parti-Etat sont originaires du Quang-Ngai-Quang-Nam a commencer par le secrétaire général, M. Le Duan, et le responsable de la collectivisation agraire, M. Vo Chi Cong. Le tableau est encore compliqué par la permanence ou la résurgence de manifestations particularistes, surtout chez les «Cochinchinois », comme en 1955 lorsque les réfugiés « Tonkinois » arrivèrent dans le Sud et prirent en main de nombreuses commandes. Il ne faut certes pas se laisser abuser par un discours à caractère régionaliste : cependant, depuis 1976, la réunification accélérée (alors que M. Le Duan avait donné l'assurance qu'elle serait progressive), la collectivisation plus ou moins forces (lusqu'au plénum du comité central d'août-septembre derniers) ont été accompagnées par d'autres faits qui finissent par prendre une tournure cohérente et plutôt rébarbative : à l'usine, à l'Université, à l'hôpital, dans les fermes d'attat, les postes de commande sont conflés à des « Nordistes » (au sens politique du terme) pour le meilleur et pour le pire. Les « révolutionnaires > peuvent être incompétents, ou moins compétents que leurs collegues «sudistes» et «bourgeois», en principe ce seront eux qui auront le dernier mot. Fréquemment, il en est résulté un gâchis exaspérant qui explique que bien des cadres techniques et économiques ont, de guerre lasse, renoncé à coopérer avec un régime à la disposition duquel ils s'étaient mis. Les escouades de policiers que l'on

voit manœuvrer derrière la cathédrale

il faut mettre aussi l'entreprise de réadaptation des prostituées et des drogués et la lutte contre les énormes traumatismes sociaux de vingt années de guerre et de dictature militaire dans le Sud. Quant à la politique de collectivisation, il est à peu près certain qu'elle se heurte à la passivité des paysans, voire à leur opposition active. Impossible de préciser exactement, faute de statistiques crédibles, quels sont ses résultats. C'est dans la province de Cuo-Long que la collectivisation serait le plus avancée : elle concernerait 67 % des familles et 55 % des superficies. Mais dans celle de Long-An, il n'y avait au le novembre 1979 que 4 coopératives et 282 équipes de production. Officiellement, le Sud ne comprendrait que 12437 collectifs de production et 271 coopératives agricoles groupant 491 000 families (31 % de l'effectif total) et exploitant 463 000 hectares (24 % de la superficie cultivéc). Toutes ces unités disposeraient de 531 machines de plus de 6 CV réparties en 3 stations. On est loin de l'objectif initial qui prévoyait d'achever pour l'essentiel l'opération au cours

de Saigon et qui quadrillent l'aggiomération seraient en majorité originaires de la province surpeuplée du Nhe-Tinh dans le Nord, ce qui n'est pas fait pour atténuer la méfiance à l'égard d'un appareil de surveillance et de coercition apparemment bon enfant, mais dont la rigueur et l'efficacité varient

D'autre part, dans les administrations et dans l'enseignement, l'épuration, par démissions volontaires ou expulsions, a été plus ou moins importante selon les cas, mais réelle. A la faculté des lettres de Saigon, environ la moitié du corps enseignant a éte remplacée. De plus, on a supprimé les départements de philosophie et de sociologie: les anciens professeurs ont

au second rang. Des cadres communistes méridionaux, en désaccord avec l'unification décidée subitement et unilatéralement et avec les méthodes de travail, ont été mis « sur la touche ».

Les voies de la « réconciliation »

TES nouveaux venus (8) doivent La aussi combler le vide laissé par ceux qui, depuis 1975, ont été soumis à la « rééducation » qui n'est tantôt qu'un emprisonnement pur et simple. tantôt un «mi-temps» partagé entre les études et le travail manuel. De quatre-vingt mille à deux cent mille personnes selon des estimations, sept cent mille selon d'autres, seraient actuellement détenues. Pour la plupart, en raison de leur ancienne appartenance aux institutions civiles ou militaires du régime des généraux sudvietnamiens, sans que l'on distingue toujours la gravité de leur participation : tel le cas de ce viell homme de soixante-quatre ans qui fut fonctionnaire subalterne à l'Assemblée nationale de Salgon et qui n'était pas encore libéré à la fin de 1979 ; ou de tel autre. considéré comme « grand coupable » parce qu'il avait été mobilisé comme officier dans l'aviation où il enseignait l'anglais à ceux qui devaient partir en stage aux Etats-Unis. En revanche, les résistants apprirent un jour que le colonel Ve, inventeur des « cages à tigres» et qui tortura lui-même des patriotes, allait être libéré. Leurs protestations eurent raison de ce projet. mais on raconte que l'épouse du colonei s'était vantée d'avoir dépensé 70 taels

Un universitaire, qui a passé plusleurs mois en prison parce qu'il était accusé d'appartenir à un groupe d'opposition, s'interroge : « Y a-t-il quelque chose à comprendre? Dans ce sustème. l'arbitraire va de pair avec l'absurge.» Il est difficile en tout cas de rencontrer une personne qui n'ait elle-même été soumise à la «rééducation» ou dont un proche parent ou ami n'ait êté placé dans ce régime de détention. La politique de « rééducation » est d'ailleurs variable selon les lieux et les catégories de personnes. Ainsi les universitaires de Hué n'ont-ils pas « rééduqués »; ceux de Salgon, en revanche, ont du suivre des séminaires. Dans les camps de travail, la situation semble varier selon qu'ils sont dirigés par l'armée ou la sécurité, selon l'encadrement, selon leur situation dans le Nord on dans le Sud. Les familles peuvent envoyer des colis de vivres, de médicaments, de vêtements, qui parviennent à leurs destinataires. Le droit de visite existe, avec des périodicités variables. Mais on citera le cas de cette femme résidant à Ho-Chi-Minh-Ville qui, pour rendre visite à son mari dé-

tenu à cent kllomètres au nord de

Hanoî (et iui parler pendant deux heures en présence d'un garde qui prend des notes), a dû payer pour le voyage et le séjour 3000 dong environ. Il est pour elle hors de question de renouveler cette dépense, ne serait-ce qu'annuellement.

Mis à part le châtiment des vrais criminels de guerre, quelle peut-être la ionction de cette « rééducation » ? Les choses se présentent comme si elle avait un double but : soustraire des cadres à l'éventuelle organisation d'une opposition et provoquer une conversion idéologique. Mais les gouvernants escomptent-ils vraiment une adhésion au nouveau régime? Avec le recul du temps et l'évolution de la politique gouvernementale, beaucoup pensent aujourd'hui que la « réconciliation nationale a ne fut « qu'un mot d'ordre purement tactique s.

En fait la libération du Sud-Vietnam intervint à un moment où les conditions étaient inégales, après la liquidation de la presque totalité des forces militaires (quatre divisions régulières, sans compter les forces régionales et locales) et politiques du F.L.N.-G.R.P. (décimées pendant l'offensive du Têt de 1968, et achevées par l'opération américaine « Phoenix »). C'est l'entrée en action massive des forces et des méthodes militaires conventionnelles de la République démocratique du Vietnam qui fut l'élément décisif, alors que, sur l'échiquier politique, la « troisième force » n'arrivait pas à s'imposer. Cette situation d'inégalité a créé la dépendance, de telle sorte qu'aujourd'hui les Méridionaux ont le sentiment d'être des vaincus auxquels les cadres du Nord font expier le choix, volontaire pour les uns involontaire pour les autres. d'un système économique et social capitaliste lié aux Etats-Unis. Quant aux communistes du Sud eux-mêmes ont été trop longtemps au contact du mode de vie capitaliste pour ne pas être soupconnés d'être plus ou moins contaminés dans leur idéologie et leur comportement.

(Live la suite page 18.)

(8) Les cadres venus du Nord représenteraient, avec leurs familles, quelque sept cent mille personnes installées à Ho-Chi-Minh-Ville (chiffres présentés sous toutes réserves).

en Asie et soutiement que seules des pressions multiples et la force déclarée pourront mettre un coup d'arrêt à cet expansionnisme. Pour eux, l'opinion de certains pays occidentaux favorables à la recherche d'un compromis sur le Cambodge n'est pas valable, et ils l'ont rejetée. Un quotidien chinois a même, dans son éditorial, accusé ceux qui s'efforcent de trouver une solution politique au Cambodge < non seulement d'avoir conforté Hanoi, mals aussi d'avoir encouragé Moscou à mettre la main sur Kaboul ».

Les Chinois ont chaisi quatre champs d'action pour faire pression sur le Vietnam en le confraignant à un surdéploiement de son appereil militaire et en saignant à blanc son économie. Le premier se situe aux frontières qui les séparent du Vietnam et du Lacs (aux frontières loctionnes, des soldats vietnamiens sa trouvent stationnés en petit nombre). En maintenant des forces militaires appréciables le long de la frontière, evec des tirs occasionnels, et en laissant planer la menace d'une nouvelle opération punitive, Pékin est sûr de maintenir le Vietnam dans un état d'alerte permanent, avec près d'un million d'hommes asobilisés. « La Chine n'a pas besoin d'envahir à nouveau le Vietnam, fait remarquer un analyste militaire. La simple persistance d'une menace coûte cher à Honoī. >

Une opinion largement répandue veut que la Chine soit en train de recruter et de former des hommes appartenant à des tribus minoritaires comme les Hanongs (Méas), les Zoos et les Phu Noi, qui habitent dans le Nord; mais aucune preuve sérieuse ne confirme une éven-

querres clandestines menées par des minorités, an Loos on gilleurs. Il reste que c'est là, de toute évidence, un domaine où ils pourraient, s'ils le désiraient, mettre à profit deux décennies d'expérience et de précieux contacts pour aider les Chinois.

Pékin a aussi intensifié ses opérations de barcèlement contre le Vietnam dans la région du golfe du Tonkin et de la mer de Chine méridionale par le jeu de ses opérations navales et en accordant à des compagnies américaines des droits de forage pétrolier dans des zones « offshore » contestées por Hanol, En dépêchant un grand nombre de novires dans l'île de Hainan, aù elle a arganisé des manceuvres militaires, et en renforçant les patrouilles dans le golfe du Tonkin, Pékin maintient les Vietnamiens dans un état de dėsėguilibre.

Deux cent mille soldats au Cambodge

TN autre champ d'action ouvert aux pressions chinoises, et plus manifeste celuilà, est le Combodge où deux cent mille soldats vietnamiens environ seraient engages dans des opérations de nettoyage contre les guérilleros khmers rouges et dans la protection des centres de population et des réseaux de communication importants. Grâce à l'aide alimentaire massive aut parvient en Thailande à l'intention des réfugiés khmers, les combattants khmers rouges ont réussi à se remettre en forme et, grâce à l'aide massive de la Chine, ils sont maintenant bien armés, disposant notaminent de mines et d'engins anti-

crites essentiellement aux régions bordant le Thailoude et à plusieurs poches dans le nord et le nord-est du Cambodge, mais cette présence persistante exerce une ponction sur l'armée et les ressources du Vietnam. A l'intérieur du Vietnam, des centaines d'organismes sont maintenant privés de leurs cadres, envoyés comme soldats au Cambodge. Des milliers de jeunes, qui devraient être actuellement employés à des tâches productives dans l'économie vietnamienne, ont dû, eux aussi, partir comme soldats au Cambodge. Et, bien que l'on rapporte de temps à autre que Hanoï envisagerait de se retirer du Cambodge. il est monifeste que la stratégie chinoise, prèvoyant de trois à cina années de résistance au Cambodge, abligera les Vietnamiens à y maintenir leur armée un certain temps.

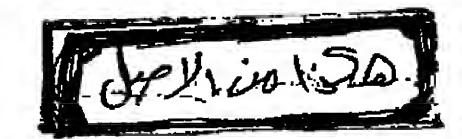
personnels. Certes, leurs activités sont circons-

Selon d'autres indices, Pékin serait actuellement en troin d'encourager la dissidence politique et la résistance armée à l'intérieur même du Vietnam, dans le codre de sa stratégie de pressions diversifiées. Depuis fort longtemps, des groupes minoritaires délaisses, comme les Jarais et les Rhadés sur les hauts ploteaux du Centre - Vietnam, étaient engages dans une résistance contre le gouvernement de Saigon. Nombre d'entre eux, combattant sous la bannière du Front uni pour la lutte des roces apprimées (FULRO), continuent d'opposer la même résistance au régime communiste.

L'interruption de l'aide chinoise et de la plus grande partie de l'aide occidentale, la militarisation du pays et les tensions qui en résultent dans l'économie et la société ant délà produit de sérioux effets au Vietnam en termes de souffrances humaines. Si l'actuelle précarité de l'économie devait se prolonger, ainsi que l'effort militaire, peut-être verra-t-on s'accroître le nombre des réfugiés. À l'exception des « protestations silencieuses » qui consistent à fuir par la voie des mers, il ne faut guère s'attendre à une résistance arganisée de la part des minorités ethniques du Vietnam qui ont à subir les conséquences d'un conflit prolongé. Peut-être le maintien d'une présence vietnamienne qu Combadge accentuera-t-il les antagonismes avec la population khmère, mais bien peu de gens estiment que les Khmers rouges ont une chance de reprendre le contrôle de zones habitées à l'intérieur du Cambodge. L'armée chinoise peut montrer les dents, il lui seroit difficile de briser une armée vietnamienne fortement équipée par les Soviètiques. Et, quel que soit le poids du fardeau que représente le Vietnam pour Moscou, il reste un point d'appui précieux pour sa politique en Asie du Sud-Est, qui vise à harceler la Chine sur son flanc sud.

Quoi qu'il en soit, les Etats-Unis pourraient être tentés de presser le Vietnam d'en vanir à composition en se lancout avec la Chine dans des « octions parallèles et complémentaires ». Seul l'avenir dira si une entreprise commune avec la Chine aboutira à de meilleurs résultats au Vietnom que deux décennies de guerre, où la Chine se rangeait dans l'autre comp. Mais, en attendant, les populations de la péniasule indochinoise ne sont pas au bout des tourments qui les accablent depuis trois générations : la guerre, la souffrance et la mort.

NAYAN CHANDA.



L'hypothèque indochinoise

indochinois comporte certains risques de déstabilisation interieure. Mais ses dirigeants peuvent difficilement envisager un compromis au Cambodge, en raison de l'ampleur des enjeux qui s'y jouent. Pour eux, le Cambodge et le Laos sont le glacis stratégique de l'Etat vietnamien. La tentative de la Chine de se doter, face à l'Union soviétique, d'une zone d'influence en Asie du Sud-Est en profitant du « vide » laissé par le retrait des impérialismes occidentaux a pour corollaire inévitable celle de Hanoi de faire de l'Indochine une zone d'influence vietnamienne, organisée non pas dans le cadre institutionnel d'une Fédération politique indochinoise, maks dans celul d'un système d'Etais entretenant entre eux des a relations spéciales » sous l'égide de la République socialiste du Vietnam une sorte de pacte de Varsovie régional. Une telle structuration de l'Indochine est la seule qui soit également en mesure de neutraliser les forces centrifuges que représentent des minorités ethniques encore mal intégrées dans l'ensemble national unitaire qu'entendent mettre en place communistes vietnamiens. Les Khmers Krom du Vietnam méridional provinces de Soc-Trang et de Tra-Vinh) se sont rebellés en 1977; sur les Hauts-Plateaux du centre opèrent toujours des bandes de maquisards du FULRO (Front uni de libération des races opprimées); quant aux minorités du Nord, il semble que certaines d'entre elles n'aient pas été insensibles, après la suppression de leurs zones autonomes, aux sollicitations chinolees. Court-circuiter d'éventuels irrédentismes encouragés par des Etats communistes rivaux, tel le Cambodge de Pol Pot en particulier, apparaît donc comme une nécessité de politique intérieure. Les enjeux économiques à long terme ne sont pas moins cruciaux pour des pays qui comptent parmi les plus pauvres du monde : conflit pour le partage des richesses « off shore » de la mer de Chine méridionale, perspectives énergétiques de l'immense projet d'équipement hydro-électrique du Mékong. potentiel minier, rizicole et agroindustriel des plaines et des plateaux du moyen Mékong (9), etc. Derrière l'adhésion du Vietnam au Comecon et l'insertion en cours de son économie dans la planification économique internationale des pays socialistes se profile aussi le projet d'un Comecon indochinois. Il n'y aura sans doute pas de fédération politique intégrée. mais on ne cache pas à Hanol que l'Indochine économique se fera inéluctablement. Pour toutes ces raisons, il n'est plus dans les possibilités du Vietnam de revenir en arrière. C'est le sens de la formule de M. Pham Van Dong: a La situation est irréversible... » D'autant que au Cambodge, le rapport des forces militaires et politiques penche en faveur des troupes vietnamiennes — qui peuvent espérer boucier la frontière thailandaise et neutraliser les guérilleros khmers rouges - ainsi que du gouvernement Heng Samrin. On ne voit donc pas ce qui pourrait contraindre Hanol à accepter un compromis tel que, par exemple. la « démilitarisation » du conflit et sa « repolitisation » par la mise en place, avec la garantie des

Relancer la production

DEJA, en août 1978, le Nhan Dan décrivait en termes très pessinistes les faiblesses de la gestion économique : « La puissance effectirement employee des machines et des equipements est faible et ne représente que 50 % de leur puissance nominale. Le travail quotidien ne dure que quatre à cinq heures. Dans les coopératives agricoles, il y a un grand gaspillage dans l'emploi des terres des coopératives et celles qui sont conflées à l'exploitation privée des samilles. On trouve partout des terres laissées incultes alors que la

grandes puissances, d'un gouverne-

prince 5ihanouk. Pour les dirigeants vietnamiens, ce dernier ne serait acceptable, en effet, que dans le cadre d'une formule gouvernementale contrôlée par les forces communistes actuellement associées dans l'administration Heng Samrin. Toute autre perspective semble irréaliste, même au cas où se produirait cette offensive chinoise que les Vietnamiens ont attendu en vain à l'automne dernier et que certains pronostiquent pour le printemps prochain. L'adhésion au Comecon et l'entrée des troupes vietnamiennes au Cambodge découlent d'un choix straté-

ment d'union nationale incluant le

gique fondamental que seul un hypothétique refroidissement de l'alliance soviéto-vietnamienne pourrait remettre en cause. Certains indices semblent montrer que, parmi les cadres du parti, on s'inquiète de la tendance des Soviétiques à nouer des rapports de plus en plus directs avec Phnom-Penh. en ignorant les « relations spéciales » que Hanoī s'estime en droit d'entretenir avec le Cambodge. La rupture avec la Chine n'a pas été non plus sans creer un traumatisme poliraison de l'attraction profonde qu'a exercée au Vietnam, jusqu'à une date très récente, le modèle révolutionnaire chinois, le maoïsme d'avant la révolution culturelle. Certains cadres agés font remarquer que, au fond, Ho Chi Minh avait « vietnamise » la formule maoiste de la révolution. D'éventuels déboires dans les relations soviéto-vietnamiennes pourraient raviver l'ancien tropisme idéologique et plus encore culturel qui inclinait le parti vietnamien vers la version sinisée du « marxisme-léninisme ». Dejà, en ce début de 1980, certains se demandent si l'abandon de la politique d'équilibre entre Moscou et Pékin ne comporte pas plus d'inconvénients que d'avantages.

Ces hesitations sont pourtant trop

vagues pour annoncer un renversement de stratégie. Tout dépendra, en définitive, des capacités du régime communiste à faire accepter par le peuple vietnamien le prix économique et social du conflit sino-indochinois. Prix difficile à préciser, mais sans doute très lourd si l'on songe à la charge que doivent représenter les dépenses militaires pour le budget d'un pays aussi démuni : selon certains cadres particulièrement critiques, 73 % du budget seraient absorbes par les dépenses militaires et de sécurité. Même si la proportion est sans doute très inférieure, le prélévement sur les ressources globales est considérable. Il obère gravement les possibilités d'investissement et, surtout, contraint à ajourner indéfiniment ce qui constitue l'objectif fondzmental des communismes en Asie : la transformation des structures économiques et sociales du monde paysan, C'est, en fait, sur le front intérieur que la stratégie se trouve véritablement mise à l'épreuve. Tel est bien, d'ailleurs, le calcul chinois. C'est aussi pourquoi les dirigeants vietnamiens, tout en ayant choisi de généraliser au Sud les structures politico-sociales du Nord, surveillent avec attention ce front intérieur et donnent de temps à autre les coups de frein nécessaires pour enrayer la désintégration économique qui menace

sans être découverts. Les vols et les

détériorations de biens publics sont

chose courantes. Deux aspects contra-

dictoires coexistent pacifiquement : le

bureaucratisme arbitraire et l'absence

de sens de responsabilité. Il n'y a pas

de coopération étroite entre les diffé-

rentes branches et les instances admi-

nistratives, parjois elles s'affrontent.

Nous sarons ce qui adviendra si cette

situation persiste, a (10).

Tableau III. - QUELQUES SALAIRES En moyenne, de 40 à 60 dong par mois. main-d'œuvre ne manque pas. Des matériaux et des fonds sont laissés en souffrance en quantité importante

en dong 105
€0
. 55
45
90 À 200

Il est probable qu'à la veille du sixième plénum du comité central, reuni en sout 1979, l'on était près du point de rupture. Les réformes économigues qui ont été alors adoptées marquent l'émergence au Vletnam de thèses très proches de la technocratie moderniste des pays de l'Est. Elles visent à introduire un minimum de rationalité économique et de rentabilité financière dans le fonctionnement de la machine économique : « Il faut prendre, dit-on avec force, l'efficacité économique comme l'un de nos premiers objectifs a (11). La promotion aux ministères économiques, en janvier 1980, de gestionnaires issus du comité d'Etat au plan, l'épuration en cours du parti au détriment de ses composantes « paysannes », caractérisées au point de vue idéologique comme « maoistes », au profit de cadres ayant une compétence technique, souvent passés par la fillère de l'armée, vont dans le même sens. Pour enrayer le déclin de l'agriculture du Sud, il a été décidé de ralentir le rythme de la collectivisation. Le président de Commission de transformation agraire du Sud, M. Vo Chi Cong. « _d'ici à 1980 la forme principale (de la coopérativisation) sera le collectif de production portant sur une surface de 30 à 50 hectares. L'édification de coopératives n'est qu'affaire d'expérimentation et vise à journir de bons modèles_ > (12). Dans l'ensemble du pays, les entreprises, de même d'ailleurs que les coopératives, sont désormais autorisées et encouragées à produire librement une fois atteints les quotas fixés par le plan. Surtout, elles recoivent la responsabilité quasi complète de leur gestion, les salariés devant désormais subir les répercussions financières des résultats de l'entreprise. L'Etat ne prendra plus les pertes à sa charge. Le libre circulation des paddys d'une province à l'autre a été instituée au Sud. Enfin. de multiples encouragements sont donnés à l'économie dite « familiale ». c'est-à-dire à la petite production privée. On favorise désormais les industries a régionales », en d'autres termes l'artisanat local, pour attenuer la pénurie de biens de consommation. ainsi que la sous-treitance à domicile des déchets industriels. Une directive du début de septembre autorise les familles des paysans à « emprunter » les parcelles non utilisées pour les mettre en culture et autorise les coopératives à « prêter » aux familles les terres laissées en friche l'hiver dans

le cadre d'une sorte de travail à façon. Il est encore diffiche de mesurer l'impact réel de ces mesures. On peut observer que les prix du riz, de la viande, du sucre, sur le marché libre, après avoir, effectivement, baisse de 5 à 10 % dès la fin d'août 1979, semblent avoir remonté, à la fin de l'année, à leur niveau antérieur. Surtout, aucun changement, même après le remaniement ministériel de janvier 1980, n'a été apporté aux structures essentielles : celles du pouvoir. Les trois priorités fondamentales du communisme vietnamien dans sa phase actuelle, la « socialisation » — c'est-àdire l'étatisation — des structures économiques, sociales et culturelles du Sud, la prise de contrôle du Laos et

du Cambodge, l'insertion dans le système d'alliances et dans la division économique internationale des pays du Comecon, forment un tout, une stratégie cohérente. Tout le problème revient à les conciller avec la nécessaire prudence tactique en ce qui concerne les privations et les charges que les paysans et les travailleurs doivent supporter. C'est de l'aptitude à effectuer toujours à temps ce diffielle arbitrage que dépend l'avenir de l'Etat vietnamien unifié. En cas de défaillance prolongée, les explosions de mécontentement populaire ne sont pas exclues, si l'on en juge par les précédents que colportent diverses rumeurs, invérifiables il est vrai, telles l'occupation de Thai-Binh en 1974 par des groupes d'invalides de guerre ou la manifestation des paysans de la province de Long-An en novembre dernier. Le Vietnam n'est pas à l'abr d'un Gdansk. Sans doute faudrait-il

alors réviser les trois priorités

DOUR la gauche occidentale, le guerre locale entre Etats communistes, a été, toutes proportions gardées, l'équivalent de ce que fut août 1914 pour les socialistes du début du siècle : la fin d'une certaine vision de la révolution et du socialisme, dont le Vietnam était le dernier support historique. Revanche des faits sur le mythe. Une norvelle crise historique de la pensée et de la pratique révolutionnaires, d'ampleur comparable à celle des années 1910-1920, s'est ouverte, qui contraint à un salutaire retour au reel La révolution vietnamienne reste

exemplaire. Elle a été la dernière grande révolution « léniniste », si l'on entend par là une révolution menée, des décennies durant, sous la direction d'un parti communiste classique. Depuis, la révolution s'est militarisée, elle s'exporte, les colonnes blindées et les corps expéditionnaires suppléent à l'action du parti et chacun sait, désormais, qu'il n'y aura pas un, deux, trois Vietnam. L'exemple vietnamien atteste aussi des capacités historiques réelles des grandes révolutions nationales et sociales du tlers-monde, capacités dont il est maintenant de bon ton de se gausser. Au Vietnam, la révolution communiste a levé une série de préalables fondamentaux, à commencer par le renversement de la structure de dépendance politique et militaire mise en place par les impérialismes étrangers et par celui de l'ancienne classe dirigeante. Mais ces révolutions ne peuvent donner plus. en l'état actuel du monde, en l'absence d'avancée du socialisme dans l'Occident capitaliste. Elles s'insèrent d'ellesmêmes dans la structure étatique du monde et dans la compétition économique internationale dont les modèles et les ressorts historiques se trouvent à l'Ouest. C'est. une double logique d'Etat — monopolisation du pouvoir dans une structure bureaucratique aux mains d'une couche de « cadres ». insertion dans un système d'alliances inter-étatiques extérieures — qui a achevé au Vietnam ce qui étalt, au départ, un vaste mouvement national et social; riche et diversifié porteur d'innombrables possibilités autres. Le peuple du Sud a été « libéré » par l'armée de l'Etat du Nord, il ne s'est nas insurgé contre la dictature militaire en 1975, à la différence des années 60; il ne l'a pas défendue non plus : simplement, il l'a laissée s'effondrer, sans profiter de l'occasion pour se soulever. Ce qui l'a emporté, une fois de plus, c'est donc la logique du substitutisme, produit d'une situation historique, faite des refus successifs de l'impérialisme français de laisser s'organiser librement les forces profondes de la société vietnamienne moderne, une société civile autonome. Cette logique a fait du parti-contre Etat, issu de la rencontre dans la

lutte révolutionnaire clandestine

- seule issue qui restait ouverte -

évoquées plus haut. C'est ce que sophaitent déjà diverses oppositions latentes, perceptibles derrière la façade d'unanimité jusque dans les range du parti : intellectuels critiques, scientifiques déstreux de s'affranchir des tutelles pesantes de l'appareil idéologique comme des contraintes financières inhérentes à l'orientation actuelle, et aussi d'accèder au statut privilégié de leurs collègues des autres pays du « socialisme existant gestionnaires de l'économie acquis à l'idée de réformes économiques de type hongrois, militants décus, enfin, qui souhaitent un autre modèle socia et politique, plus démocratique, fondé réckement sur la libre initiative populaire et sur le droit à l'auto-organisation. L'avenir du pays s'inscrit désormais dans la problématique de l' « alternative ». Au Vietnam comme partout à l'Est et à l'Ouest, le socialisme est, une fois de plus à réin-

Acquis et limites d'une révolution

de l'intelligentsia révolutionnaire, de partl Etat se substituant à l'action propre des forces sociales. Pourtant, au Vietnam, depuis un demi-siècle, la société civile n'a pas cessé de chercher à s'organiser, à percer, en 1925-1927. 1936-1938, 1945-1946, 1956-1960, etc. A chaque fois, ces tentatives ont été brisées par des impérialismes etrangers, français avant tout, pour des raisons qui tenaient à la défense de leurs intérêts vitaux. Le contre-Etat communiste devenu Etat a fini par absorber la société, par neutraliser toute possibilité d'organisation autonome des différentes classes sociales. Aujourd'hui, dans le nouveau Vietnam comme dans tous les autres Etats communistes, législement et politiquement, la société civile n'est rien,

l'Etat est tout. PIERRE BROCHEUX et DANIEL HEMERY.

(9) Cf. les données réunies dans le nº 373 de Problèmes politiques et sociaux, 12 octobre 1979. c Indochine, la première guerre locale entre Etats communistes a. Ls Documentation francalss. Paris.

(11) Nhan Dan, 1er novembre 1979. (12) Nhan Dan, 6 septembre 1979.

(10) Nhan Dan, 7 août 1978.

NOS PRECEDENTS ARTICLES

Le Vietnam face à la Chine, Paul Quinn-Judge. — L'affrontement de deux nationalismes. Nayau Chanda (septembre 1978).

CRAQUEMENTS EN ASIE : Au Vietnam: tensions internes et rupture d'équilibre, Patrice de Beer. - Au Laos : extrême pouvreté, famine et activités rebelles, Nayan Chanda. — Rivalités entre Washington, Moscou et Pékin à propos de la mer de Chine méridionale, Philippe Pous. — Le golfe de Thailande et la région centrale de la mer de Chine méridionale, zones de conflits latents, Michael Morrow. — Les communautés chinoises des mers du Sud: des groupes ethniques et culturels blen distincts, Cloude et Denys Lombard-Salmon (février 1979).

 Nouvelle orientation économique ou Vietnam, Philippe Devillers (Janvier 1980).

LE DRAGUN D'ANNAM. — S.M. Bao Dai

* Plon, Paris, 1979, 382 pages. e Après vingt-cinq ans de allence et de réflexion. S.M. Bao Dai a décidé de parler », annonce son éditeur. Probablement à tort. En continuant de se taire, l'ex-emperent aurait pu, devant i'histoire, être acquitté au bénéfice du doute. Il ne le pourra plus. Ce tardif plaidoyer, destiné sans donte aux gens sans mémoire, a, en effet, dissipé toute équi-

S'li dévoile comment le prince vécut son enfance et sa jeunesse, s'il révèle la façon dont Ho Chi Minh le « mit d l'abri e en province pendant les trois mols critiques de l'affrontement entre le Vietminh et les nationalistes soutenus par les Chinois (d'octobre 1945 à janvier 1945), puis l'envoya en « mission » en Chine (mars-septembre 1946), ce livre, à quelques détails ou anecdotes près, n'apprend rien qu'on ne sût déjà en Prance en 1954, et même en 1952. Il comporte, toutetois, un sveu d'impor-tance : l'abdication de Bao Dal ne lui fut pas « extorquée » (page 198) et il n's pas songé à l'annuier. Des lors, apparait une contradiction fondamentale dans le destin de l'homme, car si on comprend blen pourquoi le « citoyen Vinh Thuy » qu'il était devenu a pu accepter de jouer un rôle politique (comme le fers Sinanouk) pour obtenir de la France l'unité et l'indépendance auxquelles aspirait son peuple, on ne trouve pas ici ce qu'on attendait, à savoir une explication valable de son retournement contre le gouvernement Ho Chi Minh dont Il restalt le « conselller suprême ». Or as renonciation à tout rôle de médiateur, son e passage : la dissidence » Arent de lui l'instrument principal de la « vietrismisation » de la guerre par les Français. le protagoniste d'une guerre civile qui, sans lui, eut été impossible ou dérisoire. S'il avait abdiqué définitivement, pourquoi donc invoque-t-il encore sa « légitimité de Fils du Ciel » ? Pourquoi se tait-il encore appeler « Sa Majesté » ? Pourquoi, soudain. He Chi Minh (avec qui. dit-il. son entente svalt été « parjatte ») n'est-li pins que le « chei de rebelles » qu'il fant écraser et en face desquels on refusera même de s'asseoir le jour ou, à Genève, il s'agira de faire la paix? L'auteur est plus fort quand il affirme et répète que l' « expérience de Bao Dai » n'a été qu'une « expérience /ran-çaise » qui a échoué par la faute de la France, qui n's, en effet, pas voulu jouer vraiment la carte du nationalisme vietnamien, et que son régime rendait impuissante (le maréchal de Lattre de Tassigny, seul, est épargué dans une longue série de critiques). Lorsque la défaite a menacé, Paris, souligne encore Bao Dai, a cherché une porte de sortie diplomatique, trahissant à Genève ses engagements envers ses smoclés, transférant ensulte ceux-ci aux Américains, lesquels, à leur tour, les ont eux-mêmes, en 1973-1975, shandonnés aux communistes. Mais Bao Dai ne s'interroge pas un instant sur ce qu'étaient ces e nationalistes vietnamiens ».

-Témoignage, plaidoyer et programme-

Sihanouk et l'avenir du Cambodge

périodiquement.

UR le conflit cambodgien et la façon d'y mettre fin, Norodom Sihanouk a deja beaucoup parlé, mais c'est par le livre, par nature moins éphémère, qu'il pouvait le mieux présenter sa réflexion sur les années tragiques que vient de traverser son pays. Par cet ouvrage non conformiste (1). Sihanouk, une fois de plus, surprend et certainement dérange bien des calculs, car il ne veut visiblement pas jouer le rôle qu'ici et la on lui destinait.

Son livre, d'une lecture presque trop facile. est à la fois un témoignage, une analyse, un plaidoyer et un programme. Sur cette période de l'histoire du Cambodge (1970-1978). l'auteur. par sa qualité, est le témoin politique nº 1. Dédaignant l'anecdote et les « incidentes », son discours e role haut s. Il a. lui, vecu sinon dans, du moins à proximité immédiate du sérail rouge, et il peut citer les propos qui lui out été tenus par les dirigeants khmers ronges et oni jettent une clarie nouvelle sur les raisons

de leur désastre. Ces « chroniques » sont d'abord un réquisitoire accabiant contre le régime Pol Pol considéré cette fois non sous le rapport du respect des droits de l'homme, mais sous celui de la défense de l'indépendance du Cambodge. Pour Sihanouk, les Khmers rouges sont les vrais responsables de la guerre et de la défaite, car, a n i m és d'une vietnamophobie Insensée, ils ont « provoqué en duel » le Vietnam, qu'ils ont proprement attaque après l'avoir insulté sans arrêt pendant sept ans. Par une série de citations, il illustre le complexe de supériorité militaire qui animait Poi Pot et les siens à l'égard de ce Vietnam, dont ils croyaient ne « faire qu'une bouchée », et avec lequel ils désiraient un affrontement 2rmé. pouvoir rectifier la frontière et même récupérer la Cochinchine. Sihanonk, dénonçant les « rodomontades », les pogrous et les agressions armées de ces « Tartarins », accuse done Pol Pot d'avoir provoqué la guerre et abouti à la perie de l'indépendance du

Cambodge, une indépendance qui, dit-il, n'était déia plus que « de surface ». La Chine, en effet, avait du prendre en charge en partle ce « Kampuchea démocratique » dont la politique extérieure était entièrement à la remorane de la sienne.

LA suite de ce désastre, le Cambodge est aujourd'hui occupé par les Vietnamieus. Que faire? Il faut, certes, rétablir l'indépendance du pays et obtenir le retrait des forces de Hanol Sihanouk, cependant, tout en prenant acte de « la haine viscérale du Viet » qui

Par PHILIPPE DEVILLERS

existe a chez les Khmers de toutes tendances ou idéologies », ne cache pas qu'à son avis cette vietnamophobie ne peut mener qu'à la guérilla et à l'occupation permanentes, peut-être la l'extinction de la race. Ni la famine ni la faillite économique ni les « leçons chinoises » ne contraindront, dit-il, les Vietnamiens à quitter le Cambodge car. selon son expérience. les Vietnamiens n'ont pas l'habitude de céder à conz qui les insultent ou qui les frappent. La seule chance de les « fléchir » est de leur parler le langage de la fraternité et de la

courtoisie. Sans ambages, Sihanouk déciare que, pour le moment. l'ennemi principal du Cambodge n'est pas le Vietnam mais les Khmers rouges. permettent à Hanoi de justifier son occupation. L'armée vietnamienne assure, en effet, la protection de la population contre les tueurs de Poi Pot, et, pour Sihanouk, demander son retrait inconditionnel n'est pas réaliste. S'il préconise de constituer un front uni pour faire

pression sur le Vietnam, il entend en exclure complétement Pol Pot et ses partisans, qu'il qualifie de « disciples de Hitler » et accuse de vouloir toujours liquider leurs concurrents. La « protection » vietnamienne n'est toutefois qu'un pis-aller provisoire. Elle doit être remplacée, le plus vite possible - et c'est là la « solution Sihanouk » — par une neutralisation garantie. Il propose donc un cessez-lefeu (ce qui est dépasse, mals le livre a été écrit en avril 1979), une relève de l'armée vietnamienne par les forces de l'ONU. des élections libres à une Constituante, sous contrôle international, et la négociation d'un régime de neutralité de type suisse ou autrichien, car pour lui le neutralisme est désormais un luxe inaccessible. Il croît que le Vietnam peut accepter pareille solution si lui, Sihanouk, apporte les garanties requises. Et Il juge être le seul à pouvoir le faire.

CET ouvrage au titre ambigu (mais il n'est pas de l'auteur est en fait un plaidoyer pour la paix et la réconciliation. Tout en dénonçant fréquemment le séculaire expansionnisme vietnamien, Sihanouk demande, en effet, aux Khmers d' « exorciser leur haine traditionnelle des Vietnamiens et d'oser regarder en face l'inéluctabilité d'une entente honorable et d'une coopération fraternelle entre deux pays qui, places côte à côte, sont condamnés à coexister jusqu'à la fin des temps » (page 103). Il cite en exemple la France et l'Allemagne. hier e ennemies héréditaires », aujourd'hui réconciliées, grâce à la lucidité de leurs hommes d'Etat, pour le plus grand bien de

l'Europe. Rezardant an-delà des affrontements actuels, et parce qu'il vent que son peuple retrouve durablement la paix, Sihanouk plaide pour une entente entre pemples voisins d'Indochine et en énumère quelques conditions. Il reste à voir quel rôle il croit pouvoir jouer aujourd'hui dans cette reconciliation, notamment dans k contexte d'une nouvelle « guerre froide » à l'échelle mondiale.

(1) Norodom Sibanoul, Chroniques de guerre... et d'espoir, Hachette-Stock, Paris, 1979, 304 pages.



L'ALERTE TUNISIENNE

(Suite de la première page.)

Ather duranting

FRINGS GEL DAM

del souherren de la company de

Can Lavert

pathous & Roll

serior ser, use in

do finteligental

parts Ria: we made the same to the same to

Servi Ria: Sorcer Anna Police Canal Canal

es Vicinam de la social del social de la social del social

All A chaque to

des raisons qui

de mura militare.

THE COMMUNICATION AND ADDRESS OF THE PARTY AND

our staorber a

ANIMOTOTOP OF

Allenotor and Automotive and Automot

Victoria comare

Amount, it has been a second

(B) Cl. sen vielten

southern 12 metable to the same

in processive gilvers

the plan or --

PRÉCEDENTS ARTICLE

Feel Quine-Judge. --

CRAQUEMENTS EN ASE

Au Vistnom : 121

ruphire d'agui tie Potince de la

- Au Loss -- -- -- --

famore of activities the No.

Chatter -- Biv.

water de Chang min Phil

Proc -- to o - - Ter my

to rigion turns a gray

Chine merson

house, Markey! Maries, -

COMMUNICATION 1

nais been dert ein Claude er Der

Minus & Control of the Control

with the view Philippe Dollar

being the era

Californ to a

in the second of the second o

Select to dest

Beinen fras ..

Marian and a fine

The Same of the Same

A ...

a algebra servici

ton. Moscou 41

195

R Mark LIMITA

Cleaning feathfacture

· La Venire tur . : 24

20 373 GF Pr. 3

PIERRE EROCHEUX

E DANIEL HEMERY

Communation, ... to enter 61 to

dune revolution

I was lout

Perts

THE REAL PROPERTY.

TAX TO THE PARTY

W. W. BALL CA. STATE

a tar & attente accom

Printegen Langue, que

. ... in patientias et

in Miniman, in 1884-

igne une serie

THE PERSON AS ASSESSMENT AS ASSESSMENT OF THE PERSON AS AS ASSESSMENT OF THE PERSON AS

The part is being

ur: 74 juli . 446i 46

Mary and Countries there

. Complete the l'unifornité

*CHOY and a termination

E - A LEADING COLUMN

ASSIATION MARIAMA CO

PART BUILD DES BERRETERS

CHEST MAN AND PROPERTY.

Decident de producti

KA A STATE OF THE STATE OF THE

E

WINE COURSE VERNING

AMERICA MERIO CON

er Boggisdre b

de tutebes per l'a

astrails, et aux. Ch.

La version officielle tunisienne confortée par les aveux radiotélévisés de certains membres du commando a au visage tuméfié par des traces de coups », est toutefois, à bien des égards, sujette à caution Tout d'abord quant au blian de l'opération de Gafsa et à l'importance du commando.

Le bilan est incontestablement plus lourd qu'il n'a été dit. Des recoupements en milieu médical situeralent plutôt le nombre des victimes aux alentours de 300 à 350 personnes entre civils, membres du commando et militaires. D'autre part, pour ce qui 5concerne l'importance du commando, il y a tout lieu de penser que le noyau initial et les éléments recrutés et ralliés sur place composaient un effectif opérationnel de 150 à 200 membres (le R.A.T. en a annoncé 300 dans son premier communiqué militaire).

Si l'on s'en tient à l'hypothèse retenue par le pouvoir d'un commando de 50 hommes que ces derniers pouvaient utiliser seuls les 83 fusils mitrailleurs, les 9 bazookas, les mortiers de 60 mm les 39 fusils et les 53 pistolets mitrailleurs qui constituent le premier lot

de 150 à 200 hommes armés, com-

des armes saisies? Même dans l'hypothèse, plus fiable,

reussir à investir une ville de 35 000 habitants et à la tenir plusieurs heures durant sans appui, y compris à l'intérieur de la maigre garnison, et sans la complicité active ou l'attentisme complice d'une partie de la population? Si les insurgés n'ont pas été dénoncés dans les jours précédant l'opération alors qu'ils se terraient dans un quartier populaire, c'est que des solidarités ont joué, et cela est loin d'être negligeable.

ment croire qu'un tel groupe puisse

On relèvera, au passage, que les exécutions sommaires et les exactions mises sur le compte des insurgés pour dramatiser davantage la situation n'ont pas, jusqu'ici, reçu un début de preuves. En revanche, il a été difficile de taire l'information selon laquelle une partie des soldats, des jeunes recrues, faits prisonniers et gardés en otages dans le gymnase du lycée seraient morts à la suite ce bâtiment par l'armée et d'une brèche effectuée à l'explosif (R.P.G.) dans l'enceinte du bâziment.

A partir de là un certain nombre de repères s'imposent à qui veut saisir la véritable signification de l'événement.

groupes ultra-minoritaires, l'idée de la « guerra populaire », rencontrant la sensibilité d'anciens résistants qui n'ont jamais pardonné au régime la répression de la dissidence « yous-séfiste » de 1955-1956, est sortie tout à la fois de la sphère des débats idéologiques et des cercles restreints des conspirations de l'exil pour être mise en pratique, grâce aux concours libyen, palestinien et sahraoui par des hommes prêts au sacrifice. Ni l'échec de Gafsa, ni l'éventuelle aggravation de la répression ne semblent, hélas, devoir convaincre ceux qui se sont reconnus dans le sursaut désespéré du 27 janvier. Et seule la perspective d'un changement démocratique profond dans le pays pourrait les ame-ner à réviser leurs choix actuels.

Prise de court par un événement qu'elle n'a pas su - ou qu'elle ne pouvait - prévoir, la classe politique tunisienne est, en effet, confrontée à son tour, comme naguère l'opposition légale marocaine, aux suren-chères de l' « union sacrée » face à une sempiternelle « menace extérieure ». Le thèse de l'a agression caractérisée » fournit à présent un contrepoint à une escalade aux conséquences imprévisibles, qui trouve arguments et prétextes dans une délirante et maissine bataille des ondes dont les populations civiles, en particulier les travailleurs tunisiens émigrés en Libye, font fatalement les frais

En appeler, dans ces conditions, au sang-froid, comme tentent de le faire, le plus souvent il est vrai à partir de l'exil, un certain nombre de groupes et de personnalités de l'opposition tunisienne n'est pas chose aisée. Il s'agit en priorité de ne pas céder aux poussées de flèvre du bellicisme, et de refuser de contribuer à ce que se dressent l'un contre l'autre deux peuples frères qu'unit une communauté historique de langue et de civilisation. Cette attitude implique hien sur que l'on fasse preuve d'une égale sermeté à l'égard des interventions, des ingérences ou des tutelles extérieures d'où qu'elles émanent.

Mais Gaisa, c'est aussi, dans une situation de marasme politique, l'irruption du refoulé, d'une identité arabo - islamique quotidiennement défiée et que l'onde de choc iranienne a revigorée, et cette opposition populaire au bourguibisme que fut le youssesisme.

Une erreur fatale T ES insurgés étaient des Tunisiens, L quasiment tous originaires de Gaisa et de sa région. « Révoltés et non pas mercenaires », confirme, après trois semaines d'enquête et de recoupements, le directeur d'un hebdomadaire qu'on ne peut suspecter de sympathies pour l'opération de Gafsa (3). Et il conclut : « Kadhafi le rappelle et, sur ce plan, il a raison; les Tunisiens, au jond, ne le nient pas et c'est en tout cas la vérité à laquelle s'est arrêtée l'opinion publique. Par-delà l'imbroglio des sigles utilisés, il apparaît aujourd'huj à l'évidence que les animateurs du commando Amr Ihn Al'Ass et ceux qui, en milieu tunislen à l'étranger, se sont reconnus dans leur action, appartiennent à des groupes idéologiques divers, de sensibilités nationaliste arabe et ultragauche, où les e prolibyens » inconditionnels ne sont apparemment pas dominants, même si la propagande gouvernementale tunisienne a tenté de monter en épingle le rôle du FNPLT. (4).

Au stade, au moins, des préparatifs, l'opération n'a pas été improvisée. Les insurgés ont disposé sur place de complicités qu'ils ont probablement eu tendance à surestimer, mais qui n'en sont pas moins inde-

Outre un certain nombre d'erreurs sur le plan militaire, que l'improvisation dans l'execution ne suffit pas à expliquer, le commando a commis une faute stratégique qui lui a été fatale. Car. au-delà de l'exaltation et de l'esprit de sacrifice qui ne sont pas sans rappeler le comportement des insurgés de La Mecque, ce qui lui a fait défaut c'est, bien évidemment, le soulèvement massif à ses côtés d'une population dont il connaissait, certes, le ressentiment à l'égard du régime mais dont il a surestime la capacité à se soulever les armes à la main. C'est la conviction obstinée selon laquelle Gaisa serait le point de départ d'une insurrection généralisée qui a le plus sûrement soudé et déterminé les membres du commando et leurs partisans. L'une des cartes saisies dans leur Q.G. marquait la région de Gafsa d'une flamme rouge illustrant parfaitement leur foi en un embrasement populaire qui, à partir de cet épicentre, se serait étendu à l'ensemble du pays. Or Gaisa n'a été ni le détonateur ni le signal escompté.

Et, pourtant, les choix de la date et du heu devaient revêtir valeur de symboles. La date est celle du deuxième anniversaire des événements sanglants du 26 janvier 1978 mais aussi, comme le rappelle avec insistance le premier communiqué, celle de la veille du Mouled (naissance du prophète Mahomet)... Quant au lieu, Gafsa, cité minière (phosphates) au carrefour des hautes steppes, de la palmerale et des massifs. est le point de ralliement des farouches populations Hamamas qui ont constitué le fer de lance de la lutte de libération nationale dont l'action armée s'amorca en 1952 dans les massifs environnants. C'est à Gafsa qu'ont éclaté de façon endémique d'importants mouvements sociaux alors même que l'Union générale des travailleurs tunisiens (U.G.T.T.) était totalement caporalisée. Tout comme, du temps du protectorat qui maintint cette région sous administration militaire, c'est à Gafsa que fut réalisée en 1948, dans la perspective de la création de l'U.G.T.T., la fusion entre les syndicats du littoral, du centre et du Sud.

Comment, dans ces conditions, un groupe de Tunisiens composés de jeunes chômeurs émigrés en Libye, de militants ayant opté pour l'engagement physique dans le combat palestinien, et d'anciens résistants yousséfistes (5) ayant participé à la lutte anticoloniale, en est-li arrivé à se laisser aller à la tentation suicidaire de la « voie insurrectionnelle », prenant le risque de déclencher des soubresauts dont il n'aurait pas eu nécessairement l'entière mai-trise? Et comment expliquer qu'ils aient cru trouver, dans le pays même - et qu'ils l'aient effectivement rencontré, du moins en partie, - un écho qui a stimulé leur audace et

Il y a, bien sûr, les conditions locales particulières, et nous y reviendrons. Mais c'est, sans nul doute parce que le régime a verrouillé toutes les issues politiques, parce qu'il a fait de la violence institutionnalisée, de la répression et de l'intolérance, des systèmes de gouvernement que, au fil des ans, la coupure s'est accentuée entre l'Etat et la société civile. Cela a fini par éclipser les principaux acquis du régime, entrainant un état de blocage politique et social sans précédent.

L'événement interpelle aussi l'opposition tunisienne. Frappée par la répression, émiettée, minée par ses querelles idéologiques, cette dernière n'a pas été capable, en effet, de susciter, dans l'unité, une politique de rechange avancée jusqu'ici par des

Inégalités sociales et régionales

MOHAMED HARBI, ancien conseil-ler de la direction du F.N.L. algérien et historien du Mouvement national maghrébin, a récemment analysé ce phénomène et sa signification dans la conscience populaire (6): « Il y a des mythes qui ont la vie dure, écrit-il, tel celui d'un youssétisme réactionnaire, thèse défendue par les intellectuels tunisiens progressistes, alors que l'étude de ce mouvement montre qu'il était, à l'instar du bourguidisme, un groupement de type interclassiste entaciné dans le gros commerce djetbien mais aussi et surtout dans le petit peuple de Tunis et la paysannerie déshéritée du Sud, force de trappe de la résistance armée. L'opposition de ces couches au compromis avec la France n'a pas été vaincue, comme on le croit ou on veut le faire croire, par les partisans du président Bourguiba. L'appui qu'a donné à ce dernier l'armée stançaise a été décisif (...). Vaincue avec le yousséfisme, l'opposition populaire au bourguibisme, dans le Sud en particulier, n'a pas cessé depuis 1956 de. chercher un au-delà qui fait fi des frontières de l'Etai. »

Cetté misère sociale n'est certes pas aussi effroyable que dans certaines des régions les plus démunies du Mers-monde. Mais, pour la Tunisie, qui présente à la fois les capacités d'une nation moderne ouverte aux courants novateurs extérieurs et les drames d'un sous-développement nourri de désespoir, les contrastes et les inégalités sociales risquent bien d'être perçus de façon de plus en

plus vive. Les affaires, celles des spéculateurs et des intermédiaires en tout genre, sont florissantes et le tourisme renvoie du pays une image rassurante. 20 % de la population, c'est-à-dire les couches les plus aisées, consacrent 40 % de leurs dépenses au logement, et le parc de voltures connaît, tout comme l'ensemble des biens de consommation modernes, une progression constante que les contraintes fiscales ne parviennent pas à freiner. Mais plus du cinquième de la population active est à la recherche d'un emploi, dont 54 % de jeunes, et 27.5 % des ménages se trouvent en decà du seuil de pauvreté estimé par la Banque mondiale à 80 dinars par an : les flambées de prix répé-

tées et l'affaissement du pouvoir d'achat populaire suscitent des tensions de plus en plus grandes alors que l'inflation est aggravée par une politique du crédit qui se développe en dehors de toute réalité (7). Une privatisation accrue des terres, doublée d'une érosion de la part des investissements consacrés à l'agriculture (11 % pour l'actuel V° plan (1977-1981), accélèrent le phénomène de dépeuplement des zones rurales et remettent en cause les quelques acquis positifs de la politique agraire des années 60. La part de la masse salariale dans le revenu national connaît depuis quinze ans une érosion continue alors que le club des milliardaires ne cesse d'enregistrer de nouvelles adhésions, parmi lesquelles les principaux dignifaires de l'Etat. La généralisation de l'enseignement, qui fut l'un des fleurons du régime, a été progressivement érodée par une politique de sélection qui frappe de plein fouet les enfants des classes citadines, mais surtout rurales, les plus démunies. Cent mille jeunes quittent chaque année l'école dont 70 % au moins n'ont aucune chance de trouver un travail Cette politique, qui appauvrit et spolie les plus pauvres en enrichissant de façon éhontée les plus riches, est menée au nom d'un libéralisme économique qui se traduit par une insertion de plus en plus poussée de l'économie tunisienne dans la division internationale du travail, c'est-à-dire par une dépendance accive.

Un certain nombre de symtômes liés à l'aggravation des déséquilibres régionaux méritent une attention particulière. Le népotisme et les comportements de type régionaliste ont en effet permis à la bourgeoisie citadine des gouvernorats du littoral d'accaparer le pouvoir politique et l'essentiel du pouvoir économique. Non seulement aucune stratégie de rééquilibrage de l'espace économique national pour diffuser plus équitablement le développement, n'a été mise en place mais, fait plus grave, la tendance au déséquilibre au détriment des gouvernorats de l'intérieur notamment ceux du Kef, de Jendouds, Kasserine, Kairouan et Gaisa - n'a fait que se renforcer. S'agissant des gouvernorats du Sud, une étude per région des investissements industriels donne les éléments comparatifs suivants:

	1962-1971	1973-1978		
- Tunis - Gouvernorats de l'inté-	24 % 54 %, dont 18 % pour . Médenine (Djerba)	34 % 50 %, dont 0,7 % 94 % pour Médenine (Djerba)		
Light	22 %, dont 7,3 % pour Gafsa	6. %, dont 2,4 % pour Gafsa		

Avec plus de six millions d'habitants, la Tunisie connaît un taux d'accroissement démographique de l'ordre de 2,3 % par an mals l'inégal dynamisme régional entraîne depuis cino ans une décroissance démographique dans le gouvernorat de Galsa et un véritable elfondrement dans celui de Médenine. Cla seet les régions du Bud qui en

les plus importants de candidats à l'émigration légale ou illégale (vers la Libye notamment). L'espoir de ces jeunes réduits à l'exil est le ferment des plus violentes révoltes. Une étude de MM. Camau, N. Sraieb et Dubray, réalisée en 1972 dans le cadre du CRESM (8) sur le thème : « La formation des élites maghréhines a et portant sur un échantillon

tif, aboutit à des conclusions édifiantes : 73 % des élites sont originaires de quatre gouvernorais (Tunis. Sousse, Médenine-Djerba, Sfax), les autres gouvernorats se partageant les 27 % restants avec 3,1 % seulement pour celui de Gafsa.

Si l'on ajoute que 90 % des emplois et des investissements agréés sont concentrés dans la capitale et les huit gouvernorats cotlers, dont 60 % à Tunis, le reste des gouvernorats se partageant les 10 %, on comprend que la crise des débouchés scolaires se soit traduite, à Gafsa justement, par ce cri qui rallia en 1972 l'en-semble de la révolte lycéenne : a Arec ou sans études, il n'y a pas d'avenir! » Il y a huit ans, un bon nombre de membres du commando de Gafsa étaient encore des écoliers.

C'est dans ce contexte économique qu'il convient de replacer les luttes sociales, ouvrières notamment, qui, du printemps à l'automne 1977, ont conduit, par la volonté d'affrontement du patronat et des dirigeants du parti unique, aux sanglants événements du 26 janvier 1978. L'U.G.T.T., sons la pression de bases de plus en plus combatives, a su affirmer sa volonté d'autonomie et a vu s'accroitre son poids sur l'échiquier national au point d'apparaître comme l'axe majeur des luttes pour un changement démocratique dans le pays.

La manière dont le syndicat a été décapité a assurément contribué de façon décisive à ôter toute perspective d'action politique à des jeunes que le choc du 26 janvier avait profondément traumatisés.

 Luttes ouvrières et union sacrée >

D OURTANT, et maigré la répression qui s'est abattue sur la jeunesse et les travailleurs (procès, rafles, interdits professionnels, licenclements, lois sur le « service civil » et le « service national »), une résistance syndicale animée par les structures légitimes de l'U.G.T.T. et relayée par la solidarité internationale a permis d'isoler la « direction » que le gouvernement avait placée à la tête de l'U.G.T.T. en fevrier 1978. Deux cent douze grèves ont ainsi été déclenchées au cours des dix premiers mois de 1979 et, à la veille des événements de Gaisa, de nombreuses assemblées de travailleurs avaient décidé de relancer le mouvement revendicatif et de solidarité avec les syndicalistes détenus, tel Habib Achour, le secrétaire général de l'U.G.T.T., soumis à une stricte assignation à résidence Ces actions, précédées par la grève des cheminots de Biax, les 23, 24 et 25 janvier devalent principalement mettre en cause la brutale hausse de plus de 17 % des prix des denrées de première nécessité (pain, café, sucre, huile, etc.) annoncée le 21 janvier en même temps qu'une dérisoire augmentation du SMIG et du SMAG de 3 %. Et. de fait, la grève de la Société nationale des transports de Tunis a eu lieu, avec succès, au lendemain même du déclenchement de l'opération de Gassa. Mais, depuis de nombreuses grèves ont été annulées ou reportées, tant le climat d' « union sacrée » orchestre par le gouvernement tunisien rend difficile toute initiative politique ou sociale « discordante ».

Malgré les très fortes pressions auxquelles ils sont soumis, les dirigeants syndicaux s'en sont tenus pourtant à une attitude de prudente réserve, refusant de mêler leurs voix aux divers chœurs se réclamant du « salut national » face à la « menace

extérieure ». Ce qui peut et doit être mis en question en priorité, c'est l'option pour la lutte armée et les circonstances qui l'ont rendue envisageable. non l'existence de « sanctuaires » on de soutiens extérieurs sans lesquels elle n'a eu, nulle part, quelque chance d'aboutir. Face aux défis du président Sadate et de l'Occident, les dirigeants libyens ont assurément la volonté d'être un point d'ancrage contre l'impérialisme mais certaines de leurs initiatives et certains de leurs choix géopolitiques suscitent de légitimes réserves. Il n'est pourtant guère sérieux de les rendre responsables de tous les désordres et de réduire l'opération du 27 janvier en Tunisie à la seule stimulation déstabilisatrice qui leur est prêtée. Il est trop tôt, en tout cas, pour

speculer sur les retombées politiques du ralliement autour du régime, sous des formes certes différentes d'une partie importante de l'opposition ou de la contestation libérale. Il est toutefois certain que, venant apres la crise qui a suivi le congrès du parti en septembre dernier et dont l'épliogue provisoire avait été le limogeage du ministre de la défense, l'affaire de Gaisa et ses répercussions au sein d'une classe politique très ébranlée affecteront les équilibres actuels du pouvoir.

Quant au reste de l'opposition, du mouvement islamique à l'extrême gauche marxiste-léniniste, en passant par la gauche radicale, elle s'en est tenue, mais dans tous les tons de la

gamme, au réquisitoire contre la politique du régime, à la dénonciation « des intercentions et des tutelles au rejet de a l'intervention multaire

française v. Les informations contradictoires sur la nature et l'ampleur de l'appui militaire français à l'armée tunisienne n'arrangent en rien les choses. Outre la présence dans le golfe de Gabes des trois bâtiments français, le Duguay - Trouin, le Vendéen et le Colbert, n'y a-t-il eu que l'aide logistique des avions Transali et en hélicoptères Puma, revenus depuis à leurs bases de départ? Et que doit-on penser des informations sur l'intervention, à des fins de contrôle, de Mirage de l'escadrille de reconnaissance de Mérignac (Gironde), ou sur la présence et le rôle de conseillers militaires français auprès de l'étatmajor tunisien? Tout cela est inquétant car la concertation francoaméricaine en Méditerranée ne peut qu'aggraver les tensions dans une zone où la confrontation Est-Ouest est particulièrement apre.

Redonner an non-alignement le contenu qui fut initialement le sien pour limiter les effets d'entraînement d'une telle confrontation et préserver l'indépendance nationale des peuples riverains constitue aujourd'hui pour les pays méditerranéens un impératif majeur. Dès lors, l'attitude qui consiste à privilégier les interventions françaises, à la moindre alerte ou sollicitation, et à opter pour la diplomatie de la canonnière est un choix auquel les opposants tunisiens ne peuvent être indissérents. KHEMAIS CHAMARI.

(3) Joune Afrique du 15 au 22 février (4) Front national progressiste de 1156ration de la Tunisie, dont plusieurs militants ont été impliqués en 1975 dans une affaire d'atteinte à la sûreté de l'Etat.

Certains sont encore en détantion. La

principale figure du F.N.P.L.T. est Amara

Dhaou, dit Hadj'Amara Naili. (5) Du nom du leader nationaliste Salah Ben Youssef, principal rival du président Bourguibs en 1955 au lendemain de la signature des accords d'autonomie interne. Il a été assassiné à Prancfort en 1961 et, treize ans plustard, en mai 1974, le chef de l'Etat félicitera, dans un discours public, ceux qui eurent à exécuter cette mission. En 1962, des partisans de Salah Ben Youssef figurent au nombre des inspirateurs d'un complot éventé par les autorités tunialennes. Depuis 1956, M. Ibrahim Tobbal et le Mouvement de l'opposition nationale (M.O.N.T.) dont il se réclame se sont présentés comme les porte-parole

du courant yousseffste. (6) Libération, 6 février 1980.

(7) Pour toutes les références économiques du présent article, cf. Jean Poncet : La Tunisie à la recherche de son arentr (Editions sociales, Paris); Yves Gazzo : Afrique du Nord - d'hier à demain (Economica, Paris); Rapport de l'U.G.T.T. sur la revalorisation et l'indexation des salaires, Tunis, décembre 1976; Daniel Kamelgarn : Tuntsie 1976-1977, le développement d'un capi-talisme dépendant, étude effectuée dans le cadre d'une action programme de la D.G.R.S.T. sur la D.I.T., article paru dans Peuples méditerranéens, nº 4, Paris; About Turak, e La satellisation, 4° et 5° plans », les Temps modernes, numéro spécial sur le Maghreb, Paris; l'Economie tunisienne entre la propagande et la réalité, M.U.P., sout 1978.

(8) Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes, à

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY Directeur de la publication : Jacques FAUVET Rédacteur en chaf : Claude JULIEN Rédactrice en chaf adjointe : Micheline PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en trancs) **VOIE NORMALE**

France, DOM. TOM. Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire. Dahomey. République de Djibouti. Gabon, Mauritanie, République maigache, Mali. Niger. Sénégal, Tchad, Haute-Volta, Cameroun, Togo. Guinée, Tuniaie, Poste

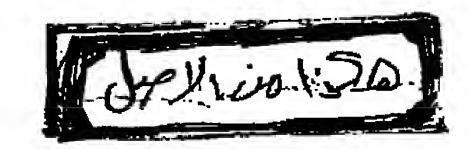
PAR AVION (abonnement at taxes):

Europe, Turquis d'Asia, Chypre, Açores, Canaries, Madère, Aigé-DOM. Cameroun, Centrafrique, Congo. Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinés, Mail, Mauritable, Niger, Sénégal, Tohad, Togo, Haute-Volta, République de Dilboum 116 TOM. République malgache, Etat Libye, Sgypte, Arabie Saoudite,

ban. Syrle 121 Birmanie, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie. Japon. Macao. Malaisie. Mongolie. Philippines, Singapour. Talwan, Thallande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Quinée, Pidji, Nouvelle-Zelanda, Laos, Cambodge 160 Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amé-(Chèque postal : Paris nº 4207-23)

Iran. Irak. Israël. Jordanie, Li-

Priz de vente au numéro : 7 F. Rédaction et administration, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09 Tel.: Rédaction et abonnements : 248-72-23 Adr. télégraphique : Jourmonde Paris Télez : Le Monde 650-572 Paris



TCHAD: une paix fragile

E Tchad est un peu la caricature de l'Afrique neo-coloniale. Les colons français avaient fait de ce pays situé au cœur de l'Afrique une des bases de leur domination militaire sur le continent africain. Le pays, c'est beaucoup dire, car, pour eux, le « Tchad utile », c'était le Sud, où l'on faisait cultiver le coton aux paysans tchadiens pour le plus grand profit de l'industrie textile française. On disait le « Tchad utile » comme pour mieux se rassurer et oublier la résistance à la colonisation des peuples du Ouaddai, du Borkou-Ennedi-Tibesti (B.E.T.), à

l'est et au nord du Tchad. Au moment de l'indépendance cette image se figes, tandis que s'affirmait le régime du président Tombalbaye. Le « tombalbayisme »? C'est, dès 1962, le parti unique, la nécessaire clandestinité pour toute forme d'opposition au chef de l'Etat, l'obscurantisme, la répression féroce des manifestations populaires (1). En 1966, le Front de libération nationale du Tchad (Frolinat) organisa dans le centre-est du pays, puis dans le Borkou-Ennedi-Tibesti, une lutte armée à partir des révoltes paysannes nées des exactions commises par les collecteurs d'impôts. Face aux rapides progrès de cette

Le «Tchad utile» n'est plus au sud

O N peut s'étonner que le Tchad suscite tant de convoitises. Statistiques en main, les experts décrètent que c'est un des pays les plus pauvres du monde : 120 dollars de revenu national brut annuel par habitant. C'est un pays déshérité, enclavé, etc. Un pays assisté dont la balance commer-ciale est en déficit chronique (12.7 milliards de francs C.F.A. (2) en 1976). L'aide extérieure n'a-t-elle pas atteint 23.5 milliards de francs C.F.A., dont 80 % de dons en 1976, alors que le budget du Tchad s'élevait à 17 milliards seulement cette année-là?

Bien sûr, le Tchad est le premier producteur de coton de l'Afrique francophone (3). La Compagnie francaise pour le développement des fibres textiles (C.F.D.T.), bien que minoritaire, contrôle la Cotontchad qui a le monopole de la production et de la commercialisation. Le coton est le moteur d'un développement industriel limité au sud du pays : Société textile du Tchad contrôlée par Unipartex (France) et des industriels allemands huilerie... Au total, une industrialisation tout à fait embryonnaire (4) largement déterminée par les intérêts de la France et d'autres pays d'Europe. Autre paradoxe symptomatique d'une situation de pays dominé: 30 % des importations du Tchad sont des produits alimentaires, alors que plus de 80 % de la population active travaille dans le secteur rural. Le commerce est entre les mains de grandes compagnies françaises (S.C.O.A., C.F.A.O.) et d'une filiale d'Unilever (S.C.K.N.).

Mals, pour reprendre l'image coloale, il s'avère de plus en plus que le « Tchad utile » n'est plus seulement au sud. Depuis bien des années, on sait que le Tchad recèle d'importantes richesses minières: uranium, cassitérite, wolfram dans la bande d'Aozou, or dans le Mayo Kébbi; des indices de bauxite, de fer, mais aussi d'or et d'uranium sont relevés dans le Biltine. le Ouadaî et l'Ennedi Est du pays) et dans le Guéra (Centre). La Continental Oil, associée à Shell, Chevron et Exxon, prospecte avec bonheur dans le Kanem et le Logone-Oriental En fait, comme son voisin du Sahei, le Niger, le Tchad constitue une importante réserve minière que la France entend maintenir dans son giron. Outre cet enjeu économique, beaucoup plus déterminant pour l'avenir que le coton, étouffer la lutte du Frolinat recouvrait pour l'Elysée un important enjeu politique : après l'échec des maquisards camerounais, il fallait à tout prix empêcher la victoire d'une guerre populaire qui aurait pu avoir un caractère exemplaire pour d'autres peuples d'Afrique.

L'accord global, négocié en novembre à Douguia (Tchad), est un moment important de l'histoire du Tchad; il sert à bien des égards les intérêts de la France.

D'une part, l'unité territoriale a été préservée. Le partage du pays aurait constitue un dangereux précédent, à valeur exemplaire. Il aurait largement entamé les possibilités de contrôle de la France dans cette région stratégique et favorisé un éventuel projet fédéral libyen.

D'autre part, le Frolinat — qui symbolisait les aspirations populaires, le rejet de la domination française -

guerre copulaire, le régime Tombalbaye ne dut son saiut qu'à l'intervention, en 1968, des parachutistes français : mais ceux-ci ne purent venir à bout du Prolinat qu'ils se proposalent d'anéantir.

10 novembre 1979 : les ennemis d'hier. dirigeants et dissidents du Frolinat, se partagent avec les officiers de l'armée tchadienne les portefeuilles d'un même gouvernement installé à N'Djamena. Des milliers et des milliers de Tchadiennes et de Tchadiens tombés au maquis depuis 1966, dans les rues de la capitale ou des villes du Sud et de l'Est au cours des affrontements de 1979, tel est le prix de la solution politique négociée ; mais les troupes françaises — toujours sur le point de se retirer — sont encore au Tchad. Un changement : désormais, les alliés de la France ne sont plus seulement les cadres venus du Sud du « Tchad utile » des colons, mais aussi des dirigeants du Frolinat.

Tel est le résultat des interventions militaires et diplomatiques de la France, des manœuvres politiques et militaires de la Libye et d'autres pays voisins du Tchad qui se développèrent ces dernières années.

a été associé à cet accord sans que soit remis en cause l'ordre néo-colonial. Un bref retour en arrière permet d'éclairer cette situation pour le moins inattendue. Le 13 avril 1975, le coup d'Etat militaire qui élimina le dictateur Tombalbaye, au pouvoir depuis quinze ans, marqua un tournant important dans l'histoire du Tchad A première vue cependant, le passage a un regime militaire n'apportait pas de changements politiques notoires : les engagements à l'égard de l'étran-

Par GUY LABERTIT

nouvelle instance militaire dirigeante. L'ancien responsable Adoum Haggar fut arrêté, jugé et exécuté pour avoir pris des contacts en 1973 avec le groupe Goukouni-Habré. La nomination de Mahamat Idriss ne fut pas approuvée par l'ensemble des cadres militaires, et les désignations qu'il proposa pour compléter son étatmajor furent rejetées. Il coopta donc une partie de son état-major et, des cette époque, la direction militaire du Frolinat fut en quelque sorte coupée en deux, une partie siègeant dans le Ouaddal, l'autre dans l'Ennedi. Les

modifia l'attitude de la Libye, et son

soutien au Frolinat se fit plus dis-

s'intensisserent, surtout après l'impor-tant combat d'Am Djarass, défavorable au Front. Ainsi donc, au début de 1975, le Frolinat, qui a mis en échec le corps

luttes intestines entre le chef d'état-

major et les anciens cadres militaires

expeditionnaire français et qui a reussi à isoler totalement le régime Tombalbaye, est plus vulnérable que jamais, déchiré par des conflits internes qui freinent l'avance de la lutte armée.

Cette situation paradoxale va conduire la Libye à modifier sa tactique afin de mienx satisfaire ses visées expansionnistes

L'expansionnisme libyen

peine installé au pouvoir à Tri-A poli, le colonel Kadhafi choisit de soutenir les guérilleros tchadlens : organisation de stages de formation militaire, aide matérielle en armes non négligeable, émissions quotidien-nes à Radio-Tripoli. La défense de l'islam semblait conduire l'action politique du régime libyen : « L'islam et les musulmans du Tchad subissent une oppression religieuse... Il est clair que Tombalbaye et sa clique pratiquent une discrimination raciste contre les populations crabisées et qui constituent la grande majorité du peuple tchadien frère. La situation generale au Tchad, infeodé aux bases militaires etrangeres occidentales et sionistes, est une menace pour les peuples africains voisins du Tchad... (10). Mais, au-delà de ces facteurs idéologiques, se dessina très vite le projet annexionniste de Tripoli. Des 1972, la rupture des relations diplomatiques entre le Tchad et Israël

tatoriales de M. Abba Siddick, jugé responsable de la stagnation de la lutte populaire. Son action aboutit au congrés des Forces populaires de libération (F.P.L., branche armée du Frolinat) qui se prononça en août 1977, a Karanga, pour une union sans principe avec les dissidents, préalable à une future réconciliation nationale.

le le février 1977, permit à M. Goukouni Oueddel d'acquerir la notoriété politique qui lui faisait défaut. Ses troupes, considérablement renforcées par le soutien matériel de la Libre, balayèrent l'armée tchadienne dans le Tibesti en 1977 et dans l'ensemble du Borkou-Ennedi-Tibesti en février 1978. Cela permit à l'ancien dissident de s'imposer comme leader d'un Frolinat réunisse à la consérence de Faya-Largeau en mara 1978 (16). L'aide de la Libye (17) n'était pas sans gage : Tripoli imposa au Frolinat la signature des accords de cessez-le-feu de Benghazi. Ce Prolinat unissé n'avait plus rien à voir avec l'organisation qui combattait au départ pour libérer le peuple tchadien de toute forme de domination étrangère. C'était désormais un rassemblement de diverses tendances qui ambitionnaient le partage du pouvoir. quelle qu'en soit la nature, et qui allaient être le jouet de pressions extérieures entretenant une confusion politique totale au Tchad en 1973 et 1979.

Grâce à l'intervention de Tripoli, la

libération des époux Claustre (18), pri-

sonniers des Formes armées du nord

La sinueuse politique de l'Élysée

E Frolinat unifié, qui avait perdu L son caractère de force politique tout à fait autonome, exerçait, grace à l'aide libyenne, une très forte pression militaire sur le régime du général Malloum, alors très isolè, comme en temoignerent les nombreuses manisestations d'hostilité dans le sud du pays à Moundou, Bongor, Léré.

Pour éviter que les militaires ne soient totalement submerges alors que la France n'avait aucune carte de rechange, l'Elysée décida d'Intensifier son intervention militaire en avril 1978 afin de contenir le Frolinat et d'en limiter les exigences lors d'une conférence de réconciliation nationale.

Quelques mois plus tard, les divergences réapparues au sein du Frolinat unifié entrainerent de violents affrontements internes. Cela facilita, avec l'aval de la France, l'installation d'un nouveau pouvoir Hissène Habrégénéral Malloum, solution transitoire beaucoup plus avantageuse pour Paris que la réconciliation nationale initialement prévue qui aurait fait la part trop belle à l'expansionnisme libyen

Solution transitoire, car la lutte entre le président Malloum et son premier ministre Hissène Habré pour contrôler l'appareil d'Etat déboucha sur l'épreuve de force de février 1979, Dans leur volonté de contrôler l'Etat de façon exclusive, tous deux utilisérent les facteurs religieux et régionalistes pour consolider et mobiliser leur base sociale. Quekques mois plus tard, le caractère artificiel des affrontements qui s'ensuivirent apparaissait à l'évidence : le partage du pays, que l'on disait imminent fevrier, n'était plus guère à l'ordre du jour dès le mois de juin. Au cours des affrontements de N'Djamena, la France, en fait de neutralité, joua la carte Hissène Habré (18) et son attitude encouragea des affrontements très graves (des milliers de victimes parmi les civils) qui pouvaient déboucher sur une partition de fait. Un tel choix visait à modifier ses alliances dans la recherche d'une solution politique plus conforme à ses intérêts. Dans sa conférence de presse du 16 février 1979, le président Giscard d'Estaing donna officiellement des gages politiques à l'opposition qui opérait dans le nord du Tchad : « Il y a les Tchadiens du Nord auxquels une place suffisante n'a pas été faite jusqu'ici dans la vie courante de l'Etat (_). Il faut rechercher une structure de l'Etat tchadien très décentralisée, voire sous jorme jédérale (...), et qu'en même temps l'unité de l'Etat tchadien puisse être pré-

servée. > Cette fédération aurait été un pisaller, car elle aurait constitué un precédent dangereux pour la stratégie de la France en Afrique, mais elle pouvait paraître envisageable, car la France semblait capable de contrôler une telle issue : M. Goukouni Oueddel.

capitals en septembre 1963; de nombreuses victimes lors des révoltes paysannes dans la préfecture du Guéra en (2) francais. (3) 145 000 tonnes en 1978-1979 (production maximum en 1975-1976 174 000 tonnes); pratiquée par six cent mille planteurs sur une superficie de 300 000 hectares environ, la culture du coton assure 75 % de la valeur des exportations du pays. (4) Sclon un rapport récent, on dénombre sept grandes entreprises, neuf moyennes, quarante-cinq petites.

(5) Membre important du P.P.T.

(R.D.A.). M Abba Siddick fut ministre entre 1957 et 1959. Il adhéra au Frolinat en 1967 et s'impose à sa direction en en 1967 et s'imposs à sa direction en 1969. Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le gouver-nement formé le 10 novembre 1979. (8) Le premier secrétaire général fut forshim Abatche, ancien cadre de l'Union nationale tchadienne; tombé au maquis début 1968. (7) Baghalani fut un des fondateurs du Prolinat : rival de M. Abba Siddick pour succèder à Ibrahlm Abatcha: mort en Libye en 1977 dans un accident de la circulation. (8) Sous-préfet de Moussoro en 1971, contribua à affaiblir le Frolinat en

favorisant la dissidence d'une partie de la IIIe armée. (9) Membre important du groupe des étudiants du Caire » qui sida M. Siddick à s'imposer à la direction du Prolinat, Mahamat Idriss fut charge de proceder à l'unification definitive des daux armées du Front. (10) Extrait du texte du Consell de la révolution libyenne reconnaissant officiellement le Prolinat (17 septembre 1971), cité par Robert Buijtenhuijs in le Prolinat et les révoltes populaires du Tchad, 1965-1976, Ed. Monton, La Haye. (11) La suspension des livraisons d'armes et des émissions de Radio-Tripoli isolait un peu plus le Prolinat. auquel le Soudan avait retiré tout sou-

vis de la Libye, se rapprochait de M. Hissène Habré. Comment expliquer cette nouvelle orientation du président du Frolinai?

Les violents combais internes au Prolinat, en août 1978 à Faya-Largeau. correspondaient à la volonté de la Libye de renforcer militairement une fraction du Front regroupée autour de M. Acyl Ahmat (19) car elle estimait que l'ex-2" armée, celle de M. Goukouni Oueddel, n'était plus très sûre pour mener à bien sa politique annexionniste : la base et une partie de la direction de ces troupes étaient savorables à un railiement à M. Hissène Habré dans le cadre des démarches qu'il menait alors (20) avec le régime militaire pour la réconciliation nationale. La nomination de M. Hissène Habre au poste de premier ministre ne fit qu'accélérer ce glissement et aviver les divergences au sein du Frolinat. L'autorité de M. Goukouni Oueddel fut contestée par un « comité de rectification » animé per M. Acyl Ahmat, blentôt rejoint par le vice-président du Frolinat, M. Mahamat Abba Seld Ces divergences précipitèrent le rapprochement entre les hommes de MM. Goukouni Oueddel et Hissène Habré, dont les rapports avec le président Malloum étaient alors très tendus.

La Libye, qui s'appuyait désormais sur l'alliance Acyl Ahmat - Mahamat Abba, essuya un camouflet, car la France venait de dégager une nouvelle alliance Goukouni Oueddel -Hissène Habré qui s'installa au pouroir à D'Djamena, après la première conférence de réconciliation de Kano, en assurant l'Elysée de son attachetement au maintien de la coopération (y compris militaire) entre la France et le Tchad. Dès lors, Paris avait beau jeu d'annoncer officiellement le retrait de ses troupes dont le maintien était réclamé par M. Goukouni Oueddel, celui-la même dont l'action militaire avait été à l'origine de l'intervention française moins d'un an plus tôt.

Toutefois, en réalisant cette opération la France sacrifia son soutien traditionnel aux Forces armées tchadiennes reprises en main par le lientenant-colonel A. W. Kamougue dans le sud du pays en avril 1979 après le retrait du général Malloum, discrédité par les déroutes passées L'intransigeance des hommes forts du premier gouvernement transitoire, surtout de M. Hissène Habré, plonges. ce gouvernement dans un isolement diplomatique total, sanctionné par la mise à l'écart du Tchad lors de la dernière conférence de l'O.U.A. Aux difficultés économiques découlant du blocus décidé par le Nigéria, s'ajoutèrent les pressions militaires exercées au sud comme au nord du pays par les exclus du gouvernement activement soutenns par la Libye et le Nigéria.

(12) Afrique-Asie, nº 113, Juin 1976. (13) Ces commissions, qui traitaient des e affaires tchadiennes », étalent présidées par de hautes personnalités du regime libyen. (14) Membre fondateur de l'Union nationale tchadienne, opposée à l'« Union française » en 1958. M. Mahamat Abba fut arrêté en 1963 et libéré en 1971; il se réfugia en Libye. Le programme de l'U.N.T. inspira celui du Frolinat à sa création en 1966. M. Mahamat Abba est ministre d'Etat à l'intérieur et à la sécurité dans le gouvernement formé le 10 novembre 1979. (15) Archéologue française, Mme Fran-coise Claustre fut enlevée le 21 avril 1974 dans le Tibesti par un groupe de rebelles commandé par M. Hissène Habré. la destitution de ce dernier par M. Gou-kouni Oueddel et sur intervention du colonel Kadhan (16) Cette conférence redonna une assise historique à ce qui n'était qu'une dissidence du Front. (17) Le Prolinat dépendait aussi totaiement de la Libye pour assurer la gestion et l'administration des villes

(18) M. Habré déclara, dans sa conférence de presse du 20 février 1979 ; e Permettez-mot de rendre hommage aux militaires français présents au Tchad à leur chef, le général Forest. Le général Forest a beaucoup fait pour que

l'image de la France éternelle soit pré-

servée, pour que les relations d'amitie

entre le Tchad et la France ne soient

pas compromises par cette situation à

nous imposée par un irresponsable :

Malloum et sa dique. > (19) Ancien député du Batha, au temps de Tombalbaye, il n'a rejoint la dissidence de l' « Armée du Voicen » de Baghalani qu'à la fin de 1975. (20) Après sa mise à l'écart du Conseil de commandement des forces armées du Nord, en octobre 1978, il gagna le Biltine, puis engages des pourpariers avec le régime militaire du général Malloum à partir de septembre 1877. Ces pourpariere aboutirent à l'accord de réconciliation de Khartoum en janvier 1978.

LIBYE 3315 ES 7/ BORKOU NIGER BORKOU-ENNEDI-TIBESTI KANEM Sale BILTINE BATHA TCHAD COCIADDAI A Mongo N'DJAMENA CHARI-BAGUIRMI 地 **GUERA** Am Timen Bongor SALAMAT CENTRAFRIQUE .200 LES GRANDES REGIONS ADMINISTRATIVES

Le « Sud musulman » coincide avec la partie méridionale

du territoire délimitée par le cours du Chari. ger, notamment les relations francotchadiennes, n'étalent pas remis en

cause, la reconstruction économique promise par le Consell supérieur militaire du général Malioum n'était pas engagée. C'était, selon le Frolinat, du « tombalbayisme sans Tombalbaye »... Tombalbayisme sans Tombalbaye ? Non, pourtant dans la mesure où les militaires manifestèrent aussitôt

leur volonté d'œuvrer à la réconciliation nationale, possible selon eux, dès lors qu'ils avaient liquidé le dictateur. Cet objectif engageait une dynamique politique nouvelle au Tchad. Allait-elle fléchir un Frolinat apparemment irréductible ? Comment réagirait la Libye, à la fois alliée du Front et de Tombalbaye? Le gouvernement français, s'appuyant désormais sur la junte militaire de N'Djamena, avait-il opté pour les négociations après l'échec de ses légionnaires sur le terrain?

Le Frolinat déchiré

A/ALGRE les fermes déclarations IVI de principe de son secrétaire général, M. Abba Siddick (5), le Frolinat était secoué par de graves problèmes internes qui expliquent qu'il ait pu aussi facilement céder par la suite aux manœuvres extérieures, tant libyennes que françaises. Les méthodes de direction de M. Abbs Siddick, qui correspondaient à une conception très personnelle de la guerre populaire, avaient contribué à accentuer

certaines faiblesses du Frolinat. Dès 1969, il expurgea le programme de l'organisation de ses aspects les plus radicaux, brisant ainsi le travail politique de son prédécesseur (6). N'ayant jamais été présent dans le maquis, il ne réunit pas une seule fois le bureau politique au complet. Le Conseil national de la révolution n'existait que dans l'organigramme du Pront et ne tint aucune réunion. Le secrétaire général limita et empêcha parfois l'entrée de cadres à l'intérieur, ce qui lui permit de justifier son refus d'édifier un pouvoir de type nouveau dans les zones contrôlées. Enfin, il s'opposa à la tenue d'un congrès général réclamé depuis 1971 pour débattre de l'orientation du

Front. Coupé des réalites de l'intérieur, il sous-estima le rôle des groupes dissi-

dents. Ainst. en 1970. l'exclusion de Baghalani (7), leader régionaliste proche d'un islam intégriste, sembla ne pas prêter à conséquence si l'on en juge par la faiblesse numérique de l' « Armée du Volcan » qu'il créa aussitot. Mais la seule existence de ce groupe arme et son orientation idéologique allaient être plus tard habilement exploitées par la Libye. D'autre part, le projet d'unification des deux armées des Porces populaires de libération du Frolinat engendra la dissidence d'une partie de 2º armée qui opérait dans le Nord sous la conduite de M. Goukonni Oueddel Celui-ci refuss le projet entériné à la conférence de Koufra en août 1971 et organisa avec le nouveau venu M. Hissène Habré (8), le Conseil de commandement des forces

lui-même. Au sein du Frolinat, la réorganisation militaire suscita de profondes divergences qui contribuèrent à accentuer la crise de l'organisation en 1976.

armées du Nord. Ces deux groupes

dissidents, continuant à se réclamer

du Frolinat, portèrent alors l'essen-

tiel de leurs coups contre le Frolinat

En février 1974, M. Abba Siddick imposa l'un de ses hommes, Mahamat Idriss (9), à la tête de l'état-major.

cret (11), en échange de la reconnaissance secrète par Tombalhave de l'accord Mussolini-Laval qui inclusit les 114 000 kilomètres carrés de la bande d'Aozou — extrême nord du Tchad, riche en uranium - dans, le territoire libyen.

Le régime militaire tchadien, à la différence de Tombalbaye qu'il venait d'éliminer, ne cessa, dans ses discours officiels, de prôner la réconciliation nationale. Vers la fin de 1975, la Libye organisa discrètement plusieurs missions d'enquête auprès du Frolinat et des groupes dissidents. Elle pro-posa en 1976 à M. Abba Siddick de renouveler son soutien matériel au Frolinat à condition que se réalise l'unité des fractions armées opposées au régime militaire. Le projet libyen était clair: soutenir une opposition armée unifiée dans la perspective d'une conférence de réconciliation nationale permettrait d'installer à NDjamena un régime sensible aux exigences de la Libye qui, depuis 1973, occupait la bande d'Aozou.

M. Abba Siddick refusa : « L'alliance proposée devrait aboutir obligatoirement à l'ouverture des pourparlers entre, d'une part. la junte, et, d'autre part, un Frolinat satellisé, et à son intégration ultérieure dans le système » (12). L'offre libyenne supposait que le Frolinat reconnût la légitimité des groupes dissidents avec lesquels il devrait traiter sur un pied d'égalité. A la suite de ce refus, la Libye exécuta son projet en deux temps.

D'une part, elle renforça matériellement les dissidents de l' « Armée du Vokcan » de Baghalani et les Forces armées du nord de MM. Hissène Habré et Goukouni Oueddel. En octobre 1976, la mise à l'écart de M. Hissène Habré, qui s'opposait à l'occupation de la bande d'Aozou et ne tolerait aucun accord tactique avec Tripoli, facilita l'unité des dissidents dans le cadre du Comité militaire interarmées provisoire (C.M.I.A.P.) contrôlé par la Libye grace à la mise en place de commissions mixtes politique et militaire (13).

D'autre part, la Libye, profitant des déchirements internes au Frolinat. appuya l'initiative de M. Mahamat Abba Seid (14), qui, en mai 1976, gagna les maquis du Frolinat en remettant en cause les méthodes dicaprès avoir pris ses distances vis-à-(1) Une centaine de morts dans la Un franc C.F.A. == 0.02 franc

tien en avril 1972, expulsant même la représentation du Pront à Khartoum, dirigée par Mahamat Idriss.

. "POSSI

Fagile

Crace a little residence of the little residence of th monthly des Paris des Pari STRUCTURE CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF THE PR mar in sold de Borton Land Sent de a l'illor. Appriaryment THE STATE OF THE PARTY OF THE P MY DOUR nath qu'en

AND COME OF THE PARTY OF THE PA

4 Pin tood in direct

taliniouss de Plataute

THE PROPERTY OF THE PROPERTY O

12 self-agentes piet Paris

adding a land the

de bestell full in part

tree to septime the sent to th

THE PROPERTY OF PROPERTY.

inning figure 64 Mangaggibe.

now been to wastraffin

. Tornes. Othe Passing.

de la Libbe. Missine Happe Co. Course the season seasons Footpal of Main commonda w Libra de restaurer

Mall que et the same pour manner. MONEY CONFESSIONS partie de la distanti takent farotaker M. Durêne Hanse is rigine m M. Missène Maise ministre ne la caracteria ment of arrive sitt du Proint M. Genkouin Ch. per du « fuffi, le andres per M. A.: Arami rejets per a divergences present ment entre an entre ander

kestent Opedde

bis response an order of the second

Statems alors : LA Libre, qui CALLEGE A Atthe. CENTRY ... France ventit . voils silienses :. Micriso Habre .. . bull & D'Dianir ... CONFECURCE de :r... en enderent . h. . terment au m.s. tion (# com: President of in arest bean les, ... Chart to rectu.! in mainter. M. Condount treed to the second dens Parties

l'arteur de **CAN** 2.. . . . Toutefale PASSON IN FILE tendition ne. a. Single 1912 and the control of the c The top and the same of the sa MACLE IN E.S. published as the first transfer of L'SHIPPINGTA .. BROBEST! 8 2 15 service de M **维 通知的**特别性 ... dernister . A Care Care Care TRUE IL INC.

Later C. Committee Committ MANY AND THE REAL PROPERTY. 16.2730-4 **を製作物**(4・金・1 7 B 1 W -

; 100 mg r 1

pour un peuple trompé

Dès lors, l'Elysée et le Quai d'Orsay déployèrent une intense activité diplomatique pour négocier une solution politique globale, d'autant que l'opposition était elle-même traversée par deux courants fondamentaux d'un côté, MM A W. Kamougué et Abba Siddick, revendiquant une participation à la direction d'un Tehad allie aux puissances occidentales, la France en premier lieu; de l'autre côté, MM. Mahamat Abba et Acyl Ahmat, étroltement liés à la Libye.

L'accord du 21 août 1979 à Lagos, auquel souscrivirent l'ensemble des tendances tchadiennes en conflit. constitua une bonne opération pour l'Elysée, dans la mesure où la Libye ne put placer ses hommes aux postescles. M. Goukouni Oueddel s'imposa à la présidence au détriment de

Un avenir toujours incertain

Enières années la Françe et la Libye tinrent souvent le même langage, insistant sur la nécessité de parvenir à la réconciliation nationaie. Beaucoup virent là une identité de vues pour résoudre la question tchadienne. En réalité, chacune donnait un contenu dissérent à la réconciliation ce qui explique les interventions militaires, tant du côté libyen que du côté français. La Libye n'a pas vraiment caché sa volonté de rattacher à son territoire une partie du Tchad. Elle consacre l'essentiei de ses pétrodollars à s'armer. Elle tend à devenir ainsi un gigantesque arsenal si l'on considère l'importance des recettes fournies par la centaine de milliers de tonnes de pétrole exportées chaque année alors que ce pays ne compte que deux millions d'habitants L'U.R.S.S. lui vend l'essentiel de ce matériel militaire. Depuis 1976, surtout, les rapports entre les deux pays se cont sensiblement améliores, permettant la signature de multiples accords de coopération, y compris en matière nucléaire (21). On comprend dès lors l'attachement de Tripoli à la bande d'Aozon, riche en uranium. La stratégie expansionniste

M. Mahamat Abba; M. A.W. Kamougué obtint la vice-présidence et le contrôle de dix ministères. Les laborieuses tractations qui aboutirent le 10 novembre à la mise en place d'un second gouvernement de transition furent le prix nécessaire, entre autres, à l'apaisement de rivalités personnelles au sein d'un même courant entre les adversaires de février. MM Kamougué et Habré par exemple.

Mais la formation de ce gouvernement ne signifie pas pour autant que la question tchadienne soit réglée. La démilitarisation de la capitale et la constitution des futures forces armées du pays peuvent à tout moment susciter de nouveaux conflits dont les enjeux dépassent le simple cadre du pays.

de la Libye, en partie déterminée par son surarmement et qui s'appuie sur la défense et la propagation de l'islam, remet en cause la domination des pays occidentaux dans cette région de l'Afrique. Cet expansionnisme semble d'une part nécessaire à la préservation de l'équilibre interne d'une société libyenne très militarisée et peut, d'autre part, être aisément récupéré par l'U.R.S.S. Notons que celle-ci, qui avait livré un important matériel militaire au régime du général Malloum en 1977, préfère lui retirer son soutien alors que l'influence libyenne devenait

Le problème tchadien a aussi montré que la Libye, grâce à ses capacités financières, peut susciter des alliances compliquant la stratégle des pays occidentaux, la France en l'occurrence. Tripoli a su s'allier au Nigéria, l'autre géant pétroller africain, pour essayer de parvenir à ses fins. Malgré ses relations économiques étroites avec l'Europe et les Etats-Unis, le Nigéria a souvent défendu en politique extérieure des positions critiques à l'égard du camp occidental nouant des alliances avec les pays de la «ligne de front»

notamment. Le Nigéria, basoué en

prépondérante au sein du Froimat.

avril 1979 par l'intransigeance de MM. H. Habré et Goukouni Oueddel a dû rester solidaire de la Libye pour ne pas perdre sa crédibilité de puissance médiatrice sur le continent africain. Pour des raisons conjoncturelles, le Soudan et, à l'époque, le régime chancelant de Bokassa en Centrafrique rejoignirent cette alliance, misant sur une aide économique éventuelle de la Libye. Le Niger, sensible par sa position géographique aux pressions de la Libye et du Nigéria, les imita.

Cette nouvelle situation a contraint l'Elysée à mener une politique sinueuse à deux visages : interventionnisme brutal (avril-mai 1978). cynique (février 1979) suivi de missions diplomatiques et d'appel à une solution négociée (mission de M. G. Georgy on juin 1979 par exemple).

Elle s'est révélée payante pour l'impérialisme français : l'intégration du Frolinat au gouvernement n'a pas changé la nature du régime tchadien. Au cours des derniers mois, le Frolinat fut même une des forces dont l'allégeance à la France prit un tour parfois plus caricatural que celle de la junte militaire du général Malloum. Il s'agit, sans nul donte, d'un des aspects les olus graves de l'histoire du Tchad depuis son accession à l'indépendance.

Les multiples expéditions militaires de la France en Afrique n'en font pas le simple gendarme du camp occidental Les interventions, tant au Tchad qu'en Centrafrique, visent à étouffer toute lutte populaire et à empêcher tout glissement des régimes en place ou en gestation vers un nouveau tuteur, la Libye en l'occurrence. Dans ce cadre, la France concourt à préserver globalement les intérets du camp occidental. Mais, en même temps, elle réaffirme sa prééminence dans les territoires de son ancien empire colonial. Son action en Mauritanie et au Zaire confirme sa volonté de développer une stratégie autonome au sein même de son camp : dans le premier cas, elle récupère le contrôle d'un pays qui lui avait quelque peu

sement d'un accord de coopération militaire et l'envoi de légionnaires servent de base à une percée économique dans une région traditionnellement dominée par les Etais-Unis et la Belgique. L'association des anciennes colonies belges et de la Guinée-Bissau aux rencontres franco-africaines confirme cette orientation de l'Elysée.

Dans le cas du Tchad, les rivalités entre pays occidentaux se sont concrétisées par l'octroi à des compagnies nord-américaines d'un permis de prospection pétrolière de 465 000 kilomètres carrès, qui a dû contribuer par le passe à précipiter la disgrâce de Tombalbaye. En ce moment, tout ne va pas pour le mieux entre la Conoco (Etats-Unis) et la Cogema, filiale du Commissariat à l'énergie atomique, dans la mise en exploitation de l'important gisement d'uranium d'Imarouren, au Niger. Ces rivalités sont d'autant plus vives dans le Sahel que la montée du coût de l'énergie, le recours à l'électronucléaire, la bataille pour l'approvisionnement en minerais stratégiques réactivent des projets miniers jusque-là laissés en sommell. Le désenclavement du Sahel est à l'ordre du jour ; si la route transsaharienne est pratiquement terminée au nord, un vaste programme d'infrastructures orienté est-ouest et tourné vers le sud devrait être exécuté avec le Niger, le Mali et la Haute-Volta (22), Après treize années de lutte armée, le retour à une certaine stabilité au Tchad pourrait permettre de l'associer à ces projets. Leur réalisation est une source de profits pour les grandes sociétés industrielles qui les exécutent. C'est aussi un moyen d'endetter les Etats auprès d'institutions financières internationales (Banque mondiale, Banque européenne d'investissement. Banque arabe pour le développement économique en Afrique)... qui pourront poursuivre leur pression et contrôler ainsi l'orientation de leur

Dans cette optique, la solution globale recherchée au Tchad ouvrirait à terme de nouvelles perspectives pour les groupes industriels.

politique économique.

Pour l'heure, la Libye semble la plus capable de faire obstacle à l'établissement d'une relative stabilité politique au Tchad car ses partisans, MM. Acyl Ahmat et Mahamat Abba, sont prisonniers d'une combinaison politique dans laquelle ils s'accommodent mai d'un rôle minoritaire. Plusieurs possibilités peuvent être envisagées. Un nouveau coup de force n'est pas exclu, et à cet égard on évoquait en novembre les inflitrations de combattants M Acyl Ahmat a N'Djamena; toutefois, avec la venue d'une force neutre dont sont exclus les pays frontaliers et le maintien de la présence militaire française (23), une telle éventualité semble difficile à réaliser. Tripoli pourrait plus sûrement s'appuyer sur un rapprochement entre divers courants du Frolinat ceux de M. Goukouni Oveddei et de M. Mahamat Abba - pour faire évoluer en sa faveur les jeux d'influence au sein du gouvernement d'union nationale de transition.

Au-delà de ces incertifudes liées à l'affrontement de puissances étrangères, cette paix fragile a pour le peuple tchadien un goût amer de

GUY LABERTIT,

(21) Selon la revue Marchés tropicaux et méditerrandens, du 13 octobre 1978. l'U.R.S.S. va édifier en Libre tout un complexe nucléaire avec centre de recherche et laboratoire; la centrale aurait une puissance de 300 MW, soit le tlers de la puissance d'une centrale de type Fessenheim. (22) Ce programme, étalé sur vingt ans, était estimé à pius de 5 milliards de france français en 1975 La revue Afrique Industrie Infrastructures (nº 131, 15 Janvier 1977) notalt : 4 Ces aménagements sont destinés, en particulier, à désenclaver les pays du Sohel en prévision, notamment, des projets miniers actuellement à l'étude et de la saturation des moyens actuels d'évacuation, en particulter par le port d'Abidjan » (23) Le maintien de la présence militaire française ne signifie pas seulement le maintien des troupes dont on annonce fréquement le retrait. Les accords d'assistance technique militaire impliquent également la présence permanente d'officiers et de sous-officiers français

encedrant l'armée tchedienne.

L'IMPOSSIBLE MISSION DE L'ARMÉE FRANÇAISE

Par AGNES THIVENT

échappé; dans le second, l'établis-

E 29 janvier 1978, près de Faya, les combattants du Front de libération nationale (Prolinat) abattent un DC-3 de l'armée tchadienne avec un missile 5am 7. La guerre civile, qui dure depuis plus de douze ans, entre alors dans une phase nouvelle, et Paris enverra encore une fois ses troupes au secours de l'armée gonvernementale. Le 10 novembre 1979. a · N'Djamena, M. Goukouni Oueddet, chef du Frolinat du Nord. presente son « gouvernement d'union nationale et de transition » Entre ces deux dates, près de vingt-deux mois de tragiques péripéties dont l'armée française fut l'un des principaux

Cette intervention militaire fut pleme de surprises, et la mission de l'armee française évolus au gré des événements . Elle devait soutenir un régime de perdition, tout en évitant d'écraser ses adversaires. Elle barra donc la route au Frolinat, tout en lui laissant le contrôle du Tchad saharien. Ainsi le gouvernement de N'Diamena ne bénéficiait que d'un sursis. Les mextricables luttes intestines tchadiennes alors s'enveniment, les conflits se multiplient et se superposent : le sursis est perdu le barrage est levé: le Frolinat entre dans la capitale à la stupéfaction générale — même l'ambassade de France à N'Djamena semble désorientée. — ceux qui avaient appelé l'armée française crient à la trahison et ceux qui l'avait combattue se félicitent de sa neutralité. N'ayant plus de mission opérationnelle, l'armée française entame alors une mission de conciliation et de diplomatie. Le retournement est spectaculaire, mais compréhensible, car il fallait bien trouver une issue à une

L'étant typique, il est utile d'en degager les principaux traits.

— Un engagement tenu secret. — Alors que la France, en février 1978, est en pleine campagne électorale, une intervention militaire en Afrique risque d'être mal vue : on commence donc par envoyer quelques dizaines d'officiers charges d'organiser les défenses du général Malloum dans les villes menacées. Puis, une fois connus les résultats du premier tour des élections législatives (12 mars), des unitées constituées arrivent dans le plus grand secret, et le gros des forces suit en avril. On parle de simples « relèves », de l'envoi de « coopérants militaires a. Il faudra du temps, quelques morts, un avion Jaguar abattu, pour qu'on s'interroge sur la véritable nature de l'opération : les déclarations officielles s'efforcent de l'expliquer en parlant d'assistance à un pays agressé de l'extérieur et à des ressortissants français menaces. Ce camouflage, nécessaire pour l'opinion francaise, est aussi tantique : la France ne peut dévoller, à ses partenaires comme à ses adversaires, ses véritables intentions afin de garder la marge de manœuvre la plus large possible

— Une marge de manœuvre très large. - La France intervient dans un conflit intérieur qui dure et pour lequel elle n'a pas de solution toute faite (à la différence de ce qui s'est passe en Centrafrique). L'intervention reste donc ouverte sur les réalités politiques tchadiennes. Certes, elle est décidée à la demande du pouvoir établi, mais sans pour autant faire tout ce qu'il demande. Et, surtout, l'appui au général Malloum est conditionnel : il doit absolument faire des réformes et élargir la base du pouvoir en tenant compte de l'opposition du Nord. On est donc loin d'une intervention de type soviéto-cubain où il s'agit, comme en Angola ou en Ethiople, d'assurer, dans un conflit avec des moyens puissants, le triomphe de l'une des parties. Au Tchad, les objectifs sont limités et assez généraux : dans une zone traditionnelle d'influence française, Paris veut contrôler le dénouement d'une affaire qui inquiète et éviter toute dérive, être présent pour rappeler certaines règles du jen. Et, si ces dernières sont admises (par exemple, ne pas crier « vive la Libye »), tout le monde peut avoir accès au pouvoir.

— Des moyens légers. — Les moyens

Une intervention acrobatique . .

lègers : un peu plus de deux mille cinq cents hommes, infanterie de marine et légion étrangère, avec de l'aviation de transport et de combat (Transall, Jaguar et Breguet-Atlantic), des hélicoptères Puma et des automitrailleuses légères. Mais ces moyens sont suffisants pour s'assurer la maîtrise de la situation. L'aviation,

Les ambiguités du départ

En mars 1978, en s'engageant à l'appel et aux côtés des forces gouvernementales, la France pouvait-elle, comme elle le prétendait, être un arbitre crédible pour régler le problème tchadlen? D'autant moins qu'elle était intervenue à plusieurs reprises pour tenter d'écraser la rébellion.

En effet, lorsque l'armée française disposait d'une base au Tchad (l'escale d'Afrique centrale), elle pouvait facilement prêter son concours à l'armée ichadienne en lutte contre le rollnat. En demandant l'évacuation de cette base, le 27 septembre 1975. les autorités tchadiennes, mécontentes des agissements français dans l'affaire Claustre, s'étaient dangereusement affaiblies. Mais la France n'avait pas abandonné ses protégés. Quelques centaines d'officiers et sous-officiers avaient été détachés dans l'armée tchadienne au titre de la coopération. Ce personnel servait sous uniforme et commandement tchadiens. Il était affecté à des taches d'encadrement, de formation ou d'entretien, mais ne pouvait en aucun cas être engagé directement dans des opérations de maintien de l'ordre. Aussi, pour piloter ses petits bombardiers à hélice (Skyraider AD-4), l'armée tchadienne dut-elle faire appel à des « mercenaires ». Mais on se doutait bien qu'en cas de coup dur l'armée francaise pourrait revenir.

Et son retour va se faire dans des circonstances assez obscures et dans la plus grande ambiguité.

En février 1978, M. Goukouni lance au Nord, dans le Borkou et l'Ennedi, la grande opération « Ibrahim Abatcha a avec une importante assistance librenne. Déroute de l'armée nationale dont la moitlé des hommes sont faits prisonniers. A Paris, l'Elysée s'inquiète et envoie un conseiller militaire le général Delayen, pour sauver ce qui peut l'être encore. Celui-ci demande au général Malloum de caise une supériorité sur toutes les autres forces du pays

en particulier, donne à l'armée fran-

— Une solution problématique. — Ce type d'intervention est aléatoire. problématique. Etant donnée la complexité du guépier tchadien, la France pouvait se trouver dans des situations imprévisibles, être amenée à déclencher des réactions difficilement contrôlables. En faussant les rapports de force entre les courants tchadiens en lutte, elle risquait d'aboutir à des impasses ou à des solutions boiteuses. C'est ce qui arriva en juillet 1978, quand furent rompues les négociations entre le général Mailoum et M. Gonkouni. Aujourd'hui, nul ne peut dire si le compromis qui vient de permettre la constitution du nouveau gouvernement est solide, et si ce dernier pourra gouverner. On peut se demander si, à long terme, l'intérêt de la France n'aurait pas été de laisser les Tchadiens régler eux-mêmes leurs problèmes. Même si la France est arrivée à se rendre indispensable équilibre, les retours de flamme ne sont pas exclus, car la France, à un moment ou à un autre, a mécontenté toutes les parties. A l'avenir, l'union pourrait se faire à ses dépens.

seront connus les résultats des élections françaises.

In fait, incapable désormais de

résister, le général Malloum entame des négociations à Sebha, en Libye. avec ses adversaires. Les premières unités françaises arriveront en secret à Moussoro et à Abéche, avant la signature, le 27 mars à Benghazi. d'un cessez-le-seu et des accords dits de « Sebha », qui plaçaient le général Malloum en position de faiblesse et devaient, tôt ou tard, se concrétiser par une victoire politique du Frolinat. L'arrivée de la force française d'intervention le tirait de ce mauvais pas et. modifiant en sa faveur le rapport des forces, hii permettait de bloquer le processus de « capitulation ». Pour sa part M. Goukouni avait dénoncé l'arrivée des troupes françaises et n'avait accepté de signer les accords qu'en y incluant une clause (article 5) prévoyant que le comité militaire nigéro-libyen chargé de contrôler le cessez-le-fen enquêterait aussi sur la présence des troupes étrangères. Jugeant cette clause inadmissible, la France demanda au général Malloum de la dénoncer. De fait, à son retour à N'Djamena, le colonel Djimé, signataire des accords de Sebha, fut désavoué, puis la composition et la mission du comité militaire nigéro-libyen contestées.

Les deux côtés s'accusent alors de violer les accords. M. Goukouni tenta t-il vraiment de reprendre son avance, comme on l'a peut-être trop vite admis en France (1), ou voulait-il simplement renforcer ses positions aux confins sud du Borkou-Ennedi - Tibesti (B.E.T.)? Toujours est-il qu'au nord de Moussoro, a Salal (à environ 600 kilomètres de N'Djamena), le 16 avril, l'armée francaise accrochait des éléments avancés de M. Goukouni Elle eut des pertes et n'insista pas. L'état-major français, d'alleurs se rendit compte que Salal appartenait peut-être bien à M Gou-

dessem grossi tant par l'entourage du général Malloum que par certains milieux français influents de N'Djamena pour décider Paris à envoyer des avions Jaguar et des renforts plus importants. On voyait déjà N'Djamena menacé. Une certaine panique y fut semée pour faire croire que les ressortissants français étalent en danger. C'est ainsi que le gros du corps expéditionnaire français arriva pour « barrer la route au Frolinat » : I' a opération Tacaud a commençait.

cessez-le-feu (2). Cet incident fut à

M. Goukouni voulait-il et pouvait-il s'emparer de la capitale? Il n'ignorait pas que des garnisons françaises avaient dejà pris position à Moussoro, Mongo et Abeche, et que toute tentative de franchir ce « cordon sanitaire s serait suicidaire. Le mois suivant, d'ailleurs, M. Ahmat Acyl en fit l'expérience à Ati, mais il n'obéissait pas aux ordres de M. Goukouni. Celui - ci savait pertinemment que Paris ne pouvait accenter que, dans sa zone d'influence en Afrique, une capitale puisse tomber sous les coups d'un mouvement armé. M. Goukouni voulait, semble-t-il, vraiment négose méliait des intentions françaises qui étaient loin d'être claires.

Pour sa part, le général Malloum, redoutant de perdre les négociations. ioua un assez pitovable double jeu. Il présidait d'ailleurs un conseil supérieur militaire divisé : d'une part, une tendance ayant des sympathies pour le Frolinat, avec le capitaine Gouara Lassou ministre de l'éducation nationale (c'est lul qui engagea le processus de Sebha); d'autre part, les ennemis irréductibles du Front, avec le lieutenant colonel Kamougué, ministre des affaires étrangères, qui avait ses entrées à raris, au ministère de la coopération, et le soutien d'un triste personnage, le sameux commandant Gourvenec, chef des services de renseignements du général Malloum, plus soucieux probablement de sa carrière que des intérêts du Tchad et de la France; il fut de ceux qui fournirent des renseignements alarmistes et exagérés pour décider l'Elysée à agir.

L'épouvantail libyen aussi fut brandi : ce fut le thème de l' a agression exiérieure ». Le soutien libyen à M. Goukouni était important, des assistants militaires luttaient à ses côtés (3) Mais il est difficile de juger si cette aide constituait une véri-

table menace pour le Tchad. En tout cas, en septembre 1978, quand M. Goukouni eut compris que l'armée française le laisserait maître chez lui et après une tentative inspirée par la Libye pour l'écarter de la direction du Frolinat, il se sépara de tous ses assistants libyens, M. Goukouni a toujours prétendu que son alliance avec la Libye n'était que tactique et conjoncturelle (il devait bien trouver ses armes quelque part, et la France. en apportant depuis douze ans un soutien sans faille au régime qu'il combattait, ne l'obligeait-elle pas à demander l'appui d'un pays ètranger?). Par alleurs, le nationalisme de M. Goukouni a été probablement trop suspecte, et les Toubous sont des Sahariens noirs méliants à l'égard des Arabes d'Afrique du Nord.

Quoi qu'il en soit, plus que le Fro-linat, c'est le soutien qu'il recevait de la Libye qui inquiéta la France et la décida, en définitive, à envoyer du secours au général Malloum. Mais, telle qu'elle fut engagée, l'opération « Tacaud » risquait d'aboutir à une

Le général Malloum crut que l'armée française, comme en 1969. venait pour écraser la rébellion Ne lui demandait-il pas, de manière pressante, de reconquerir le terrain perdu? Cela lui fut toujours refusé. Mais, dans son entourage, notamment chez les militaires français qui servaient dans l'armée tchadienne. ce rève fut toujours entretenu. Pour as part, le Prolinat restait méfiant : les accords de Sebha n'étalent-îls pas torpillés? En réalité, la France venait se placer entre les deux camps pour fixer une ligne de sécurité et favoriser une équitable négociation. Celle-ci s'engagea à nouveau en juillet à Tripoli Mais l'échec fut total Le général Malloum ne se sentait plus en position de faiblesse et M. Gonkouni avait perdu son avantage à cause d'une armée étrangère : ils ne pouvaient reprendre un vrai dialogue. L'intervention ne pouveit plus être ponctuelle. L'armée francaise était prise au piège, dans une situation qui pouvait s'éterniser. M. Goukouni restait maltre chez lui et attendait son heure.

C'est alors que le général Malloum proposa le recours à M. Hissène Habre. A contrecœur, Paris accepta l'entrée en scène de l'ancien geolier de Mme Claustre.

Le tandem Malloum-Habré

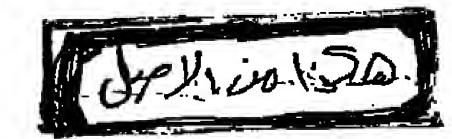
T E 16 septembre 1977, M. Hissène Habré avait signe à Khartoum un accord secret avec le général Malloum et se tenait, depuis lors, e en réserve de la République ». C'est en sout 1976 qu'il s'était séparé de M. Goukouni en lui reprochant son alliance avec le colonel Kadhafi. Il avalt alors quitte le Tibesti avec quelques fidèles pour aller s'installer dans un massif à l'est du pays. Sa situation y fut précaire. De janvier à juin 1977, il fut traque et poursulvi jusque dans son repaire. mais Il résista victorieusement (4) L'accord de reconnaissance mutuelle conclu à Khartoum prévoyait notamment l'intégration luture de ses hommes dans l'armée nationale, les grandes lignes d'un programme politique et la mise en place d'une commission mixte pour élaborer de nouvelles institutions. C'était beaucoup plus qu'un simple ralliement. Le général Malloum dépassait enfin l'offre de a la paix des braves » et M Hiscette sorte d'accord-cadre par toutes les parties du Frolinat encore en

(1) La Prance, pour justifier l'envoi, fin avril, de 6 Jaguar et du gros de ses forces, a toujours affirmé que le Frolinat avait violé unitaléraiement le cessezle-feu. On savait que le général Mailoum refusait d'appliquer certains points des accords de Sebha, N'aurait-ii pas failu être plus nuence? En tout cas. à l'arrivée de ces nouvelles forces françaises. le Frolinat dénonça lui-même ces

(Lire la suite page 22.)

(2) Le texte rendu public ne fixe pas de ligne de démarcation et parle au contraire de « libre circulation ». (3) Un millier environ d'après les estimations de l'état-major français en avril 1978. Un P.C. ilbyen étalt installé à

(4) Voir à ce aujet le témoignage du général Delayen dans le livre de Georges Pleury, le Baroudeur (pp. 397-401), témoiguage accabiant pour l'armée du général editions Grasset Paris).



L'IMPOSSIBLE MISSION DE L'ARMÉE FRANÇAISE

Lul qui ne représentait plus grand monde ne deviendrait-il pas alors le fédérateur d'une rébellion éclatée et l'homme de la réconciliation nationale? L'accord fut rendu public le 22 janvier 1978, juste au moment où M. Goukouni préparait son offensive. Dès la mi-avrii 1978, le général Malloum proposa à la France d'équiper et de payer les huit cents hommes de M. Hissène Habré qui devaient s'intégrer dans l'armée nationale. Véhicules, armes et munitions arri-vent par Transall à Abeché. Le général voulait renforcer son armée en deroute, la France n'était pas mécondes hommes du Nord qui avalent fait leurs preuves dans la guérilla du désert. En tout cas, pas un fusil, pas une cartouche n'ont été livrés à M. Hissène Habré sans l'approbation du president Malloum (5). La France ne l'a pas armé contre N'Djamena, comme certains le prétendent aujourd'hui dans le sud du Tchad. Certes, il y avait un pari risqué, mais M. Hissène Habré n'apparaissait-il pas comme un nationaliste, un patriote ami de M. Goukouni, capable de débloques la altuation? N'avait-il pas la caution du Soudan qui se méfiait de M. Goukouni et de son allié libyen? A Abéché, très vite, l'armée française sympathisa avec ses partisans. Certains officiers reconnaissaient volontiers la valeur de ces combattants, qui contrastait avec celle de l'armée régu-

Après l'échec des négociations avec M. Goukouni, le moment était venu de réunir la commission prévue par les accords de Khartoum. En août, elle se mit au travail, élabora un texte constitutionnel, la « Charte condamentale », et installa M. Hissène Habré comme premier ministre, le genéral Malloum devenant président

de la République. Ce tandem ne tarda

Entre un président méssant et conservateur et un premier ministre sougueux et pressé de saire des réformes, les rapports s'envenimèrent très vite, d'autant plus que les attri-butions de l'un et de l'autre étaient mai définies. Cinq mois d'incompré-hension, de divergences et d'intransigeance aboutirent au blocage de toutes les institutions. Le général Malloum s'enferma dans une tour d'ivoire. Croyant avoir reçu l'assurance qu'en cas de conflit la France le soutiendrait, il refusa toute concession. M. Hissène Habré rassembla mane de la capitale et les cadres du Nord L'intégration de ses hommes dans l'armée nationale demeura lettre morte: progressivement, il en fit venir environ trois cent cinquante auprès de lui tout en laissant dire qu'il en avait beaucoup plus. L'épreuve de force devenait inévitable. Bien que le Soudan att tout fait pour l'empêcher, elle éclatera le 13 février à l'occasion d'un mot d'ordre de grève lancé par M. Habré.

Pendant les cinq mois du cabinet Hissène Habré, l'armée française n'était pas restée inactive. Elle avait poursulvi sa mission : exercant la surveillance du territoire (réconnaissances aériennes, patrouilles dans les zones des maquis qui ne dépendaient pas de M. Goukouni) et essayant de redonner confiance à l'armée nationale en formant de nouvelles recrues. En un mot, elle s'était employée à préparer la relève.

Mais tout va changer avec le noureau conflit de N'Djamena L'occasion va lui être donnée de se libérer enfin d'une mission sans issue et de bouleverser le paysage politique tcha-

13 février - 10 novembre 1979 : le chaos

ORSQUE les combats éclaterent à N'Djamena, le président Malloum. en contact avec une ambassade qui lui était favorable, espérait que la France trancherait en sa faveur. M. Hissène Habré, qui n'avait que de rares sympathies dans l'armée francaise, pouvait craindre le pire.

Finalement, le général de brigade Louis Forest, chef des éléments francais stationnés au Tchad, reçut de l'Elysée la consigne de ne pas s'engager (on attendait de voir la tournure que prendraient les événements). mais de tout faire pour obtenir un cessez-le-feu afin d'évacuer les Européens, dispersés aux quatre coins de la ville et ne pouvant pas sortir tant que la bataille faisait rage. Il fit prendre des contacts avec M. Hissène Habré. Celui-ci exigeait l'arrêt

des bombardements aériens. C'est ainsi que, le 13 février, vers onze heures, après une journée de combat, le général Forest empêcha le décollage des petits AD-4 de l'armée tchadienne et sit partir en France les pilotes et leurs familles. Naturellement, cette mesure ne lui fut jamais pardonnée au Sud, qui alla même jusqu'à l'accuser d'avoir combattu à N'Djamena aux côtés de M. Hissène

Habré Que se passa-t-li exactement Comme tout le monde, le général français avait pensé, au début, que les troupes régulières devalent l'emporter. tant leur supériorité en nombre et en matériel était grande. Puis, voyant que les partisans de M. Hissène Habre contrôlaient tous les quartiers musulmans de la ville et que les forces du

général Malloum, désorganisées. sortaient plus de leurs retranche-ments, il estima que les bombarde-ments aériens, faisant des dégâts meurtriers et inutiles, devaient cesser. D'autre part, il avait de bonnes rai-sons de craindre que des représailles ne soient exercées sur la population européenne si ces avions « tchadiens ». pilotés par des a mercenaires » français aux ordres de la coopération militaire, continuaient à voier.

Au bout de quatre jours, enfin, les combats cessèrent : ils avaient fait plusieurs centaines de morts (dont quatre Européens) et l'évacuation des ressortissants étrangers pouvait commencer. A l'issue de la bataille, il n'y avajt ni vainqueur ni vaincu Que les mesures prises par le commandant de l'armée française aient avantage ou non M. Hissène Habré, de toute façon, pour le Sud la France avait trahi car elle aurait dû le combattre.

L'état d'esprit de certains officiers français au Tchad n'était un mystère pour personne : pour eux, le général Malloum avait fait la preuve qu'il était incapable de résoudre les problèmes du pays. Engagés une nouvelle fois à la légère dans une situation sans issue, mécontents d'apparaître toujours au service du perdant, en contact direct sur le terrain avec des combattants qu'ils respectaient, il leur semblait que le moment était venu pour la France de réparer une longue injustice et de lui rassier le Tchad musulman Cet état d'esprit explique. en grande partie, la seconde mesure qui changera complètement les données du problème tchadien : on laissalt désormais M. Goukouni et ses hommes entrer à N'Djamena. Il y avait d'autres raisons : une troisième force pouvait arbitrer le différend entre le président et son premier ministre, et le moment n'était-il pas venu d'un règiement global de la guerre civile? En outre, les garnisons françaises de Moussoro, Atl. Mongo et Abéché deviendraient vuinérables au cas où les pistes d'envol de N'Djamena seraient détruites. Hypothèse improbable, mais il valait mieux se concilier 1° « ennemi ».

Les premiers éléments de l'armée Goukouni arrivèrent dans la capitale à la fin fevrier. Le 5 mars, les combats reprirent, beaucoup plus violents et meurtriers; cette fois, MM. Goukouni et Habré se retrouvant « alliés sur le terrain par la force des choses » (8). pouvaient probablement obtenir une victoire totale. Le général Forest put les convaincre de ne pas y prétendre. Encore une fois, il ne fallait ni vainqueur ni vaincu.

L'Etat tchadien acheva alors de s'effondrer, le chaos fut total L'ambassadeur de France, M. Louis Dallier, n'avait plus d'interlocuteur

officiel C'est alors que le général Forest fut contraint d'entamer une extraordinaire période de diplomatie.

Les cadres du Sud et les restes de l'armée nationale se sont réfugiés dans leur région d'origine. Le Nord est contrôlé par un Froinat profon-dément divisé Maitres de N'Djamena, MM Goukouni et Habré sont loin d'avoir l'assentiment de tous les anciens maquisards De vieux leaders du Frolinat reapparaissent et tiennent à se placer : le Nigéria et la Libye avancent aussi leurs plons et vont se révéler des médiateurs encombrants Chaque fraction veut contrôler un petit morceau de territoire et garde son arme en bandoulière. Un

C'est alors que le général Forest lance ses officiers de liaison (deux parlent parfaitement l'arabe) en direction de tous les étais-majors: le général français, naviguant à vue au gré des événements, manœutte habilement. Les objectifs qui guident son action sont en gros les suivants : maintenir le cessez-le-feu, amener toutes les a tendances » à une table de réconciliation, soutenir le provisoire, surveiller les appétits des pays voisins, fournir les secours d'urgence et saire marcher les services indis-

rien peut remettre le feu aux poudres.

pensables; en fin, rassembler à N'Djamens l'armée française dispersee N'ayant plus de mission mili-taire, celle-ci d'allieurs était prête à se retirer Mais personne ne souhaite qu'elle interrompe sa nouvelle mission de « casques bleus »

"IIII RIE: >

On va de réunions en réuniona, les conférences se succèdent. Le général Forest est dans les coulisses, il assure la sécurité et donne les moyens à tous de se rencontrer Plusieurs tentatives pour remettre en place un pouvoir se révéient éphémères Au début, il espérait probablement que MM Goukount et Habre obtiendraient le ralliement de tout le Nord. sont pas si simples, car le Tchad est complexe. Coupé du Sud, qui lui voue une haine farouche, il sous-estimera aussi la capacité de celui-ci à résister. à se ressouder et à s'organiser II faudra du temps, l'échec d'une campagne dans le Mayo-Kebbi, les pressions des pays voisins et de l'O.U.A. pour qu'une solution globale se dessine A la fin de juillet, le général Forest sera remplace. Son successeur sera beaucoup mieux placé pour renouer avec le Sud, qu'une visite, en juin, de M. Guy Georgy, directeur des affaires africaines au Quai d'Orsay, avalt rassure.

Un gouvernement de transition

T ALABRES et tractations vont aboutir, le 10 novembre 1979, à caser tous les leaders tchadiens dans un a gouvernement d'union nationale et de transition » présidé par M. Goukount Mais l'union est fragile et la crise peut rebondir. La transition doit permettre la mise en place des structures d'un nouvel Etat tchadien qui reste à définir. La est tout le

Une certaine forme de l'édéralisme va-t-elle finir par s'imposer? Ou bien l'entité sacro-sainte de l'Etat-nation. qui a volé en éclats mais qui est le seul type d'organisation politique reconnu actuellement dans l'Afrique francophone, sera-t-elle maintenue à tout prix, faute d'imagination? En tout cas, un régime fait d'équilibres ethniques et personnels précaires, fondé sur la bonne volonté conjoncturelle de quelques Individus, redistribuant simplement l'ancien pouvoir, n'apportera pas de solution durable au « mai tchadien » dont l'analyse reste à faire.

Le premier acte du gouvernement de M. Goukouni aurait dû être nne demande d'évacuation des forces francaises. Toutes les parties en étaient convenues lors de la conférence de Lagos, en août demier (vraisemblablement sous la pression de certains pays étrangers). Cette demande n'ayant pas été faite, des

● A l'occasion du quinzième cente-naire de l'Hégire et du premier anniversaire de la révolution isla-mique, M. Amir Alai, ambassadeur de la République islamique d'Iran, a donné une réception le 11 février.

● L'ambassadeur du Koweit et Mme Essa Al-Hamad ont offert une

réception le 25 février à l'occasion

unités françaises (réduites) demeurent donc encore à N'Diamena. Le bilan de cette étonnante campagne militaire en Afrique est difficile à saire. Sa sin heureuse ne doit pas faire oublier ses débuts manques. Le chaos et l'anarchie, les affrontements sangiants entre les communautés musulmane et non musulmane n'ont pu être évités L'amertume, au Nord comme au Sud. est grande, car tous les camps, à un moment ou à un autre, ont accusé l'arbitre de partialité Certains estimeront que l'intervention française a favorisé un partage équitable du pouvoir et qu'elle a permis à M. Goukouni de ne pas y arriver dans les fourgons librens: d'autres, au contraire, qu'elle n'a pas

simplifié les choses et que la France n'aurait pas dû combattre le Frolinat. Quoi qu'il en soit, une facheuse impression de dissimulation et de mauvalse conscience, de précipitation et d'hésitations, de gachis et d'incohérence se dégage des rebondissements d'une campagne qui laissera des cicatrioes profondes dans les relations entre la France et le Tchad. AGNES THIVENT.

(5) Ceci est reconnu par le général Malioum dans le mémorandum qu'il remit aux participants de la première conférence de Kano en mara 1979.

> Fête nationale Fête de l'indépen-

Fête nationale Bête de l'indépen-

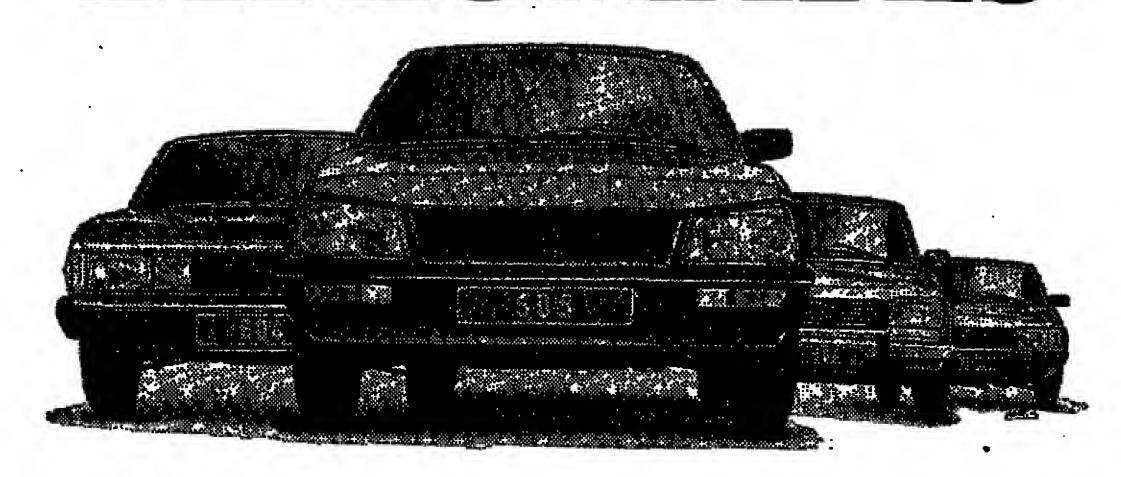
(5) Dépêche A.P.P. du 3 mars 1979,

12 ILE MAURICE Fête nationale 17 IRLANDE Szint Patrick

26 BANGLADESH Fête nationale

23 PARISTAN

DIPLOMATES



les taxes en moins.. Peugeot en plus!

Le "plus" PEUGEOT, c'est d'abord la traditionnelle robustesse de voitures faites pour durer, adaptées à tous les climats et aux conditions d'utilisation les plus difficiles. Ces qualités, PEUGEOT les a maintes fois démontrées dans les rallyes...

Le "plus" PEUGEOT, c'est encore le prix... vous pouvez comparer. Confort pour confort, puissance pour puissance, standing pour standing – chaque modèle PEUGEOT devient le meilleur choix.

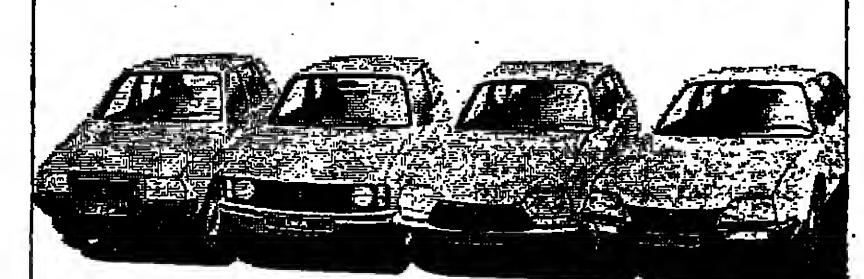
Le "plus" PEUGEOT, c'est enfin une organisation qui offre un large éventail de livraisons adaptées à vos exigences : à Paris, aux aéroports Charles de Gaulle et Orly, dans de nombreuses villes de France et d'Europe, ou encore en expédition directe dans votre pays de résidence.

Votre concessionnaire ou agent PEUGEOT est à votre entière disposition pour vous proposer la formule la mieux adaptée à votre cas personnel.



8.000 points de vente et de service dans le monde. SODEXA filiale d'automobiles Peugeot (ventes diplomatiques) 26 rue Cambacères 75008 Paris. Citroën: des voitures de bonne relation.

Le convect des ambaisades



Que ce soit la petite LNA avec son moteur à allumage électronique intégral, ou la prestigieuse CX avec sa suspension hydropneumatique et sa direction assistée à rappel asservi, sans oublier la GS et la nouvelle VISA avec son tableau de bord original, vous bénéficiez avec l'une de ces Citroën d'une technique avancée.

Les Citroën sont des voitures racées qui savent se tenir dans le monde.

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars est à votre disposition pour vous fournir tout renseignement qu'il vous plainait d'obtenir.

CITROENA

FILIALE DE SA. CITROEN 6-10, rue de la Cavalerie - 75015 Paris - Telex TT Citro 204.833 F - Tel.:567.55.62

Le Monde réalise chaque semaine

UNE ÉDITION INTERNATIONALE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09 - 246-72-23



L'ALGÉRIE : NOSTALGIES ET VÉRITÉS

Par YVES FLORENNE

Vingt ans après, l'Algérie — celle de papa et jusqu'à celle d'arrière-grand-papa — n'a pas fini de nous occuper Pesprit : denx livres en témoigneraient, fort différents et pourtant semblables par la recherche des vérités et l'aveu, volontaire ou inconscient, des nostalgies. Nostalgie naturelle d'une terre natale, même — et plus cruelle encore — pour ceux qui ont pris conscience que leur présence n'y avait pas d'avenir, et qui vont jusqu'à la juger comme un scandale. C'est dire que les deux auteurs, aussi différents que leurs livres, furent des « Français d'Algérie », et le sont restés, car cela ne s'efface pas. Pourtant, Daniel Leconte avait neuf ans quand sa famille quitta Oran (1). Assez pour recevoir l'empreinte ineffaçable, non pour témoigner, si ce n'est d'une rumeur : « Rien ne serait plus comme avant » Soupir de tout un peuple — ou une population — réveillé, et qui ne savait pas encore que rien ne serait plus rien. C'était en 1957. Or l'enfant exilé, qui est pu se tourner vers ailleurs, n'a pas perdu de vue l'Algérie, elle a nourri sa réflexion d'homme; vingt ans plus tard il a revu Oran, il a observé, interrogé, son anquête s'est étendue en France, chez les rapairlés. Mot impropre, puisque pour eux la patrie fut ici et là, puis nulle part.

Comme il faut, pour les comprendre, prendre les erreurs et les fautes dans leur racine, l'auteur retrace l'histoire de la colonisation. Le drame de l'Algérie, c'est qu'elle fut colonie de peuplement — la seule — tout en étant colonie tout court. Même dans l'équilibre démographique, quelle chance a une colonie de peuplement fondée sur la domination ouverte, institutionnelle? En dehors de l'installation dans un désert d'hommes qui ne pose pas de question : aucune chance. Sanf à détruire le peuple indigène, on à le dominer par d'autres moyens. « Réussites » qui ne présentent guère que deux exemples, mais de taille : la première, définitive, en Amérique du nord; la deuxième, incertaine, dans l'Asie russe.

Ses options politiques, sa philosophie ne penvent que porter l'auteur à condamner la colonisation en soi, donc celle-là. Se réjouit-il sans mélange du « suicide » de la « société coloniale »? La peinture même de cette société, si légitimement sévère pour ceux cui la conduisaient, n'est pas sans nuance, ni tendresse. En fait, les Européens, dans leur masse, étaient (par pêché originel) des colons, non des colonialistes. Mais ce n'était pas ceux-là qui embarquaient l'avenir vers le naufrage. Les fêtes du centenaire furent le conronnement éclatant de l'Illusion cultivée qui conduirait à la « fiction de l'Algérie française ». L'auteur justifie l'attitude et les options des Français d'Algérie pendant la guerre, ce qui prêtera à discussion. Son analyse de la politique de de Gaulle dès cette époque, et surjout après son rejour, est un pen sommaire, mais très révélatrice d'un sentiment souterrain qui contredit quelque peu la raison et les convictions de principe. Rejeter radicalement la colonisation et souffrir de la décalonisation, ou plutôt de ses moyens et de ses conséquences. Qui n'a rêvé d'autres voies? Sculement, l'aiguillage a été mauvais dès le départ. Après, la bifur a toujours été manquée : il n'a cessé d'être trop tard. Mais enfin, qui a fait obstacle, füt-ce passivement - massivement aussi, -

à une solution autre, s'il en était de possible, et l'a rendue impossible? Daniel Leconte montre lui-même que les réformistes sincères, les « libéraux » lucides étaient une poignée. Ce qui est émouvant, c'est quelque chose comme une solidarité inconsciente avec ceux qu'il juge le plus sévérement, une nostalgie contre laquelle il se défend, dont il veut se défaire : « Vivre l'Algérie, c'est peut-être surtout refuser la nostalgie » Oui, mais : « Vivre l'Algérie... »

T'ALGERIE, Pierre Laffont la revit d'un cœur non moins lourd, mais avec une conscience plus assurée (2). Lui et son Echo d'Oran, Daniel Leconte les range parmi les « libéraux ». C'est aussi une histoire qu'il écrit, mais totale : elle commence au huitième siècle, non en 1830 ; non par la culpabilité (que d'ailleurs il rejette) mais par un vieux contentieux qui, au-delà de la prise de Constantinople, remonte à celle de Grenade, et même à la bataille de Poitiers. Et redescend jusqu'aux Barbaresques : tout le monde ne peut pas s'être pavé un esclave nommé Cervantes. peut pas s'être payé un esclave nommé Cervantes. L'histoire sert aussi à ne pas perdre la mémoire. Celle-ci débouche enfin sur le dix-neuvième siècle. non sans nons rappeler an passage qu'Alger fut bombardée en 1815 par les Américains. L'historien raconte avec beaucoup d'allant, mais il juge, et ne a dore pas la pilule ». Il a repris l'expression à Thiers, pour l'appliquer à la politique qui aboutira aux accords d'Evian. La fin de cette histoire commencet-elle en 1942 on en 1954? En tout cas, on ne l'écrira iamais trop, et voici une nouvelle et utile contribution. La qualité de témoin y prend de plus en plus le pas sur celle d'historien. Un témoin qui s'est juré de dire sa vérité. Elle est plus qu'honorable puisqu'elle fut celle de Camus, Mais Camus est mort en 1960.

Dans son journal, Pierre Lassont a protesté contre la torture, ce qui demandait plus de courage à Alger qu'à Paris; il a su, et il l'a écrit, que la « cohabitation des deux communautés » n'était possible que si elle se refaisait à neuf. Il n'a pas cru qu'il était déjà bien trop tard. Il n'est pas non plus porté, en tant que Français, à l'auto-accusation. Les dernières lignes du livre sont significatives : on ne peut « dominer sans donner. Nous avons beaucoup donné, souvent mal, sans doute; insuffisamment, certainement. Mais sont-elles nombreuses les nations qui peuvent prouver qu'elles ont fait mieux »? Co n'est pas sans quelque malice qu'il avait cité ce jugement : « La conquête de l'Algérie est un fait important et propice au progrès de la civilisation, » Il est signé Engels.

DEUX livres, d'autres peut-être : il y a une raison à ces retours que conforte une opportunité de libraire. Mais les Français ont-ils pris garde à ce cent cinquantenaire de ce qu'on a appelé, sans hypocrisie, et même un peu trop glorieusement : la conquête? Dieu merci, il n'y a plus de conquêtes, mais seulement de généreuses, chevaleresques libérations. Bugeaud, Tarik et Tamerlan convertis, sont devenus Dou Quichotte. En plus sérieusement armés.

. (1) Daniel Leconte, les Pieds-noirs, Le Seuil, Paris, 1980, 320 pages.

(2) Pierre Laffont, Histoire de la France en Algérie, Plon. Paris, 1980, 552 pages.

Angueti

UNE STRATÉGIE LIBÉRALE DE RÉPONSE A LA « CRISE »

Les ressorts du « nouvel ordre intérieur »

Hique consacrait un dossier à la notion encore peu familière de a nouvel ordre intérieur ». Au même moment se tenait, à l'université de Vincennes, un colloque international sur ce thème qui, aujourd'hui, est en bonne place dans le a projet de société » que vient d'adopter le parti socialiste. Avec la publication des principales interventions du colloque (1), regroupées de jaçon à créer un fil continu, on mesure mieux l'intention de ceux qui lancèrent cette idée et lui donnèrent un contenu, La démarche est stimulante pour l'esprit : le a nouvel ordre intérieur s que met en place la bourgeoisie, s'il est né de la fracture des années 1973-1974, a pour particularité d'être une réponse adaptée à une situation pense, n'obéti pas à la même logique que celle de 1929. Claude Julien, dans sa préface, met en écidence l'erreur que commettrait la pauche si elle ne roulait voir dans la stratégie de l'impérialisme actuel qu'un décalque du fascisme de l'entre-deux-guerres. Il montre qu'à la baisse du taux de profit et au surgissement des revendications du tiers-monde, la néobourgeoisis internationale repond avec habileté: elle consent à ce que soit préservé le champ de la rie privés — et même elle encourage l'individualisme - au moment précis où toute son action tend à rétrécit l'espace des libertés publiques et à renforcer l'exploitation sur le lieu du travail. L'encadrement des masses se fait en douceur et. « discrètement » note Pierre Dommergues, le nouvel ordre intérieur pénètre notre réalité quotidienne ». Pour cela, il suffit de jouer de la peur des déviants et de l'angoisse typiquement fin de siècle qui habite le monde occidental. Les avantages arrachés par les luttes du mouvement ouvrier sont détournés par les pouvoirs en place qui s'en servent comme d'autant de gages d'une securité qu'il ne jaudrait compromettre à aucun prix. Si nécessaire, le rappel de tous les peuples du tiersmonde, barbares qui rampent à nos portes, rend légitime qu'ici on rogne l'instinct de liberté et que là on décourage le goût du risque. Insidieux et enveloppant, le « nouvel ordre intérieur » s'élabors au sein de la Commission trilatérale et prend le visage rassurant de chess d'Etat à la diction

L'intérêt d'une telle analyse, c'est qu'elle entremêle les données économiques, les réflexions sur la culture et les idéologies arec des références aux évolutions politiques qui se sont sous nos yeux. Le va-et-vient entre les domaines est incessant. Passionnante, notamment, est l'étude des « quatre modèles » de sortie de crise du capt-talisme : à travers l'exemple des Etals-Unis, de la République sédérale d'Allemagne, de la Grande-Bretagne et de l'Italie, on voit le projet de la Trilatèrale s'adapter aux particula-rités nationales et se consorter des essorts du pays voisin. Eclairant, aussi, est le démontage des mécanismes qui permettent la mise en condition de l'opinion publique. Puisque le recours à la sorce, comme au temps des nazis, est exclu, il saut bien que des techniques rassinées suppléent l'exercice de la terreur. Elles sont explicitées arec soin : utilisation subtile des moyens de domination anciens, comme la justice et la police, ou description des sormes de pénétration de l'impérialisme culturel (le sameux « galloricain »), sans oublier les analyses sur la manipulation de l'information qui tendent à devenir classiques.

7 ES trois premières parties de La l'ouvrage décrivent en projondeur la rationalité et les mécanismes du a nouvel ordre intérieur ». La quatrième, consacrée aux « contre-stratégies en question » est beaucoup moins conraincante. Ici, la pluralité des intercenants et des engagements personnels provoque des ruptures qui déconcertent. L'impression dominante est que chacun est renu apporter tranquillement son petit tas de certitudes et son chapelet de vérités. Tout y passe, de l' e expérimentation sociale » à la « contergence des luttes p, sans omettre la mise en question des appareils politiques — de gauche bien entendu. Mais pouvait-il en être autrement, des lors que les participants étaient d'abord réunis par leur commune détestation du nouveau visage de la droite?

Reste, une fois le livre rejermé, une idée qui, peu à peu, s'impose, comme si, de la préface à la dernière phrase du dernier intervenant, elle faisait, à elle seule, une sorte d'unanimité: au « nouvel ordre intérieur », seule peut répondre une lutte pour un « nouvel ordre économique international ». Exploités du tiers-monde et travailleurs des nations industrialisées ont, à terme, un intérêt commun. Après tout, c'est sans doute cela qui, positivement, rassemblait à Vincennes toutes les familles de la gauche et de l'extrême aquehe.

GERARD DELFAU.

(I) Université de Vincennes, le Nouvel Ordre intérieur, éditions Alain Moreau, Paris, 1980, 400 pages

AFRICA SOUTH OF THE SAHARA, 1979-1980

* Europa Publications Limited, Lon-dres, 1979, 1 325 pages.

châtrée et aux manières convenables.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

Comme les précédentes, cette neuvième edition comporte une partie principale destinée à décrire l'Afrique subsabarianne: brève note sur chaque organisation internationale régionale, et. sous la signature de spécialistes, un chapitre plus développé sur chaque pays pour en présenter les caractéristiques essentielles : géographie physique et sociale, histoire récente, économie, tableaux atatistiques, structures de l'Etat et bibliographie. Africa South of the Sahara contient aussi des études plus approfondies sur des sujets spécifiques. Ainsi Basil Da-vidson retrace-t-il l'histoire des grands mouvements de population et des ensembles politiques anciens; Ruth First, quant à elle, met an évidence les problèmes politiques et sociaux lies au développement : David Dalby dresse un tableau rapide de la répartition des langues sur le continent; ou encore. André Huybrechts s'interroge sur l'industrialisation et ses limites. En ce sens. l'annuaire apporte aussi des éléments de réflexion sur le sens de l'évolution en Afrique.

ARES, DEFENSE ET SECURITE: 1978-1979. —
Société pour le développement des études
de défense et de sécurité internationale

* Editions Economics. Paris. 1980.

Publié à l'initiative d'enseignants des facultés de droit des universités de Grenoble-II et de Lyon-III, cet annuaire rassemble des analyses très diverses sur la défense et la sécurité internationale. Dans la première partie, intitulée « Etudes », une série d'estais révélent une certaine aptitude des sociétés modernes à négliger dans la pratique les principes qu'elles affichent : sinsi en est-il pour les droits du salarié français libéré du service national, des ventes d'armes ou de l'utilisation des droits de l'homme à des fine politiques Un aspect plus positif, cepandant : la neutrailté de la Croix-Rouge dans les conflits. La seconde partie traite de l'actualité; française d'abord, avec les nouvelles mesures législatives on réglementaires intéressant la défense et les armées, les

conventions internationales ratifiées par la France, le budget militaire et les interventions en Afrique. En ce qui concerne l'Occident en général, différents chapltres portent sur les travaux de l'OTAN, de l'U.E.O. et du Parlement européen en 1979, et sur la politique étrangère du président Carter. Pour les pays socialistes, enfin. Il s'agit essentiallement de politique en matière de détente et de désarmement. sans oublier la rupture sino-albanaise. L'ouvrage offre une documentation assez large sur les différentes prises de position politiques qui se sont manifestées à propos d'événements touchant au domains de la défense. J.-P. A.

 THE INTERNATIONAL WHO'S WHO.
 1979-1980 : quarante-troisième édition d'un ouvrage devenu classique parmi les instruments de référence bibliographique. La liste des personnalités citées occupe cette année 1385 pages. (Europa Publications Limited, Londres, 1979.)

CINÉMA

LE LIVRE DE LOSEY. - Michel Ciment * Edit. Stock/Clnema, Paris, 1979.

Les entretiens de Michel Ciment avec la cinéaste Joseph Losey s'étendent sur deux ans et couvrent soixante-dix années d'une vie passionnante tant sur le plan humain que sur le plan politique et cinématographique. C'est dire que le livre est sans doute le plus complet et le plus vivant consacré à Losey et déborde le cadre restreint des ouvrages pour ciné-

Dans des pages captivantes, on relit toute l'histoire du New-Deal et de l'ère progressiste qui permit à Hollywood d'être, maigré la crise économique, ce creuset des cultures de l'ancien et du nouveau monde jusqu'aux purges de la guerre froide. Avec lucidité. Losey décrit l'atmosphère de lacheté qui sévit dans les studios au temps du maccarthysme, acandée par les audiences de la commission des activités anti-américalnes. où, un à un, les travailleurs du film craquent pour retrouver le droit au travail. Lossy fait partie de ceux qui ont refusé de témoigner au nom de la liberté d'expression. A ses côtés, son ami Bertold Brecht. Certains céderont au chantage, d'autres partiront en prison. Losey, ini, cholait l'exil Sa carrière aurait pu être brisée. Elle retrouva, en Angisterre, un second souffie.

Tout au long de ses trente films, depuis le Garçon aux obsveux verts, métaphore étonnamment moderne sur l'intolérance et pour le droit à la différence (produit au début de la guerre froide), jusqu'à Don Giovanni, exultation de la musique et de l'image, Losey fait toujours preuve de la même intransigeance, se moquant des modes et du mercantilisme, poursuivant up itipéraire profondément personnal.

Michel Ciment, universitaire spéciauste de civilisation américaine, a su remarquablement rombiner, au long de ces quatre cents pages, la double écoute du critique cinématographique et du sociologue. La vivacité du ton jointe à la densité du propos font du Livre de Losey un ouvrage passionnant.

N. de C.

• c DIEU, QUE LA CRISE EST JOLIE! », de Philippe de Saint-Robert (voir « le Monde diplomatique » de février. page 9), est paru aux éditions Ramsay (Paris. 1979, 150 pages)

• LES VOIES DU TIERS-MONDE:
RUPTURE ET NEGOCIATIONS
COLLECTIVES: actes d'un colloque
organisé en 1978 à Montréal sur l'interdépendance, le nouvel ordre économique international, la notion de
celf-reliance » et les conséquences
d'une rupture entre le Sud et le Nord.
(Centre d'études et de coopération
internationale, 4824, Chemin Côte des
Neiges, Montréal, P.Q. H3V IG4.)

POLITIQUE

LA REVOLUTION MATIONALE ALGERIENNE ET
LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS. —
Lacques Jutquet

* Editions du Centenaire, Paris, 1979, 3 vol., 1 324 pages. A catte conjunction variable - l'Algérie et le P.C.F. — Jacques Jurquet consacre une énorme étude : trois volumes sont parus, deux restent à paraître, le dernier devant couvrir la phase ultime : 1954-1962. C'est à la fois une histoire et un d'Engels est d'un autre ton que les deux lignes citées par Pierre Laffont - voir ci-dessus — et que J. Jurquet ne retient pas). Une thèse sussi, puisqu'il s'agit de montrer que le parti communiste francais, depuis guarante ans, en a pris à son aise avec le marxisme-léninisme. L'opposition qu'il a développée au sein du parti lors de la guerre d'Algérie a valu son exclusion à l'auteur. L'intégrisme dont il s'est fait le champion est non seulement celui de Marx et de Lénine, mais aussi celui de Mao. Il manifeste la pureté de sa ligne à travers cette histoire, qui se trouve être aussi calle de l'Algérie dans la perspective propre à l'auteur.

J.W. Makhaïski, textes choisis, traduits et présentés par A. Skirda

★ Le Seuil, Paris, 1979, 256 pages. Le socialisme est-il blen (ou a-t-R ismais été) la « conscience du prolétarint > ? Sans attendre la réponse (le démenti?) de l'histoire, puisqu'il est mort en 1926, un révolutionnaire polonais en propose une lecture radicalement différente : observant que le développement des sociétés industrielles proment une nouvelle catégorie de travailleurs — ceux qui ont le savoir, mais non le pouvoir. -J.W. Makhaiski estime que le projet socialiste est l'axpression de leur humiliation objective et de leur volonté de domination. Tenus loin des leviers de commande par les e ploutocrates », les intellectuels, déjà e propriétaires de la cultures, no parlersient le langage de la revolution true pour accèder - grace sux luttes proietariennes — à des positions de pouvoir. Comme l'égalitarisme des Lumières, qui permit à la bourgeoisie de mobiliser le peuple contre la monarchie, le socialisme serait l'idéologie d'une clame montante qui, parvenue à ses fins, reproduirait les structures d'exploitation que dans l'opposition elle dénonce.

Même si l'interprétation de J.W. Makhalski pěche paut-étre par son extrémisme, elle ne manque pas d'a-propos historique: n'éclaire-t-elle pas d'un jour nouveau les « déviations » (qui des lors n'en sont plus) du socialisme dans les pays où prédomine une nouvelle classe bureaucratique? Ne permet-elle pas de mleux comprendre l'attitude d'un grand nombre d'intellectuels de l'Ouest, sonvent prêts à se conduire en alliés objecnifs du pouvoir des qu'il leur concède un role? L'ouvrage de J.W. Makhalaki est singulièrement démystifiant, et l'intelligentala progressiste aurait tout intérêt à la méditar.

SOCIÉTÉ

17118510H ECOLOGIQUE. — J.-P. Faivret, J.-L. Missika, D. Wolton

* Le Seull, Paris, 1988, 90 pages.
Et al le développement de l'énergie nucléaire, ce n'était pas nécessairement la destruction de la nature, la fin des démocratics, is mort de la «civilisation»? J.-P. Paivret, J.-L. Missika, D. Wolton ne prétendent pas, à l'inverse, que le choix de catte nouvelle forme d'énergie ne comporte pas de risques ou ne pose pas de problèmes; mais ils ne rejettent pas a priori le recours au nucléaire. Ce qu'ils dénoncent — et c'est la l'intére principal de leur ouvrage — c'est le passage d'un questionnement critique à l'affabulation idéologique. Ou encore, la transformation d'une inquiétude en conception globals du monde. Une conception peu fondée, pulsqu'elle va bien au-delà de ce qu'il est possible, actuellement, d'avancer avec certitude. J.-P. Faivret, J.-L. Missika, D. Wolton ont assurément raison de s'élever contre e une théorisation prématurée d'un problème neuf et multiple»; mais n est regrettable qu'eux-mêmes procèdent trop souvent par affirmation plutôt que par démonstration. Il se peut qu'une technique n'ait pas toujours d'impact sur l'organisation d'une société, mais quand tant d'exemples suggérent exactement le contraire (qu'on songe aux conséquences sociales de la production en série de voltures individuelles ou de la construction de grandes unités industrielles). il eut été bon que les anteurs explicitent leurs arguments; à la limite, on peut se demander at la distinction qu'ils estiment fondamentale entre choix technologique et choix de société n'est pas l'une des formes de la pensée technocratique: ersiuser de penser en terme de société d constituer > ne revient-il pas à accepter de penser dans les termes mêmes de la société déjà constituée? M.-T. M.

ÉCONOMIE

REGULATION ET DIVISION INTERNATIONALE
DU TRAVAIL: L'EXPERIENCE HONGROISE
** Editions Economics, Paris, 1979.

En février 1978, Françoise Renversez et Marie Lavigne organisaient à Paris un colloque franco-hongrois, dont rend compte cet ouvrage. Un thème: la politique économique de la Hongrie; une question: comment s'adapte-t-elle à la prise mondiale? Les participants s'accordaient pour estimer que « la nouveau mécanisme économique » place le pays à l'intersection des gestions socialistes et libérales.

Il s'agit alors de savoir al le contrôls centralisé de l'Etat permet à la Hongris de s'adapter aux conditions du marché international. Pour M. Tardos, économiste hongrois, il faut choisir entre une protection de l'économie interna. artificiellement défendue par des subventions, et une politique d'exportation et de vérité des prix. C'est entre ces deux tendances que balance la Hongrie, ainsi que la montrent Gabor Revesz à propos des aslaires. Guy Caire à propos du tiraillement antre la perspective macro-économique de l'Etat et la logique micro-économique de l'entreprise, ou encore Tanas Nagy, évoquant la tension entre l'aide à la consommation et le besoin d'exportation.

* Bachette, Paris, 1978, 240 pages. Ce livre — le premier sur l'Iran postrévolutionnaire — retrace avec passion, mais sans complaisance, les six premiers mois de la République islamique. Aide par une longue familiarité avec la culture de ce paye, Gilles Anquetil s'est mis à l'écoute du peuple tranien et a tenté de décrypter, avec respect et rigueur, le désordre idéologique d'une révolution qui échappe à tout modèle préétabli. A la fois reportage en profondeur, itinéraire personnel, enquête sociologique et analyse fine des multiples discours révolutionnaires qui viennent d'éclore, l'ouvrage permet de mieux cerner la complexité de la réalité iranienne et, surtout, de respectar sa spécificité. L'auteur a voulu comprendre, et, pour ceia, il n'a cherché à dissimuler ni sa subjectivité m la relation quasi charnelle qui le lie à l'Iran. Au contraire, il les utilise comme instruments d'analyse pour dépasser les préjugés occidentaux et trouver le ton juste dans sa relation de l'expérience iranianna. Les portraits sympathiques on féroces déflient tour à tour : ayatollahs prestigieux, gardiens de la révolution, khomeinystes de base, intellectuels laics paut-être Gilles Anquetil accorde-t-il à ces derniers une trop belle part? - nouveaux vanus de l'intelligentsia islamique, dirigeants de la gauche, Kurdes ou bourgeois alarmés... Dégageant les lignes de force de ce « tremblement de société». l'auteur met au jour, non sans lucidité et tristesse, les contradictions qui minent, selon lui le mouvement khomeinyste et il repère les germes de futurs drames ou explosions. Son livre éclairers tous coux

PROCHE-ORIENT

LA TERRE A BOUGE EN IRAN. — Gilles

AFRIQUE

- Iranians ou Occidentaux - qui refusent

les explications toutes faites.

THE BROEDERBOND. — I. Wilkins et H. Strydom

* Paddington Press, Londres, 1979.

597 pages. Ecrit par deux journalistes sud-africains à partir de documents confidentiels, ce gros livre met à nu le fonctionnement de l'organisation afrikaner ultra-secrète du Broederbond Pondée en 1918, elle s'était fixé un double but : maintenir la cohésion de la communauté afrikaner face aux angiophones et aux Noirs et garantir sa domination sur is vie politique. Depuis le triomphe nationaliste aux élections de 1948, le Broederbond a largement réalisé ses objectifs puisque chacun des premiers ministres et la plupart des ministres faisaient partie de l'organisation ; son emprise sur tous les postes-clafs de l'administration est un secret de polichinelle.

Le Broederbond serait-il la force occulte guidant les gouvernements nationalistes successifs à Pretoria? Ce livre ne permet pas de répondre, faute d'analyse politique. Néanmoins, l'information très détaillée sur le Broederbond aide à éclaireir l'un des aspects les moins connus du système d'apartheid.

H. S.

CANION STO.



TERNATIONAL

TOOM AD AIRE

wensition

laire Se

2000

ALREYS !!

A ARCOOS. 3

and secure

r de comit

AND EST

a.Llora

AGNES THINK

BAR - 31 - 97 4114

\$ (to 22) (to 2)

* i. . . . ii. . . .

1::: 22:::22

3 . z ... :==

.

BURLING!

Le Conseil de sécurité invite le Royaume-Uni à faciliter les élections en Rhodésie du Sud

R EUNI le 30 janvier à la demande du groupe africain, le Conseil de sécurité des Nations unies a, le 2 février, voté par 14 voix (le Royaume-Uni ne participant pas au scrutin) une resolution demandant notamment à la puissance administrante (Royaume-Uni) de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les citoyens zimbabweens puissent participer librement aux prochaines élections en Rhodésie du Sud. Londres est invité également, ainsi que toutes les parties, à respecter l'accord de Lancaster House dont le groupe africain dénonçait dans sa requête les « violations flagrantes » (en particulier a le maintien de troupes sudafricaines et d'autres forces mercenaires, et l'utilisation de forces thodésiennes par le gouverneur britannique pour harceler les forces du Front patriotique se rendant à des points de rassemblement »).

Ouverture de la session de la commission des droits de l'homme

La commission des droits de l'homme a ouvert à Genève, le 4 février, sa trente-sixième session qui doit durer jusqu'au 14 mars. Parmi les points à son ordre du jour figurent notamment la situation en Afrique australe, dans les territoires arabes occupés par Israel, ainsi qu'au Chili. A côté de ces points faisant l'objet de discussions publiques, d'autres allégations concernant des violations des droits de l'homme dans un certain nombre de pays sont abordées dans le cadre des procedures confidentielles, au cours de réunions à huis clos. Au programme de cette session figure également l'élaboration d'un projet de convention contre la torture et la préparation d'autres instruments concernant les droits de l'enfant, des travailleurs migrants, des étrangers, etc.

Le 12 février, la commission a été saisie d'un projet de résolution présenté par le Pakistan et dénonçant la « violation du droit du peuple afghan à l'autodétermination ». (On trouvera un bref résumé des travaux de la commission dans le prochain numéro.)

VOYAGE DU SECRETAIRE GENERAL EN ASIE. — M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, s'est rendu à New-Delhi le 20 janvier pour inaugurer la troisième conférence de l'ONUDI. A cette occasion, il s'est entretenu, avec les présidents de l'Inde et du Bangladesh, de la situation dans la région à la suite des événements d'Afghanistan. De passage à Islamabad le 23 janvier, M. Waldheim a évoqué le même sujet, entre autres, avec le président du Pakistan.

DESARMEMENT. — Le comité du désarmement a ouvert sa session annuelle le 5 février à Genève. Cette première série de réunions doit durer douze semaines. A l'ordre du jour : interdiction des essais nucléaires, cessation de la course aux armements, désarmement nucléaire, interdiction des armes chimiques et biologiques et assurances à donner aux Etats non nucléaires contre toute attaque nucléaire. Pour la première jois, la Chine occupe le siège qui lui est destiné au comité.

COMITS SPECIAL SUR LA ZAMBIE. — Créé l'an dernier par le Conseil de sécurité pour étudier une plainte de la Zambie, le comité spécial a publié son rapport le 31 janvier. Il constate les graves pertes économiques subles par ce pays du jait des actes d'agression « répétés commis par le régime illégal de la Rhodésie du Sud » et invite les États à pour-suivre leur assistance à la Zambie.

FONDS POUR LE CHILL. — Le conseil d'administration du Fonds pour le Chili (créé en décembre 1978 par l'Assemblés générale) s'est réuni à Genève au début de février pour envisager comment se procurer les fonds nécessaires à son action, fonds qui, en principe, doivent provenir de contributions volontaires. On sait que le programme d'assistance a été institué en faveur des victimes de violations des droits de l'homme de personnes contraintes à

PRATIQUES ISRAELIENNES DANS LES TERRI-TOIRES OCCUPES. — Le comité spécial de l'Assemblée générale chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes dans les territoires occupés a siégé à Genève du 21 au 25 janvier; il a examiné les conditions d'application de diverses conventions internationales.

APARTHEID. — Le « Groupe des Trois », créé conformément à la convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid pour examiner les rapports présentés par les Etats parties à la convention, a tenu fin janvier sa troisième session à Genève.

— Pin janvier également, M. Akporode Clark (Nigéria) a été réélu en tant que président du comité spécial contre l'apartheid.

OCEAN INDIEN. — Le comité spécial de l'océan Indien a siègé du 4 au 8 février à New-York. Il s'est essentiellement consacré à la préparation de la conférence sur l'application de la déclaration faisant de l'océan Indien une « zone de paix » qui doit se réunir en 1381 à Colombu.

REVISION DE LA CHARTE. — Le comité sur la révision de la charte de San-Francisco et le renforcement du rôle des Nations unies a siègé pendant quatre semaines. Ses travaux avaient débuté le 28 janvier.

SURVEILLANCE DE LA TREVE. — Le général

SURVEILLANCE DE LA TREVE. — Le général Erkki Rainer Kaira (Finlande) a été nommé le 18 fanvier chef d'état-major de l'organisme des Nations unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine (créé en 1948).

conseil economique et social des Nations unies (ECOSOC) s'est réuni au début de février à New-York pour organiser sa prochaine session ordinaire. Il a aussi arrêté le programme du sixième congrès des Nations unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui doit se réunir du 25 soût au 5 septembre à Caracas. Enfin, le Conseil a procédé à diverses élections dans ses organes subsidiaires et

code de conduire des societés trans-NATIONALES. — La huitième session du groupe de travail intergouvernemental du code de conduite des sociétés transnationales s'est achevée le 18 junvier. Une nouvelle rencontre est prévue pour mars. COMITE PLENIER SUR LES QUESTIONS ECONO-MIQUES. — Le comité plénier sur les questions économiques, créé par l'Assemblés générale, a arrêté le 16 janvier le programme de ses sessions en 1980 : elles auront lieu à New-York du 31 mars au 11 avril.

du 6 au 16 mai et du 23 fuin au 3 juillet.

DROFF COMMERCIAL INTERNATIONAL. — Un groupe de travail pour le nouvel ordre économique international, mis en place par la commission du droit commercial international, a siégé à New-York en janvier afin de suggérer certains points pouvant être inscrits au programme de travail de la commission.

ESPACE. — Le sous-comité scientifique et technique du comité des Nations unies pour l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques a siégé le mois dernier pendant trois semaines. Il s'agissait, entre autres, de préparer la deuxième conférence des Nations unies sur l'espace extra-atmosphérique pré-

sue pour 1982.

SATELLITES DE CONTROLE. — Un groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier les implications de la création d'une agence internationale de satellites de contrôle a siègé à Genève su début de février.

SOURCES D'ENERGIE NOUVELLES. — Le comité préparatoire de la conférence des Nations unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables a tenu su première session à New-York le mois dernièr. La conférence proprement dite aura lieu à Nairobi en soût 1981.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'EN-VIRONNEMENT. — Une réunion s'est ouverte le 11 sévrier à Barcelone, sous l'égide du Programme des Nations unies pour l'environnement, a/in d'examiner les résultats du plan d'action pour la Méditerranée en 1979 et les activités prévues pour 1880. FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE. - Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF, ou FISE) a annoncé le 22 janvier l'entrée en fonctions de M. James P. Grant (Etats-Unis) au poste de directeur général de l'institution, où a remplace M. Henry Laboutsse. Au terme d'un voyage au Cambodge et en Thailande, M. Grant a déclaré le 4 février que la situation alimentaire s'était améliores depuis le lancement de l'opération conjointe UNICEF-C.I.C.-R., mais que les erisques d'une estastrophe > restaient élevés. Il a souligné la nécessité d'un effort durable de la communauté occi-

REFUGIES. — Le Haut commissariat des Nations unies pour les réjugiés (H.C.R.) a lancé, les 14 et 16 janvier, des appels en javeur : 1) des réjugiés simbabwéens désirant regagner la Rhodésie du Sud, et 2) des réjugiés afghans établis au Pakisian. Les sommes nécessaires dans l'un et l'autre cas se monteraient respectivement à 22 et 55 millions de dollars.

- M. Maxime-Léopold Zollner (Bénin) a été nommé, avec effet au 1^{et} février, directeur de la division des programmes d'assistance.

e COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AMERIQUE LATINE. — D'après des statistiques dissusées par la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL) au début sévrier, le taux de croissance de l'économie latino-américaine en 1979 a été de 6,5 % environ, en progrès de presque 2 points par rapport à 1978. Ce taux est dû principalement à l'expansion des économies des grands pays de la région : l'Argentine, le Brésil et le Mexique, mais aussi à la sorte activité enregistrée pour la deuxième année consécutive au Chili et en Colombie, à la reprise en Uruguay et aux notables résultats atteints par le Paraguay qui a, depuis trois ans, le plus sort taux de croissance des pays de la région (+9,5 %).

Le commerce extérieur, qui a bénéficié de la forte hausse des cours des exportations, s'est soldé par un excédent de 800 millions de dollars. Les termes de l'échange ont été favorables à l'Amérique latine. Mais la ventilation par groupes de pays de l'évolution de la valeur unitaire des exportations montre que seul le groupe des pays exportateurs de pétrole, en plus du Chili et de la Colombie, a bénéficié du mouvement de hausse.

Malgré l'excédent commercial, les versements au titre du service de la dette ainsi que les transferis

des bénéfices et des intérêts du capital ont porté le déficit du compte courant au niveau sans précédent de 20 000 millions de dollars. Ce déficit a été financé par les entrées de capitaux, qui se sont élevés à 25 000 millions de dollars et ont fait apparaître dans la balance des paiements un solde positif de 3 500 millions de dollars. La plus grande partie de ces capitaux correspondant cependant à des crédits bancaires, l'endettement extérieur du sous-continent s'est encore aggrapé.

Quant à la situation intérieure, elle a été marquée par une nouvelle poussée inflationniste. Le taux de l'inflation est en effet passé de 40 % en 1978

à 51 % en 1979, une moyenne qui, toutefois, cache

de très grands écaris entre les différents pays.

L'Argentine se trouve largement en tête (157,5 %).

FAO

Dix-sept projets de coopération technique

D'AFREPT projets de coopération technique (dix pour l'Amérique latine et sept pour l'Afrique), représentant un coût total de 1 288 500 dollars, ont été approuvés en décembre et janvier par M. Edouard Saouma, directeur général de l'Organisation des Nations unles pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.). Les fonds que la F.A.O. destine à ces projets, inscrits dans le budget de l'Organisation au titre du programme de coopération technique, représentent 32,6 millions de dollars pour la période bisannuelle 1980-1981. Le programme de coopération technique fournit une aide directe aux pays en voie de développement pour des interventions urgentes dans des projets agricoles et ruraux à court terme.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL.—
M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, et M. Edouard Saouma, directeur général de la P.A.O., ont réuni, le 21 février à New-York, une conférence où les pays membres des Nations unies et de la P.A.O. devaient annoncer leurs contributions au Programme alimentaire mondial (PAM) pour 1981-1982, Pour ces deux années, l'objectif est l'ixè à un minimum d'un milliard de dollars. Quant à la période biennale actuelle (1979-1980), l'objectif se monte à 950 millions de dollars, dont 750 ont déjà été promis par quatre-vingts donateurs.

— Le directeur général de la F.A.O. a, d'autre part, autorisé l'envoi par le programme alimentaires mondial des aides alimentaires d'urgence suivantes : 483 000 dollars d'aide à la Guinée-Equatoriale (ravitaillement d'enfants souffrant de malnutrition); 3,3 millions de dollars à la Somalle (ravitaillement de 332 000 personnes réfugiées dans ce pays); 5,4 millions de dollars à la Mauritanie (ravitaillement de victimes de la sécheresse); 1,3 million de dollars au Tchad (ravitaillement de populations souffrant de pénuries) et 6,1 millions de dollars au Pakistan (secours à 185 000 Afghans réfugiés au Pakistan).

Organisation des Nations unies pour le développement industriel

Echec de la conférence de New-Delhi

CRGANISATION des Nations unies pour le développement industriel a tenu sa troisième conférence générale à New-Delhi du 21 janvier au 9 février. Malgré vingt-quatre heures de prolongation, les travaux se sont terminés sur un constat d'échec, les délégnés des cent cinquante pays membres n'étant pas parvenus à se mettre d'accord.

Les pays occidentaux industrialisés, regroupés dans le « groupe B », n'ont en effet pas voulu souscrire au « plan d'action » et à la « décla-

ration » qui ont finalement été adoptés, sur

proposition du « groupe des 77 », par 88 voix seulement (y compris les pays socialistes, malgré certaines réserves) contre 22 (pays du « groupe B ») et avec 1 abstention (Saint-Siège).

Réprenant l'objectif fixé en 1975 à Lima, et selon lequel la part des pays en voie de développement dans la production industrielle mondiale devrait être portée à 25 % en l'an 2000, le « plan d'action » prévoit notamment la création d'un « fonds global pour la promotion de l'industrialisation » d'un montant de 300 milliards de dollars, financé en grande partie par les pays industrialisés et placé sous le contrôle.

des pays en voie de développement. D'autre

part, des engagements fermes seralent désormais

contractés au sein de l'ONUDI pour favoriser

le redéplojement industriel et le « plan d'action » introduirait dans la déclaration de Lima une distinction entre secteur industriel et secteur régional. Enfin, un comité intergouvernemental serait chargé, au sein de l'ONUDI, de déterminer les moyens de porter à 30 % l'objectif de Lima fixant l'importance de la part du tiers-monde dans la production industrielle. Quant à la « déclaration », elle reprend intégralement celle qui avait été adoptée à la dernière réunion ministérielle du « groupe des 77 » à La Havane, en décembre dernier. Le texte déplore l'échec des négociations Nord-Sud et les réticences des pays développes à faciliter un nouvel ordre économique international sous ses différents aspects. La conférence y exprime aussi son a total soutien a à la proposition du président Castro prévoyant un minimum de 300 milliards de dollars d'aide supplémentaire au tiers-monde pour la décennie 80.

Dans des résolutions séparées, la conférence recommande par allieurs que l'Assemblée générale des Nations unies proclame les années 80 « décennie pour le développement industriel en Afrique » et invite l'ensemble des gouvernements à éliminer toute discrimination à l'égard des femmes.

SOIXANTE ET UNE SIGNATURES POUR LA CONSTITUTION DE L'ONUDI. — Au 10 janvier, la constitution de l'ONUDI avait été signée par soixante et un pays dont deux, le Pakistan et les Philippines l'avaient ratifiée. Adoptée le 8 avril dernier, cette constitution entrera en vigueur quand au moins quaire-vingts Etats, qui auront déposé les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, le décideront. L'ONUDI deviendra alors agence spécialisée des Nations unies.

Travail

Rentrée des Etats-Unis

Color) a fait état, le 13 février, de la décision des Etats-Unis de reprendre leur place à l'Organisation. L'annonce en avait été faite à Washington le jour même par le président Carter, qui a précisé que cette décision avait été prise « en plein accord avec les organisations de travailleurs et d'employeurs américains ».

Les Etats-Unis s'étalent retirés de l'O.I.T.

le 6 novembre 1977, à l'échéance du préavis

statutaire de deux ans qui avait été notifié par M. Kissinger, alors secrétaire d'Etat. PLAN D'ACTION POUR LES ANNEES 80. - Dates un document publié le 5 février, le Aureau international du travail examine les perspectives qui s'offrent au monde du travail au seuil des années 80, et propose un plan d'action à moyen terme (1982-1987) pour l'Organisation internationale du travail (O.I.T.). Ce plan, qui devait être examiné par le conseil d'administration du BIT au cours de sa session de fin février, propose un ensemble d'activités pour aider les Etais membres à s'acquitter de deux grandes tâches: la lutte contre la misère et l'injustice dans les pays en voie de développement en élevant les niveaux de l'emploi, des compétences techniques et des conditions et du milieu de travail ; la poursuite du progrès social dans les pays plus avancés, sans compromettre leur adaptation aux nouvelles données de l'économie

NOUVEAU MEMBRE. — La République socialiste du Vietnam a adhéré le 17 janvier à l'O.J.T. en acceptant formellement les obligations qui découlent de la Constitution de l'organisation. L'O.J.T. comple ainsi cent quarante membres.

TRANSPORTS. — Dans le contexte actuel de pénurie énergétique mondiale, qui a des incidences sur les conditions sociales et les conditions de travail dans les transports, chaque pays devrait, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, adopter une politique globale des transports axée essentiellement sur une répartition optimale du trafic : telle est la principale conclusion des travaux de la commission des transports internes de l'O.J.T., qui se sont tenus à Genève du 15 au 24 janvier.

Les queique deux cent vingt délégués et conseillers gouvernementaux, employeurs et travailleurs, qui ont participé à cette réunion, ont passé en revue les problèmes sociaux et du travail qui se posent dans les transports ferroviaires, routiers, aériens et fluviaux, en portant une attention particulière aux questions de formation professionnelle et de conditions de travail dans les chemins de fer.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. — Un accord a été signé, le 16 janvier, entre l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.J.E.A.), les États-Unis et la Yougoslavie pour la fourniture d'uranium enrichi destiné au réacteur de recherche « Triga Mark II », de l'Institut Josef-Stefan à Ljubifana (Yougoslavie).

C'est le quatrième accord de fourniture conclupar la Yougoslavie avec l'assistance technique de l'A.J.E.A. pour l'achat de combustible nucléaire destiné à l'exploitation d'un réacteur de recherche. Il porte sur le transfert de 1372 grammes d'uranium enrichi à 70 %.

— Un accord de recherche sur le comportement physique et isotopique de l'humidité des sols dans la zone d'aération a été signé, le 29 janvier, entre l'A.I.R.A. et la Gesellschaft sûr Strahlen und Umweltsorschung (G.S.F.), dont le siège est à Munich. La République sédérale d'Allemagne s'est ainsi engagée à sournir, par l'intermédiaire de la G.S.F., une aide sinancière de 450 000 deutschemarks, répartie sur trois ans, au profit d'un programme international coordonné de recherche. Cet accord vise à approsondir la recherche sur le déplacement de l'eau dans la zone non saturée des sols.

ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE. — Les problèmes actuels relatifs à la réglementation des services internationaux de transport aérien et à l'établissement des tarifs de passagers et de fret ont été examinés lors de la deuxième conférence de transport aérien, organisée par l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) à Montréal du 12 au 28 février.
 ORGANISATION INTERNATIONALE CONSUL-

TATIVE DE LA NAVIGATION MARITIME. — Au cours de sa première année de fonctionnement, le fonds d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures a traité de deux demandes d'indemnisation qui pourraient entraîner à elles seules le versement d'indemnités représentant au total plus de huit millions de livres sterling. Le fonds avait été créé par une convention adoptée en 1971 par l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (O.M.C.I.) et entrée en vigueur le 16 octobre 1978.

La première demande d'indemnisation a pour ori-

gine un accident survenu dans la mer intérieure du Japon, qui a causé des dommages considérables à la pisciculture; les dépenses de netiogage et les indemnités vertées aux pêcheurs se sont chifrées à 400 000 livres sterling. Quant à la deuxième afaire, elle avait pour cause un déversement d'hydrocarbures au large de Ventspils, en mer Baltique, qui a pollué deux mille îles dans l'archipel suédois.

• ORGANISATION METEOROLOGIQUE MONDIALE. — L'Organisation météorologique mondiale a annoncé la conclusion d'un accord entre l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Irak, le Kowelt, Oman et Qatar, qui ont décidé d'établir un programme coopératif régional pour la fourniture d'assistance météoro-

logique aux activités maritimes dans les caux com-

munes du Golle et des mers dont ils sont riverains.

L'accord a été signé à l'issue d'une conférence de plénipotentiaires, tenue à Djeddah du 12 eu 30 janvier.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE.—
Le conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), réuni pour sa soizante-cinquième session du 9 au 25 janvier à Genève, a pris des mesures pour s'assurer que les activités de l'O.M.S. seront davantage orientées désormais vers le soutien des stratégies nationales, régionales et mondiales, en jonction du principal objectif: la santé pour tous en l'an 2000

en l'an 2000.

— Des experts se sont réunis à Genève, au début de février, pour formuler des avis, au sujet du programme de lutte contre les maladies diarrhéiques. Ils ont estimé que « l'objectif consistant à rendre la réhydratation par voie buccale accessible à 25 % au moins des enfants du tiers-monde, peut raisonna-

blement être atteint à la fin de 1983 a.

restissement

Groupe de la Banque mondiale

Octroi de neuf prêts

A Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a annoncé l'octroi de plusieurs prêts:

— A l'Algérie (17 janvier) : 5 millions de dollars pour un projet d'ingénierle de fourniture d'eau afin d'évaluer et de satisfaire les besoins en eau d'Alger et de ses environs;

— Au Portugal (17 janvier) : 40 millions de dollars pour améliorer le système éducatif et remédier aux besoins urgents du pays en main-d'œuvre qualifiée;

— Au Swaziland (17 janvier) : 10,1 millions de dollars destinés à financer l'assistance technique d'un projet d'amélioration et d'avtonte d'amélioration et d'avtonte d'amélioration et d'avtonte.

de dollars destinés à financer l'assistance technique d'un projet d'amélioration et d'extension de l'éducation primaire et secondaire;
— Au Kenya (24 janvier) : 40 millions de dollars pour la réalisation d'un projet d'énergie géothermique à Olkaria, au sud-ouest de Nairobi;
— A la Roumanie : deux prêts d'un montant

de 190 millions de dollars. 100 millions de dollars financeront la construction d'un canal de liaison entre le Danube et la mer Noire, et 90 millions de dollars pour un programme d'irrigation du plateau de Corvurlui;

— A la Tunisie (24 janvier) ; deux prêts dont le premier, d'un montant de 42,5 millions de dollars, financera la modernisation et l'extension des installations portuaires de La Goulette et de Sfax, et le second (25 millions de dollars) la réalisation d'un projet d'irrigation dans le sud du pays;

— A l'Uruguay (24 janvier) : 50 millions de dollars pour la remise en état et l'amélioration

AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BANQUE.

— Une augmentation de 40 miliards de dollars du capital autorisé de la Bunque mondiale a été approuvée, le 14 janvier, par le conseil des gouverneurs de la Banque, à une majorité des trois quaris. Cette augmentation correspond approximativement à un doublement du capital actuel autorisé et permettra aux financements de la Banque de croître, en termes réels, jusqu'au milieu de la présente décennie. Sur les souscriptions reçues, 7,5 % (soft environ 3 milliards de dollars) seront versés à la Banque. Les 92,5 % restants (soft 37 milliards de dollars) s'ajouteront au capital souscrit de la Banque. Les sous-

du port de Montevideo.

EMPRUNTS DE LA BIRD EN REPUBLIQUE FEDE-RALE D'ALLEMAGNE ET EN SUISSE. — La Banque mondiale et un syndicat de banques allemandes ont signé, le 28 janvier, des accords portant sur deux opérations d'emprunt, d'un montant total

criptions au capital seront reques entre le 30. sep-

de 200 millions de deutschemarks (environ 116,7 millions de dollars). 100 millions de deutschemarks ont été empruntés à la Deutsche Girozentrale-Deutsche Wommunalbank, et 100 millions à la Landesbank Rheinland Pjalz-Girozentrale.

Le 16 janvier, la Banque mondiale avait défà ellectué un emprunt à moyen terme d'un montant de 150 millions de francs suisses auprès d'un groupe de banques suisses.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOF-PEMENT. — L'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a annoncé, le 17 janvier, que des représentants de trente-trois pays s'étalent entendus sur des dispositions destinées à accroître les ressources de l'IDA en termes réels au moyen d'une sixième reconstitution de ses fonds. Cet accord devrait procurer à l'IDA l'équivalent de 12 milliards de dollars supplémentaires pour ses opérations de crédit. Les administrateurs de l'IDA, après avoir approuvé ces dispositions, les ont soumises pour adoption aux gouverneurs de cet organisme représentant les Etats membres. Ces derniers ont réexaminé les dispositions de partage de la charge des contributions selon la cinquième reconstitution et ont négocié un réaménagement des parts dans la sixième reconstitution, concernant principalement les augmentations des parts de la République jédérale d'Allemagne (de 10,9 % à 12.5 %) et du Japon (de 10,3 % à 14,65 %). des réductions pour les Etats-Unis (de 31,2 % à 27 %), la Suède (de 3,8 % à 3 %) et le Canada (de 5.8 % à 4.3 %). Neuf autres pags (l'Autriche, la Belgique, la Corée, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la Norvège, les Pays-Bas et la Yougoslavie) ont aussi augmenté leurs parts.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. — Quatre opérations de la Société financière internationale (S.F.I.) sont annoncées:

— Investissement (16 janvier) pour le développement de la production de poulets à rôtir aux Philippines. Cette opération réalisée par la General Milling Corporation, une des plus importantes sociétés des Philippines dans le secteur agricole, sera financée en partie par un prêt de la S.F.I. d'un montant de 4 millions de dollars et par un investissement de 1,1 million de dollars en capital. La S.F.I. a en outra contribué à la création d'un consortium d'institutions d'investissement des Philippines dont la participation s'élève à 6,8 millions de dollars de prêts en pesos;

— Intervention (é février) dans la construction d'une usine d'ammoniaque près de Bombay (Inde) réalisée par la Despak Fertilizers and Petrochemicals Corporation, créée pour la réalisation de ce projet. Des institutions indiennes préteront 31,25 millions de dollars, et la S.F.I. 7,5 millions de dollars;

— Contribution (5 février) dans la création de la société Milkpak au Pakistan, spécialisée dans le conditionnement et la commercialisation du lait. Le prêt de la S.P.I. s'élève à 1,9 million de dollars;

— Participation (7 février) dans le développement de la production d'une usine d'huile de palme au Brésil. Le prêt de la S.F.I. consenti à la société Dende do para est de 1 million de dollars.

Banque asiatique de développement

Dix prêts

D LUSIEURS prêts ont été accordés par la Banque asiatique de développement en faveur des pays suivants - Birmanie (12 décembre) : 5,2 millions de dollars

(à l'aide du fonds de ressources spéciales, pour vingtcinq ans. à 1 %) pour développer la production de — Pakistan (12 décembre): 14 millions de dollars (pour vingt-cinq ans. d 1 %) pour le financement d'un programme pisant à accroître la production agricole, et 7,5 millions de dollars (pour querente ans, à 1 %) pour le développement du cheptel dans la province du Baloutchistan; ce dernier pret est assorti d'un don d'assistance technique de 240 000 dollars. Les deux opérations ont été consenties à l'aide du fonds de ressources spéciales:
— Thallande (14 décembre): 81,8 millions de dollara (à l'alde des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans, à 7.6 %) pour financer l'extension de la centrale électrique de Mae Moh et ainsi réduire la dépendance de ce pais en petrole:
— Indonésie (17 décembre): 20,5 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-cinq ans, à 7,6 %) pour intensifier l'êlevege du bétall - Kampuchéa (17 décembre): 68 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour cingt-quatre ens, & 7,6 %) pour finan-

cer le coût en devises étrangères du second programme de développement du réseau d'adduction d'eau de Bangkok: - Philippines (17 décembre): 30 millions de dollars (pour quinze ens. à 7.6 %) accordé à la rricuse Development Corporation of the Philippines pour le sinancement de ses opérations de prêts en laveur du secteur industriel et d'autres entreprises

du secteur privé:

— Népal (19 décembre): 12,23 millions de dollars pour le développement de l'élevage du bétail. 18,6 millions de dollars attribués en outre le 21 décembre linanceront, en partie, un programme de développement de l'inergic. Ces opérations ont été réalisées à l'aide du fonds de ressources spéciales, pour quarante ans. à 1 % :

— Bangladesh (21 décembre) : 30 mülions de dollars (à l'aide du fonds de ressources spéciales, pour quarante ans. à 1 %) attribués à la Bangladesh Shilpa Rin Sangstha, institution de linance-ment spécialisée dans les opérations de prêts en

faveur du secteur industriel:

— Papouasie - Nouvelle - Guinée (21 janvier):
12,25 millions de dollars pour l'installation d'une centrale hydro-électrique destinée à augmenter l'approvisionnement en energie de la péninsule de la Gazelle, dans l'île de Nouvelle-Bretagne; 6,25 millions de dollars proviennent des ressources ordinaires de la Banque (pour vingt-cinq ans, à 7,6 %). et 6 millions de dollars du fonds de ressources spéciales (pour quarante ans, à 1 %).

Banque européenne d'investissement

Prêts à l'intérieur de la Communaule

A Banque européenne d'investissement BEL) a accordé une série de prêts aux pays et organismes suivants : - France (31 janvier) : un prêt d'une contre-valeur de 30 millions de francs français (5,1 millions d'u.c., pour quinze ans, à 11,15 %) accordé à la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales pour la construction de la

nouvelle route Nantes-Cholet dans l'ouest de

- Irlande (1er février) : six prêts d'une contre-valeur totale de 42,9 millions de livres irlandaises (64 millions d'u.c.). Cinq d'entre eux, soit 32,9 millions de livres irlandaises, sont assortis d'une bonification d'intérêt de 3 % conformément aux accords conclus avec l'Irlande quand ce pays a adhéré au système monétaire européen. Ces opérations se répartissent de la façon suivante : 21,7 millions de livres irlandaises (pour quinze ans) pour divers travaux d'adduction d'eau et d'assainissement : 5.5 millions de livres irlandaises (pour quinze ans) pour la réalisation de réseaux de drainage : 5,7 millions de livres irlandaises (pour quinze ans) prêtes à l'Etat pour la mise en place d'installations portuaires; 10 millions de livres irlandaises (pour dix ans; seul ce prêt ne bénéficie pas de la bonification d'intérêt de 3 %) consentis à l'Industrial Credit Company pour l'octroi de crédits aux petites et moyennes

industries: - Belgique et Danemark (7 février) : deux prets globaux, soit 9,6 millions d'u.c. pour le financement d'initiatives de petite et moyenne dimension dans les régions les moins prospères de ces deux pays : à la Belgique, un prét de 250 millions de francs beiges (6,2 millions d'u.c., pour dix ans) est accordé à la Société nationale de crédit à l'industrie : au Danemark, un prél de 25 millions de couronnes danoises (3.4 millions d'u.c., pour dix ans) est attribué à l'Etat danois et rétrocéde au Conseil de développement

régional : Royaume-Uni (14 février) : un prêt d'une contre-valeur de 5 millions de livres (7,7 millions d'u.c., pour dix ans, à 10.05 😘) consenti à la Cleveland Bridge & Engineering Company pour la construction et l'équipement d'une usine de mécanique lourde à Darlington dans le comté de Durham,

OPERATIONS AU TITRE DE LA CONVENTION DE LOME. — Au titre de la convention de Lomé, la Banque curapéenne d'investissement a octroyé les prets suivants: - 2.8 millions d'u.c., le 18 janvier, pour la modernisation d'une cimenterie près de Lusaka; ce financement a pris la torme d'un prêt conditionnel de vingt ans maximum, au toux de 2 %, sur les capitaux à risques précus par la convention et gérés par la B.E.I. en qualité de mandataire de la Commu-naulé européenne : U a été ctiribué à l'Industrial Development Corporation:

— 5 millions d'u.c. accordés. le 11 février, à la Trinided and Tubaço Development Finance Com-pany, de Trinilé-et-Tobago, pour le financement d'initiatives industrielles et touristiques de petite et moyenne dimension. Ce prêt a été consenti pour douze ans, au taux de 7.4 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 % sur les ressources du Fonds européen de développement. NETTE PROGRESSION DES INVESTISSEMENTS

EN 1979. — La Banque européanne a publié, le 19 janvier, un document dressant le bilan des opérations de linguement en 1979. Le montant est supérieur de 40 % à celus de l'exercice précédent, soit 3071.1 millions d'unités de compte contre 2 188.3 millions d'u.c. en 1978, et presque le double des 1571,5 millions d'2.c. enrequitres en 1977. A l'intérieur de la Communauté, les pays membres ont bénéficié d'un volume de prêt d'un tiers plus important que l'annie précédente, soit 2558,2 mil-lions d'u.c. contre 1866,5 millions d'u.c. en 1978, Plus de 90 % de ces opérations ont été réportis entre l'Italie, le Royaume-Uni, l'Irlanda et la France. Une pertie de ces prêts, soit 277 millions d'u.e., était financée sur les ressources du nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts, encore appeid c'acilité Orion », alimenté par des emprunts faits an nom de la C.E.E. par la Commission. Le rupport mentionne une innocation importante de l'ennée dernière : l'Irlande et l'Italie, aux termes de dispositions les faixant participer au système monétaire européen, unt bénélicié de bonifications d'intérèts d'un montant de 3 % pour certains prêts consentis dans ces deux paus. D'autre part, les opérations réalisées dans dix pays méditerranéens ayant conclu des accords area la Communauté s'élèrent à 426,5 millions d'u.c. Pour les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.I. l'année 1979 a été marquée par la signature. le 31 octobre, de la seconde convention de Lomé qui prévoit un net accroissement de l'aide communauiaire. Au titre de la première convention, la Banque a accordé un total de Si,4

NOMINATION DU SECRETAIRE GENERAL. — Le 1st lévrier. M. Eugenio Greppi a été nommé secrétaire général de la Banque auropéenne d'investissement. Il succède à M. Henri Lengert.

seize pays.

Banque interaméricaine de développement

Une nouvelle série de prêts T A Banque interaméricaine de développement annonce une nouvelle série de prêts en faveur des pays suivants :

- Casta-Rica (20 décembre); un prêt d'un montant de 400 000 dollars (à l'aide du londs d'apérations spéciales, pour vingt ans, à 1 % l'an) pour le financement d'un programme de dévelopmement des pécheries : - Mexique (21 décembre) : deux prêts. Le premier, d'un montant de 34 millions de dollars (pour vingtcinq ans), est affecté à un programme de crédit à l'agriculture pour le développement des réseaux d'irrigation. Le second, d'un montant de 50 millions de dollars (pour vingt ans), est destiné au sinancement d'un programme de crédit dont bénésicieront les sirmes industrielles de petite et moyenne importance. Ces deux opérations ont été réalisées à l'aide des ressources ordinaires de la Banque au taux de - Hondures (21 décembre): 6 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % ensuites pour la réalisation d'un programme de développement rural; — Boltvie (21 décembre): un prêt d'un montant de 6.6 millions de dollars pour la réalisation de la seconde phase d'un programme visant à accrolire l'élerage du porc, et une contribution de 16 millions de dollars qui lui permettra d'estimer ses ressources en gaz naturel; les deux prêts pro-viennent du fonds d'opérations spéciales et sont octroyés pour quarante ans, à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % ensuite : - Equateur (21 décembre) : trois prêts d'un montant de 165 millions de dollars pour le financemontant de los multons de dollars pour le Jenance-ment de la troisième étape de l'aménagement du fleuve Daule-Peripa. qui entroinera l'amélioration de la production agricole de la région, l'approvision-nement en eau potable de la ville de Guayaquil et l'extension du réseau électrique; cette opération a été financée à l'aide du fonds d'opérations spéciales 170 millions de dollars, pour quarante ans, à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % en suit el : des ressources interrégionales de la ensuite); des ressources interrégionales de la Banque (70 millions portant intérêt de 5/8 % à 1 % pendant les deux premières années et de 3/4 à 1 % ensuite); et du londs vénéruélien administré par la Banque (25 millions de dollars pour vingtcinq ans. d 7,9 % l'an). Le même jour, l'Equateur a obtenu un autre prêt de 500 000 dollars (d l'aide du sonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1% l'an), pour sinancer un programme de crédit dont bénésicieront les petits pairons;

— Pérou (21 décembre): deux prêts de 50 millions de dollars pour un programme de crédit en faveur du secteur industriel. Tous deux sont attribués à l'aide des ressources ordinaires de la Banque (35 millions de dollars pour vingt ans et à 7,9 %, et 15 millions de dollars pour dix ans et à 1-1/8 %):

— Nicaragus (28 décembre): 300 000 dollars rétrocédés à la Cooperativa Departamental de Servicios Agropecuarios « Esquipulas » pour financer des opérations de crédits consenties aux producteurs de — El Salvador (28 décembre): 500 000 dollars (à l'aide du fonds de progrès social, pour quarante ans. à 1 % l'an) pour le financement de crédits accordés d de petites entreprises;
— République Dominicaine (28 décembre): 500 000 dollars (à l'aide du jonds de progrès social, pour quarante ans, à 1 % l'an) pour favoriser l'extension de l'agriculture et des industries agroelimentaires; - Uruguay (28 décembre): deux prêts de 500 000 dollars chacun, destinés à un programme de développement de l'agriculture et financés à l'aide du sonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 % l'an. EMISSIONS D'OBLIGATIONS. — Une émission d'obligations de la Banque interaméricains de

75 millions de france suisses (environ 47 millions de dollars) a été placée sur le marché suisse le 16 fan-Ces obligations, émises en deux tranches d'un montant de 37,5 millions de france suisses chacune, portent intérêt à 5,25 % l'an, avec une durée de cinq ans pour la première tranche, et à 5,5 % l'an avec une durée de six ans pour la seconde tranche. Les titres, intitulés « Obligations en francs suisses

1980 s ont été émis au pair. D'autre part, le 30 fanvier, une émission d'obli-gation de la BID, d'un montant de 60 millions de florins necriandais, a été prise ferme par un syndicat de banques ayant pour ches de sue la Algemene Bank Nederland. Cette émission (équivalent à 31 millions de dollars), d'une durée de dix ans et cotée à 99.2 %, parte intérêt à 9-3/4 %. Cette « Emission 1980 à 9-3/4 % en florins néerlandais » est datée du 1st mars 1980 et viendra à échéance en 1990. Les obligations seront remboursables en cinq versements de valeur égale à partir de 1986.

Fonds européen ae aeveloppement

Nouvelles décisions de finance-

A Commission de la C.E.E. a pris ces derniers mois toute une série de décisions de financement au titre du Fonds européen de développement (FED) :

En date des 16, 26 et 30 octobre 1979, et des 12 et 13 novembre 1979 :

- Tchad: 300 000 u.c.e. pour le financement d'une cide exceptionnelle en vue de l'achat et de l'acheminement sur place de biens nécessaires à la suite d'évenements récents: - Lesotho: aide non remboursable de 500 000 u.c.e. pour un projet de conservation des sols et l'amélioration de l'élévage dans le bassin supérieur de Phuthiaisana: — Belize: pret à conditions spéciales de

500 000 u.c.e. pour l'extension de l'aire de trafic de l'aéroport de Belize; aide non remboursable de 400 000 u.c.e. pour l'amélioration des services vété-- Mall: aide non remboursable de 4 155 000 u.c.c. pour le sinancement complémentaire du barrage de

- Tonga: aide non remboursable de 1000 000 d'u.c.e. pour la construction d'un appontement à Neiaiu, dans l'archipel de Vapa'u; — Sierra Leone: prêt non remboursable de 2 050 090 n.c.e. pour aider les établissements d'ensei-

— Martinique: prêt à conditions spéciales de 1530000 u.c.e. et aide non remboursable de 270000 u.c.e. pour la réalisation du réseau d'adduction d'eau reliant Manco et Créve-Coeur; - Guinée-Conakry: aide non remboursable de 1600 000 u.c.e. pour un projet de développement de le production cotonnière:

- Gabon: prêt à conditions spéciales de 980 000 u.c.c. pour le financement et l'achévement de l'étude économique de la route Port-Gentil-Bisoun; - Zambie: aide non remboursable de 3 680 000 u.c.e. pour la construction de routes de desserte dans les régions de Chamuka et de Mpongwe; - Guyane: prêt à conditions spéciales de 545 000 u.c.e. et subvention de 355 000 u.c.s. pour la réalisation d'un programme visant à développer l'industrie de transformation du poisson :

pour la construction d'un foyer d'étudiants à l'Ecole polytechnique de Blantyre : aide non remboursable de 2400000 u.c.e. pour le développement de la culture du casé dans la région nord : - Barbade: prêt à conditions spéciales de 648 000 u.c.e. pour la création d'une unité centrale de recherche agronomique; prêt à conditions spéciales de 950 000 u.c.e. pour le développement des installations piscicoles d'Oistins;

- Nouvelle-Calédonie: aide non remboursable de

— Malawi: aide non remboursable de 650 000 u.c.e.

400 000 u.c.e. pour des actions de formation et d'aide aux populations actives de l'intérieur des iles: — Jamaique: prêt à conditions spéciales de 1860 000 u.c.c. pour l'octroi d'une ligne de crédit en faveur de la Development Venture Company Financing: - République Centrafricaine: subrention de 678 000 u.c.e. pour le financement complémentaire destiné à l'abattoir de Banqui; 300 000 u.c.e. pour l'ochai et l'acheminement sur place de biens essentiels; aide non remboursable de 1773 000 u.c.e. pour la construction d'une école normale supérieure à

En date du 20 décembre 1979 :

- Caraibes et Trinité-et-Tobago: subvention de 950 000 u.c.s. pour le financement d'une unité de recherche sur la cacao: - Ethiopie: subvention de 500 000 u.c.e. pour l'amélioration de la capacité de promotion des ezportations de ce pays; — Bénin : prêt spécial de 350 000 u.c.e. en faveur de la Banque béninoise de développement ; - Soudan: subvention de 11 000 000 d'u.c.e. pour le projet de développement rural de Diebei-Marra; — Zeire: subvention de 13 000 000 d'u.c.e. pour le développement rural de la zone de Mweka: - Mali-Mauritanie-Sénégal : prét à conditions spéciales de 15 000 000 d'u.c.s. pour le financement de la route d'accès au futur barrage de Manantali; - Tanzenie: subvention de 7 100 000 u.c.s. pour le renforcement et l'asphaltage du dernier troncon Bunda-Musoma: - Surinam : prêt à conditions . spéciales de 2000 000 d'u.c.o. pour le stancement d'une ligne de crédit consentie à la Landbouwbank (banque agicole): - Malawi: cide exceptionnelle de 2500 000 u.c.e. pour couprir pendant quinze jours les frais de transport du fuel nécessaire à l'économie ; subvention de 500 000 u.c.e. pour la promotion des exportations:

— Zambie et Tanzonie: subvention de 1700 000 u.c.e. pour la construction de ponts ferrovisires sut le Chambeski: — Swariland-Mosembique; subvention de 650 000 dollars pour le construction de clôtures pour lutter contre l'extension de la fièure aphteuse : — Somalie: subvention de 2390000 u.c.e. pour le Inancement d'une side d'urgence; — République Centra/ricaine: subvention de 650 000 u.c.s. pour le sinancement d'une aide d'urgence : - Botswana-Lesotho-Swaziland: subvention pour

la construction d'un institut de gestion pour le développement : - Cameroun: subvention de 303 000 n.c.s. pour la réalisation d'un programme de promotion commer-

En date du 18 janvier 1980 : — Sénégal: subvention de 1463000 u.c.e. et un prêt à conditions spéciales de 1500 000 u.c.e. pour la poursuite du développement de l'élevage dans la zone sylvo-pastorale: - Haute-Volta: subvention de 3 500 000 u.c.e. pour l'entretien des routes bitumées : - Madagascer: subvention de 1 150 000 u.c.s. pour le financement de la décentralisation de l'enseignement et l'équipement de six lycées techniques : — Tanzanie: subvention de 1400 000 u.c.s. pour la construction d'un collège de formation d'instructeurs techniques à Miwara: — Etats membres de la commission du fleuve Niger: subvention de 1500000 u.c.e. pour la réali-sation d'un système de prévisions hydrologiques du bassin du fleuve Niger; - Niger: subvention de 5500 000 u.c.e. pour financer le développement de la riziculture moderne sur le fleuve Niger: - Libéria: subvention de 2 900 000 u.c.e. pour le projet de développement du café et du cacao à Zwedru et d Plahn: — Dominique. Grenade, Sainte-Lucie, Antigua, Montserrat, St-Kitts, Nevis, Anguilla, St-Vincent:

subvention de 1 200 000 u.c.s. pour financer l'amélioration des capacités de planification des pays les moins développés de la Carleom (communauté des Caralbes): - Mauritanie: subvention de 400 000 n.c.e. -pour l'étude de la création d'un service national d'entretien pour les diverses formations sanitaires de ce - Barbade: subvention de 87 000 u.c.e. pour le inancement de l'attribution de bourses pour l'Europe : - Botsnoana-Zambie: subvention de 3000000

Eu.c.s. pour le financement d'une aide d'urgence

du haut commissariat des Nations unies pour les - Guadeloupe: subrention de 300 000 v.c.s. et prêt à conditions spéciales de 1 400 000 u.c.e. pour l'irrigation d'une commune de l'ile de Basse-Terre.

• BANQUE CENTRAMERICAINE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) annonce l'ostroi de trois prêts: à la Cooperativa de Servicios Acreo-Industriales (COOPESA) du Costa-Rica (24 fanvier): 29 000 dollars pour le financement d'une étude d'un projet de labrication de péhicules électriques; à El Salvador (6 février) : 890 000 dollars pour le financement des études de pré-investissement de trois importants projets routiers; et au Nicaragua (6 février): 284 720 dollars pour des études destinées à recenser les ressources minières du pays.

 BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES CARATBES. - Le 9 fanvier, la Banque de développement des Caralbes a conclu avec la Banque mondiale un accord d'emprunt d'un montant de 23 000 000 de dollars (pour vingt ans. à 7,95 %); le même jour. elle a conclu deux autres emprunts, l'un avec l'Association internationale de développement (7 000 000 de doi'ar-1 l'autre avec le Fonds curopéen de développement (1000000 de dollars). Ces contributions financeront une série de projets de développement dans les secteurs public et privé de l'économie des pays membres.

• BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIO-NAUK. — La Banque des réglements internationaux (B.R!) a publié su janvier 1980 une série de données mettent en évidence la « ventilation par échéance des prêts bancaires internationaux - fin juin 1979 ». Sous forme de tableaux, les statistiques indiquent la répartition par échéance du 30 juin 1979. des avoirs extérieurs des banques qui communiquent des renseignements à la B.R.I. et comportent des rectifications importantes apportées aux chiffres de chiffres révisés de fin 1978, les créances brutes des banques des pays du groupe des Diz. de Suisse, d'Autriche, du Danomark et d'Irlande ainsi que de leurs succursales dans les centres e of/shore » envers les pays situés à l'extérieur de leur propre sons se sont accrues de 22,6 milliards de dollars pendant le premier semestre de 1979, pour atteindre un total de 320,6 milliards de dollars, dépassant de 25 % environ le niveau atteint un an auparavant. La progression au cours du premier semestre de 1979 a donc été nettement plus faible que l'expansion de 42,2 milliards de dollars enregistrés pendant les six mois précédents.

• FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL. - Le Ponds monétaire international (F.M.I.) a accordé, le l'janvier, à l'Ouganda, un crédit e stand-by a sur la première tranche de crédit l'autorisant à effectuer en 1980 des achais d'un montont maximum équiva-lant à 12,5 millions de D.T.S. Le même jour, le Fonds a donné son accord à l'achat par ce paus d'un mon-tant équivalent à 25 millions de D.T.S.; cet achat sera essectué au titre du système de sinancement

— Deux pays ont été autorisés par le F.M.I. à effectuer des tirages dans le cadre du mécanisme de financement compensatoire : la Guyane (14 janvier). pour l'équivalent de 6.25 millions de D.T.S., et la Yougoslavie (1ª février) pour l'équivalent de 138,5 millions de D.T.S.

- D'autre part, le 1er février, un crédit e standby a, d'un montant équivalant à 68,375 millions de D.T.S., a été approuvé par le Fonds en faveur de la Bolivie: 33.75 millions de dollars proviennent des ressources ordinaires du Fonds et 32,625 millions de dollars du système de financement compensatoire. — Le Fonde monétaire a procédé le 6 février à su vente mensuelle d'or par adjudication au profit des pays en vois de developpement. Un total de 144 000 ances d'or jin a cinsi été attribué entre 711,99 et 718,01 dollars l'once, soit une moyenne de 712.12 dollars l'once.

GATT

dernière.

Le rapport annuel sur l'évolution du commerce

E secrétariat de l'Accord général sur les Larifs douaniers et le commerce (GATT) a publié son rapport annuel le 15 février à Genève. Les chiffres pour 1979 montrent que le commerce mondial a augmenté en valeur En volume, l'accroissement est de 7 %, contre 6 % l'année précédente. La valeur des échanges a dépassé 1 600 milliards de dollars en 1979. Pour 1980, le GATT prévoit dans son rapport que si la recession qui menace aux Etats-Unis reste modérée et ne s'étend pas aux autres pays industriels, « le volume des échanges mondiaux devrait progresser encore dans des proportions moindres toutejois qu'en 1979 ». Quant à la production mondiale, sa croissance est revenue de 4 % en 1978 à quelque 3 % en 1979, du fait de la baisse de la production agricole des pays de l'Est et de sa stagnation dans les pays en développement. La production agricole mondiale, qui avait progressé de 3 % en 1978, a flèchi l'année dernière a pour la première sois depuis 1972 et pour la seconde fois depuis la fin de la guerre », souligne le rapport. Le GATT indique encore que les prix à l'exportation ont fortement monte l'année

RESULTATS DES NEGOCIATIONS DU « TOKYO BOUND v. — Le secrétariat du GATT avait annoncé le 2 janvier l'entrée en vigueur, le 14 janvier 1980, et à l'exception de deux d'entre eux, des accords sur la libéralisation des échanges et l'amélioration des règles du commerce international conclus à l'issue des négociations commerciales multilatérales du z Tokyo round b. Trois accords prévoient l'allégement ou la réglementation de mesures non terifaires qui pésent sur les échanges commerciaux; deux concernent le commerce des produits agricoles; un autre le commerce des aérone/s civils; le dernier révise un accord antérieur concernant les mesures antidumping. Le 14 fanvier 1980 également, la pinpari des cinquante pays qui sont convenus de réduire leurs droits d'importations ont entrepris la mise en couvre des abaissements annuels de ces droits qui doivent se poursulore jusqu'au la janvier 1997. Les deux accords multilatéraux du « Tokyo round » non encore entrés en vigueur concernent les pratiques d'évaluation en douane et les marchés publics. Ils prendront effet le 1et fanvier 1981. - Un stage spécial de politique commerciale, essentiellement destiné à aider les jonctionnaires des pays les moins avancés à évaluer les avantages résuliant des négociations commerciales multilatérales du « Tokyo round », a réuni du 14 janvier au la levrier à Gonève trente participants venus de vingt et un pays en voie de développement. Ce stage était l'un des deux stages organisés à l'initietive et avec le concours financier de la Finlande, de la Norvège et de la Suède; le second aura lieu

O.C.D.E.

L'augmentation des prix à la consommation en 1979

C ELON de récentes statistiques de l'O.C.D.E., les prix à la consommation dans les Etats membres de l'O.C.D.E. ont augmenté de 9,9 % en 1979 par rapport à ceux de 1978. Le facteur principal de cette accélération aurait été le coût de l'énergie qui a augmenté de 16 1/2 % en 1979. Aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Italie et en Irlande, la hausse des prix a subl une forte accélération en 1979. Cependant, le taux d'inflation au Japon, au Danemark, en Finlande, en Islande, en Norvège et en Suède a baissé tandis qu'il est demeure stable au Canada, en Autriche, en Belgique et aux Pays-Bas. Toutefois, la hausse des prix à la consommation en 1979 n'a pas été marquée, comme en 1978, par des divergences importantes dans le mouvement des prix de pays à pays.

RECENTES PUBLICATIONS · Finlande, Norvège et Autriche, dans la súrie Studes économiques : 83, 83 et 64 pages, O.C.D.E., L'évolution démographique de 1950 à 1990 : 150 pages.

· ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-BCHANGE. — Le comité consultatif de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) s'est réuni à Genève les 13 et 14 jévrier. Ses travaux surent essentiellement consacrés aux perspectives économiques internationales et à leurs implications pour les pays membres. - Les possibilités de promotion de la coopération

industrielle entre les entreprises des pays de l'A.E.L.E. et la Yougoslavie ont été examinées. les 15 et 16 janvier à Genève, par un groupe e ad hoc » institué par le comité mixte A.E.L.E.-Yougoslavie. Les participants représentaient des associations industrielles ou des entreprises des pays de l'A.E.L.E. et de la Yougoslavie, ainsi que les autorités yougosiaves compétentes.

• ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE DE LIERE COMMERCE. — Le comité exécutif permanent de l'Association latino-américaine de libre commerce (ALALC) a approvoé le 11 janvier à Montevideo une proposition du gouvernement vénézuélien relative an lieu et à la date de la première série de négociations sur la restructuration de l'Association. Celle-ci se tiendre à Caracas du 17 au 28 mars et sera consacrée à la délinition des objectifs et des mécanismes d'un nouveau système d'intégration mieux adapté que le traité de Montevideo dux dissérences structurelles des économies des pays latino-américains. - Le 22 janvier, le secrétariat de l'ALALC a mis au point le programme des réunions sectorielles prévues pour 1980. Il commencera le 17 mars par une réunion consecrée à l'industrie de l'aluminium et prendra fin le 14 juillet par la réunion des repré-sentants de l'industrie des arts graphiques. Les réunions sectorielles, qui se poursuivent depuis 1863, sont un des principaux mécanismes de négociation du programme de libération des échanges.

ÉDITIONS A. PÉDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS Téléphone: 354-05-97

LA CRIMINOLOGIE

Bilan et Perspectives MELANGES OFFERTS A JEAN PINATEL

• CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT. - Le groupe de travail intergouvernemental spécial de la CNUCED (Conférence des Nations unies, sur le commerce et le développement) sur les pavillons de complaisance a tenu, du 17 au 22 janvier à Genève, une réunion consacrée à la question d'une eventuelle élimination progressive des flottes de libre immairiculation. N'agant pu se meltre d'accord. il a décidé d'annexer à son rapport le projet de resolution déposé au nom du egroupe des soirante-dizsept et le projet de conclusions et recommandations présenté par une majorité d'Etais membres du

- M. Gamani Corea, secrétaire général de la Consérence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), a réuni à partir du 28 janvier, à Genève, des experts de haut niveau d'une centaine de paus charges de préparer la contribution de la CNUCED à la nouvelle strategie internationale du développement pour la troisième décennie des Nations units pour le développement.

• CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE. - Le Conseil international du ble a publié, le 31 janvier, son sapport sur le marche du blé, qui passe en revue les développements intervenus sur les marchés du blé et des autres céréales depuis la sin du mois de novembre. Le rapport se présente en deux parties: la première traite de l'état actuel du marché et des perspectives concernant la production pour cette année: la seconde partie est intitulée « Perspectives pour le blé dans les années 80 ».

• CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. -La première partie de la seizième session du Conseil international de l'étain (dans le cadre du cinquième accord international sur l'étain) s'est tenue à Londres du 15 au 18 janvier. Le Conseil a examiné un rapport sur les facteurs relatifs au caractère approprié des priz plancher et plasond et estime a cet égard que la situation devait être étroitement surveillée. R a adopté un document de travail

concernant le sixième accord international sur l'étain et a décidé de le transmettre à la CNUCED, afin que celle-ci le jasse circuler entre ses pays membres en vue de la conférence de négociation sur l'étain qui se tiendra à Genève du 14 avril au 16 mai. La selzième session devait reprendre ses travaux les 25 et 26 février.

• GROUPE ANDIN. — Réuni à Santa-Cruz (Bolivie) du 11 au 15 février, le conseil de l'agriculture et de l'élevage du Groupe andin s'est employé à mettre au point l'ordre du jour de la consérence des ministres de l'agriculture, qui aura lieu à Lima au cours des prochaines semaines. En outre, il a examiné les projets nationaux de commercialisation de la production, les progrès atteints dans l'application des programmes sanitaires, un programme sous-régional de développement technologique dans le milieu rural, un programme spécial pour le développement de l'agriculture et de l'élevage en Bolivie, elc.

• MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN. — Les ministres de la planification des pays membres du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) se sont réunis à San-José-du-Costa-Rica les 17 et 18 janvier. ils ont lancé un pressant appel aux présidents des cinq pays pour que, à l'occasion de leur prochaine réunion. la prennent des mesures pouvant relancer la négociation sur la restructuration du Marché commun, donnent leur appui à une politique commune de l'énergie (que les dissicultés d'approvi-sionnement et le renchérissement des prix ont rendue urgents) et examinent les avantages d'une éventuelle adhésion de Panama. La session, consacrée en général à des problèmes d'actualité, a adopté des résolutions se rapportant à la position des pays membres à la prochaine réunion des ministres de la planification de l'Amérique latine, à une demande adressée au PNUD pour qu'il tienne compte de la nécessité de mieux adapter ses programmes de coopé-ration technique aux projets nationaux des cinq pays, à l'adoption d'un code de conduite des trans-ferts technologiques, etc.

87 & 63 % grace à des économies de l'ordre de 820 millions d'unités de compte (près de 5 millieres de francs). Ces économies résultent des propositions de la Commission sur une super-taxe laitière et le relèvement général de la taxe de coresponsabilité laitière d la charge des producteurs. En revanche, le secteur des dépenses non obliga-

toires (secieurs régional, social, industriel, énergie et recherches) a été augmenté conformement au souhait du Parlement européen. Les dépenses du Fonds régional atteignent 1,2 milliard d'unités de compte, soit près de 7 milliards de francs, et les dépenses du Fonds social 930 millions d'unités de compte, soit plus de 5 milliards de mancs.

PROPOSITIONS DE LA COMMISSION POUR LE PRIX AGRICOLES. - La Commission de la C.E.E. a officiellement proposé, le ? février, aux neuf pays du Marché commun d'augmenter en moyenne de 2.4 % les prix agricoles européens pour la campagne 1980-1981. Par produtt, les augmentations proposées varient de 1.5 % pour le lait, la viande bovine et le sucre qui sont des produits excédentaires, à 3.5 % pour les fruits et légumes. Pour le beurre, la Commission propose un a gel » des prix. Selon les calculs des experts européens, l'ensemble de ces mesures devrait entrainer une majoration de 0,1 % 0,8 % des priz des denrées alimentaires.

Dans le secteur lattier, la Commission propose l'instauration d'une super-tore de 84 % perçue sur toules les quantités de lait produites dans la C.E.E. dépassant le volume de 1979. Par ailleurs, pour tous les producteurs, la taxe de coresponsabilité laitière passe de 0,5 à 1.5 % du prix indicatif du lait. Seront exemptées de la super-taxe : les producteurs des régions de montagne et des régions désavorisées, à concurrence de 60 000 litres de lait par an. Cette exemption couvre 14 % de la production et 19 % des producteurs de lait de la C.E.E.

COUP D'ENVOI DE LA «TELEMATIQUE EURO-PEENNE 3. — Le président de l'Assemblée des communautés européennes a solennellement inauquit. le 13 février à Strasbourg, le système « Euronet-Diane s, donnant ainsi le coup d'envoi de la a Télématique européenne ».

Mis en place par la Commission des communautes avec la collaboration des neuf administrations nationales des P.T.T., « Euronet-Diane » se compose d'un réseau spécialisé de télécommunications (Euronet) et d'un ensemble de centres serveurs d'informations (Diane). L'ensemble permet notamment de relier Strasbourg aux différents centres de décision européens. Il permettra également de faculter les échanges de documents entre les disserntes villes européennes et d'éviter parsois les déplacements de fonctionnaires européens.

VERS L'ADHESION DE LA TURQUIE? — La Turquie a annoncé, le 6 février à Bruxelles, qu'elle poserait probablement à la sin de 1980 sa candidature à l'adhésion au Marché commun. Après la Grèce, le Portugal et l'Espagne, elle serait le quatrième pays du Bassin méditerranéen à entrer dans la Communauté européenne.

Au début du mois de janvier dernier, le nouveau gouvernement turc de M. Demirel a adressé une communication officielle à la C.B.E. pour annuler la demande de e gel » des relations économiques et commerciales entre le Marché commun et la Turquie introduite par l'ancien premier ministre turc. M. Ecevit. En même temps, la Turquis demandait une relance de l'association apec la C.E.E. sur le plan politique, économique et sinancier.

VERS DES POURPARLERS AVEC LES PAYS DU GOLFE? — Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont décide, le 5 février à Bruxelles, de sonder les pays producteurs de pétrole du Golje sur l'éventuelle conclusion d'accords de coopération économique, commerciale et technique entre la C.B.B. et ces pays.

AIDE A L'AFGHANISTAN. — La Commission de la C.E.E. a décidé d'accorder une aide d'uraence de 1 million de dollars (10 millions d'u.c.e.) aux réjuglés alghans au Pakistan. A cette aide d'urgence vient s'ajouter une aide alimentaire d'un montant total de 3,8 millions de dollers qui serc, comme l'aide d'urgence, distribuée aux réjugiés afghans, par l'intermédiaire du haut commissariat des Nations untes pour les réjugiés.

RELATIONS AVEC LE PORTUGAL. — Les véritables négociations entre la C.E.E. et le Portugal en vus de l'adhésion de Lisbonne au Marché commun vont débuter au mois de septembre prochain. La Commission présentera un document d'ensemble aux Neuf avant la fin du mois de fuin.

RELATIONS AVEC L'ESPAGNE - La C.E.B. et l'Espagne viennent de parapher l'accord de pêche pour 1980 régiant les droits de pêche des navires espagnols dans les eaux communautaires.

CECA

L'aide à la réadaptation et la grève britannique

A grève britannique de l'acier s'est étendue, en fevrier, de la British Steel Corporation, nationalisée, à de nombreuses autres entreprises: aciéries privées et firmes d'activité voisine où l'arrêt de travail s'est élargi par solidarité avec les travailleurs de la B.S.C. La Chambre des lords a, en effet, autorisé cette extension. désavouant la juridiction qui l'avait interdite en janvier.

Malgré une tentative de rapprochement entre la direction et les syndicats de la B.S.C. aucun accord n'avait encore pu intervenir à l'heure où nous écrivions, un malentendu ayant, en particulier, empêché une entente sur la date de versement de la prime de productivité désormais acceptée par la direction : les syndicats réclamaient une majoration égale à la hausse des prix (20 %) alors que la direction n'acceptait que 14 %. L'ampleur des suppressions d'emplois décidées par la B.S.C. (cinquante mille, soit environ le tiers de l'effectif total) a provoqué de vastes mouvements socianx de soutien, en particulier dans le pays de Galles. qui s'est mobilisé pour défendre les sidérurgistes (et les mineurs de charbon dont l'emploi serait

supprime par ricochet). La prolongation de ce conflit a des conséquences de plus en plus graves sur le plan

européen. Sous trois aspects : ● Le vice-président de la Commission europeenne, M. Vredeling, s'est étonné d'avoir appris par la presse les intentions du gouvernement britannique et de la B.S.C., alors qu'en principe la Commission aurait dû en être informée au préalable. La rapidité des licenciements prévus en Grande-Bretagne surprend d'autre part M. Vredeling, qui pense que le plan de la B.S.C. aurait pu être davantage étale dans le temps. Les effectifs de la sidérurgie européenne, a-t-il precise, ont dejà diminué de 125 000 (15 %) depuls 1974, revenant à 675 000 seulement. Le risque existe d'aller trop loin — ou trop vite dans la voie de la dépression.

● La Commission préférerait que la Grande-Bretagne utilise à plein les mesures sociales préconisées par Bruxelles pour aménager socialement l'inéluctable restructuration de la sidérurgie : retraites anticipées, réduction de la durée du travail, limitation des heures supplémentaires... Selon la Commission, une somme globale de 100 millions d'unités de compte européennes devrait être affectée à cette tâche en quelques années. Soit sensiblement plus qu'il

n'a été dépensé en 1979 pour la réadaptation sociale dans la sidérurgie (53,9 millions d'uce. concernant 27 550 salariés. Dès 1980, 30 millions d'u.c.e. supplémentaires pourraient être consacres à cette question.

Mais le conseil des ministres des Neuf n'a toujours pas admis de financer cette dépense. En dépit des demandes pressantes de la Commission européenne, il a laissé en blanc la couverture de cette dépense dans le budget de la CECA (voir nos précédents numéros). De sorte que les invitations faites par Bruxelles à la B.S.C. de ralentir et d'aménager son programme de suppressions d'emplols restent, pour l'instant, sans incidence financière. Ce qui - indépendamment des questions de prestige pour le gouvernement de Londres et la direction de la B.S.C. - n'est pas sans conséquences sur l'issue du conflit.

La nécessité d'ouvrir des fonds importants pour mener dans de bonnes conditions le programme de conversion industrielle de la CECA est confirmée par les chiffres qui viennent d'être publiés par Bruxelles à ce propos : en 1979 — en plus des crédits de réadaptation sociale, — la CECA a consacré 200 millions d'u.c.e. à son action de reconversion industrielle, soit autant qu'en 1978 et presque deux fois plus qu'en 1977 (120 millions d'u.c.e.). En deux ans, 229 millions ont été affectés à la Grande-Bretagne (sur 400), 104 à la France et 64 à l'Allemagne fédérale.

> Malentendu ou désaccord sur les aciéries italiennes?

Pendant que politiques et experts s'interrogeaient sur la façon d'alléger sans trop de douleur la production britannique d'acier, un incident a éclaté à propos de l'augmentation des capacités de production de la sidérurgie italienne. Après l'avoir repoussé, la Commission européenne semble, en effet, avoir accepté - au moins en principe — le projet d'extension de l'acièrie de Bagnoli, près de Naples.

M. Davignon a, pour sa part, donné le seu vert à l'installation d'un train de laminage à chaud (coût: 500 millions d'ECU, soit 2,9 milliards de francs), à deux conditions : que le dossier italien démontre la rentabilité économique de la réalisation envisagée; qu'Italsider accepte de différer de six à douze mois (soit jusqu'à 1983 ou au début de 1984) l'entrée en production du nouveau train de laminage.

M. Giraud a demandé, au nom de la France, que la Commission en revienne à son refus initial, les capacités européennes de laminage depassant déjà du tiers la production effective, et l'acièrie italienne de Tarente ne travaillant qu'à 50 % de sa capacité. Certains observateurs pensent que M. Davignon a voulu garder un œil dans la place, les Italiens étant, de toute façon, décides à réaliser leur projet, pour maintenir les sept mille emplois actuels dans une région particulièrement touchée par le chomage. D'autres estiment que le commissaire européen a donné son feu vert en échange de l'accord de Rome sur le code de conduite — toujours en souffrance — relatif aux aides des Etats à la sidérurgie.

L'affaire de Bagnoli risque de créer un précédent — si Bruxelles soutlent M. Davignon. la R.F.A. et la Belgique ayant l'intention, elles aussi, de relever leur production de 1,4 et 1.7 million de tonnes respectivement.

PAS D'AUTOLIMITATION DES EXPORTATIONS D'ACIER VEES LES ETATS-UNIS. - M. Devignon a démenti qu'il soit question que la CECA limite volontairement ses ventes d'acles aux Etats-Unis. < Les conversations [qui] sont en cours avec les autorités américaines pour éviter toute distorsion dans les relations commerciales entre la Communauté et les Etats-Unis » portent seulement sur le « fonctionnement du mécanisme américain des e trigger prices » et sur les modalités nécessaires pour permettre l'indispensable restructuration de l'industris sidérurgique ». M. Davignon considère que les possibilités d'aboutir à un modus vivendi acceptable pour tous demeurent « réelles ».

PRET A L'ARBED. — La Commission européenne a accordé un prêt de 99 millions d'unités de compte européennes à l'ARBED pour le financement d'un laminoir à poutrelles et profilés moyens à Esch-Belval et l'achèvement des trains de Differdange et Esch-Schifflance.

EXPORTATION D'ACIER DE LA CECA. - Les exportations d'acter vers les pays tiers qui avaient accusé un accroissement sensible en 1978 pour rélever à un total de 25 846 millions de tonnes (contre seulement 21 363 en 1977) ont marqué un ralentissement, puis une diminution asses sensible en 1979. Les importations se sont heureusement maintenues dans un cadre raisonnable en raison des arrangements conclus avec les principaux pays tiers. Le solde exportateur des Neuf reste confor-table, mais le bilan est en régression, et « l'on s'attend, pour 1980, à une réduction nouvelle des exportations o vers les pays tiers qui pourraient se situer à 28 millions de tonnes, en équivalent d'acter brut, contre 32 millions en 1979.

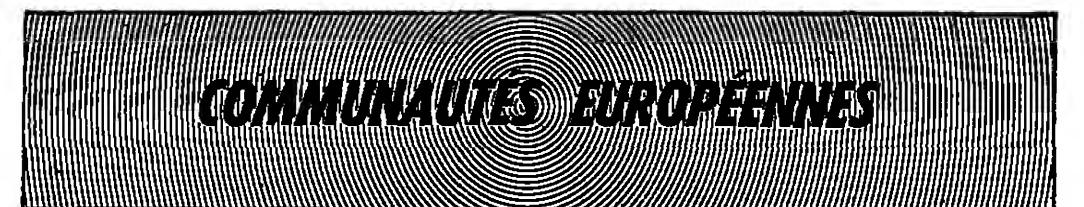
LE GROUPEMENT EUROPEEN DU MANGANESE a été prolongé par la Commission de Bruxelles pour cinq ans. L'entrée de Sacllor dans le Groupement n'entraîne pas de conséquences sur le plan de la concurrence au niveau de la production. Sactior, qui a acquis la totalité du capital social de Pompey, ne produit pas, en effet, de manganèse. LES NEGOCIATIONS AVEC L'ESPAGNE sur la limitation des importations d'acier sont en bonne voie : la Communauté a proposé de majorer de 3 % les livraisons espagnoles à la CECA, pour les porter à 840 000 tonnes ; Madrid a demandé que le contingent soft de 870 000 tonnes.

AIDE A LA RECHERCHE. - La Commission d approuvé l'octroi de 16,8 millions d'unités de compte européennes en faveur de la recherche charbonnière (10,2 pour la technique minière et 6.6 pour la valorisation du charbon). Ces crédits faciliterant l'exécution de trente-six projets, d'un cout global de 29 millions d'u.c.e.

L'AIDE AU CHARBON A COKE destiné que acièries des Neu! s'est élevé à 692 millions d'u.c.s. en 1978, dont 496 pour la R.F.A., 85 pour la France et 83 pour la Belgique. Par tonne, cette aide a atteint respectivement 16, 13 et 22 u.c.e. DISPARITION PROGRESSIVE DES THOMAS ET MARTIN. — Duns la CECA, ces deux types d'acter, qui représentaient encore en 1960, respectivement, 40 % et 50 % des capacités totales de production d'acier, n'en ont plus constitué que I % et 6 % en 1979. En 1982, l'acter Thomas aura complétement disparu et l'acier Martin ne représentera plus que 3,5 % du total. Ce sont les aciers à l'oxygène et l'acier électrique qui s'y substituent progressivement.

LE NOUVEAU REGIME D'AIDE AU CHARBON A COKE. — La Commission européenne a décide de consucrer 47 millions d'u.c.e. au financement d'une aide au charbon à coke destiné à la sidérargie, à concurrence de 15 millions de tonnes. La contribution de la Communauté se montera à 6 millions d'unités de compte européennes.

Celle des Riais s'élèvera à 24 millions 17,75 pour l'Allemagne, 3,25 pour la Belgique, 7 pour la France, 3 pour l'Italie, 1,5 pour le Luxembourg, et 1,5 pour les Pays-Bas). Enfin, la contribution globale de sidérurgie se montera à 17 millions d'u.c.e., répartis entre les entreprises sidérurgiques sur la base de leur consommation de coke de haut fourneau.



Marché commun

Mesures contre l'U.R.S.S.

T A Commission européenne a décidé le 1º fé-L vrier de supprimer, des le lendemain. les subventions à l'exportation (restitutions) pour les ventes de beurre destiné à l'U.R.S.S., l'Europe de l'Est et l'Afghanistan. Cette mesure ne s'applique pas toutefois aux petits emballages de beurre allant jusqu'à 500 grammes pour lesquels l'ancienne restitution demeurera valable. Mais, dans le passé, toutes les exportations portaient sur du beurre « en vrac », celle de petits emballages étant trop coûteuse.

Toutefois, la Commission pourrait d'ici quelques semaines organiser un système de vente par adjudications de beurre d'intervention communautaire. L'U.R.S.S. et l'Europe de l'Est seraient admises à bénéficier du système.

La France, l'Irlande et le Danemark ont déjà protesté contre les mesures de la Commission européenne visant à limiter les exportations de produits agricoles vers l'U.R.S.S. Actuellement la C.E.E. a un stock de beurre de 340 000 tonnes. La suspension des ventes aux pays de l'Est rendrait encore plus difficile l'écoulement de la production excedentaire communautaire.

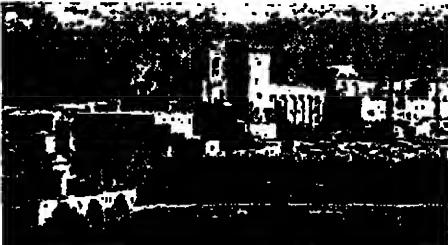
D'autre part, les Neuf ont décidé, le 5 février, à Bruxelles, de ne plus accorder de taux de faveur pour les crédits à l'Union soviétique asin de protester contre l'invasion de l'Asghanistan par ce pays.

Jusqu'à présent la France, la Grande-Bretagne et l'Italie pouvaient appliquer des dérogations au consensus existant dans le cadre de l'O.C.D.E. et prévoyant un taux d'intérêt minimal sur les crédits accordés par ces pays à l'U.R.S.S. de 7.75 %. Les Neuf sont convenus de ne plus appliquer ces dérogations. Le consensus de l'O.C.D.E. devant d'ailleurs être prochainement réexaminé par cette Organisation. Il faut noter toutefois qu'un certain nombre de banques privées occidentales, notamment ouest-allemandes, appliquent elles aussi des taux d'intérêt très bas sur des crédits accordés à l'U.R.S.S.

L'Italie aurait également souhaité supprimer les lignes de crédit à l'U.R.S.S., c'est-à-dire les possibilités de crédit pour ce pays prévues par les accords commerciaux bllateraux avec des Etats occidentaux. Mais cette proposition n'a pas été retenue par les Neuf.

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allie au prestige de ses monuments anciens l'énergie souriante d'une jeune cité qui, dans un élan sons relâche, construit son ovenir.



IPA ATZINGER I

• Le Palais des Papes; les Remparts; le Pont Saint-Bénézet, popularisé à travers le monde par la tégende et la chanson, ses nombreux

sdifices civile et religioux ; e Les trésors de ses musées : musée Calvel. musée du Petit Pains (collection de primitifs italiens) notamment; . Un Centre international de Congrés amenage

dans le Palais des Papes; . Son Theatre: o Son Festival (15 juillet-15 acct) Theatre, Chorégraphia, Cinéma, Musique; e Des services réguliers de trains a autos-

conchettes o alier et retour au départ de Paris, Etaples (Le Touquet), Boulogue, Liège, Bruzalles, Amsterdam, Düsseldorf, Hambourg, Karlsruhe:

e Son important Marchi d'intérêt national : a De magnifiques excursions à travers la Provence : e Son folkjore (danses et vieilles traditions)

e Le Pare des Expositions de Châtesublanc: e La Foire et Expositions du Grand Delta : e Des satisfactions exstronomiques et des vins de grands crus (Châteauneuf-du-Pape, Côtes

du Rhône Gigondas. Favel, etc.). . Visiter AVIGNON . La Sonneuse de Joje !... u, Renseignements : Syndical d'Initiative.

cours jean-jaures

La politique de développement de l'énergie nucléaire

Le conseil des ministres de la C.E.E. a approuvé le 5 février à Bruzelles, après plus de deux ans de tergiversations, des résolutions de la Commission européenne reconnaissant l'importance pour la C.E.E. d'avoir recours au retraitement des combustibles nucléaires et aux supergénérateurs, afin de réduire sa dépendance de l'extérieur en matière énergétique. Le Danemark a tenu a souligner qu'il ne se sentait pas lie juridiquement par ces resolutions, étant données les incertitudes qui pésent encore sur sa politique energetique.

Par silleurs, les ministres sont convenus de trouver rapidement une solution au problème de l'octroi, pour la période 1980-1983, d'un crédit de 517 millions d'e.c.u. (1 e.c.u. = 5,9 francs) au centre communautaire de recherches de la C.E.E. Jusqu'à présent, l'octroi de ce crédit avait été impossible en raison de l'opposition de la France au programme «Supersara».

Celui-ci, qui dolt être réalisé à Ispra en Italie, concerne l'étude des dispositifs de sécurité sur les réacteurs. La France affirmait pour sa part qu'un tel programme n'était pas nécessaire, les résultats donnés par l'expérience française « Phébus » étant suffisants.

Nouvelle tension dans l' « affaire

du moutou» Le conflit franco-britannique sur le mouton s'est aggrave le 23 janvier à Bruxelles, su cours du conseil des ministres de l'agriculture de la C.E.E. Les ministres français et britannique. MM. Pierre Méhaignerie et Peter Walker. se reprochent mutuellement d'être à l'origine de cette nouvelle escalade et de violer les reglements communautaires.

Pour M. Méhaignerie, la Grande-Bretagne remet en cause les principes mêmes de la politique agricole commune, en refusant obstinément un réglement communautaire sur la viande ovine qui garantisse les revenus des producteurs français de mouton, une fois ouvertes les frontières françaises à la viande ovine britannique. Le ministre français souhaite en effet que les Neuf mettent sur pied une organisation commune de marché de la viande ovine dans la C.E.E. associant un système de primes communautaires à des mesures de stockage public en cas d'effondrement des prix du mouton en France.

Pour M. Peter Walker, la France est complètement isolée au sein de la C.E.E. D'une part, elle refuse d'appliquer l'arrêt de la Cour européenne de justice de Luxembourg qui lui demande d'ouvrir immédiatement ses frontières. d'autre part, elle exige un système de stockage public avec des prix minima garantis, système qui couterait très cher à la tirelire commu-

ACCORD FOUR DES ECONOMIES DANS LE SEC-TEUR DE L'EUROPE VERTE. - Les ministres des finances des Neuf sont d'accord pour réaliser en 1980 de substantielles économies dans le secteur de l'Europe verte. Dans un « relevé de conclusions » adopté le 11 février à Bruxelles, les Neuf soulignent en effet qu'une diminution importante du taux de progression des dépenses agricoles est nécessaire pour éviler le dépassement du plajond de 1 % des receites T.V.A. qui constituent, avec les droits de douane et les prélèvements agricoles, les ressources dudgétaires de la C.E.S.

Les mesures d'économies, ajoute le conseil des ministres, doivent concerner en priorité les productions excédentaires (lait et sucre). La Commission doit, dans ce contexte, étudier les possibilités de réaliser des économies de gestion supplémentaires dans les secteurs excédentaires. En revanche, les ministres des finances n'ant fait aucun progrès sur le problème de la réduction de la contribution bud-gétaire britannique à la C.E.E.

PECHE. - La Grande-Bretagne a fait preuve de bonne volonté dans le domaine de la pêche, le 29 janvier à Bruxelles, en acceptant de lever cer-taines réserves sur la signature des accords conclus par la C.E.E. avec la Norvège et l'Espagne ainsi que sur la conclusion d'un accord entre la C.E.E. et la Guinec-Bissau. Elle les a toutefois maintenues sur la ratification des accords apec la Suède, les ties

Pérot, la Finlande et le Sénégal. Par ailleurs, elle a également témoigné d'une attitude beaucoup plus conciliante qu'au cours des mois écoulés en adoptant un système de notification des prises par les pêcheurs de la C.B.E. à la Commission europeenne.

Le même jour, les ministres ont size, sous réserve des résultats du rapport d'experts du Comité inter-national d'exploitation des pêches (C.I.R.P.) prévu pour avril le volume des prises de poissons qui seront autorisées dans les eaux de la C.E.B. en 1980. Toutefois, la véritable « balaille » aura lieu au moment de la répartition entre les Neuf de ces quantités.

PRESENTATION DU PROJET DE BUDGET. — La Commission a présenté, le 14 février, aux quatre cent dix parlementaires européens réunis à Stresbourg, un nouveau projet de budget 1980 d'un mon-tant total de 14,7 milliards d'unités de compte (environ 85 milliards de francs français). Pour donner satisfaction aux parlementaires, qui avaient rejeté en décembre dernier le premier projet de budget, les treuze commissaires européens ont

téduit la part des dépenses agricoles et augmenté les

crédits alloués au Fonis régional et au Fonde social

curopéens. La part des dépenses apricoles qui servent à linancer les revenus de huit millions d'agriculteurs européens a été réduite, dans le nouveau projet, de ÉDITIONS A. PÉDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS Teléphone : 354-05-97

IFTENE POP

VOISINAGE ET BON VOISINAGE EN DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

*

Parlement européen

sociale depend on 1979 Dates

sociale depend on the market 533

dependent of the market 1979

dependent 1979

dependen

The independent dense de bourse

Malentendu un di sur ord sur les

The second of contact of the second of the s

toniours pas admis de l'activité de l'activi

toujours pas name at president president president properties president pres

convertors de certe delle la

de la CECA (POIF NOS DECE

pour le gouvernament de fanction.

A la MAC de falcut.

programme de suppression.

the MAC. - n'est the

detre publica per tiruve. e.

1979 - on plus des eres

phus qu'en 1977 (120 !!.....

Bretagne (gur 400) lid ..

Pendant cur politique

des conneités de product

Salitaba April (ato.t r)

Bropbersie estable, en etter

l'Albumagno federale

estate. -- le CECA à 2500.

d'aca à set action de regarde

aut matem qu'en 1978 et ann

ens, and millions and ele ilic.

acièries Haliennes?

meabout sur la façon si i desires in production have

incident a delate a project

M. Davienes A. pour

eus la Comerciaexori est fertier.

HAMEL IOS CADACIENS PER STORE ...

depassant dejà du tierre la pro-

and the second contraction of the contraction of th

out dame la place, les l'el

maintenir ist sept many comme

chemane. D'autres estimation et

une region particularie tiene

extrement a denné sor : ...

LANGUAGE AN BOLLETALL

Laffatre de Plag

1.7 million de konnei te

haben be mitte alfiel it.

tracted rama lar bigg

codes is it finise to the contract of

· 中心的 14 美电路

August de Printer Til

PAR CORPTOLISMETATE

a appropriate was to easily day . . .

Water fine es W. fried ungefallet.

s La tablestations ideal

at the grane Place a perfect

crantmental to entrement

intermiter indispressor in the mideral property of the column in the col

Mandardia but tren 4. . .

e minerale un prét de me :

MERCHTATION DAVIS

Mindenus dets to

ALL STRUCTURES OF THE PARTY OF

NEW AS SHOW OFFICE !!

Company of profession

select of the total of

talke trainment

Mills delle is fine !

a dag procedule ye ... Mille tong des fraie.

gampal a'seffice y ..

de formany to a " 3.基金 多数35% A A T

4.600 4 1.5 2.3

Street of C p.

TO PERSON FE

THE REAL PROPERTY.

THE BON VOISINAGE

PRET A L'ARBED .

THE BRUDE FARM FLARES

pot de 8 st \$41° ét 3.

presentationers at the str. . .

de l'accord de Nomir Aus

des State & in siderurger

tucos decides à real

et faciliste italienne de

TOTAL STREET OF CO.

ABOUT 100GT 600 Million

strand tooks 600 million interest de france), a dem docume italien demonier

to different de 1705 in

etten du noutres in

AND COLUMN TO THE PARTY OF THE

M. Gurand & Gemand-

personal que M. Davignes

sur l'insue du confi.t.

BOW PRISTANT, SEIN Incidentia

··· Indipetitamment de

the the party of t

1002 F 1004

41498 8

the state of

T. - A MARTH

ツード は 神経を引

- La Ca. 100

THE PARTY OF

The same of the

** 4 m & # #

AN LANGE MARKET

THE PERSON NAMED IN

L'affaire Sakharov, l'embargo contre l'URSS. et les Jeux olympiques

L'ISSUE de sa session mensuelle qui a eu lieu à Strasbourg du 11 au 15 février, le Parlement européen a adopté trois résolutions mettant la politique soviétique en question. La première condamne la décision de Moscou à l'encontre de l'académicien André Sakharov; la seconde demande l'embargo sur « toutes les ventes d'excédents à l'Union soviétique assortie de subventions ». La troisième, enfin, demande que les gouvernements invitent leurs athlètes à ne pas participer aux Jeux olympiques et fassent en sorte que les Jeux aient lieu « le plus rapidement possible dans une ville agréée au niveau international ».

Outre un débat sur le Cambodge, au cours duquel fut présentée une proposition de résolution condamnant notamment le Vietnam, « qui jerme les jrontières du Cambodge aux médecins des pays occidentaux », le Parlement a aussi discute des problèmes de l'énergie, adoptant trois textes à ce sujet. Au cours du débat, le commissaire européen chargé de l'énergie avait proposé d'Instaurer une taxe de 3 dollars la tonne sur la consommation, la production ou l'importation de produits pétroliers dans la C.E.E. Une résolution a été approuvée, d'autre part, sur la gestion et le stockage des déchets radio-actifs.

Parmi les autres textes adoptés, mentionnons des résolutions sur l'aide à la Réunion, les relations avec la Yougoslavie et l'intervention des forces de l'ordre au Guatemala : dans ce dernier texte, le Parlement invite les neuf gouvernements à un boycottage « diplomatique » du régime dictatorial de ce pays.

Organisation des Etats américains

Un appel à la volonté politique des pays membres

LA suite de l'échec des efforts du conseil A permanent de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.), qui avait été chargé d'examiner une plainte bolivienne contre la décision du gouvernement des Etats-Unis de vendre sur leur marché intérieur 35 000 tonnes d'étain de leurs réserves stratégiques, M. Orfila, secrétaire général de l'O.E.A., a lancé, le 14 janvier, un avertissement solennel rappelant que l'avenir de la coopération interaméricaine dépendait plus que jamais de la volonté politique de chaque pays. M. Orfila a reconnu le bien-fondé des critiques de la plupart des délégations portant sur l'inefficacité des mécanismes de consultation, et il a précisé que la Commission spéciale de consultation et de négociation (CECON) devrait être modifiée si l'on veut que les intérêts nationaux des pays qui ont recours à cet organisme puissent être pris en consi-

DROITS DE L'HOMME. — Le gouvernement guaté-maltèque a rendu publique, la 6 sévrier, l'invitation à visiter le Guatemala qu'il a adressée le 29 sanvier au président de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (C.I.D.H.). Mandatée par le conseil permanent, la C.I.D.H. doit enquêter sur la situation des droits de l'homme dans ce pays.

— Réunie à San-José (Costa-Rica) du 21 janvier au 1 février, pour sa deuxième session, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a notamment fixé les règles de son fonctionnement et procèdé à l'élection de son président et de son vice-président. Elle a en outre décidé la création d'un institut interaméricain des droits de l'homme, qui aura pour objectif essentiel la promotion des droits de l'homme. Son siège sera établi à San-José, et il sonctionnera en étroite liaison avec la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

SOURCES D'ENERGIE NOUVELLES. — L'Organisation des Etats américains et le Forum des Amériques, organisme qui groupe les représentants du secteur privé de l'économie des pays membres, ont souscrit un accord de coopération pour l'exploration de sources d'énergie nouvelles. Il prévoit notamment qu'une conférence interaméricaine sur l'exploration de sources d'énergie nouvelles se réunira à Sao-Paulo, du 2 au 5 septembre.

COOPERATION AVEC L'ESPAGNE. — L'Espagne et l'Organisation des Etals américains ont signé à Washington, le 6 jévrier, un important accord de coopération pour le développement, d'une durée de trois ans. La contribution du gouvernement espaquol comprendra des missions de coopération technique et des stages de formation.

• AGENCE SPATIALE EUROPEENNE. — La NASA a signé un contrat avec l'Agence spatiale européenne (ASE) pour l'achat d'un modèle de vol du Spacelab, le laboratoire spatial habité. Cette commende, qui a été convertie le 30 janvier par l'ASE en un contrat pessé avec l'industrie européenne, était prévue dans le mémorandum d'accord conclu en 1973 entre la NASA et l'ASE qui impliquait la livraison du Spacelab à la NASA et prévoyait l'achat par la NASA d'un deuxième exemplaire du Spacelab. - Le 26 janvier, le satellite d'exploration inter-

nationale dans l'ultraviolet (I.U.E.) a bouclé sa deuxième année de fonctionnement comme observatoire astronomique gravitent autour de la Terre. L'I.U.E. est le fruit d'une entreprise commune du Science Research Council (Grande-Bretagne), de l'Agence européenne et de la NASA. • ASSOCIATION DU TRANSPORT AERIEN IN-

TERNATIONAL - Les compagnies aériennes membres de l'Association du transport aérien international (IATA), réunies à Genève, ont décide le 24 janvier de soumettre à approbation gouvernementale une augmentation des tarifs passagers de 5 à 10 %, à paritr du la avril, et des taris de fret de 6 à 13 % à partir du 1er mars. Cette hausse couvre l'augmentation du prix du cerburant ; elle sera modulée selon les réseaux. L'an dernier, les turi/s passagers ont été relevés deux fois : de 5 à 7 % le 1er mai, et de 9 à 15 % le 1er septembre.

• COMPTE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE. — Au Cambodge, des esignes encourageants » ont été notés en janvier par la mission conjointe UNICEF-C.I.C.R. (Comité international de la Croix-Rouge) en ce qui concerne la poursuite de ses programmes de secours en javeur de la population. Une première équipe médicale est arrivée à Phnom-Penh le 27 janvier. Mise à disposition par l'Alliance des sociétés de Croix et Croissant-Rouge d'U.R.S.S., elle est composée de quatre médectns, trois infirmières et trois techniciens. Affectée dans des höpitaux de propince, elle travaille dans le cadre de la mission conjointe. En Thallande, après les incidents du début jan-

vier qui avaient entraîné la suspension des envois

de secours dans certains camps pendant plusieurs

jours, les distributions ont repris progressivement.

- Le C.J.C.R. a reçu l'autorisation de visiter en Afghanistan, régulièrement et sans témoin, tous les prisonniers politiques et ceux dits « de sécurité », aunsi que toutes» les personnes capturées lors des combats. La délégation du C.I.C.R. a été informée qu'il y avait, au 23 janvier, cinquante-sept prison-niers politiques en Ajghanistan, et aucun prison-nier capture lors des combats.

— A la suite d'une mission conjointe d'évalua-tion, au début janvier au Pakistan, la Lique des sociétés de la Croix-Rouge et le C.J.C.R. ont lancé un oppel de 14,5 millions de francs suisses en faveur des réjugiés alghans dans ce pays. Cette somme detroit permettre au Crosssant-Rouge pakistanais de venir en aide pendant un an à quelque cent mille réjugiés, dans le cadre des opérations de secours supervisées par le gouvernement d'Islamabad.

• COMMISSION EUROPEENNE DE L'AVIATION CIVILE. — Des représentants du Canada, des États membres de la Commission européenne de l'ariation memores de la Commission europeenne de l'aviation civile (C.E.A.C.) et des Etals-Unis se sont réunis à Paris, du 16 au 18 janvier, pour examiner les questions relatives aux vols afrétés et aux services réguliers sur l'Atlantique nord. La réunion a été consacrée notamment à l'examen de la situation des services aériens sur l'Atlantique nord au cours des trois ans précédant le 30 septembre 1979. Parmi les tendances qui ont retenu l'attention, on peut citer la désaffection vis-à-vis des echarters » au profit des services réquliers sur les liaisons Etals-Unix-Europe au cours des deux dernières années, l'affai-blissement des résultats financiers de la plupart des transporteurs nord-atlantiques malgré la progression des coefficients de remplissage des services réguliers sur l'Atlantique nord.

Les représentants de la C.F.A.C. ont fait part de la préoccupation que continue de leur causer l'ordonnance de justification du CAB (Civil Aero-nautics Board) des Etats-Unis sur les conférences de tralic de l'IATA, car, malgré la récente annonce de la fin de cette procédure, le CAB n'en déclare pas moins son intention de mettre fin à l'immunité antitrust dont bénéficient les transporteurs antiricains pour leur participation aux conférences de trafic nord-atlantique concernan: les liaisons entre les Etats-Unis et l'Europe.

• COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. -- Le démarrege d'un important projet régional, le programme régional océanien de l'environnement, a été marqué par une réunion du groupe de coordination du programme, qui s'est tenue les 16 et 12 janvier à Noumea (Nouvelle-Calédonie). Ce programme, officiellement approuré par la dix-huitième conférence du Pacifique sud, a pour objet d'aider les pays insulaires à maintenir et à améliorer la qualité de la vic par une saine gestion de leur environnement et de ses ressources.

• LIGUE DES ETATS ARABES. - Le conseil de la Lique des Etats arabes a renouvelé, fin janvier, le mandat de la Force arabe de dissuasion (FAD) au Liban. La Lique a, d'autre part, été saisse le G létrier de deux demandes de réunion d'urgence formulées par la Tunisie et la Libye, au lendemain des événements de Gaisa.

• ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTI-QUE NORD. — Les représentants permanents des pays membres de l'Alliance aflantique avant participé, le 12 décembre dernier, à la réunion des ministres des affaires étrangères et des ministres de la défense des pays membres de l'Organization du traité de l'Atlantique nord (OTAN) se sont réunis à Bruxelies le 24 janvier. Ils ont créé un groupe consultatif spécial sur la limitation des armements, dont les activités s'étendront aux forces nucléaires de théâtre, conformement à la décision du 12 de-

Le nouveau groupe est composé de représentants de haut niveau et préside par M. Reginald Bartholomene, directeur pour les affaires politiques et militaires qu département d'Etat américain. Il a commencé ses travaux le 25 janvier : les membres de l'alliance qui y sont représentes ont examiné les suites données par l'U.R.S.S. à l'offre de négocier une limitation des jorces nucléaires de thédire à longue portée, et ils ont confirmé que cette offre demeure valable.

• ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE. — Réuni à Addis-Abeba, le conseil des ministres des affaires étrangères de l'Organization de l'unité africaine a adopté le mois dernier par consensus une résolution condamnant la Grande-Bretagne pour ses riolations répétées de l'accord de Londres en Rho-

• PLAN DE COLOMBO. — Publié le 6 février, le rapport annuel du conseil du Plan de Colombo pour la coopération technique en Asie et dans le Pacifique indique que les sommes consacrées à la coopération technique ont atteint 339,4 millions de dollars en 1978, soit 58,5 % de plus que l'année précédente. La presque totalité de ces sommes (337,9 millions) a été fournie par des pays membres non situés dans la région : Etats-Unis (140 millions). Japon (107 millions), Grande-Bretagne (45 millions) et Australie (36 millions). Le reste (1,5 million de dollars) a été fourni par l'Inde, la Thallande, le Pakistan et la République de Corée.

• UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTEC-TION DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE. - Les représentants de quatre-vingt-huit pays se sont réunts le 4 sévrier à Genève, asin de réviser la convention de Paris qui régit les relations internationales dans le domaine des brevets, des marques et des appellations d'origine. Cette conférence, organisée par l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle (UIPPI), devait durer



Conseil de l'Europe

A l'Assemblée parlementaire Afghanistan, Jeux olympiques... INTERVENTION SOVIETABLE EN Alghanistan et la situation au Proche-Orient étaient les principaux points à l'ordre du jour de la session d'hiver de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui s'est tenue à Strasbourg du 28 janvier au 1er février. Au cours du débat sur le Proche-Orient, M. Kasim, ministre d'Etat aux affaires étran-

gères de Jordanie, et M. Khaddam, vicepremier ministre et ministre des affaires étrangères de Syrie, ont pris la parole et répondu aux questions des parlementaires. L'Assemblée a notamment adopté des textes sur l'Afghanistan, la libération de M. Sakharov et les Jeux olympiques. A propos de ces derniers, elle a d'abord rejeté, dans un vote à main

levée, et à une forte majorité un amendement soutenu par des conservateurs et démocrateschrétiens demandant le transfert ou l'annulation des Jeux de Moscou. Dans le texte voté, l'Assemblée demande aux comités olympiques nationaux de tenir compte des evenements d'Afghanistan et de l'arrestation

de M. Sakharov avant de prendre leur décision sur une participation. Elle demande aussi aux gouvernements des pays membres, après concertation avec les instances olympiques nationales et internationales, d'adopter une position commune à définir dans le cadre de la conférence européenne des ministres des sports. A l'unanimité, l'Assemblée a d'autre part demandé «instamment» aux autorités sovié-

tiques de libérer M. Sakharov et de le réintégrer dans ses droits. Sur l'Afghanistan (les communistes français n'ont pas participé au vote), l'Assemblée, suivant la position du comité des ministres, a demandé le retrait immédiat de toutes les troupes « étrangères », sans mentionner de mesures de rétorsion économiques. L'Assemblée a insisté sur la mission de l'Europe dans la sauvegarde de la détente. ENVIRONNEMENT. — « L'uniomobile et l'environ-

taire organisée à l'invitation du Bundestag d'Allemagne occidentale, les 12 et 13 février, par l'Assemblée du Consell de l'Europe, dans le cadre du salon de l'environnement « Enviter 80 » à Dusseldorf. PRIX DU MUSEE DU CONSEIL DE L'EUROPE. -Le prix du musés du Conseil de l'Europe pour 1979 a été décerné, le 29 janvier, au musés municipal de Rüsselsheim (République fédérale d'Allemagne), qui retrace l'évolution des modes de vie et de production dans une ville thénane, de l'époque rurale à

nement » a été le thème d'une audition parlemen-

l'ère industrielle. DROITS DE L'HOMME. - La Cour européenne des drotts de l'homme a tenu les 29 et 31 janvier des audiences dans les affaires Guzzardi et Artico, deux ressortissants staliens qui avaient déposé respectivement en novembre 1975 et avril 1974, des requêtes contre l'Italie devant la commission suropéenne des droits de l'homme. Le premier des requérants se plaignait de ses conditions d'assignation à résidence en Sardaigne, le second de n'avoir pas bénéficié de l'assistance d'un avocat lors de l'examen de ses

Organisation de la conférence islamique

Condamnation de l' « agression militaire soviétique» en Afgha-

LA demande du Bangladesh, la conférence 🚹 islamique s'est réunie du 26 au 28 janvier pour examiner la situation créée par l'intervention soviétique en Afghanistan. Elle a aussi discuté de la situation en Iran, au Proche-Orient et dans la come de l'Afrique.

Trente-six ministres des affaires étrangères (pour quarante-deux Etats membres que compte l'Organisation) ont participé aux travaux au terme desquels ils ont condamné l' « agression militaire soviétique contre le peuple afghan... en violation du droit international » et demandé a le retrait immédiat, inconditionnel et total des troupes soviétiques ». En même temps, les ministres décidaient de suspendre l'Afghanistan de sa participation à l'Organisation de la conférence islamique et invitaient les pays membres à retirer la reconnaissance accordee au « régime illégal » de Kaboul, à rompre les relations diplomatiques avec lui et à cesser leur aide économique. Tous les Etats sont invités à soutenir les réfugiés afghans et les pays voisins qui les accueillent. La conférence a d'ailleurs déclaré sa solidarité avec ces pays contre toute menace pour leur sécurité. Les Etats membres ont, d'autre part, été invités à ne pas participer aux Jeux olympiques de Moscou en mai 1980 si l'occupation militaire soviétique de l'Afghanistan se prolonge à cette date.

Se référant aux principes du non-alignement, la conférence a mis en garde « les puissances occidentales... contre la tentation d'exploiter la situation nouvelle créée par l'intervention armée de l'Union soviétique en Afghanisian ». Pour leur part, les Etats membres ont également été mis en garde, mais contre les risques à se laisser entraîner dans les projets des superpuissances visant à transformer la région en champ de bataille pour leurs conflits.

A propos de l'Iran, ce pays et les Etats-Unis

sont invités à régler leur différend pacifiquement. Dans le conflit du Proche-Orient, la conférence renouvelle sa solidarité avec l'O.L.P. et sa condamnation du gouvernement égyptien. Elle invite tous les Etats islamiques à envisager un boycottage politique, économique et culturel de l'Egypte et à observer les règles de boycottage de la Ligue arabe. Enfin, la conférence condamne les agressions armées contre la Somalie et dénonce la présence de forces militaires de l'Union soviétique et de ses alliés dans la corne de l'Afrique. Le communiqué final publié à l'issue de la réunion stipule encore que la conférence a « décidé de liquider les bases étrangères de la corne de l'Afrique et de la mer Rouge et de soustraire ces régions au conflit entre les grandes puissances ».

pourvois en cassation.

Recherches universitaires

EUX ondes de choc ont ébranlé l'Est méditerranéen ces dixhuit derniers mois : les accords israélo-égyptiens et la révolution Pranlenne. Les accords de Camp David, rendus publics le 17 septembre 1978, après treize jours d'entretiens entre le président Carter et MM. Begin et Sadate, et le traité conclu à Washington le 26 mars 1979 par l'Egypte et Israël, mettent fin à trente ans de guerre entre l'Etat hébreu et le plus puissant de ses voisins arabes, dessinent les étapes et procédures qui pourraient conduire à un règlement global au Proche-Orient, consacrent l'engagement direct des Etals-Unis dans la région. Ils sont au centre d'une série d'erticles de Jacques Vernant dans Défense nationale (1): ils concluent, d'une certaine menière, l'impressionnante « somme » critique que l'universitaire égyptien Ghail Shoukri consacre à l'Egypte : contre-révolution (2).

A Camp David, les Etate-Unis ne sont pas de simples intercesseurs - comme, par exemple, l'Union soviétique à Tachkent, en janvier 1966, iors des négociations entre l'Inde et le Pakistan ; le président Carter signe l'accord-cadre au même titre que le premier ministre israéllen et le rais égyptien. A Washington, la partie américaine précise les diverses modelités de son action : les Etats-Unis eppuleront po!i!iquement, économiquement, militairement, leurs partenaires égyptien et Israélien : lis garantissent la bonne exécution de l'accord blietéral égypto-leraélien ; les s'emploieront à taire participer au règlement global toutes les parties concernées, y compris les Palestiniens « dont les intérêts légitimes doivent être salisfaits ».

Elément essentiel de la recherche d'un règlement global : la question palestinienne. Le premier voiet des accords de Camp David. chel-d'œuvre de technique diplomatique, traite des négociations sur le Cisjordanie et Gaze, euxquelles devraient prendre part l'Egypte, Israēl, la Jordanie et les représentants du pauple palestinien. Les dispositions relatives à la Cisjordanie et à Gaza sont reprises, non dans le traité de Washington, mais dans une lettre commune de MM. Sadate et Begin adressée au président Carter et publiée conjointement au traité. Faut-il déduire, avec Jacques Vernant, de l'absence de la question palestinienne du corps même du traité de Washington que la garantla américaine — encore renforcée par le « mémorandum d'accord israélo-américaln » du 28 mars 1979 — ne s'appliquerait qu'au règlement bilatèrel égypto-israélien, non au processus de règlement global? Au surplus, selon ce même auteur, l'Egypte pour:alt d'autant moins se prévaloir auprès des Etats-Unis de le non-application des mesures concernant les territoires occupés que ces mesures ne comportent pas de limite de temps... Cette double argumentation ne nous semble pas déterminante : juridiquement, la lettre de MM. Begin

Tournants au Proche-Orient

et Sedate est « encastrée » dans le traité de Weshington : politiquement. l'obligation de comportement souscrite quant à l'évolution des territoires occupés est largemant soumise à la supervision américaine...

La contradiction persistante entre les stratégies politiques d'israél et de l'Egypte n'en est pas moins préoccupante. L'objectif israéllen paraît être de dissocier l'Egypte du camp arabe : les dirigeants de Jérusalem entendent éviter tout lien entre l'évolution des rapports bilatéraux avec Le Caire et les étapes du règlement de la situation

Par CHARLES ZORGBIBE

en Cisjordanie et à Gaza. L'Egypte, au contraire, réclame un « paraiiélisme » entre le développement de l'eccord bilatéral et les transformetions aul doivent intervenir dans les territoires occupés : le président Sadate serait loin de vouloir liquider l'héritage du nationelisme arebe et tend à démontrer qu'il peut obtenir - du fait du polds de l'Egypte et de son habileté diplomatique personnelle - la paix honorable à laquelle aspire le monde arabe, dans sa majorité. Contrediction insurmontable? Au début de 1980, les divergences apparaissent fondamentales entre Egyptiens et Israéliens sur la nature du futur - conseil administratif - palestinien - véritable Parlement aux compétences politiques étendues pour les premiers, simple organe de gestion locale pour les seconds...

La révoluton frantenne — défi total à l'Occident, voire à . l'ensemble du « Nord » développé, qui n'est pas sans rappeler le déll nassérien un quart de siècle plus tôt - a conforté les Etats-Unis dens leur volonté de participer directement eu règlement du conflit au Proche-Orient, mais a surtout contribué à la déstabilisation de la région Déstabilisation, à certains égards, très relative : ainsi pour Israēl, le retournement tranten constitue un revers, mais compensé per le rapprochement avec l'Egypte. Restent les grands courants religieux et politiques désormals libérés, qui menacent non seulement l'Arable Saoudite, mais aussi les régimes arabes « progressistes » à tendance laique, -- en tont preuve les réactions partagées de l'Irak, le mélange d'espoir et d'appréhension permi l'ensemble des dirigeants de la région.

Le « cas » Iranien pourreit servir de nouvelle illustration au « grand dilemme » de la diplomatie soviétique : l'U.R.S.S. ne semble pas être intervenue dans le processus révolutionnaire, se contentant d'inciter le parti communiste Toudeh à orienter le mécontentement populaire dans un sens conforme à ses intérêts ; elle n'e renoncé à son attitude de neutralité qu'un fois certaine de la victoire des intégristes Islamiques : elle s'est félicitée de la chute de l'allié le plus puissant des Etats-Unis dans le Golle, eu surplus « gandarme » régional contre la subversion - progressiste -, mais n'a pu établir avec le nouveau régime les relations espérées — et les hésitations de la propagende radiophonique soviétique ont été souvent soulianées.

Dans l'ouvrage collectif que le Centre québécole de relations internationales consacre à l'affaire d'Iran (3), Michel Cloutier et Jean-Pierre Derriennic lont le point sur l'impact régionel de le révolution iranienne, tandis que l'excellente revue Peuples méditerranéens (4) publie une étude (et une enquête dans une usine iranienno) sur la transformation des rapports sociaux dans l'Iran de Khomeiny. Saluons aussi la reparution, après un an de silence, de la Revue tranienne de relations internationales (5), qui nous livre, parmi d'autres textes, un essai de l'économiste Rad-Seracht Intitulé « Intégration au système économique mondiel et degré d'autonomie ».

Relevons enfin, en un temps où le « réveil Islemique » suscite une inflation d'éditoriaux superficiels. l'étude riche, dense et mesurée de Marcel Boisard, professeur à Genève (6), Pour l'auteur, qui a vécu plus de douze ans dans les pays arabes et Islamiques comme déléqué de la Croix-Rouge Internetionale, l'image de l'islam dans l'opinion publique occidentale est taussée : il est vrai que les développements qu'il consecre à le vision islamique du droit internationel ne sont avère compatibles avec certaines etteintes récentes à l'immunité diplometique.

(1) Désense nationale, « Camp David », novembre 1978 et janvier 1979; a Quelle paix su Proche-Orient? s. mai 1979. Cf. aussl. sur l'évolution intérieure et diplomatique de l'Egypte à la veille de la démarche du président Sadate : « Egypt : the dilemmas of a nation >. par R.M. Burrell et A.R. Kelidar, in The Washington Papers, 1977 (mais la tentative de résurrection du Wafd n'est pas analyzes).

(2) Editions du Sycomore, Paris, 1979, 551 pages, (3) L'Iran d'hier et de demain, coll. « Choix ». Québec. 1980. (4) Pouples méditerranéens, juillet 1979, Paris. Cf. aussi : la thèse de Fred Halliday sur l' « Etat de transition » iranien. Iran. dictatorship and development. Penguin Books. New-York, 1979, 348 pages. (5) Centre des bautes études internationales, été 1979, Téhéran.

(6) L'Humanisme de l'islam, Albin Michel, Paris, 1979, 434 pages.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

INTERROGATIONS

A révolution iranienne — et ses derniers avatars — consterne, irrite, voire exaspère, la plus grande partie de l'opinion publique occidentale : « délire de foules janatisées », « atteintes intolétables » aux règles de la vie internationale (affaire des otages américains) ; aspects « rétrogrades » d'une politique, d'une morale (le port du voile, le « retour au Moyen Age ») ; inaptitude des dirigeants à gouverner (la « guerre » des avatollais n'estelle pas l'expression dramatique d'une comédie du pouvoir jouée par des inca-

Autant que le phénomène révolutionnaire lui-même, les réactions qu'il provoque en Occident méritent une analyse. Pourquoi les manifestations populaires en Iran et le personnage de Khomeiny suscitent-ils antant de courroux d'indignations vertueuses ou de haut-le-cœur? Dans le horreurs internationales, la République islamique d'Iran n'occupe pourtant qu'une place relativement modeste. Si la répression a durement frappé, au lendemain de l'insurrection, les dignitaires et les tortionnaires de l'ancien régime, si l'armée et surtout les pasdaran (« gardiens » de la révolution) sont intervenus contre les Kurdes, etc., la terreur n'est pas pour autant redevenue en Iran un système de gouvernement : plus de cent quarante journaux d'opinion paraissent régulièrement, un projet de charte sans précédent a été élaboré pour garantir le statut des minorités nationales, l'autogestion - et ce n'est pas ici un vain mot — s'est mise en place dans un grand nombre d'entreprises, de quartiers, de villages, et si le pays est aujourd'hui le théatre de luttes vives, parfois violentes, entre groupes d'idées et d'intérêts différents, c'est précisément parce que la société iranienne s'est brusquement ouverte. libérée qu'eile a été par la révolution de cette peur sourde, tenace, omniprésente qui empoisonnait tous les rapports humains sous l'ancien regime.

RRTES, le tableau est loin d'être idyllique; il est cependant tellement moins sombre que dans l'Argentine du général Videla, les Philippines du président Marcos, la République haltienne de Duvallier ou, hier, le Cambodge de Poi Pot, le Nicaragua de Somoza et, sans aucun doute, l'Iran du chah... Mais ces dirigeants-là s'ils furent — ou sont constamment dénoncés par des organisations telles qu'Amnesty International retinrent — ou retiennent — peu, du point de vue qui nous intéresse ici. l'attention de l'opinion internationale. Ce sont, pour ainsi dire, des figures conventionnelles dont chacun a vite typé, selon son idéologie, les inévitables tares ou les vertus fondamentales qui justifient quelques a bayures o : ici. a valets de l'impérialisme américain » ou promoteurs d'une politique de développement qui ne va pas — c'est une « fatalité » — sans heurts ; là, « agents de l'hégémonisme soviétique » (ou chinois) ou artisans d'un programme de progrès social sans précèdent qui crée inévitable-ment des mécontents au sein des anciennes classes possédantes.

A l'inverse, la révolution iranienne dérange aussi bien les habitudes mentales et conceptuelles des analystes que l'équilibre des blocs. De plus en plus, les schémas classiques — mieux vaudrait dire dogmatiques — se révèlent impuissants à rendre compte de la complexité et de l'originalité de ce mouvement : il ne s'agit ni d'une manœuvre impérialiste ni d'une victoire des couches prolétariennes — ouvrières et paysannes — organisées en partis d'avant-garde; c'est bien davantage l'alliance informelle, spontanée des religieux, de la petite et de la moyenne bourgeoisie et du lumpen-prolétariat qui renversa la dictature du chah.

Certains, soucleux de l'orthodoxie de leurs dogmes, se hâtèrent de découvrir, sous l'apparente complexité du phénomène, un schéma familier : la religion n'était icl qu'un alibi, une manifestation tactique, un iangage circonstanciel. Que l'islam chitte, par sa symbolique, sa force mobilisatrice, sa capacité organisationnelle, ait été le vecteur d'autres revendications que religieuses, c'est là une évidence. On ne peut pour autant le réduire à un épiphénomène ou à un « paravent ».

D'autres qualifièrent rapidement ce

mouvement — qui n'était ni le résultat d'un complot international ni simplement le résultat d'une crise économique, — d' « irrationnel »... S'il fallait se placer sur ce terrain, on pourrait d'ailleurs se demander qui détient la palme de l'irrationalité et des conduites passionnelles : ainsi, est-il « rationnel » que la cote de popularité du président des États-Unis double parce que des otages américains sont détenus à Téhéran? Est-il « rationnel » que, en France, M. Raymond Barre jouisse de plus de faveur populaire parce qu'il est hospitalisé? Rappelons aussi à tous ceux qui regardent de haut la ferveur religieuse musulmane comme la trace résiduelle d'une autre époque que le pèlerinage de Lourdes draine quelque trois millions de fidèles par an, soit trois fois plus que celui de Qom en temps

NCLASSABLE, rétive aux interprétations schématiques donc, pour beaucoup « irrationnelle », la révolution iranienne n'est décidément pas une bonne cause. Pourtant,

respect d'une certaine forme de morale soient ici des expressions identitaires, en réaction contre l'occidentalisation outrée et la corruption de l'ancien régime, on ne le tolère pas : la révolution doit, seion les canons établis, se doubler de « modernité » i

Irrationnelles sont les manifestations religieuses d'un peuple dont on découvre avec une candeur déconcertante, qu'il pratique les flagellations rituelles et les grands défiles commemoratifs l'Achoura). S'est-on interrogé, non pas tant sur la nature, mais sur les fonctions sociales et symboliques du chiisme en Iran, qui est, depuis un siècle et demi déjà, dans un contexte historique bien précis - celui de la pénétration puis de la domination étrangère, celui de la dictature, — une forme de résistance à l'oppression? L'imam Hosseyn est, dans les traditions chlites, l'archétype du martyr et de l'opprimé, le calife Yazid celui de l'injustice, de la domination violente, du pouvoir usurpé : la sociabilité urbaine a pour cadre traditionnel l'associationnisme religieux : les

sabilités mais parée d'aurécles, on peut comprendre — sinon justifier — les réactions des étudiants islamiques.

Irrationnel apparaît le comportement de l'imam Khomeiny dont les revirements successifs sont fustigés par la presse internationale, qui leur prête une attention tatillonne : dénonciation des excès des pasdaran puis organisation d'une journée nationale en leur honneur, répression puls attitude plus conciliante à l'égard des minorités ethniques, mutisme puis soutien devant l'occupation de l'ambassade des Etats-Unis, etc. Pourtant, des publications telles que le Canard enchaîné nous rappellent que la versatilité fait aussi partie, chez nous, des habitudes politiques... Faut-il s'étonner qu'un gouvernement mal affermi s'inquiète de tentatives autonomistes, quelle que soit par ailleurs sa volonté de donner un statut acceptable à des régions et à des peuples marginalisés et opprimés? Constant apparaît aussi le souci de l'imam Khomeiny de suivre la volonté populaire : il exprime tout autant le mouvement révolutionnaire qu'il le dirige. Par là, il brise l'opposition traditionnelle en Iran entre le dowlat (l'Etat) et le mellat (le peuple); les décalages dans le temps entre les manifestations populaires et les prises de position de l'imam s'expliquent largement par le souci du leader charismatique d'être avant tout l'expression du mellat.

OMBLE de la tragi-comédie, les ayatollahs se « font la guerre ». Que ceux-ci (Khomeiny, Chariat Madari, hier Taleghani) représentent des courants sociaux et idéologiques différents, c'est une évidence. Mais, dans leur hâte à conclure à une perte d'influence de l'imam, les commentateurs onblient de remarquer que le vahdat-e kalame, l'« unité de parole» (entendez : l'unité de corps) entre les religieux l'emporte toujours et que tous se retrouvent sur l'essentiel, proclamant des trêves quand la tension devient trop vive. Autant que d'oppositions, ne peut-on parler d'une « stratégie » commune — au demeurant plus ou moins inintentionnelle - tendant à contrôler » les différentes forces qu agitent l'Iran et à maintenir dans le giron de la République islamique des groupes d'idées et d'intérêts qui risqueraient, sans cela, de devenir inconciliables? Or ceux-là mêmes qui, en France, présentent les oppositions entre partis voisins comme des conflits de surface se refusent à voir autre chose, dans la « guerre des ayatolishs », que des antagonismes profonds.

Si la révolution tranienne ne jouit, à l'étranger, que de peu de prestige, c'est en grande partie qu'elle ne correspond à ancun schéma classique. Que des formes culturelles spécifiques alimentent un processus révolutionnaire, voilà qui rend l'analyste sceptique dans le meilleur des cas, critique le plus souvent. Conforme à une attente conceptuelle et 'idéologique, la « bonne » révolution est objet d'éloges : déviante par rapport aux schémas établis la révolution « génante » suscite l'indignation, la prudente indifférence ou le ricanement entendu. Ici, le leader charismatique iranien, qui symbolise le mouvement, devient la cible — y compris au sens propre: « Stick the hola in the ayatollah », invite le Washington Post du 8 décembre 1979 — de tous les quolibets; c'est la rançon, pour une large part, de l'originalité du processus qu'il incarne. Inacceptable différence, que l'on traque jusque dans ses apparences: « (Be)cause we would take our B.B. guns and blow your buns to the sun », dit une chanson américaine intitulée Dear Mr. Ayatollah (ibid.). On peut en définitive se demander si la critique systématique, en Occident, d'un certain nombre de leaders « révolutionnaires », populaires en tout cas, d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique du Sud — l'analyse gagnerait à être étendue à d'autres cas que celui de Kho-meiny et de l'Iran (1). — n'est pas, avant tout, une réaction d'ethnocentrisme et ne relève pas, plus précisément, d'un processus inconscient de production d'une identité négative qui consiste à ériger en pôle répulsif « métèques », « nègres », « bicots » et... avatollahs.

The state of the

12 m 2 18 C

The state of the

(1) Ce que tente déjà All Mazruy à propos d'Amin Dada dans la revue Third World Queterly, vol. 2, nº 1, janvier 1980, Londres.

Confrontation des irrationnels

Par CHRISTIAN BROMBERGER # et JEAN-PIERRE DIGARD **

ni une analyse de l'intérieur ni l'examen des faits ne convainquent que les comportements politiques et, plus généralement, publics dans l'Iran d'aujourd'hui sont moins rationnels que ceux observables ailleurs. Mais ils relèvent, à coup sûr, d'une autre rationalité.

Irrationnel, aberrant serait pour certains l'abandon des grands chantiers industriels mis sur pied, à coups de contrats fabuleux, par l'ancien régime; mais n'est-il pas au contraire « rationnel » qu'un peuple cherche — même maladroitement (comment s'en étonner?) — à recouvrer son autonomie alimentaire en privilégiant le secteur agricole, à défendre son indépendance en rejetant des projets énergétiques (centrales nucléaires) inutilement ambitieux ou des industries de montage qui continueraient de l'asservir aux intérêts étrangers? N'est-il pas d'ailleurs paradoxal de condamner pour archaisme un tel programme alors que l'on prône — sinon pratique, — dans les hautes sphères internationales, la croissance et les techniques « douces » ?

parce qu'il défie, on l'a dit, les interprétations traditionnelles. Ainsi est-il de « droite » ou de « gauche »? Si nous acceptions de tomber dans le piège de ces catégorisations sommaires, nous dirions qu'il est à la fois de gauche sociologiquement (les mostaz'aftn, « déshérités », en sont le principal soutien) et de droite par certains aspects, idéologiquement. A coup sûr, le militant khomeinyste n'offre pas au lecteur des journaux qui se veulent de gauche l'image du révolutionnaire tel qu'il le rêve à la terrasse des cafés parisiens ou sur les bancs d'une université : celui-là ne condense pas, loin de là, tous les traits du « travailleur » progressiste, conscient des antagonismes de classes, anti-impérialiste et favorable à la libération' des mœurs. Que le port du foulard de tête — riait-on tant de la vollette de nos mères ou des prescriptions encore en usage à l'entrée d'une église? — ou le

oulémas jouissent ici d'un statut socioéconomique qui leur a assuré, en partie au moins, une certaine autonomie idéologique par rapport aux pouvoirs établis. Dissocier dans ces conditions le politique du symbolique, le sociologique du religieux, c'est, à coup sir, gommer la spécificité du mouvement révolutionnaire iranien. La religion n'est pas ici une expression de la vie sociale, elle en est un élément constitutif.

RRATIONNELLE, illégitime serait la prise d'otages américains par quelques étudiants fanatisés, qui remet en cause les conventions internationales, ces garanties du droit des personnes. Mais s'est-on interrogé sur la « légitimité » de certaines pratiques coutumières en matière de relations internationales? Etait-il « légitime » et « légal » que les Etats-Unis fomentent un complot pour restaurer le régime du chah en 1953? Etait-il légitime que ce même Etat organise en Iran une des polices politiques les plus sanguinaires du monde? Ni le Conseil de sécurité des Nations unies ni la Cour internationale de justice de La Haye n'ont alors siégé pour condamner ces atteintes aux droits pour condamner ces atteintes aux droits des Iraniens (bien au contraire, c'est contre la nationalisation des pétroles d'Iran que, sur plainte britannique, cette dernière instance s'est prononcée en 1951). Pis : le jury Nobel a décerné le prix de la paix à celui qui fut, dans les années 70, le champlon de cette politique sournoise — et souvent meuririère — d'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays : le Dr. Kissinger La princesse pays : le Dr Kissinger. La princesse Achraf, sœur du chah, a été, quant à elle, présidente de la Commission des droits de l'homme de l'ONU... Et l'on pourrait citer bien d'autres exemples. Face à cette « légitimité » hypocrite, lourde de respon-

* Ethnologue, université de Provence, Aix.

** Ethnologue, Centre national de la recherche scientifique et Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris.

Dans ce numéro:

PAGE 2:

Echec au « populisme urbain » à Cleveland, par Schofield Coryell — Dans les revues...

PAGE 3:

L'exceptionnel héritage de Tito, par Victor Fay.

PAGE 4:

Efficacité et limites de l'arme céréalière, suite de l'article de Sélim Turquié. — Les échanges économiques Est-Ouest, par Marc Anvers.

PAGE 5:

SURENCHERES DISCORDANTES AU CAIRE ET A JERUSALEM, par Amnon Kapeliouk.

Boîte 5: 37.050 F*

Automatique: 38.850 F*

1,6 litre. Traction avant.

HONDA

ACCORD

JAPAUTO

Concessionnaire exclusif - 27, av. de la Grande Armée - Tél.: 500.14.51

Service spécial TTX - CD - K - VIP.

Prix clés en mains au 1-2-80.

Prix clés en mains au 1-2-80.

PAGES 6 et 7:

La provocante « modernisation » de l'économie égyptienne, par Marie-Christine Aulas.

PAGE 8:

Du bon usage de la domination culturelle, par Régis Debray. — Elections législatives et nouveaux gouvernements.

PAGES 9 à 11:

DROITS DE L'HOMME ET LUTTE POUR LA SUR-VIE AU PEROU: Contre la terre, contre les gens, et contre les verts rêves paysans, par Hugo Blanco: Invasions de terres sur les hauts plateaux, par Alain Labrousse. — Correspondance: L'a affaire Ballarin.

PAGES 12 et 13:

VENT DE CONTESTATION SUR LES CARAIBES ANGLOPHONES, par Edouard Bailby.

PAGE 14:

CAMERAS POLITIQUES: La guerre froide et les ombres, par Ignacio Ramonet. Marc Ferro, Noëlle de Chambrun et Jacques Demeure.

PAGES 15 à 18:

ECHEC ECONOMIQUE, MAIS DETERMINATION POLITIQUE: LE VIETNAM EXSANGUE, par Pierre Brocheux et Daniel Hémery. — Sibanouk et l'avenir du Cambodge, par Philippe Devillers.

PAGE 19:

L'alerte tunisienne, suite de l'article de Khemais Chamari.

PAGES 20 à 22:

TCHAD: Une paix fragile pour un peuple trompé, par Guy Labertit: L'impossible mission de l'armée française, par Agnès Thivent.

PAGE 23:

Les livres du mois.

PAGES 24 à 27 :

L'activité des organisations internationales.

Le Monde diplomatique » de février 1980 a été tiré à 117 500 exemplaires. En janvier, le nº 310 (avec un article sur « les inquiétudes de l'Arabie Saoudite et des émirats ») a été interdit à la vente en Arabie Saoudite.

Mars 1980